

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

LA

QUESTION SOCIALE

ET LE SOCIALISME

EN HONGRIE

*Thèse pour le Doctorat ès Sciences
politiques et économiques*

*présentée et soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Lyon
le 5 Juin 1909*

PAR

GABRIEL LOUIS JARAY

Auditeur au Conseil d'État.

Chargé de missions en Autriche-Hongrie par le Gouvernement français,
le Musée social et la Société de Géographie de Paris.

PARIS

FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR

LIBRAIRIES FÉLIX ALCAN ET GUILLAUMIN RÉUNIES

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1909

LA QUESTION SOCIALE

ET LE SOCIALISME

EN HONGRIE

UNIVERSITÉ DE LYON. FACULTÉ DE DROIT

MM.

CAILLEMER, C. ✱, I. 🌿, Doyen honoraire, correspondant de l'Institut.

MABIRE, ✱, I. 🌿, professeur honoraire.

GARRAUD, I. 🌿, professeur de Droit criminel.

APPLETON (Charles), I. 🌿, professeur de Droit romain.

FLURER, I. 🌿, professeur de Droit civil, Doyen.

THALLER, ✱, I. 🌿, professeur honoraire.

AUDIBERT, I. 🌿, professeur honoraire.

COHENDY, O. ✱, I. 🌿, professeur de Droit commercial.

PIC, I. 🌿, professeur de Droit international public.

APPLETON (Jean), I. 🌿, professeur de Droit administratif.

LAMBERT, A. 🌿, professeur d'Histoire générale du droit français.

BOUVIER, I. 🌿, professeur de Science financière et de Législation française des finances.

LAMEIRE, A. 🌿, professeur d'Histoire du Droit public et de Droit administratif.

JOSSERAND, A. 🌿, professeur de Droit civil.

BROUILHET, A. 🌿, professeur d'Économie politique.

HUVELIN, A. 🌿, professeur de Droit romain.

LEVY, A. 🌿, professeur de Droit civil.

GONNARD, A. 🌿, professeur d'Histoire des doctrines économiques et d'Économie politique.

BECQ (J.), I. 🌿, secrétaire.

JURY DE LA THÈSE

Président. M. BOUVIER, professeur.

Suffragants { M. PIC, professeur.
 { M. GONNARD, professeur.

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

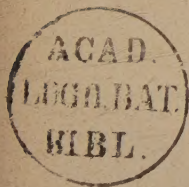
LA
QUESTION SOCIALE
ET LE SOCIALISME
EN HONGRIE

*Thèse pour le Doctorat ès Sciences
politiques et économiques
présentée et soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Lyon
le 5 Juin 1909*

PAR

GABRIEL LOUIS JARAY

Auditeur au Conseil d'État,
Chargé de missions en Autriche-Hongrie par le Gouvernement français,
le Musée social et la Société de Géographie de Paris.



PARIS

FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR

LIBRAIRIES FÉLIX ALCAN ET GUILLAUMIN RÉUNIES

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1909

Tous droits de traduction et de reproduction réservés.

LA QUESTION SOCIALE

ET LE SOCIALISME

EN HONGRIE

INTRODUCTION

Parler de crise en Hongrie, c'est éveiller aussitôt l'image de négociations interminables, d'accords chaque jour annoncés et chaque soir détruits, de compromis provisoires, de conflits avec la couronne, d'aspiration à une armée magyare ou à une banque hongroise, de séparation douanière d'avec l'Autriche ; bref, quand on parle à l'étranger d'une crise hongroise, une seule pensée vient à l'esprit, celle de la lutte traditionnelle que poursuit la Hongrie pour s'émanciper de la domination autrichienne. Mais c'est là en quelque sorte une crise extérieure ; de crise interne, on n'en fait mention que comme d'un contre-coup politique suscité par les rapports avec l'Autriche et l'empereur-roi, et volontiers on la repousse au second ou au troisième plan.

Cependant se développe en Hongrie une crise intérieure, beaucoup plus sociale que politique ou nationale. Il y a une quinzaine d'années, un professeur à l'Université de Pozsony, M. Mandello, écrivait : « Il y a peu d'années, c'était l'opinion générale qu'il n'y avait ni question sociale, ni socialisme en Hongrie, et que la richesse du pays le

protégerait toujours contre cette maladie de l'Ouest¹. »

Ces maladies occidentales ont aussi leur poussée vers l'Est. Déjà en 1894, M. Mandello remarquait que les temps étaient bien changés. A quel point cette évolution s'est poursuivie jusqu'à l'heure présente, c'est ce que nous voulons examiner dans ce livre sur la question sociale et le socialisme en Hongrie.

L'étude du problème social présente ce premier avantage d'éclairer et d'expliquer les événements politiques. Ceux-ci s'offrent sur le devant de la scène; le spectateur le plus superficiel entend leur bruit, peut noter leur suite, conter leur histoire. Mais le plus souvent, pour qui veut aller au fond des choses, il faut, derrière l'apparence politique, atteindre la réalité sociale. Surtout à notre époque, où les classes se transforment et adoptent de nouveaux modes de penser et de nouvelles aspirations, il est capital de ne pas se contenter du spectacle commode des faits qui se déroulent sur les théâtres de la politique. Pour prendre des exemples dans l'histoire contemporaine de la Hongrie, nous rappellerons seulement les deux faits politiques peut-être les plus importants de ces dernières années. On sait que le parti libéral hongrois a été vaincu aux élections dirigées par le comte Étienne de Tisza et qu'après avoir gouverné le pays pendant trente ans, il a tout d'un coup disparu presque complètement. Il n'y a plus aujourd'hui, à la Chambre, de députés qui se disent « libéraux », et l'ancien état-major du parti a changé de camp ou de nom. Politiquement, cela semble inexplicable, puisqu'aucun événement ne s'est produit en Hongrie qui bouleverse de fond en comble la situation. Mais si l'on veut examiner ce que représentait le parti libéral au point de vue social, on

1. *Le mouvement social en Hongrie*, broch., in-8°, Paris, p. 45.

ne s'étonne plus. Une classe sociale, forte jadis, se ruine et se décompose ; elle s'endette, aliène ses terres, se met à la merci des hommes d'affaires ; elle s'accroche aux charges publiques et aux bénéfices du pouvoir ; elle s'appuie sur ces hommes d'affaires, à qui elle ne peut rien refuser ; mais qu'un jour une circonstance quelconque arrête ce partage des dépouilles, il ne demeurera aucune armature qui soutienne, explique et fasse vivre un parti : c'est là toute l'histoire de la gentry, cette petite noblesse terrienne, qui fut le plus solide appui du régime de Koloman de Tisza. La défaite survenue, les hommes d'affaires sont allés ailleurs, les fonctionnaires ont cherché à garder leurs fonctions, les éléments sains et rénovés de la gentry ont fait alliance avec l'aristocratie. Et c'est ainsi que l'ancien parti libéral s'est évanoui, sans laisser de traces.

L'autre fait, auquel nous pensons, c'est l'avènement pour la première fois depuis 1867, d'un ministère absolutiste en Hongrie : tous les précédents conflits entre la noblesse magyare et le roi s'étaient résolus à l'amiable et à la satisfaction de cette noblesse, qui réalisait par acompte ses revendications nationalistes. Mais voici que la question militaire vient tout troubler ; l'empereur-roi, sur les incitations des chefs de l'armée, veut augmenter le contingent annuel ; la Hongrie accepte, mais réclame la séparation de l'armée commune en une armée hongroise et une armée autrichienne, tout au moins des mesures qui aboutissent à cette solution. Le souverain et le gouvernement restent intraitables et survient alors le coup d'État. Le général Fejervary, nommé ministre-président par le roi, en dehors de la majorité de la Chambre, dissout le Parlement, ouvre des crédits et engage des dépenses sans autorisation légale. Finalement, cet état « *ex lex* », comme on le nomme en Hongrie, cesse par la conclusion d'un véritable traité de

paix rédigé par écrit et signé. C'est le fameux « pacte » secret, passé entre François-Joseph et le chef ou les chefs des partis hongrois coalisés. Or ce pacte, par ce que nous en savons et ce que révèlent les faits eux-mêmes, proroge l'augmentation du contingent, contient la promesse qu'aucune revendication nationale en matière militaire ne serait même présentée jusqu'au jour où cette augmentation serait réalisée et qu'en tous cas l'unité de langue de commandement serait maintenue, oblige enfin le gouvernement de la « Coalition » à établir le suffrage universel à la place du suffrage très restreint jusqu'à présent en vigueur. Ainsi, le plus clair résultat de cette crise politique est l'introduction imprévue, contraire aux désirs et aux intérêts actuels des classes dirigeantes, d'une réforme dont la portée sociale peut être immense. Pour qui n'aperçoit que ces faits, ils paraissent s'enchaîner selon une suite fort illogique : que vient faire la réforme du suffrage dans un conflit purement « nationaliste » ? Comment se fait-il que le chef du parti de l'indépendance ait accepté de maintenir le *statu quo ante*, alors que le nom et le programme de Kossuth signifient autonomie complète ?

A nouveau tout s'explique, si l'on fait intervenir le problème social. L'époque du ministère absolutiste a été un temps d'expérience pour une alliance entre la couronne et les classes pauvres ou non satisfaites de Hongrie contre la noblesse dirigeante. Le danger de la situation a rendu cette dernière prudente et prête aux ententes et le parti de l'indépendance opportuniste, puisque, par une habile manœuvre de l'aristocratie, celle-ci a su prendre la plus large influence dans ce parti dit « démocrate ». Mais si le roi a donné le pouvoir aux classes aristocratiques de Hongrie, il ne l'a fait que sous une condition qui ménage l'avenir, celle de la réforme du suffrage. Ainsi, dans ce conflit entre

le souverain et la noblesse magyare, a été introduit un élément social permanent : l'expérience du passé peut renaître, et à la Hofburg on peut être tenté d'en user.

Si le problème social nous paraît capital pour expliquer dans un État l'apparence des faits politiques et particulièrement dans la Hongrie contemporaine, nous ne prétendons pas pour cela ramener tout aux questions sociales et économiques. Il est des questions politiques, il est des questions nationales, il est des questions religieuses. Mais en Hongrie, à l'heure actuelle, les premières sont profondément emmêlées avec les problèmes sociaux et le plus souvent expliquées par ceux-ci ; les secondes ont une importance indéniable, puisqu'on sait que les magyars constituent à peine la moitié de la population et qu'étant seuls de leur race, encerclés entre les slaves et les germains, ils peuvent redouter le danger des « nationalités » différentes ; mais ce n'est pas là le péril d'aujourd'hui ; celles-ci sont, dans l'ensemble, si pauvres, si arriérées, si peu conscientes, ou, comme l'allemande, si éparses, que nul danger actuel n'est à redouter pour l'hégémonie magyare ; il ne pourra se présenter que dans un avenir plus ou moins prochain, quand ces populations se seront enrichies, peut-être par l'industrie, où travaillent comme ouvriers de nombreux slovaques, serbo-croates et autres peuples, quand elles se seront instruites, si à ce moment une classe moyenne, peu à peu formée et non magyarisée, tente la renaissance nationale de sa race. Quant aux questions religieuses, elles ont soulevé de vives passions en Hongrie : pendant les années 1890 et suivantes, les lois dites politico-religieuses et surtout l'esprit qui animait le gouvernement d'un Tisza, ont paru une tentative de *Kulturkampf* contre le catholicisme. Mais cette histoire est aujourd'hui bien oubliée ; à l'encontre des intentions de leur promoteur, ces lois ont retrempé la

force du catholicisme et rendu le calvinisme relativement plus faible ; la poussière des combats d'antan est tombée ; au pouvoir s'allient catholiques et protestants, et l'aristocratie, amie du haut clergé, dirige la politique actuelle.

Dès lors, pendant les longs séjours que nous avons faits depuis 1900 dans l'Europe centrale, notre attention s'est portée surtout sur les problèmes sociaux, économiques et politiques. Il nous a paru que l'importance de la question sociale et des mouvements sociaux en Hongrie, leur intérêt, la lumière que leur observation projette sur la politique contemporaine de cet État, demandaient un exposé ample et une étude approfondie. Cet essai n'a que la prétention d'être un impartial effort poursuivi dans cette direction, effort à qui le lecteur voudra bien réserver un peu d'indulgence, par égard pour la difficulté du sujet.

*
* *

Effort impartial, disons-nous ; l'esprit, en effet, avec lequel nous avons abordé cette étude est celui d'un spectateur qui tente d'observer choses et gens, de se pénétrer de l'état d'âme des acteurs, de l'expliquer autant que faire se peut, de découvrir les intérêts cachés qui font mouvoir les uns et les autres ; mais bien loin de prendre parti pour ceux-ci ou pour ceux-là, nous n'avons d'autre ambition que de présenter au lecteur une photographie fidèle ; nous voudrions que les conservateurs les plus attardés de Hongrie, comme les révolutionnaires les plus exaltés, ne trouvent devant ce livre rien autre à penser que de reconnaître les portraits que nous traçons. En un mot, nous exposons, nous ne jugeons pas.

La matière de cet exposé, nous l'avons empruntée en grande partie, mais non pas exclusivement, à l'observation

directe des faits et des hommes. Il nous paraît, en effet, que l'étude d'un pareil sujet comporte une méthode assez souple pour allier l'enquête personnelle à la lecture des livres et des documents. La plupart des auteurs préfèrent se confiner presque exclusivement soit dans un genre de travail, soit dans l'autre, et produisent dès lors tantôt une œuvre de journalisme, tantôt une œuvre de bibliothèque. Les deux méthodes nous paraissent également précieuses à employer : rien ne peut suppléer à la vision directe ; seul le contact des hommes, le séjour dans un pays, à condition qu'il y soit un peu prolongé, peut communiquer la sensation du milieu ; pour saisir la vie d'un peuple ou d'une société, il faut en quelque mesure la vivre. C'est l'observation directe surtout qui mettra chaque chose à son plan, fera connaître ce qui est préoccupation réelle ou programme sur le papier et permettra de comprendre l'état d'âme des hommes qui se remuent devant nous. L'enquête personnelle est d'autant plus nécessaire en notre matière, que rien encore n'a été écrit sur plusieurs mouvements sociaux dont nous parlons, du moins en allemand ou en français ; bien mieux, certains se produisent dans une demi-obscureté, leurs initiateurs ne cherchent pas à se faire connaître et, par crainte de la police gouvernementale, gardent une prudente réserve, dont ils ne se départissent que quand ils se savent sûrs de n'être pas personnellement dénoncés.

Mais l'étude des livres et des documents est indispensable pour donner de la précision et une explication historique, pour contrôler tous les dires, parfois contradictoires, que l'on recueille, pour livrer au public une étude et pas seulement des impressions. L'obligeance avec laquelle on a mis à notre disposition, à Budapest, les documents de l'office central de statistique, et à Vienne les livres de la biblio-

thèque universitaire qui reçoit toutes les œuvres publiées dans l'Empire et un certain nombre d'étrangères, nous a grandement aidé à mener à bien ce travail. Nous nous sommes largement servi, surtout pour les annexes de ce livre, des volumineuses statistiques officielles, que nous avons entièrement dépouillées; mais on nous permettra de n'en pas faire trop étalage au cours de ce volume; souvent, la certitude qui découle de l'observation directe est plus grande que celle des statistiques, qui ont besoin d'interprétation. Mais celles-ci permettent de préciser certains phénomènes, surtout certaines variations. Comme des baromètres médiocres, ce sont leurs hausses ou leurs baisses simultanées qui sont le plus instructives.

*
* *

C'est dans cet esprit et avec cette méthode que nous avons abordé cette étude. Nous avons été par la suite amené à traiter la question sociale en Hongrie en prenant comme centre de notre étude le prolétariat. Ce n'est pas seulement pour donner à nos développements plus d'unité dans la composition, c'est aussi parce que de son évolution et de ses tendances dépendent principalement le sort de la Hongrie. Sans doute, l'attitude de l'aristocratie, aujourd'hui dirigeante, sera décisive dans la solution donnée à la question sociale, mais elle le sera précisément en ce qu'elle engagera le prolétariat dans telle ou telle voie.

Aussi bien prenons-nous ici le mot prolétariat dans un sens très large. Nous y faisons entrer non seulement les ouvriers agricoles et industriels, mais encore cette masse de petits propriétaires ruraux qui ont une propriété trop petite pour être assurés d'en vivre sans louer leurs bras

au grand propriétaire voisin. Ils sont à moitié ou partiellement prolétaires, et sont à ce titre mécontents de la situation sociale présente.

Étudier en Hongrie le prolétariat, ainsi défini, l'étudier en lui-même et dans ses rapports avec les autres classes, avec l'aristocratie principalement, c'est, croyons-nous, porter notre attention sur ce qui est au cœur même de la question sociale.

Cette étude comporte naturellement deux parties : l'une est la description des mouvements sociaux qui groupent le prolétariat des campagnes et des villes, l'exposé de leurs tendances, de leur histoire, de leur influence. Mais, avant de présenter le tableau de ces forces en formation, qui sollicitent dans des sens opposés le prolétariat hongrois, il est nécessaire de connaître sa condition sociale, sa situation politique et sa psychologie. C'est cette première partie de notre étude qui expliquera comment un double mouvement des ouvriers industriels et des travailleurs agricoles est né en Hongrie depuis une quinzaine d'années et y a pris, en ces tout derniers temps, un développement assez grand et une violence qui a parfois surpris. D'une part, c'est parce que la division de la propriété présente en Hongrie des caractères particuliers, qu'un mouvement agraire a pu croître; d'autre part, c'est parce qu'une transformation de ce pays au point de vue industriel est intervenue récemment qu'un mouvement ouvrier est né par voie de conséquence. Dégager les traits essentiels de la transformation industrielle et de la crise agraire permettra d'expliquer les mouvements sociaux actuels et, par suite, le développement de la question sociale et du socialisme en Hongrie.

PREMIÈRE PARTIE

LA CONDITION DU PROLÉTARIAT AGRAIRE
ET INDUSTRIEL EN HONGRIE

CHAPITRE PREMIER

LA SITUATION SOCIALE DU PROLÉTARIAT AGRAIRE

L'importance de la population agricole en Hongrie ; le problème agraire et la répartition de la propriété.

- I. **L'origine de la situation actuelle.** — L'affranchissement des serfs en 1848 : 1° la situation des serfs affranchis ; les anciens possesseurs serfs ; les anciens serfs domestiques ; le problème de la parcellation des grandes propriétés : l'état intermédiaire entre les paysans et les propriétaires, l'institution de fidéi-commis et leur limitation par l'Etat ; — 2° la crise de la moyenne propriété de la gentry ; l'endettement ; une partie des propriétés change de titulaires, mais sans parcellement généralisé ; — 3° la grande propriété et les latifundia des magnats ont surmonté cette crise.
- II. **La répartition actuelle de la propriété d'après les enquêtes de 1895 et 1900 :** 1° Les 2 à 3.000 grands propriétaires possesseurs du tiers de la Hongrie ; — 2° les 16 à 18.000 moyens propriétaires possesseurs seulement de 15 p. 100 des terres ; — 3° la petite propriété des paysans indépendants au nombre de 700.000 environ ; — 4° la propriété morcelée et insuffisante des quelques 800.000 cultivateurs journaliers ; — 5° la population agricole sans terre : le nombre très minime des métayers et restreint des fermiers : l'exploitation par métayage ou fermage, correspondant à une catégorie d'environ 100.000 individus ; la tradition du faire-valoir direct au moyen d'intendants, de domestiques et de journaliers ; les 500.000 domestiques agricoles ; les 1.500.000 journaliers et leur répartition géographique.
- III. **Les résultats sociaux de cette répartition des terres et les manifestations actuelles de la crise sociale :** 1° la « faim de la terre » ; la hausse de prix de la terre, l'absence de parcellation et la non-satisfaction des désirs des paysans ; l'augmentation du nombre des propriétaires dans certains comitats d'émigrants ; le développement et la consolidation déjà ancienne de la moyenne propriété paysanne dans l'Alföld ; la diminution du nombre des propriétaires et l'augmentation du nombre des journaliers agricoles dans l'ensemble de la Hongrie ; la consolidation de la propriété ; — 2° la lutte sociale des propriétaires et journaliers : les domestiques agricoles, leur situation misérable et leur salaire ; leur état d'esprit résigné et les signes de nouvelles tendances ; les journaliers agricoles : leur situation précaire, leur salaire, l'histoire de leur lutte sociale récente ; la terreur des propriétaires : le danger économique et social du mouvement, la difficulté d'augmenter les salaires : l'ardeur des ouvriers ;

la lutte sociale et la crise; — 3° l'émigration des paysans et des journaliers; les causes adjuvantes et la cause essentielle; le nombre des émigrants grossit avec celui des mécontents; le départ des femmes, les rapatriés, la condition sociale des émigrés, les lieux où l'émigration se produit; un phénomène de psychologie collective et de nécessité économique; les causes annexes et la propagande des compagnies de colonisation; les mesures prises par la loi de 1903 et celle de 1908; l'effet de l'émigration sur la crise sociale; l'aspect sous lequel on l'envisage en Hongrie, le point de vue national, l'augmentation de la population et la « magyarisation » de la Hongrie ne sont pas arrêtées, mais retardées; les heureux effets de l'émigration: l'augmentation rapide de la population et la décongestion du pays, la centaine de millions de capitaux au moins rapportée en 1907 par les émigrants d'Amérique en Hongrie; l'émigration effet et palliatif de la crise sociale.

Malgré le développement récent de l'industrie, la Hongrie reste essentiellement un état agricole: sans doute, si l'on compare à dix ans de distance la population occupée à l'agriculture, on s'aperçoit d'une diminution proportionnelle: les 10.800.000 personnes qui en vivaient en 1890 constituaient les 70,8 p. 100 de la population totale de la Hongrie, tandis qu'en 1900 les 11.100.000 n'en représentaient plus que 66,5 p. 100. Malgré cette évolution, conforme à celle de tous les grands États, il suffit de remarquer l'importance de ce dernier chiffre, pour s'apercevoir à quel point la Hongrie est socialement différente de l'Europe occidentale: la population agricole, en effet, ne compte que pour 45 p. 100 en France, elle n'est que de 35 p. 100 en Allemagne et aux États-Unis, de 15 p. 100 en Angleterre¹.

Il est même très significatif de visiter les grandes villes hongroises de la Pusztá: beaucoup n'ont point du tout l'apparence de villes, mais d'immenses villages; quelques industries récentes y travaillent les produits de la terre; ce sont des moulins, des sucreries, des distilleries; la masse de la population se divise en petits commerçants et artisans d'une part, qui tiennent en ce lieu comme une foire

1. Voir documents *Annexés*: *tableau A*.

permanente, et d'autre part en agriculteurs. Et c'est ainsi que des villes de 100 000 âmes, comme Szabadka et Szegedin, comptaient au recensement de 1900, 59 et 41 p. 100 de leur population vivant directement du travail de la terre. Aussi, de longtemps encore, à la différence des États de l'Europe occidentale, le plus important problème social en Hongrie restera le problème agraire.

Si ce problème existe tantôt à l'état aigu, tantôt à l'état latent, il est dû à l'existence d'un prolétariat agricole très nombreux et à la répartition de la propriété, deux phénomènes connexes. A vrai dire, il y a dans les campagnes hongroises deux types de prolétaires (si, par prolétaire, on entend ici celui qui ne peut pas vivre de son domaine et doit s'employer au service d'autrui) : l'un est l'ouvrier ou le journalier agricole, l'autre est le petit paysan, dont la terre est insuffisante pour le faire vivre et qui doit louer ses bras une partie de l'année au grand propriétaire voisin. Mais pour l'un comme pour l'autre, la crise sociale, qui est la raison d'être des mouvements agraires récents, a sa racine dans la constitution et la division de la propriété terrienne en Hongrie.

I

Pour comprendre la situation actuelle, il est indispensable de rappeler comment elle a pris naissance, car c'est l'abolition du servage en 1848 qui explique et la répartition des terres et la crise de la moyenne et de la petite propriété. On sait qu'en 1848, Louis de Kossuth, poursuivant la politique inaugurée par le comte Etienne Széchenyi, fit affranchir les serfs, — et c'est en cela que se trouve la cause de la popularité toujours existante du nom de Kossuth en Hongrie : le paysan se souvient de son libérateur ; c'est non

point tant pour son hostilité et sa révolte contre Vienne que pour son action sociale que Louis de Kossuth demeure une manière de héros national du peuple magyar.

Avant 1848, il y avait en Hongrie deux catégories de serfs, qui toutes deux ont été affranchies en même temps, mais dans des conditions économiques bien différentes. Ces conditions s'expliquent par la situation même que ces serfs possédaient au moment du servage. Les uns étaient des serfs possesseurs de terres, selon les règles du droit d'alors : ils avaient une « possession serve », ce qui était quelque chose de très défini. Une « possession serve » était déterminée en étendue dans chaque comitat selon la qualité du sol : elle variait selon le comitat et le sol entre 16 et 40 joch de champs et entre 5 et 22 joch de prairies. Un serf pouvait détenir une « possession serve » entière, il pouvait aussi n'en avoir qu'une moitié, un quart ou un huitième ; mais un huitième était le minimum ; cette détermination précise des « possessions serves » fait de suite pressentir l'effet qui en est résulté : c'est la restriction obligée du nombre des futurs propriétaires. Ces serfs du premier degré sont, d'après la loi et les règles locales, en quantité limitée et ils possèdent une sorte de « homœstad » particulier, puisque leurs terres sont intransmissibles. Dès lors ils pourront former après leur libération une classe de petits propriétaires assez solidement établie, mais relativement très restreinte.

La seconde catégorie des serfs était constituée par ceux qui pouvaient avoir quelques terres, mais d'étendue minime ; cette étendue était fixée exactement dans chaque comitat ; étaient serfs « domestiques » ceux qui possédaient moins du huitième, dont nous venons de parler, d'une « possession serve ». A ce titre quelques-uns avaient encore des terres en quantité appréciable, d'autres presque pas ; beaucoup

n'avaient rien. Or c'est cette catégorie de serfs qui, à la veille de 1848, était la plus nombreuse, puisque les cadres de l'autre étaient à peu près fermés.

La loi IX de 1848 apporta à tous l'affranchissement. Cet affranchissement leur donnait la liberté personnelle, l'égalité civile avec leurs anciens seigneurs. Mais on fit plus : on leur donna en toute propriété les terres qu'ils détenaient à titre de « possession serve » ; jusqu'alors, ils n'avaient de ces terres que la jouissance ; en échange ils devaient au seigneur des prestations en nature et en travail : c'était le « neuvième » du revenu, c'étaient des contributions dites exceptionnelles lors de la fête du seigneur, de son mariage, ou d'autres événements, c'étaient des apports en nature, c'était enfin le droit de « robot », c'est-à-dire l'obligation de travailler pour le maître un temps donné, fixé jadis à 52 jours par an¹. C'est avec cette main-d'œuvre obligatoire des « possesseurs serfs » et avec celle des « serfs domestiques » que le seigneur faisait travailler ses biens allodiaux, mettre en valeur ses forêts, ses vignes, ses pâturages, etc. Ces « possesseurs serfs » devinrent des propriétaires, les propriétaires des biens qu'ils détenaient en jouissance et ils le devinrent dans des conditions particulièrement favorables pour eux : jusqu'alors on avait admis que les serfs pourraient se libérer et garder leurs terres en payant au maître un capital ou une rente. Cette contribution de rachat avait été stipulée entre 1840 et 1848 dans de nombreux contrats, et elle était assez faible² ; toutefois c'étaient encore les serfs qui supportaient la charge de leur affranchissement. La loi XII de 1848 change le système, pour leur plus grand avantage : désormais la libéra-

1. Sans parler du « dixième » dû pour l'entretien du clergé, qui est à la vérité une sorte d'impôt du culte.

2. Mailàth, *Studien über die Landatciterfrage in Ungarn*, p. 24.

tion est obligatoire et la compensation est mise à la charge de l'État. Les nouveaux propriétaires ne doivent rien à leurs anciens maîtres ; c'est l'État qui indemnise ces derniers : il les paie en papier d'État, dont l'amortissement est opéré par des ressources tirées d'un supplément à l'impôt foncier.

Envisagé à un point de vue strictement économique, l'affranchissement de 1848 n'eut de bons résultats que pour une catégorie de serfs.

Les seigneurs, remarquons-le de suite, furent mis dans une situation assez peu favorable : l'indemnité que leur paya l'État ne fut pas calculée sur l'ensemble des avantages qu'ils retiraient des serfs, mais seulement sur les contributions en argent ou en nature qu'ils en recevaient. Toutes les prestations personnelles que le paysan leur servait n'entrèrent pas en ligne de compte. Si bien que l'indemnité en capital fut si petite que l'on a estimé à 2 ou 3 joch la quantité moyenne de champs qu'elle représentait, alors que la terre cédée au paysan en toute propriété s'étendait sur 30 à 40 joch ¹.

Pour le paysan, les effets de la libération furent très différents, selon leur situation antérieure : les « possesseurs serfs » furent des plus favorisés : ils devenaient libres, propriétaires et ne supportaient aucune charge, à titre d'indemnité ; ils payaient seulement l'impôt foncier commun à tous les propriétaires de toute origine. On peut dire que dans peu d'États une condition économique aussi bonne leur fut réservée après leur libération. Cette petite propriété ainsi créée était saine et solide ; c'est d'elle que procède la petite propriété paysanne actuelle.

Mais toute différente était la situation des anciens « serfs

1. Mailáth, *Studien über die Landarbeiterfrage in Ungarn*, p. 23.

domestiques » : ceux-ci reçurent bien en toute propriété les champs dont ils pouvaient avoir la jouissance, mais beaucoup n'en possédaient pas du tout et les autres n'en avaient qu'une étendue des plus restreinte ; dans certaines contrées très favorisées, une culture intensive leur permit de vivre de leur bout de terre et de demeurer ainsi paysans indépendants ; mais presque partout ils durent louer leurs bras comme domestique ou ouvrier agricole, pour gagner une vie que n'assurait pas ou qu'assurait insuffisamment une propriété naine ou inexistante. Leur condition fut beaucoup moins heureuse qu'avant l'abolition du servage, car ces « serfs domestiques » jouissaient alors de deux sortes d'avantages qui leur furent retirés : l'usage leur accordait la tolérance de profiter des pâturages communs du seigneur, de prendre du bois dans ses forêts, de ramasser les glands pour engraisser leurs pores, etc.. Ces petits bénéfices avaient une très réelle importance dans la vie domestique ; en particulier ce fut une perte des plus sensibles que l'impossibilité pour eux de mener leurs bêtes paître en commun ¹ ; sans pâturages ni prairies, ces tout petits paysans ou ces ouvriers agricoles durent renoncer aux bénéfices de l'élevage.

Ce n'est pas tout : l'affranchissement brisa les rapports patriarcaux existant entre les paysans et le seigneur ; au temps du servage, celui-ci avait en quelque mesure charge d'âme : si le serf domestique avait trop peu de gains, le maître prenait ses dispositions pour le faire vivre, lui et sa famille ; s'il était malade ou vieux, il l'avait à sa charge ; c'était « son » serf et les droits qu'il avait sur lui avaient pour correspondants des devoirs étendus ; il lui prenait sa liberté, mais il lui assurait l'indispensable. La libération

1. D'après le droit seigneurial, seuls les « possesseurs serfs » avaient un véritable droit aux pâturages communs.

lui donnait la liberté, mais lui enlevait souvent l'indispensable. Désormais était née une classe de travailleurs sans terres ou avec trop peu de terres, qui étaient à la merci du lendemain et à qui le pain n'était pas assuré. Et cette classe de prolétaires était plus nombreuse que celle des paysans, dont la propriété était suffisante : il n'y a pas à cet égard de documents généraux très précis, mais tous les historiens de la vie économique hongroise s'accordent à dire que les paysans, anciens « possesseurs serfs », étaient en 1848 sensiblement moins nombreux que les ex-serfs domestiques ¹.

Depuis 1848, la situation ne fit que s'empirer : les anciens serfs domestiques restèrent domestiques de ferme ou journaliers, sans réussir, sauf exception, à devenir petits propriétaires. Ceux d'entre eux qui avaient eu quelques terres et étaient d'anciens tâcherons, poursuivirent une existence assez précaire : ils avaient bien dans la commune un emplacement qui leur servait de jardin et où ils avaient construit leur maison, mais il leur fallait gagner au dehors de quoi vivre ; ils possédaient sans doute un droit de pacage et de coupe dans les pâturages et les bois communaux, quand ils existaient, mais ce droit valait moins que l'ancienne tolérance sur les terres seigneuriales. Parfois il n'y avait pas de communaux ; surtout, ces communaux furent dévastés fréquemment par une exploitation irrationnelle, avant qu'on pensât à les protéger par une législation nouvelle. Le seigneur était autrefois leur protecteur-né ; la commune, qui reçut souvent en toute propriété quelques parties des forêts et pâturages du seigneur, fut leur destructeur.

Ainsi, pour ces catégories d'anciens serfs domestiques,

1. *Studien, loco citato*, p. 28.

l'acte nécessaire de l'affranchissement eut de déplorables conséquences économiques : l'ancienne association du propriétaire et du paysan procurait à l'un la main-d'œuvre, à l'autre la terre ou du moins la vie certaine pour lui et sa famille. Sa dissolution enleva au propriétaire cette main-d'œuvre, en même temps que ses outils, son bétail, etc. ; elle enleva au nouveau libéré des droits d'usage précieux, le travail assuré et patriarcal ; elle en fit un prolétaire parfois sans feu ni lieu, toujours sans indépendance et sans certitude pour sa nourriture du lendemain. De là est née la crise à double face, qui se déroula en Hongrie : la crise des propriétaires et celle du prolétariat agricole.

Les anciens « possesseurs serfs », devenus petits paysans libres et autonomes, coulèrent des jours assez heureux pendant une douzaine d'années, jusque vers 1880 ; beaucoup prospérèrent et agrandirent même leurs domaines ; mais depuis cette date, la crise agricole, les fléaux divers, l'absence d'épargne, l'accroissement de la population et la division des héritages firent subir à ces petits propriétaires les mêmes épreuves que celles ressenties par la moyenne propriété. Aussi l'étendue de ces petites propriétés paysannes a-t-elle très sensiblement diminué depuis le recensement de 1870 : d'après le service de la statistique, ses résultats ne sont pas comparables à ceux du recensement de 1895 ; toutefois, le fait que les exploitations de moins de 5 jochs couvrent une étendue beaucoup moindre qu'en 1870, que celles de 5 à 30 jochs ont passé de 16 millions à 10 millions de jochs, confirme les observations faites par les économistes. Ainsi, même la classe la plus favorisée en 1848, celle des petits propriétaires, sortit fort éprouvée des événements d'ordre divers qui se succédèrent depuis 1880 environ.

Les catégories moins avantagées subirent plus vivement encore l'atteinte de ces épreuves. A cette situation, qui semblait désespérée, quel remède apporter ? A cette masse d'anciens serfs, il aurait fallu pouvoir vendre des terres ; mais où en trouver ? l'État céda ses terres ; mais quand il lui en resta fort peu, se posa le problème de la parcellation des grandes propriétés. Il n'a pas été résolu depuis lors et ne paraît pas près de l'être : on a proposé de donner à l'État le droit d'exproprier contre indemnité dans un dessein d'intérêt public, comme on a donné ce droit dans une loi industrielle récente en vue de l'établissement de fabriques. Mais une mesure aussi radicale n'avait guère de chance d'être adoptée par un gouvernement soumis aux influences des grands propriétaires. Aussi, on s'en est tenu jusqu'à présent à deux palliatifs : le premier a consisté dans l'achat de terres par l'État aux propriétaires et leur revente aux paysans, mais cette action ne paraît pas avoir très bien réussi ; on a prétendu que l'État (ou la banque qui lui servait d'intermédiaire) achetait à trop haut prix. Surtout, pour que la mesure eût un large effet, il aurait fallu que les achats fussent opérés en grand, et il était malaisé de trouver des propriétaires vendant à des prix raisonnables ; puis les reventes auraient dû être faites par l'État contre une annuité et non contre un paiement en capital, que les paysans étaient souvent incapables de régler ; mais alors se posait une difficile question financière, celle de trouver des ressources immédiates fort importantes, si l'on voulait généraliser cette action. En tous cas, il n'y a jusqu'à l'heure actuelle qu'un nombre très restreint de paysans qui ont profité de cette intervention.

Le second procédé employé est un procédé en quelque sorte préparatoire : il consiste dans la restriction ou le

transfert des fidéicommiss : l'institution du fidéicommiss est en effet un des obstacles les plus sérieux à l'extension de la propriété paysanne ; en Hongrie, théoriquement, chaque individu peut se constituer un fidéicommiss avec la moitié de sa fortune, — ce qui est la quotité disponible, — soit en immeuble, soit en argent. Dès lors, c'est la famille qui devient propriétaire et l'individu n'est qu'usufruitier. Une fois le fidéicommiss constitué, le bien devient donc inaliénable et la parcellation impossible¹ : un tel résultat pourrait être heureux s'il s'agissait de petites propriétés ou de propriétés même étendues, mais constituées en forêts ; malheureusement, en fait, les plus petits fidéicommiss portent sur des biens de 1.000 hectares (2.000 jochs) : on est très loin de l'homestead². D'autre part, beaucoup de fidéicommiss s'étendent sur des terres arables, dans l'Alföld, et même souvent sur les meilleures terres labourables du pays : ainsi, dans le comitat de Tolna, où le prince Esterhazy possède, dit-on, le vingtième de la terre, plus de 400.000 jochs, ce sont les lieux les plus fertiles qui lui appartiennent.

A cet égard la mesure prise par l'État est bien timide : son consentement étant obligatoire pour la constitution de tout fidéicommiss, il ne l'accorde plus en fait quand on veut en instituer un portant sur des terres arables ; d'autre

1. Quelques fidéicommiss s'éteignent avec la disparition d'une famille ; d'autres finissent du consentement de tous les membres de la famille ; encore qu'on discute le bien fondé de cette renonciation, qui n'est donnée que par les membres actuels et non éventuels de la famille. Mais ces cas sont exceptionnels.

2. Il n'y a pas un seul fidéicommiss de paysan. Généralement, le fidéicommiss se lie soit avec un majorat, — c'est le cas le plus fréquent, — soit avec un seniorat : le membre le plus âgé de la famille est usufruitier et jouit d'une sorte de retraite ; dans ce second cas, si le fidéicommiss porte sur des terres et non sur de l'argent, il produit des résultats déplorables : comme la terre passe, après l'usufruitier actuel, à des parents souvent éloignés et inconnus, on ne la soigne pas et on lui fait donner tout ce qu'elle peut.

part, il propose de transférer les anciens fidéicommis de la plaine aux forêts et aux terrains de montagnes ; mais, comme il n'y oblige point, son offre ne rencontre qu'un accueil des moins favorable.

Cette action de l'État est d'autant plus insuffisante qu'il a laissé se constituer depuis trente ans une propriété inaliénable des plus étendues ; si l'on prend, à titre d'indication, les statistiques de 1870 et celles de 1900, on voit qu'en même temps que les propriétés des églises doublient d'étendue (1.288.000 jochs en 1870, 2.500.000 en 1900), celles des fidéicommis quintuplaient (463.000 en 1870, 2.633.000 en 1900). Aujourd'hui de colossaux domaines fidéicommissaires, sont formés : « D'après le registre du ministre de la Justice, ceux des princes et comtes Esterházy couvrent 516.000 jochs, des comtes Schönborn 241.000, des comtes Károlyi 174.000, des comtes Pálffy 104.000, des comtes Pallavicini 66.000, des comtes Koháry 60.000, des comtes Barkóczy 52.000, des comtes Almássy 40.000, des Festetich 36.000, des comtes Batthyány 34.000, des comtes Szécheny 26.000, des comtes Wenckheim 25.000, des comtes Dessewffy 22.000, sans compter les comtes indigents ». M. Béla Flödes, professeur à l'Université de Budapest et député de la « Coalition » montrait fort bien que « l'influence de ces fidéicommis et des biens de main-morte est particulièrement dangereuse à l'égard de l'accroissement et de la répartition de la population. L'inaliénabilité empêcha l'établissement de petits propriétaires, de sorte que ceux-ci émigrent »¹.

Dans ces dernières années l'extension des fidéicommis a été arrêtée, mais aucune action énergique n'a été menée pour la parcellation des grandes propriétés, et dès lors la

1. *Dictionnaire (hongrois) de l'Économie politique*, t. I, p. 83, cité dans *la Hongrie contemporaine et le suffrage universel*, p. 14.

propriété paysanne est restée trop petite : comme en 1848, une grande partie des paysans manque de terres. Depuis cette date, il s'est constitué peu à peu une classe très restreinte de riches paysans dans l'Alföld ; une classe plus nombreuse de petits cultivateurs à peu près indépendants a subsisté ; mais le plus grand nombre est demeuré prolétaire, soit simple ouvrier agricole, soit possesseur d'une terre insuffisante pour le nourrir. Ainsi, soixante ans après le servage, la majorité de la population hongroise est dans une situation peut-être pire qu'avant 1848. Or, les aspirations modernes commencent à l'animer. On devine l'angoissant problème de demain.

*
* *

Quant à la crise des propriétaires, surtout des moyens propriétaires, membres de la gentry ou petite noblesse, elle paraît aujourd'hui en décroissance, mais ses effets subsistent : nous avons dit que son origine était aussi dans l'affranchissement des serfs : sans main-d'œuvre, sans bétail, sans outils, les propriétaires furent tout désemparés. Ils reçurent bien de l'État un capital à titre d'indemnité. Mais ce capital, nous l'avons expliqué, fut insuffisant pour réparer le préjudice réel causé ; dans bien des cas, le propriétaire, qui souvent n'avait jamais eu sa vie durant une pareille somme d'argent liquide à sa disposition et n'avait jamais eu de capitaux à faire fructifier, la dépensa légèrement, plus d'une fois au jeu, souvent aussi simplement par désir de paraître : un grand propriétaire conservateur de Hongrie, le comte Mailath, fait, dans quelques pages, l'étude de cette classe et la critique des habitudes de celle-ci : « Bien des membres, dit-il, de la classe moyenne des propriétaires, connue sous le nom de gentry, agissent

d'une façon si irraisonnable, qu'au lieu d'augmenter leur nombre en s'unissant aux petites gens, qui s'adonnent à d'autres occupations et sont doués d'esprit pratique, ils ont très peu d'estime pour eux et ne tiennent pas à les fréquenter. Mais ils s'efforcent d'autant plus à se créer des attaches dans la haute classe de la société : ils voudraient être des hommes puissants, renommés, et faire fortune ; n'étant pas matériellement assez forts et ne pouvant acquérir la fortune, ils finissent par se ruiner complètement¹ ». Leur goût du luxe, leur désir de paraître, l'éducation coûteuse et manquant de sens pratique donnée à leurs enfants, le partage successoral des héritages, leur abandon des campagnes pour les villes où l'on s'amuse et où l'on reçoit des emplois publics, leur idéal de jouer au seigneur en recevant une place de petit fonctionnaire et en se faisant appeler « votre dignité » (méltoságos) ou « votre grandeur » (nagyságos), tout cela entraîna cette classe sociale sur une voie périlleuse. Pour reconstituer leur cheptel, payer leur main-d'œuvre, ils durent chercher des capitaux mobiliers, qu'ils n'avaient plus ; ils empruntèrent. Alors survinrent une série de fléaux : des vignobles furent atteints par le phylloxéra ; l'élevage subit dans le nord une épidémie de pneumonie infectieuse ; la peste porcine abattit les porcs ; de très mauvaises récoltes appauvrirent le pays, comme en 1894 et 1898. En même temps, les États occidentaux établissaient des tarifs de douane protecteurs de plus en plus élevés, qui mettaient des entraves aux exportations agricoles de la Hongrie. Les propriétaires s'endettèrent, les hypothèques grossirent. C'est alors que le revenu agricole diminua : déjà une part grandissante en était prise par les impôts,

1. *La classe moyenne en Hongrie*, 1904, p. 6.

qui croissaient pour pouvoir couvrir les dépenses d'un État moderne, alors que les biens fonciers étaient autrefois libres de charge ; l'intérêt des prêts était fort élevé, faute d'argent dans le pays et d'organisation du crédit ; les propriétaires acculés étaient trop heureux de trouver des capitaux disponibles à haut prix chez quelque juif, pratiquant l'usure¹.

Le dernier coup fut alors porté par la crise agricole : pendant les trois dernières décades du XIX^e siècle et surtout à partir de 1880, la surproduction générale, les nouvelles cultures d'outre-mer amenèrent, comme on sait, une baisse considérable et générale des prix des produits de la terre : les cours du marché du blé et de la laine, par exemple, descendirent en Hongrie jusqu'à la moitié des chiffres qu'ils avaient atteints. Un travail plus grand, une main-d'œuvre plus nombreuse arriva à produire une plus grande quantité de produits, mais, la valeur de ces produits diminuant, le propriétaire ne retrouvait qu'avec peine le coût de production².

Dès lors la décadence fut irrémédiable ; les hypothèques augmentèrent, les remboursements furent impossibles, les

1. A cette crise d'endettement de la moyenne propriété de la gentry, comme aussi de la petite propriété, un ancien sous-secrétaire d'État au ministère de l'Agriculture, M. Edmond Miklos, avait proposé, à une période difficile, le remède suivant : une banque d'État donnerait aux propriétaires le crédit à bon marché, à 4 p. 100 par exemple, et leur permettrait ainsi de convertir leurs dettes en annuité terminable ; elle aurait trouvé des ressources, d'après ce projet, dans les fonds de réserves des caisses d'épargne hongroises, qui sont assez riches. Mais n'aurait-ce pas été très insuffisant ? (D'après le *Wiener Landwirthschaftliche Zeitung*, 8 février 1902, dans le *Bulletin du ministère de l'Agriculture* de 1902, p. 395).

2. Ainsi de 1883 à 1903, l'exportation de farine s'élève bien de 3,5 millions de quintaux à 7,7 et la moyenne de production annuelle du froment passe bien de 16 millions de quintaux en 1870-79, à 40 en 1890-94 ; mais la valeur en millions de k. ne monte que de 320 à 496 (d'après Bernat, *Revue économique internationale*, octobre 1905, p. 147-148).

saisies judiciaires s'accrurent ¹, les transmissions de propriété attinrent un chiffre considérable ².

Telle fut l'histoire de cette classe sociale, qu'on nomme en Hongrie la *gentry*; c'est une petite noblesse terrienne qui n'a pu conserver ses terres et son rôle social. Sa ruine a entraîné la vente de ses biens; quant à son influence, elle a cherché à la maintenir en accaparant toutes les fonctions publiques. Le régime des vingt dernières années en Hongrie pratiqué surtout par feu Koloman de Tisza, consistait dans l'habitude de créer des places et de les donner à cette petite noblesse, d'étendre la bureaucratie, de gouverner par elle, de s'assurer par elle et à coups de florins une majorité dans le pays. Cet espèce de prolétariat bureaucrate est un des maux de cet état; il travaille peu, n'est pas impartial, a besoin d'argent, est ignorant et vaniteux; c'est, pour employer l'expression du comte de Mailath « un fléau, dont les ravages sont partout ailleurs moins néfastes qu'en Hongrie ».

De cette crise sociale des propriétaires de la *gentry*, qu'est-il résulté? une partie de ces nobles ont survécu à la tourmente, les plus riches, ou les plus sages, les plus économes et les plus intelligents; une sorte de sélection

1. Voici la statistique des biens vendus aux enchères par suite de aillite :

Années:	Nombre:	Valeur.
1875.	9.800	»
1883.	17.700	»
1893.	15.300	25.000.000 couronnes.
1901.	19.900	47.000.000 —
1902.	21.100	60.000.000 —
1903.	21.100	»

(Bernat, *loco citato*, et Léopold, *la Situation du paysan en Hongrie*, p. 14).

2. Beaucoup de transmissions, pour n'être pas judiciaires, n'en sont pas moins forcées : en 1875, il n'y avait que 193.000 transmissions de propriété d'une valeur de 166 millions de florins, en 1903, 524.000 d'une valeur de 838 millions de florins.

s'est faite. Aussi dans l'évolution de cette classe sociale, on peut dire que la période de crise aiguë est passée : ceux qui ont pu la surmonter paraissent aujourd'hui dans une situation assez sûre ; ils ont acquis de la sagesse et de l'expérience et du reste le prix des denrées agricoles est un peu plus rémunérateur qu'il y a quelques années et en particulier le prix des céréales s'est élevé en Hongrie, depuis l'application du dernier tarif douanier de 1905.

Mais un grand nombre ont été ruinés : quelques-uns restent en possession de la terre ; mais le vrai propriétaire est le créancier, auquel le possesseur doit donner à peu près tout son revenu. La plupart ont été réduits à la vente. Quels ont été les acquéreurs ? Il semble bien que les paysans aient peu profité de cette situation : ils n'avaient pas assez d'argent pour acheter ces domaines hypothéqués et vendus d'un bloc ; l'État ne paraît pas avoir eu souci ou pouvoir d'intervenir ; du reste les petits propriétaires souffraient eux aussi des mêmes fléaux, de la même crise, et aussi des mêmes mœurs, du moins, d'un état d'esprit dont les effets étaient aussi fâcheux : leur envie irréfléchie d'acheter, leur absence d'esprit d'économie, joint souvent à leurs dettes et au taux usuraire qu'ils payaient, les rendaient incapables de devenir les propriétaires définitifs des terres à vendre de la gentry. Aussi il semble bien que l'étendue des exploitations moyennes n'a pas beaucoup varié : quelques achats par de riches paysans ou par des fideicommissaires l'ont peut-être un peu diminué¹.

Mais dans son ensemble cette propriété a seulement changé de mains : elle a été acquise par la bourgeoisie commerçante et industrielle en formation en Hongrie.

1. D'après les statistiques, du reste non comparables, de 1870 et de 1895, les exploitations de 100 à 1.000 holds ont diminué de 6.600.000 hectares à 5.600.000.

Cette bourgeoisie n'a aucune attache avec la gentry, qui la méprise ; l'une s'enrichit dans le commerce et la banque, l'autre végète dans les fonctions publiques ; l'une a un passé de noblesse, l'autre de roture ; l'une est de vieille souche magyare, l'autre est souvent d'origine allemande, comme la plupart des anciens bourgeois des villes, et surtout d'origine juive ; l'une dépérit, et son influence sociale tombe ; l'autre croît et remplace la classe moyenne ancienne. Cette substitution est vue avec défaveur par l'aristocratie et les nationalistes hongrois : ils estiment les éléments nouveaux moins sûrs, moins acquis aux intérêts magyars ; il n'y a pas entre eux et la haute noblesse le même contact qu'entre magnats et hommes de la gentry.

Quoi qu'il en soit, la crise des propriétaires n'a pas abouti, comme on aurait pu le croire, à une modification essentielle dans la répartition de la propriété, mais simplement dans la majorité des cas à un changement du titulaire de cette propriété.

*
* *

Quant à la grande propriété, aux latifundia que possèdent les magnats, sa grandeur même leur a permis de survivre à la tourmente et de surmonter cette crise, qu'ils ont ressenti tout comme la moyenne propriété. Cette grande propriété a même accru, comme mesure de défense, ses domaines inaliénables, qui sont six fois plus étendus aujourd'hui qu'il y a trente ans.

Aussi dans l'ensemble, la grande aristocratie foncière a-t-elle conservé et ses terres et sa force.

Elle devait donc, au moment favorable, reprendre toute son influence sur le pouvoir, monopolisé pendant vingt ans par les éléments de la gentry, reliés d'une forte arma-

ture par Koloman de Tisza. La crise constitutionnelle lui fournit cette occasion et le gouvernement de la Coalition est né sous ses auspices. Au reste, elle fait aux éléments sains de la gentry sa part ; avec cette dernière, l'entente est facile et désirée ; il n'y a pas de coupure entre ces deux classes sociales : l'une d'elles se compose des nobles ayant un titre (baron, comte ou prince), donné par le roi, et possédant une grande propriété ; l'autre des nobles sans titre et possédant généralement une moyenne propriété ; encore ces règles ne sont-elles pas absolues et l'on voit par exemple au « Casino des magnats » des hommes sans titre, mais de très vieille origine nobiliaire. Gentry et magnats ne sont séparés ni par de profondes différences sociales, ni par des traditions, ni par leurs goûts, ni par leurs occupations. L'histoire a bien creusé un fossé entre classes en Hongrie : mais d'une part se trouve l'aristocratie et la petite noblesse unies et d'autre part les anciens serfs promus paysans indépendants ou ouvriers agricoles libres.

II

Cette histoire esquissée de la propriété et des classes sociales agricoles depuis 1848 explique la situation actuelle et sa gravité ; on peut la résumer à grands traits d'après les enquêtes de 1893 et de 1900¹.

La grande propriété (de plus de 500 hectares ou 1.000 arpents) est possédée par deux à trois mille individus ou personnes morales surtout ecclésiastiques et s'étend sur un tiers environ du sol cultivé de la Hongrie² ; cette propor-

1. Cf. *Documents annexes, tableaux G, 1^o, 4^o, 5^o*.

2. Il y a 3.700 exploitations d'après la statistique agricole, d'après le recensement 1.530 propriétaires au titre de possession principale et 460 au titre de possession accessoire ; d'un côté plusieurs exploitations

tion est énorme, si l'on songe qu'en Allemagne, pays cependant de grande propriété dans l'est, il n'y a que 10 p. 100 du sol qui appartienne à cette catégorie de propriétaires.

Encore ce chiffre n'exprime pas toute l'importance de la propriété seigneuriale ou ecclésiastique : les forêts n'y sont pas comprises et appartiennent le plus souvent à cette même catégorie de personnes ; quant aux terres, ce sont généralement les meilleures de chaque commune, que les magnats et les églises ont conservées ; c'est une observation générale que l'on peut étendre à toute la Hongrie.

On range dans la moyenne propriété les exploitations de 50 à 500 hectares (100 à 1.000 jochs) : la faiblesse relative de cette catégorie est indiquée par le nombre des propriétaires (16 à 18.000)¹ joint à l'étendue du sol qu'ils possèdent, environ 15 p. 100 du sol cultivé, alors qu'en Allemagne où cette propriété n'est pas très puissante, elle détient cependant 23 p. 100 du sol².

La statistique hongroise range dans la même rubrique de petite propriété les exploitations de 2 hectares et demi à 50 hectares ; on pourrait semble-t-il s'en tenir aux exploitations de 2 hectares et demi à 25 hectares. Les propriétés de 25 à 50 hectares constituent une catégorie intermédiaire, correspondant tantôt à la classe des paysans riches, tantôt à celle des plus pauvres parmi la classe moyenne

peuvent appartenir au même individu ; mais de l'autre, les propriétaires étrangers et les personnes morales ne sont pas comprises dans le recensement de 1900 ; il semble donc que le chiffre vrai est intermédiaire entre ceux des deux statistiques. La statistique agricole attribue à cette grande propriété 32 p. 100 du sol de la Hongrie, mais elle ne compte que le sol cultivé, et laisse de côté les pâturages et les forêts, dont une très grande part revient aussi à cette catégorie.

1. Il y a 19.000 exploitations et 11.500 propriétaires au titre de possession principale et 2.600 au titre de possession accessoire.

2. En France, en 1892, il y avait 139.000 exploitations de plus de 40 hectares couvrant 45 p. 100 du sol ; la statistique ne fait pas les mêmes distinctions qu'en Hongrie, mais on sait que les propriétés de plus de 500 hectares sont très rares en France.

(gentry ou bourgeoisie) : le plus souvent on peut dire que cette catégorie forme la moyenne propriété paysanne, qui, si elle était plus nombreuse, serait une des forces de la Hongrie, mais elle ne compte que 2.400 personnes et ne possède que 6 p. 100 du sol.

Quant à la petite propriété paysanne (de 5 à 50 jochs), elle a une extension naturellement plus grande et elle comprend presque 40 p. 100 du sol cultivé ; mais elle ne fait vivre que 700.000 propriétaires environ et leur famille¹. C'est la catégorie des vrais cultivateurs indépendants ; encore parmi les trois quarts d'entre eux, qui ne possèdent pas 10 hectares, plus d'un considère son sort comme injuste et voudrait, mais en vain, acquérir des terres autant que lui et sa famille en pourraient exploiter personnellement. Ce mécontentement d'hommes qui voudraient améliorer leur sort et ne le peuvent, souvent faute de trouver des terres, leur fait parfois partager les sentiments de ceux qui vraiment ne sont pas des paysans indépendants.

Car les autres paysans ne sont pas dans l'ensemble des travailleurs autonomes ; leur terre est trop peu étendue pour les faire vivre : le chiffre de 5 jochs (2 hectares et demi) nous paraît être en moyenne le chiffre minimum pour que la culture de la terre suffise à la subsistance d'une famille ; sans doute un tel chiffre est très variable selon les contrées, les produits, la fertilité.

Dans la plaine de l'Alföld, un paysan seul peut vivre avec 2 jochs ; mais dans bien des régions, surtout si le cultivateur a une famille un peu nombreuse, il lui faudra 10 jochs pour la nourrir, sans être réduit à travailler au

1. Il y a 1.050.000 exploitations et 872.000 propriétaires au titre de profession principale ou accessoire ; comme ici seule la profession principale importe, il faut déduire un chiffre approximatif qui nous parait devoir réduire à 700.000 environ le nombre de ces paysans-propriétaires.

dehors. On peut donc estimer à quelque 800.000 le nombre de paysans qui sont dans cette situation, bien que la statistique ne donne qu'un chiffre moitié moindre ; sans doute elle ne range dans la catégorie de « petits propriétaires journaliers » que les prétendus « propriétaires », qui sont avant tout des journaliers, tels que ces hommes qui ne possèdent même pas un demi-hectare de terre. Mais beaucoup d'autres ont une situation mixte, qui doit les faire ranger dans la même catégorie¹ : à moitié indépendants, à moitié salariés, ils manquent de terres et ce besoin se traduit dans la vie sociale, comme nous le verrons.

La crise sociale agraire ne se limite pas à la faiblesse de la moyenne propriété et à l'extension de la propriété morcelée ; sa manifestation peut-être la plus sérieuse réside dans le chiffre considérable de la population agricole ne possédant pas un arpent de terre. Si encore cette population se composait de fermiers, de métayers et de domestiques, la situation serait moins grave. Mais en Hongrie les fermiers et les métayers sont peu nombreux. Le métayage est très rarement pratiqué, même dans les pays de vignobles : il n'y a pas plus du 140^e du sol de la Hongrie qui soit cultivé par ce mode d'exploitation : encore ce sont le plus souvent de petites exploitations, appartenant par exemple à des femmes, qui sont mises en valeur de cette manière.

La plupart de ceux qui sont métayers n'exercent même cette profession qu'à titre de profession accessoire : sur 218.000 personnes s'occupant de métayage, il n'y en a que 30.000 qui soient colons partiaires au titre de la profession

1. Il y a 1.279.000 exploitations et 1.175.000 propriétaires au titre de profession principale ou accessoire : de même que dans la précédente catégorie, seule la profession principale importe et il faut de même déduire un chiffre approximatif de ce nombre. Voir *Tableaux annexes, G, 4^e et 5^e*, et note.

principale¹. C'est-à-dire que les métayers constituent en Hongrie une catégorie très minime et le métayage une exception.

Les fermiers sont plus nombreux et le fermage, comme mode d'exploitation des terres, a plus d'importance : mais encore celle-ci est-elle bien réduite, si on se reporte à la situation dans d'autres pays : tandis qu'en France par exemple 36 p. 100 des terres sont cultivées par des fermiers, en Belgique 50 p. 100, en Angleterre 85 p. 100, le sol hongrois n'est exploité par fermages que dans une proportion de 9 p. 100, inférieure encore à celle de l'Allemagne (13 p. 100). Et, de plus, 90 p. 100 des terres ainsi exploitées appartiennent à la moyenne et surtout à la grande propriété : on peut dire que l'affermage est exceptionnel dans les exploitations de moins de 50 hectares, mais se pratique au contraire dans la proportion de 1/6^e dans les exploitations de plus de 50 hectares². Les fermiers de ces dernières constituent donc une classe agricole d'intermédiaires, bien plus qu'un prolétariat ; il est vrai que des statistiques assez mal présentées mentionnent 240.000 fermiers exploitant chacun une étendue de moins de 25 hectares, mais le plus grand nombre doivent n'être fermiers qu'accessoirement comme il en est des métayers, d'autant qu'il n'y a pas plus de 60.000 exploitations par fermage des propriétés de cette étendue³.

Cette catégorie des métayers et des fermiers non-propriétaires n'a donc pas en Hongrie une importance sociale comparable à celle qu'on constate dans d'autres pays : elle ne comprend sans doute pas plus de 100.000 individus

1. Voir *Tableaux annexes G*, 4^o et 5^o ; en France, 10 p. 100 du sol est cultivé par métayage.

2. Voir *Tableaux annexes G*, 3^o.

3. Voir *Tableaux annexes G*, 3^o et 5^o.

exerçant cette profession au titre principal. Qu'est-ce cela quand on songe qu'en France pour une population double il existe 1.400.000 exploitations par métayers ou fermiers et en Allemagne pour une population triple 2.600.000 exploitations par fermiers¹ !

C'est qu'en Hongrie la règle comme mode d'exploitation est par tradition le faire-valoir direct : le propriétaire a son cheptel, ses instruments, qui lui seraient inutiles, s'il affermaït sa terre ; le petit propriétaire, comme cela se comprend, trouve son bénéfice à diriger son exploitation et d'ordinaire à travailler ses champs lui-même avec les membres de sa famille et parfois avec des domestiques ; le grand propriétaire demeure sur ses terres une partie de l'année ; il y a, en tous cas, son château, une partie de sa famille ; il a le goût de la vie des champs, la tradition de la vie seigneuriale ; il sent qu'il doit être présent pour maintenir son influence ; malgré l'attrait de Budapest ou des villes étrangères avec ses plaisirs et le jeu, auquel le magyar se livre avec frénésie, l'absentéisme a fait de moindres progrès qu'ailleurs : si, une partie de l'hiver, beaucoup de membres de cette noblesse voyagent ; si, à la fin de l'hiver et au début du printemps, ils séjournent à Budapest pour la « season », le reste du temps ils demeurent le plus souvent sur leurs terres. Là, avec l'aide d'intendants ou d'hommes d'affaire, ils dirigent eux-mêmes leurs exploitations et ils emploient pour cela des domestiques agricoles et, au moment de grands travaux, des journaliers.

Domestiques et ouvriers agricoles, telles sont donc les deux grandes catégories du prolétariat agraire, en dehors des petits paysans-journaliers. Leur total forme un nombre

1. Il est vrai qu'il faudrait réduire ces chiffres de près de moitié, au moins pour la France, si l'on ne voulait compter que les fermiers et métayers non-propriétaires.

énorme, absolument disproportionné avec les chiffres que nous venons de donner pour les autres classes de la population agricole. Les domestiques agricoles sont 500.000, d'après le recensement de 1900 ; quant aux ouvriers agricoles, on doit évaluer leur nombre à 1.500.000 au minimum c'est-à-dire au quart de la population active de Hongrie¹. Avec leur famille ils constituent une masse flottante dans les campagnes de plus de 3 millions d'individus, milieu susceptible de devenir singulièrement favorable au développement d'un mouvement ouvrier. D'autant que dans le centre du pays, particulièrement sur le cours moyen de la Tisza et entre le Danube et la Tisza, comme aussi dans le centre de la Transylvanie, la proportion des journaliers est encore beaucoup plus forte et atteint les chiffres extraordinaires de 30 et 35 p. 100 de la population active de la région².

Cet exposé dans son aridité donne le sentiment net que les bases sociales de la Hongrie ne sont pas saines : la population rurale se répartit les terres avec une inégalité trop marquée, le nombre des prolétaires y est trop grand par rapport à celui des propriétaires : une enquête privée faite en 1905 estimait qu'à cette date sur une population rurale globale de 12.600.000 âmes, 3.100.000 appartenaient à la classe des vrais propriétaires indépendants, tandis que 9.500.000 constituaient le prolétariat agricole³. Une telle extension de ce dernier d'une part et

1. Voir *Tableaux annexes, B, G 2^e, et H* ; le recensement de 1900 ne donne que le chiffre de 1.385.000 ; mais il y a en outre 278.000 journaliers qui ne sont comptés ni dans l'industrie, ni dans l'agriculture, et dont la plus grande partie doit être attribuée à cette dernière. De l'enquête de 1890 on peut déduire que 1.522.000 journaliers agricoles ou sans désignation spéciale existaient alors ; or, depuis cette époque, le nombre a assez sensiblement augmenté. On doit donc regarder le chiffre de 1.500.000 que nous donnons comme un minimum.

2. Voir *Tableau annexe, H*.

3. Étude du Dr Farkas, citée par Léopold, *La situation des paysans en Hongrie*, p. 12.

d'autre part une concentration très grande de la terre en peu de mains expliquent les phénomènes sociaux que l'on peut aujourd'hui observer en ce pays.

III

La crise sociale agraire née en Hongrie de cette répartition de la propriété se manifeste par des mouvements sociaux que l'on peut analyser en les groupant sous trois ordres d'idées : en premier lieu, un désir violent de la terre s'est emparé de l'esprit des paysans et ce désir n'est pas satisfait ; en second lieu, une véritable lutte sociale se livre entre propriétaires et journaliers, produite par l'envie de plus hauts salaires ; enfin paysans et journaliers, découragés devant leurs espérances inassouvies, fuient la Hongrie et émigrent. Désir de la terre, désir de hauts salaires, émigration, telles sont les trois manifestations principales de la crise sociale actuelle.

Nul paysan n'a peut-être dans le sang un plus vif amour de la terre que le paysan magyar : avoir assez de jochs pour en pouvoir vivre, y être seigneur et maître, c'est la joie suprême du cultivateur hongrois ; si le travail de la ville et de l'usine lui répugne, celui des champs l'attire ; mais il veut que ce travail soit indépendant et volontaire ; avec le légitime orgueil de la race, il aspire à cette espèce de noblesse qu'est la propriété et à cette autonomie qu'elle donne ; aussi un grand propriétaire a-t-il pu décrire cet « amour sans borne de la terre » qui anime les paysans qu'il a vus vivre autour de lui¹. Ce sentiment est surtout violent chez celui qui a des terres, qui éprouve la joie à pre

1. Comte Mailath, *Les problèmes agraires et la vie rurale en Hongrie*, Revue économique internationale, janvier 1905, p. 68.

du propriétaire, mais qui n'en a qu'insuffisamment : son appétit paraît augmenté de ce qu'il a touché au fruit, mais juste assez pour s'enivrer du goût, et dans toute la Hongrie on note chez ces demi-paysans, demi-ouvriers, ce que l'on a appelé si justement d'une forte expression : « la faim de la terre ».

Il faut penser, pour comprendre l'état d'esprit du paysan, qu'il considère tout propriétaire comme une espèce d'aristocrate, de seigneur : le temps du servage n'est pas oublié ; alors n'existait que deux classes : les maîtres et les serfs ; parmi ces derniers, possesseurs serfs et serfs domestiques étaient dans une situation sociale très analogue ; presque seule l'étendue de leurs biens différait, mais leur dépendance était semblable. Or l'abolition du servage a rendu le possesseur serf propriétaire indépendant et celui-ci s'est senti élevé au rang de seigneur. Au contraire, le journalier, son compagnon de servage d'autrefois, a été affranchi de la juridiction seigneuriale, mais il est demeuré un assujéti. Aussi les petits propriétaires se sont-ils vite éloignés de lui : les différences entre eux se sont peu à peu accentuées et aujourd'hui un paysan et un journalier sont des êtres de classes différentes ; le paysan vit avec un certain décor, s'habille avec soin les dimanches, s'installe avec un certain luxe ; il se sent d'une condition sociale supérieure à celle du journalier ; un cultivateur indépendant, par exemple, ne donnera presque jamais sa fille en mariage à un ouvrier agricole ; dans les fêtes villageoises, ses enfants ne frayent pas avec ceux des journaliers ; les deux sociétés resteront séparées et chacun ne dansera qu'avec les membres de son groupe. La noblesse paysanne est aussi particulariste et exclusive que l'autre. Avec cet état d'âme le paysan sent comme une déchéance douloureuse et presque honteuse la nécessité, si elle se présente, de travailler

chez autrui. Sa « faim de la terre » est faite pour une large part de son esprit foncièrement aristocratique, de son ambition de s'élever à la classe des petits propriétaires indépendants ou de ne pas déchoir.

Ce violent désir a produit un phénomène économique curieux : c'est une hausse générale du prix de la terre en Hongrie. Il est difficile de donner des chiffres précis à cet égard, mais nous avons rencontré l'unanimité d'opinion chez tous les propriétaires hongrois que nous avons interrogés ; l'un d'entre eux, par exemple, qui s'occupe avec le plus de compétence de questions agraires, le comte Mailath, membre de la Chambre des magnats, qui habite à Perbenyik dans le comitat de Zemplen, au nord de la grande plaine, nous disait à la fin de 1906 : « Sans doute, le prix de vente des terres a en moyenne doublé depuis quinze ans ; en tous cas, dans ces dix dernières années, l'augmentation a été de 40 à 100 p. 100 selon les lieux et les qualités : dans l'arc des Karpathes, le joeh, qui valait il y a dix ans de 150 à 300 couronnes, est payé aujourd'hui de 250 à 500 couronnes ; les petits payans vont passer quelques années en Amérique, reviennent ou envoient de l'argent, paient leurs dettes et achètent les terres qu'ils peuvent trouver. » Un autre propriétaire remarquait devant nous que très souvent ce paysan quelque peu enrichi ignorait la valeur de la terre ; pour avoir le morceau qu'il désirait, l'exploitation qui lui paraissait convenable, il donnerait tout son avoir ; on dirait que pour lui le lopin de terre qu'il convoite n'a pas de prix. Ainsi, la psychologie paysanne a produit un effet qui paraît contradictoire à l'ensemble des phénomènes économiques : un capital augmente de prix, quand son revenu a plutôt tendance à baisser.

Ce fait s'explique, parce que le cultivateur ne trouve pas de terre à acheter. En règle générale, ni le grand, ni le

moyen propriétaire ne veulent vendre ni parceller leur domaine. Aujourd'hui que la période aiguë de la crise des propriétaires est passée, ils se trouvent rarement réduits à abandonner leurs biens et de leur propre volonté ils ne s'en défont guère. Toutefois, il semble que, lorsque le prix des denrées, particulièrement du blé, diminue, on constate une certaine tendance à une parcellation, très limitée du reste : le revenu du propriétaire baissant, il est incité à vendre, soit pour tirer de son argent un plus grand profit, soit pour trouver des ressources. Or, dans la dernière période, le prix du blé diminue et le prix des bestiaux augmente ; le premier affecte surtout la grande propriété, le second la petite ; il y a donc en cela un élément de consolidation pour cette dernière et d'affaiblissement pour la première ; si, comme le croit le savant professeur de Hall, le professeur Conrad, cette évolution n'est qu'à son début, il en pourra sortir d'heureux effets pour les paysans magyars. Toutefois, depuis 1905, le prix des céréales s'est quelque peu élevé en Hongrie, par l'effet du nouveau tarif douanier.

A l'heure présente, si l'on considère les transformations de ces vingt dernières années, on ne peut pas dire que dans l'ensemble une satisfaction même partielle ait été donnée au désir de la terre des petits cultivateurs. Il y a cependant deux catégories de régions où un accroissement de la petite propriété aurait été possible : celles où l'émigration procure de l'argent et celles où la fertilité de la terre enrichit le paysan. Dans les deux cas, celui-ci acquiert une faculté d'achat.

Il y a bien, en effet, un certain nombre de comitats (ou départements) où la comparaison des dénombrements de 1890 et de 1900 permet de constater que, — contrairement à ce qui se passe dans l'ensemble de la Hongrie, — le nombre des ouvriers agricoles a diminué et le nombre

des propriétaires a un peu augmenté : ce fait est noté dans certains comitats des Karpathes, ceux de Abauj-Torna, de Saros, de Szepes, de Csik, de Szeben¹ ; comme ce sont des pays pauvres et précisément des pays d'émigration, il en résulte que ce sont les ouvriers agricoles partis de chez eux et enrichis en Amérique, qui rapportent de l'argent et acquièrent des terres.

Dans d'autres pays, une transformation s'est aussi produite, mais elle est plus ancienne et ne paraît pas continuer actuellement ; toutefois, la propriété y reste plus forte, plus consolidée qu'ailleurs et ne rétrograde pas. C'est dans l'Alföld et aussi sur la rive gauche de la Tisza que les événements historiques et la fertilité du sol ont permis aux petits propriétaires un certain développement et un certain enrichissement. Aussi constate-t-on que là est plus nombreuse qu'ailleurs la propriété en quelque sorte solidifiée, ayant atteint la normale, c'est-à-dire l'étendue que le paysan et sa famille peuvent exploiter eux-mêmes, sans autre concours que des aides passagers ou exceptionnels. Nous avons bien rangé plus haut, dans la catégorie des petits propriétaires indépendants, ceux qui possédaient de 2 et demi à 50 hectares (5 à 100 jochs) ; mais la classe paysanne forte, dépourvue dans son ensemble d'envie sinon de désirs, constituant l'élément sain et stable du pays, est celle qui a une propriété moins fragile, moins misérable, dont les terres s'étendent sur 10 à 50 hectares ; or, dans la Hongrie entière, il n'y a que 240.000 exploitations de cette contenance et sans doute environ 200.000 cultivateurs propriétaires. L'Alföld, ou la région d'entre Danube et Tisza, qui constitue à peine le septième du sol arable de la Hongrie proprement dite, possède le cinquième des exploi-

1. *Dénombrement, etc.*, 2^e partie, p. 40 *.

tations hongroises de 10 à 50 hectares ; comme, d'autre part, dans cette région tout le sol est arable, qu'il y a peu de forêts ou terrains de montagnes dépendant généralement des latifundia, on voit que la moyenne propriété paysanne est là particulièrement développée¹. C'est dans cette région que se trouvent les centres paysans de Szeged, de Csongrád, d'Orosháza, d'Hódmezővásárhely, etc. ; c'est là le cœur de la Hongrie, la partie exclusivement magyare du pays, le milieu paysan le plus riche et le plus anciennement libre aussi, car, tandis que les autres cultivateurs n'ont été affranchis qu'en 1848, on trouve là des familles libérées du servage depuis 200 ans, des villages qui doivent leur liberté à Rackosy. Tous ces faits réunis expliquent pourquoi en cette contrée la propriété paysanne s'est développée et fortifiée plus qu'ailleurs. Mais cet accroissement paraît s'arrêter actuellement ; du moins, de 1890 à 1900, l'état de cette moyenne propriété paysanne était stationnaire. Il est difficile de savoir à l'heure actuelle si une modification se produit. Ce qui est en tous cas certain, c'est que ces dernières années ont été des années de vaches grasses pour ces cultivateurs : le prix du blé a un peu haussé, les récoltes de 1905, 1906 et 1907 ont été ou bonnes ou même exceptionnelles ; surtout, ce qui constitue essentiellement la richesse du paysan, l'élevage du bétail a été d'un singulier profit : la concurrence américaine ne se fait encore sentir que pour les céréales, et le prix de la viande s'est partout élevé dans l'Europe occidentale et surtout dans l'Europe centrale. Toutefois, nous ne

1. A parler rigoureusement, l'Alföld comprend (voir la carte I hors texte) la région d'entre le Danube et la Tisza, la rive gauche de la Tisza et la région d'entre la Tisza et le Maros. Le développement relatif de la forte propriété paysanne et aussi de la moyenne propriété, au détriment de la très grande et de la petite propriété, est surtout marqué dans la région d'entre le Danube et la Tisza et dans celle d'entre la Tisza et le Maros (Voir *documents annexes, tableaux G, 7^o*).

pouvons dire actuellement si cette prospérité de la moyenne propriété et même de la petite propriété paysanne, pendant les années dernières, a eu une répercussion sur la répartition des terres.

Si, au lieu de ne considérer que la région de l'Alföld ou celle des comitats d'émigrants, on envisage l'ensemble de la Hongrie, on se trouve en présence d'une évolution qui doit donner à réfléchir aux Hongrois.

Ne parlons pas des années antérieures à 1890; la statistique officielle a soin de nous dire qu'on ne peut comparer avec exactitude les données des recensements de 1869 et de 1880 avec celles des derniers dénombrements. Toutefois, on ne peut manquer d'être frappé de l'effritement de la petite propriété depuis l'abolition du servage. En 1851, dans la Hongrie (non compris la Transylvanie et la Croatie), sur 545.000 petites exploitations, 22.000 seulement s'étendaient sur moins de 5 jochs¹. En 1895, en Hongrie et Transylvanie, sur 2.364.000 petites exploitations, 1.279.000 comprennent moins de 5 jochs. Si peu comparables que soient les statistiques, une pareille différence dénote une parcellation des petites propriétés, par suite, dans un assez grand nombre de cas, la nécessité pour le petit cultivateur de devenir journalier. Mais examinons seulement la situation telle que nous la présentent les derniers chiffres : nous ne pouvons mieux faire que de reproduire la comparaison présentée par la statistique officielle elle-même dans l'exposé qui précède la deuxième partie du dénombrement de 1900. Il constate que, sur 100 individus occupés dans l'agriculture, 35 étaient en 1890 propriétaires, fermiers ou métayers (ceux que le recensement nomme à tort comme ayant une profession indépendante); en 1900, le

1. J. Bunzel, *Die Landarbeiterfragen in Ungarn*. *Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*, mars 1907, p. 439.

chiffre s'abaisse à 31 ; de même, les domestiques agricoles passent du nombre de 11 à celui de 10 ; par contre, les journaliers augmentent de 24 à 27. Cette diminution relative du nombre des propriétaires est d'autant plus grave qu'elle s'accompagne d'une diminution absolue : le nombre total des indépendants décroît de 1.613.000 à 1.537.000 en dix ans¹.

Ce phénomène est des plus sérieux qui se puissent signaler ; non contents de ne pouvoir satisfaire leur violent désir de la terre, les paysans magyars sont amenés à s'en défaire, et vont accroître l'armée errante, malheureuse et grosse de revendications, des journaliers agricoles. Dans un État où la stabilité sociale réclamerait une extension de la propriété paysanne, c'est en présence d'une concentration de la terre que nous placent les enquêtes de 1890 et de 1900.

Cette espèce de décadence de la propriété paysanne tient en partie aux causes qui ont produit la crise de la moyenne propriété ; elle a été précipitée par le peu de richesse et d'épargne des petits cultivateurs, par la division des héritages entre les enfants selon la loi successorale hongroise. Très longtemps, le pouvoir crut avoir tout fait en abolissant le servage et les corvées ; il était imbu de l'esprit de l'École de Manchester et laissait faire en proclamant une relative liberté commerciale. Or, l'agriculture hongroise était assez routinière, elle ne s'occupait guère de modifier ses vieux errements, la culture intensive n'était pas son fait, les machines agricoles ne pénétrèrent qu'assez tard en Hongrie, et il faut attendre les trente dernières années du XIX^e siècle pour voir naître des organisations qui mettent le machinisme à la portée des petites exploitations².

1. Voir *Documents annexes, tableaux G, 2^e*.

2. Joseph Szasz. *Die ungarische Landwirthschaft der Gegenwart mit*

Cependant, la concurrence étrangère grandissante force les propriétaires à s'émouvoir et à agir : il est trop tard. On tâche de remplacer la main-d'œuvre par les machines et de restreindre le salaire des ouvriers agricoles : alors que la valeur de l'argent a diminué de 1867 à 1881, l'enquête agraire de 1881 constate que le salaire ne s'est pas élevé ; mais ceci n'a qu'un temps et les révoltes agraires, dont on signale les prodromes dès 1890, obligent les propriétaires à augmenter le prix de la main-d'œuvre.

Le gouvernement n'était pas très ému des lamentations paysannes : ses statistiques lui montraient que le rendement agricole progressait ; tout était donc bien. Mais il ne prenait pas garde que la situation des cultivateurs empirait en même temps. La récolte était plus abondante, mais coûtait plus cher à produire et à lever ; or, les prix baissaient sous l'influence de la concurrence étrangère et dès lors l'agriculture ne donnait qu'un très petit revenu. Pendant ce temps les impôts grandissaient, pour satisfaire aux besoins d'un État moderne ; or, ces impôts étaient surtout des impôts fonciers et des impôts de consommation ; pendant longtemps les valeurs mobilières, les affaires de banque, les transactions de bourse échappèrent à toute charge, les industries étaient exonérées, par suite du désir d'activer leur développement ; dès lors, le poids des dépenses publiques retombait sur la terre et sur les petites gens ; le paysan en ressentait ainsi tout l'effet.

Le cultivateur, dans cette situation, est à la merci du premier événement : une mauvaise récolte comme celles de 1894 ou de 1898, son cheptel décimé ou sa vigne détruite ; il s'endette, il ne peut rembourser l'hypothèque et le voici journalier sans terre. S'il surmonte l'épreuve, sa

besonderer Berücksichtigung des Extensität und Intensität ihres Betriebes. Berlin, 1907, in-8°, 120 p.

propriété se morcelle ; chacun de ses enfants peut difficilement arrondir sa terre par son travail et ses épargnes, auxquelles du reste il est peu disposé ; le voici bien près de sombrer dans le prolétariat agricole.

Ainsi le paysan hongrois, depuis 1890 particulièrement, n'a pu satisfaire même partiellement sa « faim de la terre » ; les prix ont haussé et les vendeurs sont devenus rares ; sauf quelques terres des Karpathes qui ont été morcelées, il n'a rien obtenu ; tout au contraire, il a dû abandonner une part de ses champs. Moins de propriétaires, plus d'ouvriers, tel est dans l'ensemble le triste bilan de ces dix années.

*
* *

Le second aspect de la crise sociale dans les campagnes hongroises est offert par la lutte des propriétaires et des journaliers. Nous avons indiqué que le plus grand nombre des propriétaires faisaient valoir leurs terres selon la méthode du faire-valoir direct et à l'aide d'intendants, de domestiques et de journaliers. Ces domestiques et ces journaliers constituent un véritable et un nombreux prolétariat agricole. Les quelque 500.000 domestiques agricoles appartiennent à des catégories diverses : les surveillants et les économes ont une situation assez favorable, mais ne constituent qu'une petite minorité. La grande masse se compose de simples serviteurs, qui, s'ils sont engagés à l'année et connaissent peu le chômage, n'en ont pas moins une condition misérable : des écrivains hongrois d'esprit impartial, comme le comte Mailath, en font un tableau pénible.

Ces serviteurs, sauf le droit qu'ils possèdent d'aller mourir de faim en liberté, sont dans un état de quasi-ser-

vage : ils sont soumis à l'autorité absolue de l'intendant, et même le dimanche ne peuvent quitter leur ferme sans permission ; ils ne jouissent d'un congé annuel qu'au nouvel an, alors que la neige couvre la campagne hongroise ; leur salaire en argent varie de 40 à 150 couronnes, selon les régions ; dans la Hongrie occidentale, il est très sensiblement plus élevé qu'en Transylvanie¹ ; en outre ils reçoivent un salaire en nature composé de blé pour leur pain, du revenu d'un carré de terre qui leur sert de potager et où ils cultivent aussi du maïs pour les porcs qu'ils peuvent engraisser, de quelque 20 kilos de viande abattue et d'un peu de bois ; quelquefois, on les autorise à avoir une vache et à la faire brouter. On voit combien maigre est la nourriture annuelle du domestique, car il doit avec ces éléments faire manger sa femme et ses enfants ; ceux-ci vont à l'école que gouverne le seigneur du lieu ; celle-là fait la cuisine du ménage, soigne les enfants, et doit même travailler encore vingt-quatre jours par an pour le maître, — coutume subsistante de l'ancien servage, à laquelle on donne le nom de « robot ».

Tout ce monde vit dans une misérable ferme ou dans une pièce d'une maison d'habitation commune à tous les domestiques, où la phtisie est, paraît-il, fréquente malgré l'air sain des champs².

Ainsi, quoique payés à l'année, ces domestiques n'ont point un sort enviable : maigre est leur nourriture et étroit leur logis, envolée leur indépendance et impossible leur chance d'améliorer leur condition.

Toutefois, ils se plaignent moins que d'autres de leur

1. Cf. *Documents annexes, tableau I, 2^o*. Nous parlons ici des domestiques ordinaires. Dans les exploitations où ils ne reçoivent pas ou peu de salaire en nature, leur salaire en argent varie autour de couronne par jour.

2. Léopold, *La situation du pays en Hongrie*, p. 15.

sort, car ils sont assurés du lendemain, n'ont pas de goûts de bien-être développés, ont conservé la tradition du respect dû au seigneur et acceptent par habitude la condition où ils vivent. Dans les campagnes les mœurs féodales ont subsisté et, ce qui est le plus important, le sentiment de l'ancien serf pour le maître. Le propriétaire reste sur ses terres un véritable petit roi, avec son autorité, sa discipline et son prestige : les signes du respect lui sont prodigués par ses sujets. Il m'est arrivé maintes fois et même dans des propriétés situées tout auprès de Budapest de voir des gens du lieu se glisser à moitié courbés et prendre la main, ou à défaut la robe de la femme d'un magnat, pour la baiser. La leur refuser est une punition, un signe de mécontentement. Un tel état d'esprit favorise la résignation à son sort.

Mais on constate qu'il commence à disparaître : aux grandes grèves de 1897, les domestiques agricoles n'ont pas pris part ; la loi de 1898 ne s'occupe pas d'eux ; au contraire, dans celles de 1907, pour la première fois des domestiques se sont joints aux journaliers ; aussi a-t-on inscrit, dans la nouvelle loi sur les domestiques agricoles de 1907, de fortes sanctions pénales contre les violations du contrat de travail par les serviteurs de la campagne. Si leur état d'esprit se modifie, la lutte sociale est prochaine entre eux et leurs maîtres.

Les travaux des champs, surtout ceux des moissons, réclament à certaines époques une main-d'œuvre abondante. C'est une nécessité absolue pour le propriétaire de trouver à ce moment précis à sa disposition un nombre considérable de journaliers pour enlever sa récolte, battre son blé, cueillir ses raisins, etc... Cette main-d'œuvre, il lui est impossible de se la procurer autrement, puisqu'il ne loue à l'année que quelques domestiques et ne peut pas

faire d'échange avec des propriétaires voisins. De cette nécessité, de la répartition des terres en Hongrie et des autres causes dont nous avons parlé, est née cette classe errante de quelque 1.500.000 ouvriers agricoles.

Leur condition est plus précaire que celle des domestiques agricoles et leur cœur plus rempli de mécontentement. Ces hordes de chemineaux vont à travers le pays, avec les femmes, les enfants, les vieillards et cherchent du travail. L'hiver, ils n'en trouvent point ou très peu et quatre ou cinq mois vivent souvent sur le crédit que les petits commerçants, souvent des usuriers juifs, leur consentent. Au printemps et à l'automne, ils réussissent à s'employer ; et en été les propriétaires ont besoin de leurs bras ; en juin, juillet et août, ils arrivent en 1905 à gagner 2 francs à 2 fr. 50 par jour comme moyenne mensuelle (les jours sans travail comptés) lorsqu'ils ne sont pas nourris, les femmes 1 fr. 20 à 1 fr. 50 et les enfants 80 centimes à 1 fr. 10. Mais bon an mal an, un journalier agricole ne gagne guère plus de 300 couronnes¹, en se croisant les bras à certaines époques et en travaillant seize heures par jour à d'autres². Si sa femme et ses enfants y ajoutent quelques maigres salaires, qu'est-ce cela pour faire vivre et nourrir une famille ! Encore ses salaires ont-ils haussé d'un quart environ depuis les grèves terribles d'il y a une dizaine d'années, et du reste ont-ils encore tendance à hausser.

D'après les données recueillies en 1907 par le ministère de l'Agriculture, le revenu moyen des journaliers se serait relevé jusqu'à 400 ou 430 couronnes.

1. Voir *Documents annexes, tableaux I, 1^o*.

2. Pendant le travail normal de la belle saison, celui-ci dure à peu près de 6 heures du matin à 8 heures du soir, avec 3 pauses, une d'une demi-heure pour le déjeuner, une d'une heure à midi, une d'une demi-heure pour le repas du soir. En cette saison, les journaliers se reposent les jours de fête et les jours de pluie (*Studien, loco citato*, p. 74).

On devine ce que peut être avec de tels salaires le logement et l'alimentation de cette population de plusieurs millions d'âmes. Elle vit dans des taudis, dont le plancher est en terre glaise, où une minuscule fenêtre est clouée pour éviter le froid en hiver et la chaleur en été ; dans une seule pièce, toute la famille est réunie et parfois le bétail partage avec elle cette unique chambre. Si l'on y entre, on est pris à la gorge par une odeur de misère humaine et de cuisine forte, par un air qui ne se renouvelle guère et provoque la maladie.

Un inspecteur de l'hygiène, M. Farkas, a relevé, dans une enquête faite sur l'ordre du ministre de l'Agriculture, des faits qui renseignent sur l'alimentation des ouvriers moissonneurs¹ : ils ne consomment presque pas de viande, sauf pendant la moisson, ne connaissent guère le pain de froment ; ils vivent surtout de pommes de terre, de choux, de farine de maïs ou d'avoine et par endroit commencent à boire des eaux-de-vie ordinaires en forte quantité. Les journaliers fauchent du blé qu'on exporte, mais n'en consomment pas ; par contre, ils boivent par tête et par an une moyenne de 60 litres d'eau-de-vie courante, et même chez les Roumains et les Slovaques les femmes et les enfants absorbent fréquemment l'alcool qui les ronge.

Cette misère est trop réelle et l'envie trop fortement ressentie pour que la lutte sociale autour de la hausse des salaires ne se poursuive pas : elle a commencé pendant la dernière décade du xix^e siècle ; jusque vers 1880, des relations pacifiques et patriarcales, c'est-à-dire de seigneur à serviteur, régissaient encore partiellement les rapports des propriétaires et des journaliers. De 1848 à 1880, nous n'avons pas d'indications sur une crise de ces

1. Cité dans *La Hongrie contemporaine*, p. 48.

rapports ; à cette époque, l'augmentation de la population mâle, la division excessive des petits héritages par partage successoral avait accru le nombre des ouvriers agricoles ou des paysans incapables de vivre de leur propriété et qui même avaient dû s'en défaire ; la crise agricole de 1880 et les fléaux qui à cette époque assaillirent la Hongrie contribuèrent encore à créer de nombreux prolétaires ; la diminution du revenu agricole, l'augmentation des impôts, le coût plus élevé de la vie furent autant de phénomènes économiques agissant dans le même sens. Par bonheur, surtout dans la grande plaine hongroise, cette population ouvrière fut occupée aux grands travaux publics que l'on commença alors en Hongrie comme dans tous les États : c'est vers 1880 que de vastes programmes de travaux publics naissent de partout ; en Hongrie, on construisit surtout des voies ferrées, des routes et des canaux. Mais vers 1890, ces entreprises se ralentirent. En même temps, les machines agricoles furent introduites, la population rurale croissait en nombre ; et enfin, en présence de la crise agricole, en présence aussi de la rareté relative de la main-d'œuvre pendant la période des grands travaux publics, la culture extensive s'était de plus en plus répandue ; le grand propriétaire ne faisait pas de cultures industrielles, il s'occupait peu des produits de la ferme, il délaissait les cultures maraîchères, mais il produisait du blé, des céréales, dont la culture nécessitait peu de soins, peu de bras, permettait l'emploi des machines et était avantageuse pour lui. Aussi, quand la main-d'œuvre reflua vers les occupations agricoles, l'offre de travail dépassa de beaucoup la demande, les salaires diminuèrent ; le chômage s'accrut, d'autant plus que même les ouvriers occupés ne l'étaient plus que pendant quelques mois. Excès de main-d'œuvre, forte dépression des salaires, accroissement

du coût de la vie, mécontentement de cette population, telles furent les circonstances qui favorisèrent l'agitation produite par les idées nouvelles, qui pénétraient là comme partout, et par les premiers adeptes du socialisme marxiste et surtout du communisme agraire national.

Les agitateurs trouvèrent le terrain d'autant mieux préparé, que rien ne venait pallier la triste condition des ouvriers agricoles. Eux-mêmes ne faisaient, ni n'avaient fait aucun effort en ce sens ; ils laissaient couler les jours, insouciant du lendemain, ne songeant à aucune épargne, refusant même parfois de travailler, s'ils avaient gagné assez l'été précédent pour vivre durant l'hiver. Car si ces journaliers ont une grande force de travail, ils en ont peu le goût ; souvent, ils aspirent simplement à gagner avec facilité un salaire assez élevé pour pouvoir se reposer pendant l'hiver ; aussi, quand viennent les salaires misérables, c'est le souci de la vie et de la nourriture quotidienne qui soulève les appréhensions de ces ouvriers. Quant au gouvernement libéral de l'époque, il ne s'était occupé de rien, avait délaissé ouvriers et paysans de l'Alföld, connus pour leurs sentiments hostiles au pouvoir.

Un mécontentement latent s'infiltra donc dans cette classe sociale à partir de 1880 environ, quand des salaires stationnaires ne suffirent plus à la cherté croissante de la vie. De 1880 à 1890, ces sentiments de malaise grandirent peu à peu. Ils permirent la création d'associations d'ouvriers agricoles, dont la première se forma en 1891 à Orosháza et fut suivie de beaucoup d'autres qui parsemèrent l'Alföld. La révolte agraire de 1897 ne fut donc pas une explosion de colère imprévisible, mais au contraire le résultat d'un travail sourd, poursuivi plusieurs années. Dans les réunions tenues par ces associations, on apprit aux journaliers à diriger leur haine vers un objectif précis : leur

mécontentement s'exhalait dans des phrases comme celle-ci, que cite le rapport de la police d'État en 1897 : « Entre un pâtre de porcs et un duc, il n'y a aucune différence, si ce n'est qu'un duc ne fait rien et que par contre le pâtre de porcs travaille de l'aube à la nuit à la sueur de son front¹. »

Un autre orateur populaire rappelle la parole du grand poète national hongrois Petöfi : seul celui qui a un pays natal a des droits, et il les commentait ainsi : « Le peuple n'a aucun droit en Hongrie, il n'a donc ni pays natal, ni patrie, ni devoirs nationaux ». On commence à lancer des brochures de propagande ; on chante la Marseillaise des travailleurs ; le poète socialiste et paysan Csizmadia publie ses premiers chants révolutionnaires ; les premières escarmouches eurent lieu à partir de 1891 : à Battonya, le 21 juin 1891, à Békéscsaba et à Hódmező-Vásárhely, où une répression sanglante étouffa, le 15 mars 1894, une protestation populaire contre l'hymne national hongrois.

Au premier choc, ces sentiments d'irritation devaient prendre feu. Ils furent attisés et dirigés par un meneur de petite envergure du reste, qui apparaît comme le préparateur du fait qui attira l'attention de tous sur la crise sociale latente : la première grève agraire de Hongrie, celle des moissonneurs de 1897. Étienne Várkonyi était un fils de paysan, qui s'enrichit dans le commerce des chevaux ; ambitieux, il essaya de se faire une place dans le parti social-démocrate naissant, qui s'essayait alors à jouer un rôle dans les campagnes. Il n'y réussit pas assez complètement à son gré, le quitta en 1896 et fonda son parti, dit « socialiste indépendant ». Une feuille révolutionnaire, *Le paysan* (*A földművelő*), fut sa première arme de pro-

1. *Studien, loco citato*, p. 92 et s.

pagande et il tenta de monopoliser à son usage les mécontentements, les griefs et les espoirs des travailleurs de la terre.

Ses moyens d'action étaient simples ; il excitait à la haine du riche et du propriétaire : « Quiconque, écrivait-il dans son journal¹, est homme d'assez grande condition, doit être par suite considéré par le peuple comme son aussi grand ennemi. »

Surtout, il prônait le partage du sol entre tous les paysans, et ce mot d'ordre éveillait à lui seul toutes les envies.

Le mouvement prit aussi un caractère en quelque sorte évangélique et religieux par la propagande d'un des alliés de Vårkonyi : le D^r Eugène Schmitt, anarchiste intellectuel et admirateur de Tolstoï, qui tente encore aujourd'hui la même propagande, essaya de répandre une sorte de religion de l'amour et la haine de toute contrainte ; mais, dans la réalité, l'idée motrice était celle du partage des terres.

C'est en 1897 que l'agitation grandissante commence à s'organiser : dans cette seule année, quatre congrès se tinrent : le premier congrès des ouvriers agricoles social-démocrate, ouvrit la série à Budapest ; Vårkonyi y répondit par un congrès d'ouvriers agricoles à Czegled, en février ; dans l'été, les social-démocrates tinrent un nouveau congrès général du parti, et Vårkonyi s'empessa d'en convoquer un autre pour le 8 septembre à Czegled.

Le moment psychologique était arrivé, le terrain propice, l'agitation atteignait son apogée. La crise jusqu'alors latente éclata et cette explosion, ce furent les grèves des moissonneurs de 1897.

Elles furent suivies de beaucoup d'autres, après une

1. *Studien, loco citato*, p. 100.

période d'assoupissement, à partir de 1905. Entre temps, l'agitation sociale demeurait, mais comprimée par l'action combinée du gouvernement et des propriétaires : la violation d'un contrat de travail était considérée comme un délit, le coupable emprisonné et l'armée employée à la répression des révoltes agraires; en même temps, des réserves d'ouvriers étaient formées par le gouvernement et expédiées où il importait, tels les briseurs de grèves d'Amérique. Des sanctions pénales étaient édictées par la loi de 1898, dite par les socialistes « loi des esclaves », qui fut élaborée sous le coup de l'émotion causée par les premières grèves de 1897. Elle n'empêcha pas les mouvements des récents étés : en 1906, les moissonneurs firent grève; de même en 1907, où ces grèves ou des menaces de grève se sont poursuivies avec succès et ont abouti à des augmentations de salaire que M. Krejesi, secrétaire de la Chambre de commerce de Budapest, a estimé dans une conférence, faite en décembre 1907 à la Société des économistes autrichiens, de 25 à 100 p. 100. Si quelque 3.000 ouvriers ont été envoyés en prison dans cet été de 1907, cette décision n'est point une solution du problème social.

Il se pose d'une façon singulièrement irritante pour les deux parties en présence; d'une part les propriétaires sentent quel immense danger ce mouvement agraire constitue pour leur situation économique et sociale : une grève industrielle atteint l'industrie plus ou moins profondément, selon le temps de sa durée, les réserves de produits, les commandes urgentes; une grève agricole éclatant au moment de la moisson dans un pays comme la Hongrie, où la plus grande partie de la richesse nationale est constituée par ces récoltes de céréales, c'est un désastre privé et national; une grève qui se généraliserait et durerait un mois, ce serait la perte complète des revenus de l'année,

ce serait le blé pourrissant sur le sol, la culture entravée, la misère. Et chaque année, à la même époque, la même échéance met l'angoisse aux cœurs de ceux-ci, la stimulation aux cœurs de ceux-là. C'est l'incitation annuelle à la ruée des uns contre les autres.

En cas de grève ou de révolte des ouvriers industriels, la police et l'armée en ont assez aisément raison dans les villes et les centres où elle éclate. Mais aux champs, le mouvement est partout et nulle part, la police impossible, la déprédation inévitable, toute garde superflue, tous les produits à la merci : pour maintenir l'ordre, si une grève étendue se déclare, des corps d'armée mobilisés y réussissent à grand'peine.

Les propriétaires sont d'autant plus irrités de cette lutte qu'elle atteint directement leur puissance sociale : nous avons dit qu'ils ont à la campagne une situation analogue à celle des anciens seigneurs ; ce sont eux et les fonctionnaires du gouvernement qui « font » les élections ; ce sont eux qui inspirent l'administration et la législation du pays. Or la masse des mécontents est dès aujourd'hui un élément de résistance à leur autorité sociale, de destruction du respect traditionnel qui les entoure ; demain, elle se lancera dans les élections, faites sur une plus large base, contre les institutions créées par la classe des propriétaires. Enfin, à cette lutte économique et sociale, le propriétaire ne peut très souvent apporter qu'avec de grandes difficultés ce lénitif qu'est une augmentation de salaire : nous avons rappelé que la propriété subissait une crise ; les prix des céréales indiquent une baisse générale depuis un certain nombre d'années, sauf un léger mouvement de hausse depuis l'application du nouveau tarif douanier ; la main-d'œuvre constitue un des frais principaux de la production hongroise : les machines, sans doute, com-

mentent à se répandre et des améliorations techniques à être apportées dans l'agriculture hongroise ; néanmoins, les anciens procédés subsistent encore pour une large part ; aussi la moindre augmentation de salaire se répercute de façon très sensible sur le coût de production et le bénéfice agricole. Des propriétaires, désireux d'améliorer le sort de leurs ouvriers, en sont souvent empêchés, par la considération des prix de vente. Aussi peut-on être certain que les agrariens hongrois, aujourd'hui au pouvoir, sont décidés à une lutte énergique pour maintenir leur possession d'état. L'un d'eux nous disait : « Songez-y ! notre situation est toute différente de celle de la France ; toute notre richesse est dans l'agriculture et tout le sort de l'agriculture se joue en un mois. Aussi devons-nous être armés, prendre des mesures adaptées au besoin de notre pays et, s'il le faut, faire venir avec l'aide du gouvernement des travailleurs de Galicie, de Russie ou même d'Extrême-Orient. Notre angoisse, la gravité du problème, nous dictent notre devoir. »

Toutes ces considérations, qui jettent la terreur dans l'âme des propriétaires, excitent l'ardeur des ouvriers : ils se sentent misérables, d'autant plus qu'on leur a enlevé toute résignation ; leurs salaires sont pauvres ; le petit nombre des possédants paraît propre à exciter davantage leur envie ; leur lutte pour le salaire se double d'une lutte contre une domination de classe ; leur nombre leur donne conscience de leur force et leur inspire l'audace ; la faiblesse des propriétaires à préserver les champs de leurs entreprises accroît leur énergie et celle-ci est tenue en éveil et amplifiée par la date fatale des moissons, qui leur apparaît comme la récolte promise de leurs espérances.

S'explique-t-on, dès lors, les péripéties brutales et même

sanglantes de ces luttes ? cette intervention hardie du pouvoir en faveur des uns ? ces emprisonnements, ces lois « des esclaves » ? et, en réponse, cette haine et cet enthousiasme naïf, ce caractère violent d'un mouvement, qui éclate, dort, renaît, disparaît, fait explosion à nouveau ? C'est la crise sociale qui mine la Hongrie contemporaine.

*
* *

Ce double phénomène que nous venons d'analyser : faim de la terre et inassouvissement de ce désir, d'une part, désir de hauts salaires et lutte sociale des propriétaires et des journaliers d'autre part, a engendré ce troisième aspect de la crise sociale : l'émigration des cultivateurs qui fuient la terre hongroise, où ils ne peuvent satisfaire leurs désirs.

Il est certain que d'autres éléments entrent ici en jeu : le comte Mailath, membre de la Chambre des magnats, attribuait en 1905 l'émigration à une multitude de raisons : mauvaises récoltes, emploi grandissant des machines agricoles, suppression de certaines industries comme celle du camionnage par les chemins de fer, ruines produites par la charge des impôts, par l'usure, enfin par le détachement de la vie rurale et de la terre natale sous l'influence de la propagande socialiste¹ ; en 1907, M. Krejesi, dans la conférence dont nous avons parlé, rattachait le même phénomène à une série d'autres causes : faiblesse des salaires, condition détestable des logements, répartition des terres, attitude oppressive de l'administration à l'égard des classes pauvres, qui, par suite du système politique, ne peuvent faire sentir leur influence².

1. *Revue économique internationale*, juin 1905, p. 486.

2. *Neue freie Presse*, 24 décembre 1907.

A notre sens, la cause essentielle, auprès de laquelle les autres ne sont que des causes adjuvantes, provient de la situation sociale du peuple des campagnes et, — ce qui est plus important encore, — de la conscience que ce peuple a de cette situation. C'est pour cela que le phénomène de l'émigration se rattache étroitement à notre étude. Tant que la question sociale n'a pas pris une forme aiguë, l'émigration est restée minime et constante : de 1886 à 1898, elle est demeurée d'environ 25.000 individus par an. Lorsque l'irritation se développe, que les révoltes et les grèves éclatent, le nombre des émigrants grossit avec celui des mécontents : après le mouvement originaire de 1897, les ports accusent 43.000 départs en 1899, et dès lors l'élan est donné : de proche en proche, le malaise gagne à l'intérieur ; la misère ressentie par celui-ci fait ressentir bien vite sa misère au voisin ; les premiers partants vont un peu à l'inconnu ; bientôt ils écrivent, ils attirent et dirigent le courant : en 1903 la centaine de mille est dépassée. La situation intérieure ne change pas ; elle empire en 1905, année où les grèves agraires redoublent : cette année-là les émigrants atteignent le chiffre formidable de 170.000. On le dépasse et en 1907, dernière année pour laquelle nous avons des statistiques complètes, on atteint 203.000.

Au début, les émigrants portaient seuls, dans le dessein de revenir au pays avec l'argent gagné ; aujourd'hui, leurs femmes se joignent à eux, c'est la preuve que souvent le départ est fait sans esprit de retour : en 1905, 43.000 femmes ont quitté la Hongrie. Aussi les rapatriés sont-ils en proportion assez faible des partants : on n'en compte, en 1905, que 17.500, alors que, pendant les six dernières années, le chiffre annuel minimum des départs a été de 91.000 en 1902.

Au reste, il suffit de considérer la condition sociale des émigrés pour se rendre compte de l'exactitude de ce que

nous disons ; ce ne sont pas les gens des villes qui partent : sur 100 personnes, il n'y en a que 2 qui soient des marchands ou des bourgeois des villes, et 12 qui soient ouvriers ou employés ; la masse est composée de petits paysans pauvres, de domestiques et de journaliers agricoles, qui forment à eux tous 78 p. 100 de l'émigration¹.

Le mouvement d'émigration a précisément commencé là où les cultivateurs étaient dans la situation la plus précaire, dans la région des Karpathes : c'est dans les comitats ou départements de la rive droite de la Tisza, dans l'arc des Carpathes, que le mouvement est né et a pris une ampleur considérable : dans cette partie, qui est à peu près le huitième de la Hongrie, 41.000 personnes ont quitté la région en 1905 ; deux ou trois comitats (ceux de Szepes, de Saros, d'Abauj-Torna) sont dévastés par ce fléau : plus de 30 et jusqu'à 34 individus sur 1.000 ont abandonné ces contrées en 1905, des slovaques ici, des magyars là. Le mouvement a fait boule de neige et aussi tache d'huile ; aucune région de la Hongrie n'en est préservée : même dans le cœur du pays, entre le Danube et la Tisza et sur la rive gauche de la Tisza, région qui comprend le quart du territoire hongrois, 23.000 personnes ont émigré en 1905 : la meilleure répartition des terres et la plus grande fertilité a préservé ces parties du pays des taux que nous relevions : la moyenne des habitants qui partent ne s'élève guère au-dessus de 4 p. 1000. Mais n'est-ce point encore significatif dans cette région purement magyare et qui n'est pas pauvre ? Beaucoup de ceux qui quittent le pays ne le quittent pas par nécessité, mais par mécontentement ; ils veulent gagner davantage, amasser un pécule et ne le peuvent chez eux ; ils partent temporairement, attirés par

1: Cf. *Documents annexes, tableaux J.*

ce qu'on dit autour d'eux, par les nouvelles qu'on reçoit de ceux qui sont déjà là-bas, et ils vont tenter fortune dans un pays plus apte à les enrichir. Les uns reviennent assez vite, d'autres très longtemps après leur départ, d'autres font venir leur famille et s'expatrient pour toujours.

Il y a cependant dans ce grand mouvement d'émigration une sorte de fièvre, qui tombera peu à peu ; il répond autant à un phénomène de psychologie collective qu'à une nécessité économique. Cette dernière, nous l'avons indiquée ; mais puisque beaucoup émigrent, qui n'y sont point acculés, c'est que ceux-ci sont mal satisfaits de l'ordre de choses actuel en Hongrie : les uns ont un sort trop précaire, les autres ne peuvent gagner assez d'argent et acquérir des terres. A tous le mirage américain luit devant les yeux, et l'on va au mirage.

Une infinité de raisons se greffent sur cette cause fondamentale de l'émigration : il est certain, par exemple, que la **propagande socialiste** y pousse, en développant les sentiments de mécontentement et en détruisant la **résignation** au sort ; il est certain, aussi, que la conduite de certains propriétaires à l'égard de leurs ouvriers ou domestiques y contribue comme la répulsion, en partie instinctive, en partie développée par les agrariens, du paysan magyar pour l'usine : si le paysan devenait plus volontiers ouvrier industriel, il émigrerait dans les villes au lieu d'aller au dehors, ce qui tout à la fois tarirait l'émigration et supprimerait la crise de la main-d'œuvre industrielle.

Enfin, il est un fait qui revêt, dans les conditions actuelles favorables à l'émigration, une importance réelle : c'est la **propagande des agents de colonisation**. Ces émigrants s'embarquent surtout à Brême, à Hambourg, à Anvers et à Fiume, depuis le service établi dans ce dernier port, en avril 1904, par la Compagnie Cunard. La Compagnie

Cunard et la Compagnie Hamburg-América font de gros bénéfices en transportant en Amérique ces individus amoncelés dans l'entrepont comme des marchandises ; aussi paient-elles des agents chargés de recruter pour elles des passagers, c'est-à-dire des émigrants ; chaque société distribue à son racoleur un pourcentage proportionnel au bétail humain qu'il amène, et souvent ce sont les petits commerçants, usuriers juifs des campagnes ou autres, qui joignent ce métier aux leurs. Ils se mettent en rapport avec l'agent d'émigration, préparent le terrain, souvent achètent les modiques biens de l'émigrant et font ainsi coup double : ils achètent à bas pris et reçoivent une commission de l'agent par tête d'individu. Au jour fixé, celui-ci vient chercher son convoi ; on rencontre souvent dans les gares et les ports ce triste cortège ; nous avons aperçu à Fiume ces hordes de lamentables gens, vêtus avec d'inimaginables défroques ; ils avaient pour tout bagage un petit paquet enveloppé dans un linge noué, leur bâton et quelques hardes ; le prochain paquebot allait les déverser en Amérique.

Devant ce danger le législateur hongrois a placé quelques entraves dans la loi IV de 1903 : il a édicté que les entreprises pour le transport des émigrants devraient se pourvoir d'une autorisation auprès du ministre de l'Intérieur, qui pourrait à sa guise la refuser et la retirer ; il a interdit à l'entrepreneur de pousser à l'émigration par des brochures et des discours ; le contrat passé avec l'émigrant doit être rédigé en triple exemplaire, dont l'un reste aux mains de l'administration ; les tarifs de ses transports sont homologués par le gouvernement ; enfin, il doit déposer un cautionnement de 100.000 couronnes pour répondre de ces obligations¹.

1. Sur la loi IV de 1903 sur l'émigration, cf. *Annuaire de lég. étrang.*, 1904, p. 191-193, analyse de M. P. Dareste. Cette loi laisse libre l'émi-

Mais ces mesures sont inopérantes : comment empêcher les intéressés de faire leur office de racoleurs par des conversations particulières ? comment empêcher un individu de partir ? et même comment avoir une prise sérieuse sur les compagnies de navigation, qui sont à l'origine de cette propagande ?

Par une nouvelle loi, le gouvernement hongrois a cependant accentué la tentative de 1903. Le comte Andrassy a présenté en mai 1908 un projet de réglementation de l'émigration, qui est aujourd'hui le véritable code de la matière. La Chambre en a adopté les dispositions en décembre 1908.

Le principe de la liberté de l'émigration est maintenu, mais limité ; l'émigration est interdite à toute une catégorie d'individus, à ceux qui laissent des enfants de moins de quinze ans ou des parents incapables de gagner leur vie, sans leur assurer un entretien convenable ; à ceux qui ne possèdent pas l'argent nécessaire pour arriver jusqu'au lieu de destination ; à ceux enfin dont les frais de voyage sont payés en tout ou en partie par un État étranger, une compagnie de colonisation ou un particulier ou même seulement le logement au point d'arrivée par un gouvernement. La loi détermine avec soin les rapports juridiques de l'émigrant et du transporteur et maintient à cet égard les dispositions antérieures.

Mais cette réglementation ne peut avoir d'effet que si le gouvernement a des moyens d'action pour la faire appli-

gration, sauf si l'émigrant est soumis à des obligations militaires : en ce cas, il faut une autorisation administrative. Pour les mineurs, on exige l'autorisation des parents, la compagnie d'un adulte et un gîte assuré à l'arrivée. L'émigration n'est interdite qu'à ceux qui n'ont pas l'argent nécessaire au voyage ou à ceux à qui ces frais ont été payés en tout ou en partie par un gouvernement étranger, une société de colonisation ou un particulier. La même loi crée un fonds de rapatriement.

quer. Sans doute, on punit désormais très sévèrement ceux qui incitent à l'émigration¹. Mais cette répression est assez vaine. Le contrôle, pour être efficace, ne peut s'exercer qu'au port d'embarquement. Mais comment atteindre les émigrants qui partent de Brême ou de Hambourg. La loi hongroise déclare que le ministre de l'Intérieur peut accorder des concessions à des compagnies étrangères s'occupant du transport des émigrants, si elles ont un représentant en Hongrie, rendent possible le contrôle du gouvernement hongrois dans les ports étrangers, ne s'occupent pas de colonisation à l'étranger, se soumettent à la juridiction et à la surveillance administrative hongroise en ce qui ferait l'objet de la concession gouvernementale, enfin versent un cautionnement de 50.000 k. Toutes ces précautions sont excellentes, mais quel peut être l'intérêt des compagnies étrangères à s'y soumettre volontairement ? Leur seul intérêt pourrait être de parvenir à un accord avec le gouvernement hongrois pour que celui-ci ne leur fasse pas concurrence par ses conventions avec la Compagnie Cunard. Car on en arrive à ce paradoxe qu'il est indispensable que l'État lui-même subventionne une compagnie de navigation pour faire le transport des émigrants, qu'il lui accorde des faveurs, qu'il l'attire dans le port de Fiume, qu'il facilite l'émigration par ce port en diminuant les tarifs de transport pour 10 personnes ou plus voyageant ensemble dans cette direction. Pour que la loi sur l'émigration et le contrôle, qu'elle établit, puissent recevoir une application sérieuse, il faut que les compagnies étrangères craignent une concurrence et elles ne la craindront que si le gouvernement facilite l'émigration par Fiume. C'est ainsi que la Cunard Line a embarqué dans ce port, en 1905,

1. On peut les condamner à 5 ans de prison et 8.000 couronnes d'amende.

36.000 émigrants, alors qu'en 1903 pas un ne partait de là. Cette étrange situation fait douter, sinon des bonnes intentions du comte Andrassy, du moins des effets de sa loi. Il paraît malaisé que des réglementations administratives, mêmes draconiennes empêchent des individus de partir, s'ils le désirent. On peut traquer les agents d'émigration, et encore n'est-ce point si facile ; mais une fois le courant existant, ce n'est pas un barrage qui peut l'arrêter de couler, c'est sa source qu'il faut tarir.

Si la cause essentielle de l'émigration est une crise sociale, son effet serait-il de l'atténuer ? Ce n'est pas sous cet aspect que nous la présentent les écrivains hongrois. Ils s'épouvantent en général de ce flot de nationaux qui fuient la mère-patrie, alors qu'elle a déjà si peu d'enfants : le comte Mailath fait observer que cette émigration, formidable dans un pays dont la densité de population est de 59, n'est dépassée actuellement que par deux pays, l'Angleterre avec 450.000 émigrants, mais dont la densité de population est de 133, et l'Italie avec 500.000 émigrants et une densité de 113¹. Il note de même les tristes conséquences au point de vue national de ce mouvement qui emporte aux États-Unis, où ils se perdent dans la masse, en Roumanie, où ils disparaissent, en Croatie, où les magyars, dit-il, sont dénationalisés dès la deuxième génération, les éléments nationaux dont la Hongrie a besoin pour « magyariser » sa population.

Ces observations sont exactes : la presque totalité de l'émigration est conduite en Amérique (États-Unis et Canada), où ce qui ne revient pas se fond dans l'ensemble, les éléments magyars comme les autres ; une petite partie va en Allemagne et en Roumanie, et les quelque

1. C'est nous qui indiquons ces chiffres d'après les statistiques de 1904.

2.000 magyars de Transylvanie qui vont dans ce dernier pays sont aussi perdus pour le magyarisme¹. Mais, au point de vue national, l'émigration ne détermine pas un recul, mais seulement un manque à gagner : malgré elle, la population s'accroît; la moyenne annuelle de l'émigration, de 1901 à 1905, est de 110.000 individus; or, la moyenne de l'excédent des naissances sur les décès est de 217.000 âmes², auxquelles il faut joindre les revenants de l'émigration (17.000 en 1905) et les immigrés (environ 60.000 en 1905)³. Aussi la population du royaume de Hongrie (y compris la Croatie), qui était de 19.254.000 habitants en 1900, est-elle peut-être de 20 millions à la fin de 1905⁴.

La proportion des magyars n'est pas influencée jusqu'à présent par les mouvements migratoires : ils constituaient en 1900 environ 46 p. 100 de la population du royaume de Hongrie; or, en tenant compte de la nationalité des émigrants des rapatriés⁵ et des immigrants en Hongrie, lesquels

1. *Documents annexes, tableaux, J, 3°.*

2. *Annuaire statistique hongrois de 1905*, p. 24; il faut prendre garde, pour le calcul de cet excédent, de soustraire du nombre des naissances celui des mort-nés qui est compté à part de celui des décès.

3. *Annuaire*, p. 26; toutefois, pour l'année 1905 exceptionnellement, l'émigration (165.000 et en réalité davantage) dépasse l'excédent des naissances (159.000 seulement, à cause d'un accroissement considérable du nombre des décès). La population n'augmente un peu qu'à cause des revenants (17.000) et des immigrés (60.000 environ). Mais cette année paraît exceptionnellement défavorable. Il importera de remarquer, toutefois, si ces symptômes se reproduisent dans les prochaines statistiques.

4. L'*Annuaire statistique de 1905*, p. 26 et 50, donne le chiffre de 20.256.000 comme population calculée. Mais quand on se rend compte de la façon dont elle est calculée, on se demande à quel jeu la statistique officielle se livre : on la calcule en additionnant le chiffre résultant des décès, naissances, émigrations, etc., de l'année, et un autre chiffre : or, ce dernier n'est pas, comme on pourrait le croire, le chiffre de la population calculée de la même façon l'année précédente; c'est le chiffre de la population calculée l'année précédente sur la base de l'excédent des naissances sur les décès, sans tenir compte des mouvements migratoires (comparez *Annuaire de 1904*, p. 44, et *Annuaire de 1905*, p. 26).

5. *Documents annexes, tableaux, J, 2° et 5°.*

naturellement ne sont pas des magyars, on voit qu'en 1905 le solde en quelque sorte de ce mouvement migratoire est favorable aux magyars : sur 100 partants, soustraction opérée de ceux qui reviennent et de ceux qui arrivent, environ 44 sont magyars et 56 non magyars.

Jusqu'à ce que la situation se modifie, l'émigration ne détermine donc ni un recul de l'élément magyar, ni un recul de la population hongroise ; c'est seulement un retard dans le progrès. La crainte d'un manque de main-d'œuvre agricole peut d'autre part être fondée pour certains lieux déterminés, mais dans l'ensemble de la Hongrie, des ouvriers aussi nombreux réclament du travail. Les magyars peuvent regretter le départ des 43.000 des leurs, dont le vide semble être comblé par un afflux d'hommes de l'est, souvent par des juifs de Russie et de Pologne, qui tuient les pogroms : maintes fois à Budapest nous avons rencontré des juifs venant de Russie ou de Roumanie, que secouraient leurs correligionnaires, et qui tantôt restaient dans le pays, tantôt repartaient ailleurs, Budapest et la Hongrie semblant être pour eux la première étape vers l'Occident. Mais comme les autres nationalités perdent des éléments plus nombreux encore, cette émigration ne fait que maintenir le même équilibre entre les éléments nationaux.

Dès lors, on en vient à se demander si cette émigration n'est pas, dans ses effets, nécessaire et bienfaisante : entendons-nous bien à cet égard ; il est trop facile de faire le bilan de ce que perd la Hongrie au départ de ses enfants : chaque individu qui s'expatrie est un capital qui va travailler ailleurs ; c'est aussi un consommateur de moins pour les producteurs du pays ; d'une façon absolue, c'est donc un amoindrissement de forces pour la Hongrie ; il n'est pas douteux que si tous ces bras s'employaient dans l'agriculture et l'industrie nationales, ce serait un grand

profit pour l'économie hongroise. Mais il ne suffit pas de considérer le problème sous cet aspect, en quelque sorte théorique et absolu. Si l'on se place dans le milieu économique actuel, si l'on tient compte de la contexture sociale présente, des appétits des uns, des résistances des autres, l'émigration apparaît comme un phénomène fatal ; sa nécessité est la mesure même de son utilité. Le jour où les Hongrois trouveront chez eux à s'employer moyennant une rétribution assez élevée, où ils pourront devenir propriétaires, où ils auront abandonné leurs préventions à l'égard du travail industriel, où en somme il y aura quelque chose de changé dans les conditions économiques du pays et dans les dispositions de ses habitants, ce jour-là l'émigration ne serait plus nécessaire ; si artificiellement elle subsistait, elle serait nuisible. Mais jusqu'à ce que la crise sociale ait disparu, elle l'atténue, joue le rôle de soupape, et d'une manière relative a donc des effets bien-faisants.

Malgré, par exemple, la faible densité de la population hongroise, ne serait-ce pas son augmentation si rapide, qui serait une des causes de l'acuité du malaise social actuel ? Songez que l'agriculture hongroise ne s'est pas considérablement développée dans le dernier quart du XIX^e siècle, que la richesse agricole n'est pas beaucoup plus grande en 1905 qu'en 1880 ; que même, par l'emploi des machines, les propriétaires ont plutôt un moindre besoin de bras ; or, le royaume de Hongrie comptait 15.700.000 habitants en 1880, 19.250.000 en 1900, sans doute 20 millions aujourd'hui. Si la richesse du pays n'a pas crû en proportion de cette augmentation, n'est-ce pas là une des origines de la crise ? L'industrie commence seulement à se développer et l'homme de la campagne ne s'y est pas encore adapté. Dès lors, l'émigration apparaît comme une décon-

gestion du pays : il était surpeuplé, étant donné sa richesse ; la répartition des terres et la répulsion du paysan pour le travail de l'usine.

D'un autre côté, l'émigration n'aura-t-elle pas une heureuse influence sur la crise ; en procurant aux populations pauvres des campagnes une richesse qu'elles sont incapables de trouver en Hongrie. Les sommes gagnées par les émigrants en Amérique et envoyées ou rapportées au pays natal ont une importance économique certaine : ce sont elles qui permettent certains achats de terres faits à des prix élevés dans les comitats pauvres des Karpathes par des anciens expatriés ; ce sont elles qui fournissent des capitaux encore minimes, mais énormes pour ces populations misérables. D'après un travail fait en 1907 par le ministre des Finances d'Autriche, on peut évaluer à une centaine de millions au moins le gain net fait en 1906 par le capital hongrois, par suite des envois ou des apports d'argent, en en soustrayant les sommes emportées du pays par les émigrants ¹.

L'émigration procure donc d'incontestables avantages sociaux à la Hongrie. Il est vrai qu'elle lui fait perdre définitivement un grand nombre de ses enfants ; mais n'est-ce pas nécessaire dans une certaine mesure avec le mécontentement social actuel ? Il semble bien que ce mouvement corresponde à une période de crise autant psychologique qu'économique ; il est donc probable qu'il sera atténué quand la richesse de la Hongrie croîtra par suite du développement industriel, quand aussi le mirage américain aura perdu de son attirance première. Le commissaire de police Franz Markitau, d'Oderberg, a fait paraître les résultats d'une enquête faite en 1907 auprès des rapatriés

1. Cf. *Documents annexes, tableaux, J, 6°.*

d'Amérique en Autriche-Hongrie, dont un grand nombre passe par cette station, venant d'Hambourg ou de Brême¹ : malgré les méfiances des paysans devant ses questions, il a recueilli d'assez intéressants récits : les émigrés disent qu'ils travaillaient en Amérique d'ordinaire dix heures, mais souvent davantage, et ceux qui étaient employés chez des commerçants subissaient parfois des journées de seize et jusqu'à dix-huit heures. Mais le salaire journalier pour 60 p. 100 d'entre eux environ était de 1,5 à 2 dollars, et plus élevé encore pour les autres : aussi, malgré les conditions et la nature du travail industriel, comprend-on qu'ils s'y résignent, quand, dans la campagne hongroise, comme du reste en Galicie et sur la côte adriatique, ils ne gagnent souvent qu'une couronne par jour. Le coût de la vie en Amérique n'est pas très élevé, car leurs besoins sont minimes et ces émigrants s'entendent souvent pour charger la femme de l'un d'eux, ou même un émigrant homme, de l'organisation et du paiement en commun des frais de logement et de nourriture. Comme ces gens sont en général très travailleurs, vivant de rien, dépensant relativement peu et gagnant un fort salaire, ils économisent en peu de temps des sommes importantes ; et c'est ce qui les attire malgré tout en Amérique. Par contre, beaucoup de rapatriés se plaignent de leur exploitation par les chefs d'entreprises : ceux-ci n'ont pas pour eux, pour leur bien-être, pour leurs accidents, la moindre considération et les traitent comme du bétail humain. Il y a donc un revers à la médaille, et si les conditions du travail et d'enrichissement devenaient meilleures en Hongrie, le courant de l'émigration serait certainement vite enrayé. Émigration et crise sociale intérieure sont donc en étroite corrélation : la pre-

1. Polizei-kommissär, Franz Markítáu, *Die Rückwanderung nach österreich-Ungarn*. Oderberg, 1908.

mière est l'effet et le palliatif douloureux et nécessaire de la deuxième '.

4. L'émigration dépend aussi, comme d'évidence, du besoin de main d'œuvre en Amérique ; mais ce côté de la question ne touche pas notre étude. C'est ainsi que M. Markitan remarque que pendant les deux derniers mois de 1907 le nombre des rapatriés a grossi dans des proportions considérables ; il l'évalue à 60.000. C'est le résultat direct de la crise économique en Amérique,

CHAPITRE II

LA SITUATION SOCIALE DU PROLÉTARIAT INDUSTRIEL

L'effort industriel de la Hongrie ; la population vivant des industries ; l'augmentation du nombre des travailleurs industriels de 1890 à 1900.

Le prolétariat ou les ouvriers de la grande et de la moyenne industrie.

I. Caractères de son évolution favorables au développement d'un **mouvement ouvrier** : 1° l'accroissement particulièrement rapide du nombre des ouvriers ; son évaluation actuelle ; — 2° la concentration de ces ouvriers dans des établissements en occupant un grand nombre ; l'industrie des mines et des hauts fourneaux ; l'industrie des transports ; l'industrie proprement dite et les établissements occupant plus de 100 ouvriers ; de cette concentration ouvrière résulte-t-il l'existence d'une concentration capitaliste ? le nombre stationnaire des patrons ; le développement industriel hongrois et la grande industrie ; — 3° la concentration géographique des industries et par conséquent de la population industrielle dans un petit nombre de régions productrices ou consommatrices : Budapest, centre énorme ; la région des monts de la Haute-Hongrie, avec une population ouvrière nombreuse, mais assez dispersée ; la région des villes du bassin de la Haute-Hongrie ; les deux bassins miniers du Banat et de Pecs ; les quelques grandes villes de la plaine, avec une population ouvrière concentrée, mais encore peu nombreuse.

II. Caractères de son évolution défavorables au développement d'un **mouvement ouvrier** : 1° la masse encore relativement faible du prolétariat industriel ; — 2° son développement récent et l'absence de tradition, de solidarité et d'élite ouvrière apte à diriger un mouvement ; — 3° le mélange des nationalités dans ce prolétariat et la non-prépondérance des magyars ; leur aversion pour le travail de l'usine et la crise de la main-d'œuvre ; — 4° le peu de culture de beaucoup d'ouvriers et les inalphabètes ; — 5° les conditions économiques défavorables au développement d'organisations puissantes ; le temps de travail dans l'industrie et les mines ; les salaires industriels des hommes et des femmes ; les salaires des mineurs ; la hausse des salaires dans ces dernières années ; et l'exemple des ouvriers du bâtiment ; les causes de cette hausse et l'augmentation du coût de la vie ; le prix de la vie et la cherté des loyers :

État autrefois presque exclusivement agricole, voué à l'agriculture par la géographie et la politique, la Hongrie fait depuis une quinzaine d'années un effort relativement considérable pour se créer une industrie, surtout une grande industrie, dont elle était presque dépourvue. Sentant, dans le monde moderne, la faiblesse économique d'un État sans industrie suffisante, dont le développement agricole est soumis aux intempéries des saisons et aux limites du sol, elle a tenté de faire violence à la nature et l'État y a aidé par ses lois de subventions et de faveurs pour les industries nouvelles, lois votées d'abord en 1890, puis en 1899 et en 1907.

Que cette industrie ne soit pas encore ni très florissante ni très étendue, on doit le reconnaître. Mais elle n'en a pas moins une importance réelle au point de vue social qui nous occupe. 20 p. 100 environ de la population hongroise vit aujourd'hui de l'industrie au sens large du mot, en y comprenant les exploitations de mines, de transport et de commerce ¹. Le prolétariat industriel s'est développé d'une façon considérable dans ces quinze dernières années : au recensement de 1890 (les publications statistiques comparables hongroises ne datent que de cette époque) ² le nombre des ouvriers et employés attachés à l'industrie, aux mines et aux moyens de transport, — le commerce non compris, — s'élevait environ à 540.000 ; au recensement de 1900, ce chiffre a augmenté de moitié et dépasse 800.000³. Depuis cette date, nous n'avons pas d'autres indications précises ; mais le million doit être dépassé aujourd'hui. Il

1. Voir *Annexes, tableau A*.

2. Les recensements antérieurs de 1869 et de 1880 présentent des données qu'il est impossible de comparer, nous dit l'office statistique de Budapest, à celles de 1890 et 1900 (cf. *Dénombrement de la population des pays de la couronne hongroise*, 2^e partie, p. 26 * de la préface).

3. Voir *Annexes, tableau B*.

est vrai que dans ces chiffres sont compris tout le personnel intermédiaire d'employés et de chefs de service, qui ne fait pas partie de la classe ouvrière, la masse des ouvriers isolés travaillant à domicile ¹ et ceux aidant le patron dans les petits ateliers.

I

Aussi tenons-nous-en à ce qui constitue vraiment le prolétariat moderne, les ouvriers de la moyenne et de la grande industrie ². Trois phénomènes sont ici à noter, dont l'importance sociale se devine ; ils imprimeront à l'évolution du prolétariat des caractères favorables à la création et au développement d'un mouvement ouvrier ; ce sont l'accroissement particulièrement rapide du nombre de ces ouvriers ; leur concentration, c'est-à-dire l'augmentation relative d'importance des établissements occupant beaucoup d'ouvriers ; enfin l'agglomération territoriale de ces industries dans un petit nombre de lieux.

Comme, en effet, l'effort de la Hongrie s'est porté surtout du côté de la grande et de la moyenne industrie, on constate une très forte extension de la population ouvrière qui y travaille : elle a doublé en dix ans dans l'industrie des transports, passant de 45.000 à 87.000 travailleurs, occupés pour la plupart dans des établissements de moyenne ou de grande importance ; dans l'industrie proprement dite les documents statistiques permettent une comparaison concluante entre le nombres des employés des entreprises

1. Cf. Dr Emerich Ferenczi, *Die Hausindustrie in Ungarn und die Budapester Heimarbeit*, 1908, Fischer, Jena.

2. Généralement on entend par moyenne industrie, celle qui occupe de 5 à 50 ouvriers ; en Hongrie les statistiques rangent les établissements selon qu'ils occupent de 6 à 20 ouvriers, de 21 à 100 et au-dessus de 100.

industrielles occupant plus de 20 personnes en 1890 et leur nombre en 1900 ; il a bondi de 99.000 à 212.000 ¹. Si à ces chiffres, on ajoute celui des employés des entreprises occupant de 6 à 20 salariés (95.000 au lieu de 53.000) et celui des ouvriers des mines et des hauts fourneaux exploités par des personnes privées ou par l'État (69.000 au lieu 54.000), on voit qu'il y avait en 1900 en Hongrie un prolétariat industriel composé au moins de 460.000 travailleurs, tandis qu'en 1890 il n'en comptait environ que 250.000. On peut donc supposer qu'aujourd'hui cette population ouvrière active doit être voisine du nombre, qu'on entend citer en Hongrie, de 600.000 individus.

En même temps que cette population ouvrière augmentait ainsi, elle se concentrait surtout dans des établissements industriels occupant de nombreux ouvriers. Cette observation est vraie dans les trois branches d'industrie que distingue la statistique hongroise : dans l'industrie des mines et des hauts fourneaux, le nombre des patrons a diminué de 1890 à 1900 de 786 à 508, surtout par suite de la disparition de petites exploitations de mines d'or et d'argent ; le nombre des salariés a crû au contraire de 43.000 à 55.000, sans compter ceux des mines et des salines de l'État qui passaient de 11.000 à 14.000 ². Et le plus grand nombre, soit au moins 50.000 sont attachés à de très grands établissements occupant plus de 100 ouvriers ³.

Dans l'industrie des transports, les voies ferrées occupent à elles seules les 2/3 des salariés de ce groupe ; en Hongrie, le principal patron des chemins de fer, c'est l'État et quelques compagnies qui complètent son action ; or le recensement

1. Voir *Annexes, tableau C*,

2. Voir *Annexes, tableau B et note 2*.

3. Voir *Annexes, tableau C*.

de 1890 a décompté 33.000 salariés, celui de 1900, 64.000¹.

Dans l'industrie proprement dite la concentration des ouvriers dans des établissements en occupant un grand nombre est très marqué : en examinant les résultats du recensement des entreprises, fait spécialement pour ce groupe, on remarque que tandis que le nombre total des salariés de l'industrie proprement dite n'a pas doublé (327.000 en 1890, 575.000 en 1900), le nombre des travailleurs attachés à des entreprises occupant de 6 à 100 employés a à peu près doublé : ils étaient 89.000 en 1890, soit 27 p. 100, 163.000 en 1900, soit 28 1/2 p. 100 ; quant au nombre de ceux recensés dans les entreprises occupant plus de 100 employés, il a beaucoup plus que doublé : 63.000 en 1890, ils ne comptait que pour 19 p. 100 des travailleurs de l'industrie proprement dite ; en 1900, ils sont 144.000 et comptent pour 25 p. 100².

De ce que nous constatons ce que l'on pourrait appeler une *concentration ouvrière*, doit-on conclure qu'on assiste à une concentration industrielle ou si l'on veut capitaliste ? Les statistiques existantes ne permettent pas une telle affirmation, car les deux problèmes ne sont pas absolument liés. Si l'on considère le nombre total des patrons dans l'industrie proprement dite, on voit qu'il reste stationnaire³ ; il diminue bien dans quelques branches, dans l'industrie textile, dans l'industrie du bâtiment, dans l'industrie de la fonderie de fer et il semble bien qu'il y a dans ces groupes

1. *Dénombrement de la population de 1900*, 4^e partie, p. 2 et s.; *Annuaire statistique hongrois* de 1904, p. 38.

2. Voir *Annexes*, tableau C.

3. Voir *Annexes*, tableau B. On ne peut prendre pour base le nombre des entreprises (tableau C), car il est supérieur au nombre des patrons ; il l'est sensiblement en 1890 (si l'on ajoute aux chiffres du tableau C ceux de l'industrie personnelle alors exclue ; cf. note 2) et très fortement en 1900. C'est donc qu'on ne s'est point occupé de savoir si une entreprise était autonome ou succursale.

un mouvement de concentration capitaliste ; mais il augmente dans d'autres, par exemple dans l'industrie hôtelière et dans l'industrie du vêtement ¹.

Il est vrai qu'on peut objecter : si en nombre absolu, il n'y a pas concentration, elle existe au moins en nombre relatif, par cela même que le nombre des patrons reste stationnaire et que celui des employés dans l'industrie proprement dite double presque.

En réalité, il nous semble que la vraie interprétation est la suivante : si l'on entend par concentration capitaliste, un mouvement tendant à la disparition ou même simplement à l'affaiblissement de la petite entreprise au profit de la moyenne et surtout de la grande, il n'y a pas actuellement de signes extérieurs de cette concentration en Hongrie, d'après les statistiques. L'évolution sociale est toute différente : la grande industrie ne détruit pas la petite, mais la richesse du pays augmente ; or jusqu'à présent l'industrie moyenne était faible et la grande presque inexistante ; aussi le développement industriel a-t-il naturellement porté surtout sur ces catégories ; là où il n'y avait rien ou presque rien, l'accroissement absolu frappe davantage et l'accroissement relatif est énorme ; cela ne signifie pas que la proportion doive se maintenir. D'autre part le développement particulièrement marqué de la grande industrie est dû en grande partie à la politique économique hongroise, aux lois de protection et de subvention, aux efforts du nationalisme magyar, qui a voulu conquérir de vive force ce qui manquait à sa vie nationale.

Ainsi il nous semble que l'on ne peut guère parler de concentration capitaliste. Le mouvement auquel nous assistons, est un mouvement de croissance ; il a agi surtout

1. Voir *Annexes, tableau D.*

sur les éléments les plus faibles de la vie économique hongroise. C'est lorsque la grande et la moyenne industrie seront assez florissantes, que l'on apercevra leur action sur la petite industrie : c'est le problème de demain et non d'aujourd'hui. Aujourd'hui la Hongrie augmente sa richesse ; cet accroissement développe de nouveaux besoins ; l'action de la politique économique hongroise en profite pour créer une grande, fortifier une moyenne, sans affaiblir une petite industrie.

Mais le fait important au point de vue de l'évolution sociale, c'est que l'extension de la moyenne et surtout de la grande industrie modifie la répartition des travailleurs.

Ils sont et absolument et proportionnellement beaucoup plus nombreux que jadis dans les grandes entreprises. Il y a donc concentration des ouvriers dans les grands établissements industriels. Ce phénomène n'est pas sans avoir des répercussions sociales.

*
* *

Enfin la grande et la moyenne industrie sont concentrées au point de vue géographique ; quelques villes ou quelques régions en ont à peu près le monopole. Cet État était hier encore complètement agraire. Il en résulte que l'industrie naissante s'est portée en quelques endroits favorables, soit aux lieux de consommation, c'est-à-dire dans les grandes villes, soit aux lieux de production, c'est-à-dire près des mines ou des dépôts abondants de matières premières. Or les uns et les autres sont rares en Hongrie. Aussi tout le mouvement industriel est-il concentré dans deux centres de consommation et dans trois régions de production¹.

1. Voir *Annexes, tableau E*.

Un de ces centres est absolument monstrueux pour l'harmonie économique du pays : c'est la capitale. Comme c'est vraiment la seule grande ville de Hongrie et de beaucoup la plus importante agglomération ; comme d'autre part c'est sur elle que les Hongrois ont porté toute leur complaisance, qu'ils l'ont parée, qu'ils y ont fait de considérables travaux ; comme enfin c'est une place de commerce naturelle, elle est devenue le rendez-vous de toutes les industries ; celles des machines et de la métallurgie, celles de la minoterie et de la distillerie, celle du bois, et bien d'autres y sont réunies ; un chiffre montrera cette importance. Puisque c'est à partir de 20 ouvriers que commence la grande industrie pour le recensement hongrois, prenons cette catégorie : toute la Hongrie comptait, en 1900, 212.000 salariés attachés à des établissements de ce genre dans l'industrie proprement dite. Or la région de Budapest à elle seule en occupait 75.000 environ.

Les autres centres industriels ont sensiblement moins d'importance ; 45.000 ouvriers de grande industrie vivaient en 1900 dans les quatre ou cinq comitats situés autour des monts métallifères de la Haute-Hongrie : les mines de houille et de fer et les forêts expliquent l'existence des industries métallurgiques et minières et de l'industrie du bois aux lieux de production entre Miskolcz et les hauts Tatra. La nature même a dispersé dans cette région toutefois peu étendue les exploitations ; par suite, la population ouvrière est essaimée de ci, de là, sans grand centre attractif.

Le bassin de la Haute-Hongrie est ouvert vers l'ouest et communique facilement avec l'Autriche. Aux bords du Danube et près de la frontière, des villes déjà anciennes se sont établies : l'industrie des textiles, du cuir, des machines y a été importée ; des sucreries et des moulins ont mis en

œuvre les produits du bassin ; quelques dépôts houillers, situés au nord de ce bassin, ont facilité un petit développement industriel qui, en 1900, faisait vivre dans les exploitations employant plus de 20 salariés quelque 25.000 travailleurs dans les villes de Győr (Raab), Sopron (Edenburg), Komaron (Komorn), Esztergom (Gran), Szombathely (Steinamanger) ou dans leur comitat et surtout à Pozsony (Pressburg), capitale industrielle de la région.

La dispersion est beaucoup moins grande dans les deux régions qu'il nous reste à indiquer ; ce sont des mines qui en ont commandé le développement : dans le Banat et le sud de la Transylvanie, la houille d'Oraviczabanya, le fer de Vadja Hunyad et de Resicza a concentré 20.000 ouvriers dans les mines et les usines métallurgiques. Telle vallée, comme celle de la Zsil, offre un exemple remarquable de développement industriel et de concentration récente de la population ouvrière : en 1892, la ville de Lupécy ne comptait guère que 600 bergers et paysans ; aujourd'hui les mines y ont attiré 6.000 habitants et la vallée entière plus de 30.000. Faisant pendant au bassin houiller du Banat, celui de Pécs (Fünfkirchen), de l'autre côté du Danube, occupe quelque 5.000 mineurs dans un petit nombre d'entreprises.

En dehors de ces cinq centres, il n'y a quelque industrie moderne que dans les rares villes du bassin de la Basse-Hongrie : dans chacune d'elles, à Szegedin, à Debreczen, à Kassa, à Arad, à Temesvar, à Kolosvar, 2 à 3.000 ouvriers sont occupés surtout dans des industries alimentaires (moulins, distilleries). Ailleurs subsiste seule la petite industrie : dans des comitats entiers, on n'a pas recensé plus d'un millier d'ouvriers employés par des entreprises comptant plus de 20 salariés.

Cette répartition géographique montre à la fois les con-

ditions du mouvement ouvrier en Hongrie et les lieux où il peut se développer : dans une douzaine de villes et dans les deux régions minières de Banat et de Pécs, il est assez concentré, géographiquement parlant ; mais la population ouvrière n'y est pas encore très nombreuse ; elle l'est davantage dans la région minière de la Haute-Hongrie, mais la production est ici plus dispersée ; c'est à Budapest seulement que se trouve un centre éminemment favorable et par le nombre et par la concentration des travailleurs à la force et au développement d'un mouvement ouvrier.

Même ailleurs, il peut prendre une certaine extension, car l'industrie, parquée somme toute dans un petit nombre d'endroits, donne à la population ouvrière de Hongrie une cohésion relative.

Ainsi l'évolution du prolétariat industriel en Hongrie présente trois caractères favorables à la naissance et au développement d'un mouvement ouvrier : un véritable prolétariat moderne, employé dans de moyennes ou de grandes entreprises, a passé rapidement de 250.000 âmes en 1890 à 460.000 en 1900 et sans doute à plus de 600.000 aujourd'hui ; en second lieu il a été attiré de plus en plus vers de très grandes exploitations : en 1900, plus de 260.000 travailleurs étaient attachés soit à de grandes entreprises de transport, soit à des établissements miniers ou industriels occupant plus de 100 ouvriers ; enfin ces prolétaires ont été réunis dans un petit nombre de villes ou de régions et surtout ont été massés pour plus d'un tiers dans la capitale même du royaume.

II

Mais il suffit de remarquer que dans un pays de 17 millions d'habitants, moins d'un demi-million était en 1900

occupé dans de grandes ou de moyennes exploitations industrielles, pour sentir aussitôt combien faible encore est cette industrie commençante et relativement peu nombreux ce prolétariat industriel. Pour une population d'un peu du double, la France compte sept fois plus de travailleurs dans des entreprises analogues ¹.

Mais ce qui est plus important encore que la quantité de ces ouvriers, c'est leur qualité : on peut dire, dans l'ensemble et avec des réserves que nous formulerons, que la classe ouvrière trop nouvelle manque de traditions et d'ouvriers d'élite, entreprenants et aptes à développer un mouvement ; en second lieu, elle se compose de nationalités différentes, dispersées et souvent peu cultivées et les magyars ne paraissent pas prêts de conquérir une prépondérance marquée, leur éloignement pour le travail industriel causant même une véritable crise de la main-d'œuvre en Hongrie ; enfin, ces ouvriers, malgré des progrès récents, sont encore trop peu rétribués et sont astreints à un trop long temps de travail pour pouvoir développer leur éducation ouvrière et créer des organisations propres.

Le développement de la grande et de la moyenne industrie est de date si récente en Hongrie que la classe ouvrière y manque totalement de traditions : la masse des ouvriers sont des déracinés de tous les coins de la Hongrie et même des pays voisins, des nouveaux venus en quête de travail ; à leur arrivée à Pest ou ailleurs, ils ne trouvaient jusqu'en ces derniers temps aucune organisation ; dans ce flux mouvant, rien ne dirigeait, ni ne canalisait des efforts quels qu'ils soient ; les ouvriers qualifiés étaient rares et souvent étaient appelés de l'étranger, car la main-d'œuvre

1. Les établissements occupant plus de 4 salariés (industrie, mine ou transport) au recensement de 1896, comptaient 2.718.000 ouvriers ; en outre, le personnel des chemins de fer est à ajouter à ce chiffre.

n'a pas encore pu se former en Hongrie ; de même qu'il faut des années pour créer un noyau d'ouvriers sachant leur métier et habiles en leur art, de même il faut du temps pour que des ouvriers apprennent à se grouper, à se soumettre à une discipline volontaire, à prendre conscience de leurs intérêts, à créer, diriger et développer un mouvement. Ce ne peut être l'œuvre d'un jour dans un milieu où tous sont nouveaux, sans tradition de solidarité, sans organisation antérieure, sans une élite ouvrière, apte à conduire leurs camarades.

Le travail nécessaire d'organisation ouvrière était rendu particulièrement difficile par la différence de nationalité des ouvriers industriels et le peu de culture de beaucoup d'entre eux. Si, comme en Autriche par exemple, les ouvriers étaient réunis, sinon toujours, du moins souvent par nationalités réparties géographiquement, des mouvements ouvriers autonomes pourraient se développer parallèlement et s'entr'aider ensuite ; là où la population industrielle serait la plus éduquée, l'organisation serait aussi la plus avancée. Mais en Hongrie, les ouvriers de la moyenne et surtout de la grande industrie sont très mélangés : magyars, allemands, slovaques, serbo-croates se retrouvent dans la même ville, et les nationalités non magyares sont plus nombreuses et plus dispersées dans cette classe de la population que dans toutes les autres. Il est assez difficile de donner des chiffres exacts, car le recensement de 1900 ne contient aucun renseignement à cet égard pour l'industrie : tandis qu'il montre avec détail la grande prépondérance des magyars dans la classe des professions libérales, il ne donne aucun tableau présentant la proportion des nationalités de Hongrie dans la classe prolétarienne. On estime que dans la moyenne et la grande industrie un quart des ouvriers est de langue allemande, un quart de langue slovaque, un peu plus d'un

tiers de langue magyare et le reste est serbo-croate ou étranger.

Ce phénomène de la faiblesse numérique des magyars et de la dispersion des autres nationalités tient à une cause très générale, l'aversion des magyars pour le travail de la fabrique et de la mine. On entend communément dire en Hongrie que le magyar est d'une race apte à la vie indépendante des champs et inapte, comme le ture, à la vie casernée des usines. Ce qui est certain, c'est qu'il fuit le travail de la grande industrie. Celle-ci, dans son développement de jeunesse, a besoin d'un nombre rapidement croissant de bras; elle fait appel à la masse des journaliers du pays; mais ceux-ci ne répondent pas à cet appel et préfèrent, s'il le faut, émigrer, que venir travailler dans la fabrique de la ville voisine. Est-ce une incapacité ethnique? c'est très peu probable, car ceux qui émigrent vers l'Amérique y réussissent là fort bien comme travailleurs industriels. C'est surtout une aversion traditionnelle pour tout ce qui n'est pas le travail de la terre à l'air libre et dans l'indépendance de la Puszta; le magyar ne renonce à cette préférence que quand il ne peut pas faire autrement: il préfère tenter une vie nouvelle au delà de l'Océan que venir à la fabrique voisine; il en voit de trop près les côtés repoussants, on lui en décrit la vie pénible, pour l'en écarter et le retenir aux champs.

Quelle qu'en soit la cause, le fait est observé: le magyar est peu disposé au travail industriel et, lorsqu'il quitte le travail agricole, il préfère s'expatrier. Ce phénomène a pour effet de produire dans une grande partie de la Hongrie une véritable crise de la main-d'œuvre: l'industrie, que l'on cherche à développer, ne trouve pas d'ouvriers ou du moins en trouve moins qu'il ne lui en faudrait. L'importance de ce phénomène a été observée par exemple dans

l'industrie houillère, de 1903 à 1907 : le développement des industries et des voies ferrées exigeait une plus grande abondance de charbon ; les mines existantes étaient capables d'y pourvoir, mais elles ne le purent faute de main d'œuvre et l'on dut faire venir du charbon étranger, même d'au delà des mers. Quoique la consommation prévue pour 1908 et 1909 doive être encore sensiblement plus forte, les sociétés hongroises de charbonnages comptent cependant pouvoir la couvrir à elles seules ; mais elles doivent pour cela faire racoler les ouvriers, augmenter leur salaire, améliorer leurs conditions d'existence et de logement ; enfin, cette main-d'œuvre de fortune n'a pas besoin pour le travail de la mine d'une longue préparation technique, à la différence d'autres industries. Pour ce recrutement, les sociétés de mines, comme les fabriques, font appel autant que possible aux ouvriers des autres nationalités et même de l'étranger. C'est ce qui explique que la prépondérance magyare est moins sensible chez les ouvriers industriels que dans les autres classes de la population, et que les allemands et les slovaques, par exemple, se retrouvent nombreux dans certaines usines, même alors qu'ils sont faiblement représentés dans le pays environnant.

A cette difficulté d'organisation, provenant de la coexistence de plusieurs nationalités, se joint celle du peu de culture de beaucoup de ces ouvriers. Chez les magyars, parmi les éléments susceptibles de venir travailler à l'usine, les plus vigoureux s'expatrient. Les slovaques, qui forment peut-être un quart de cette population industrielle, sont les plus arriérés de tous les peuples de Hongrie ; ruthènes et roumains sont en petit nombre et ne valent guère mieux ; seuls les allemands constituent comme un ferment d'activité et ce sont eux qui se retrouvent à l'origine des mouvements purement ouvriers ; les serbo-croates, qui sont aussi assez

cultivés, se tiennent un peu à l'écart et restent dans le sud du royaume. Ainsi, cette population ouvrière est, par suite de ces circonstances, d'une culture sensiblement moindre que la moyenne de la population, et s'il y a en Hongrie une crise de la main-d'œuvre, une crise aussi des ouvriers qualifiés, on peut dire qu'il y existe également une crise de culture. Elle est d'autant plus sensible que la Hongrie est un des États d'Europe où il y a le plus de personnes ne sachant ni lire, ni écrire : en moyenne, la moitié de la population est inalphabète.

*
* *

La situation économique de ces ouvriers industriels est aussi peu propice que la condition morale de ce prolétariat à la formation d'organisations puissantes : nous voulons dire qu'il reçoit en général un salaire minime pour un long temps de travail, et quelques progrès récents ne font que souligner l'état antérieur. L'absence de loi protectrice du travail, le manque de cohésion de la classe ouvrière, la qualité inférieure de la main-d'œuvre expliquent cette situation. D'après une enquête officielle menée en 1900, environ 12 p. 100 seulement des ouvriers travaillent moins de neuf heures par jour, 40 p. 100 de neuf à dix heures, et le reste plus de dix heures ; sur l'ensemble, 5 p. 100 sont occupés plus de treize heures¹. Dans les mines, le temps ordinaire de travail est de douze heures par jour ; il serait même, paraît-il, de quatorze heures, si on y joignait le temps de la mise en train, de la descente et de la remontée, et le syndicat des mineurs prétend même que « le repos du dimanche est une conception inconnue ; le plus souvent, on laisse

1. Voir *Annexes, tableau F*.

aux surveillants le soin d'accorder la faveur de donner congé le dimanche; celui qui s'absente le dimanche sans excuse est gratifié d'une amende de 1 à 5 couronnes; dans les exploitations de l'État, les conditions de travail sont encore pires, s'il est possible »¹.

D'après la même enquête officielle, les salaires sont en général des plus faibles : il n'y a pas 9 p. 100 des ouvriers qui reçoivent plus de 20 couronnes par semaine, c'est-à-dire 21 francs; environ 25 p. 100 reçoivent de 14 à 20 couronnes, soit à peu près de 2 à 3 francs par jour; 65 p. 100 n'ont pas pour vivre plus de 14 couronnes par semaine; et l'on croit rêver quand on lit au tableau récapitulatif que 14 p. 100 des ouvriers industriels, — et il ne s'agit que de ceux qui ont plus de seize ans et ne sont pas des apprentis, — reçoivent moins de 6 couronnes, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas même pour leur entretien un franc par jour.

Quant aux femmes, c'est encore pire : 33 p. 100 appartiennent à cette dernière catégorie et 95 p. 100 reçoivent moins de 14 couronnes par semaine²!

Chez les mineurs, d'après une enquête faite par leur syndicat en 1903, lorsqu'ils gagnent leur plein salaire, ils ne reçoivent en moyenne que 68 couronnes par mois³. Ce chiffre doit être exact, si l'on considère les chiffres donnés annuellement par les autorités minières : on voit qu'en 1905, dans les principaux centres, le salaire journalier *maximum* des hommes était, selon les lieux, de 2 c. 50, 2 c. 93, 3 c. 20, 3 c. 84; quant au salaire minimum, — et les femmes et les enfants ne sont pas compris dans le tableau, — il oscille de 0,60 à 1 c. 80⁴.

1. *Die Lage der Bergarbeiter*, in-8°, Budapest, 1903, p. 6.

2. Voir *Annexes*, tableau F.

3. Voir *Annexes*, tableau F.

4. *Annuaire statistique hongrois de 1905*, Budapest, 1907, p. 135.

Depuis 1901 ou 1902, ces salaires ont haussé sensiblement : nous manquons de chiffres d'ensemble à cet égard, mais la constatation a été faite par les économistes hongrois et ils admettent que cette hausse n'a pas été de moins de 30 à 40 p. 100 durant ces quatre ou cinq dernières années. La corporation des maçons nous donne sur ce point des renseignements assez précis : les ouvriers du bâtiment étaient jusqu'en 1908 les mieux organisés de Hongrie et, dans presque toutes les villes, ils ont conclu des contrats collectifs avec les patrons ; leur annuaire montre les progrès accomplis : en cinq ans, de 1903 à 1907, le temps de travail courant à Budapest a passé de dix heures et demie à neuf heures et demie et le salaire à l'heure de 30 à 50 hellers ; dans presque toutes les villes, un progrès analogue quoique moins sensible a été accompli ¹.

Cette hausse récente des salaires indique leur faiblesse antérieure et s'explique par plusieurs causes : la crise de la main-d'œuvre, dont nous avons parlé, en est peut-être la principale ; d'autre part, le commencement d'organisation ouvrière et les grèves, qui en sont résultées un peu partout, en particulier celles des ouvriers du bâtiment, ont fortement contribué à ce résultat.

Enfin, il ne faut pas oublier que le prix de la vie a considérablement augmenté dans les villes de Hongrie, surtout à Budapest ces dernières années. La valeur réelle du salaire dépend essentiellement du coût de la vie dans le lieu considéré. Les salaires très faibles, que nous avons signalés, n'étaient possibles que parce que l'ouvrier très inculte supportait des privations et une condition de vie inférieure et que, d'autre part, les objets nécessaires à son entretien n'étaient pas d'un prix élevé. Dans l'enquête

1. Voir *Annexes, tableau F.*

faite par le syndicat des mineurs, on a établi le budget moyen de ces mineurs qui gagnaient 68 couronnes par mois. On y voit qu'ils dépensent, pour leur alimentation et celle de leur famille, 37 couronnes par mois, soit à peu près 1 fr. 10 par jour, et qu'il ne leur reste que 11 couronnes par mois pour habiller leur famille et eux-mêmes, élever leurs enfants, distraire et former leur esprit ¹. Nous croyons sans peine la brochure du syndicat, quand elle nous dit qu'ils ne peuvent « se nourrir qu'à moitié » ; mais le seul fait de pouvoir subsister à ce prix indique un coût de la vie assez faible.

Or, ces dernières années, la cherté et le renchérissement des choses ont été très marqués en Hongrie : si les céréales et le pain n'ont pas augmenté de prix, par contre les combustibles, les objets alimentaires et surtout la viande, coûtent beaucoup plus cher qu'il y a cinq ans par suite de diverses circonstances : un grand nombre de produits alimentaires sont l'objet, soit du monopole d'État, soit d'impôts de consommation élevés, principale ressource de l'État, soit de kartell industriel, et par là leur prix augmente dans de fortes proportions : le sel est monopolisé, son coût de production varie de 80 à 90 hellers (environ 1 franc) par quintal métrique, alors que son prix de vente est de 23 couronnes ! De même le tabac est monopole d'État et ce sont les sortes de cigares et de tabac les plus ordinaires qui sont du plus grand profit. La viande, le pain, le sucre, les boissons, le pétrole sont frappés de droits. L'impôt sur l'alcool augmente considérablement le prix des boissons qui en contiennent : tous les spiritueux, le vin, la bière, sont imposés. Le pétrole est objet de kartell et proportionnellement plus cher que le gaz ou l'électricité, qui sont libres

1. Voir *Annexes, tableau F.*

de tout impôt et dont peuvent se servir les gens aisés. Les ustensiles de cuisine, s'ils sont fabriqués en fer, sont l'objet du kartell du fer; s'ils sont émaillés, leurs prix sont renchérissés par le kartell du fer-blanc et celui de l'émail; le charbon et le sucre sont de même l'objet de kartells semblables. On a rendu impossible, dans l'intérêt des agrariens, l'abaissement du prix de la farine en abolissant le droit de transporter la mouture, de la viande en interdisant l'importation du bétail roumain ou serbe, de la bière par le système d'impôt. Même les pommes de terre et tous les légumes sont d'une acquisition onéreuse: c'est dû à ce qu'en Hongrie ils sont cultivés par des jardiniers émigrants bulgares, qui vendent leurs produits cher, alors que les cultivateurs hongrois ne s'en occupent pas. Quant au renchérissement de la viande, on sait qu'il est très sensible depuis peu de temps dans toute l'Europe centrale: les grands marchés de Budapest, Vienne, Munich, Berlin, ont signalé le fait; les partis politiques se sont emparés de la matière; les agrariens se sont réjouis; mais en Hongrie l'augmentation a été d'autant plus marquée que, le bétail étant sur place, on le payait autrefois au prix du lieu de production.

Une autre dépense nécessaire, celle de l'habitation, est également devenue très coûteuse dans les villes hongroises, tout particulièrement à Budapest, où se fait sentir une augmentation croissante des loyers et où sont concentrés, comme nous avons vu, une grande partie des ouvriers. Il existe à Budapest une véritable crise de l'habitation qui a été très étudiée: la ville a augmenté rapidement de population par suite d'une émigration qui s'est produite de l'intérieur du pays dans la capitale et de la concentration anormale qui en est résultée. Tandis que survenait cet afflux de personnes, se produisaient à la fois la crise de la main-d'œuvre, des grèves d'ouvriers du

bâtiment et des lock-outs. Comme en même temps ni l'État, ni l'initiative privée ne s'occupaient des maisons ouvrières, il en est résulté une situation lamentable : les logements sont extrêmement chers ; on estime qu'une seule pièce infecte à Budapest coûte le même prix que deux pièces et une cuisine à Berlin, par exemple¹. Aussi se trouve-t-on en présence d'un véritable entassement de la population dans des taudis sans hygiène : en 1901, 58 p. 100 de la population, soit 365.000 âmes habitaient dans une demeure ne se composant que d'une seule chambre, tandis qu'à Vienne 7,5 p. 100 seulement de la population vivait ainsi. Et quelle tristesse de songer qu'à cette même date 36 p. 100 de la population de la capitale était parquée dans des habitations où demeuraient au moins 6 personnes dans une seule chambre² !

Cette situation a été avouée avec beaucoup de franchise dans l'exposé des motifs du projet de loi présenté en juin 1908 par M. Wekerlé en vue de la construction de maisons ouvrières à Budapest ; celui-ci dépeint de la façon suivante ce qu'il appelle « les conditions vraiment honteuses de l'habitation ouvrière dans la ville de Budapest » : « Tout le monde sait ici de quelle pénurie extrême d'habitations la ville de Budapest souffre depuis quelques années. Devant une demande toujours croissante, à laquelle ne répondait aucune offre, on estime que les loyers payés annuellement par nos concitoyens ont été augmen-

1. M. de Elek donne les chiffres suivants : dans les faubourgs de Budapest une chambre et une cuisine coûtent par an de 280 à 320 couronnes, soit d'ordinaire le quart, exceptionnellement le cinquième ou le sixième du salaire annuel. Les ouvriers des chemins de fer allemands paient, pour un logement beaucoup mieux tenu de deux pièces et une cuisine, de 140 à 160 marks. C'est de la même source que nous tirons les chiffres cités ci-dessus sur la cherté des produits de consommation.

2. Le problème des logements ouvriers à Budapest est de plus en plus aigu, ainsi que l'indiquent l'enquête et les statistiques que nous reproduisons dans les *Documents annexes, tableau F bis*.

tés d'environ 12 millions de couronnes pendant ces trois dernières années. Ils sont arrivés ainsi à être hors de toute proportion avec les salaires. L'habitation chère, insalubre et insuffisante et toutes les calamités qui en résultent font souffrir cruellement la population qui se trouve désarmée devant une telle situation. »

Les ouvriers les plus aisés et qui pouvaient supporter les frais d'un déménagement ont envahi les communes voisines, mais les mêmes causes y ont produit les mêmes effets ; au bout de très peu de temps, il a fallu un prix énorme pour une cave ou un grenier à peine convenables pour abriter des animaux. La population s'y est entassée dans des conditions lamentables, un lit d'une personne servant pour quatre ou cinq et le reste à l'avenant.

Cette situation navrante montre la malheureuse condition économique du prolétariat industriel de Hongrie. Dans une conférence faite en avril 1908 à la Société hongroise des sciences sociales, M. Paul de Elek, directeur général de la Société commerciale hongroise, disait qu'il n'y a pas un pays civilisé où le travailleur vit aussi chèrement qu'en Hongrie et il s'en plaignait au point de vue économique : un bon ouvrier ne peut pas, disait-il, accepter de vivre dans ces conditions onéreuses et les logements infects qu'on lui offre à Budapest ; même avec le salaire identique, disait-il, l'ouvrier autrichien vit mieux et moins cher que l'ouvrier hongrois : son pain n'est pas plus cher ; sa viande lui coûte un peu plus, mais est sensiblement meilleure ; les pommes de terre, les légumes et les fruits sont de beaucoup moins onéreux, la bière vaut moitié prix, les articles de ménage et d'habillement sont moins coûteux, les logements sont d'un loyer moindre et d'un confort plus grand. Comme, en outre, l'ouvrier hongrois est encore celui qui gagne le salaire le moins fort parmi les pays civi-

lisés, — M. de Elek évalue son salaire moyen annuel à 185 couronnes, — il en résulte que l'industrie est entravée dans son développement, malgré la politique d'aide que poursuit aujourd'hui l'État : elle ne peut trouver les bons ouvriers qui lui sont indispensables et la main-d'œuvre nécessaire, sans prendre à son compte de très lourdes charges, construire des logements ouvriers, accroître les salaires, etc. ; et en ce cas elle ne pourrait, industrie naissante, se défendre contre la concurrence autrichienne. Au point de vue économique, la politique industrielle doit donc se doubler pour être efficace d'une politique sociale. Quant au point de vue spécialement social, qui nous occupe, si l'on rapproche de cette situation matérielle du prolétariat sa condition morale encore inférieure, l'amalgame de nationalités qui le forme, l'absence de traditions et d'élite ouvrière, sa masse encore relativement faible, on comprend pourquoi le mouvement ouvrier est encore à ses débuts dans le royaume de Hongrie. Cette situation économique et morale explique l'évolution des idées et de l'organisation dans le monde ouvrier.

CHAPITRE III

LA SITUATION POLITIQUE DU PROLÉTARIAT ET LA POLITIQUE SOCIALE

I. Les classes dirigeantes, l'influence politique du prolétariat et le suffrage universel : 1° l'influence actuelle du prolétariat dans la vie politique : le cens électoral, les ouvriers exclus du droit de vote ; l'influence des classes dirigeantes et le système électoral : les bourgs pourris, les élections, le vote oral ; les classes dirigeantes avant et depuis la coalition ; la composition de la Chambre ; la portée sociale du conflit entre le roi et la noblesse magyare et le spectre du suffrage universel.

II. 2° L'établissement du suffrage universel : l'origine de la réforme, les promesses anciennes des partis coalisés dans l'opposition, le projet du ministère absolutiste, le « pacte » secret d'avril 1906 entre la couronne et la coalition, et l'obligation d'introduire une réforme électorale. — Le projet de loi Andrassy ; l'esprit du projet de loi, le vote plural et la procédure électorale ; le vote oral ; la portée sociale du projet et les moyens employés pour assurer la suprématie des éléments magyars ; l'accession de nouvelles classes sociales à la vie politique.

III. L'attitude et les mesures prises par les classes dirigeantes à l'égard du prolétariat : 1° la politique sociale jusqu'en 1897 : l'indifférence ; les lois en faveur des ouvriers industriels ; la réglementation du travail des enfants, l'absence de mesures protectrices pour l'ouvrier ou l'ouvrière adulte, le contrôle défectueux de l'inspection du travail, le repos dominical ; les corporations et les comités de conciliation ; l'assurance contre la maladie à la charge des ouvriers ; le bilan en 1897. — Cause de cette indifférence : le sentiment conservateur et individualiste, l'absence d'agitation, l'État patron et la politique fiscale.

IV. 2° la politique sociale depuis 1897 : la politique de répression contre le socialisme : la loi de 1898 contre les grèves agricoles et les lois de 1899 ; les mesures gouvernementales contre l'organisation ouvrière dans les campagnes et les réserves de travailleurs ; la répression des grèves agraires de 1905, 1906 et 1907 ; la dissolution des syndicats d'ouvriers agricoles. — La loi de 1907 contre les grèves des domestiques agricoles. — Le régime des coalitions et des grèves industrielles et son application ; l'interprétation contestable, donnée aux lois de 1872 et de 1884, les interdits ; l'ordonnance de 1875 sur les associations et le mouvement lassalien : interdiction des syndi-

cats s'occupant de grève, les « associations libres » secrètes, la dissolution des syndicats en 1907 ; le régime des réunions et l'arbitraire administratif ; l'interdiction des collectes pour grève ; l'interdiction de séjour pour les organisateurs de grèves ; le bilan des libertés ouvrières. — Le régime de la presse : la répression des infractions et la politique suivie à l'égard de la presse ennemie du gouvernement ; les ressources pécuniaires secrètes accordées à la presse hongroise par le gouvernement et les sociétés. — Causes du triomphe de la « manière forte » dans la politique à l'égard des organisations ouvrières ; la ruine de la puissance économique et sociale de la coalition par le socialisme ; l'anéantissement des aspirations nationales de la noblesse magyare par l'alliance des socialistes avec le roi et le ministère absolutiste.

V. 3^e La politique sociale depuis 1897 : la politique de réformes sociales : les idées des hommes politiques conservateurs avisés et les résistances de leur parti. — L'action du ministère de l'Agriculture à l'égard des travailleurs agricoles : l'aide donné au mouvement coopératif ; les mesures gouvernementales opportunistes : l'enseignement agricole, les bibliothèques populaires, les récompenses, les grands travaux publics, les bureaux de placement publics. — Les mesures réformatrices : les obligations légales du propriétaire à l'égard du journalier d'après la loi de 1898, du domestique agricole d'après la loi de 1907 ; la caisse de secours nationale de 1900 ; les versements des patrons, des ouvriers et de l'État ; les risques qu'assure la caisse : accidents, invalidité et vieillesse, mort ; le système de mutualité géré par l'État et les nouveaux barèmes de la loi de 1902 ; les mesures destinées à rendre le travailleur propriétaire : la loi de 1907 sur les maisons des ouvriers agricoles ; les tentatives de parcellation à l'amiable des grandes propriétés, ses difficultés, la question financière et le nouveau projet de loi.

Les mesures réformatrices du ministère du Commerce à l'égard des ouvriers industriels : la construction d'habitations ouvrières à bon marché ; la loi de 1907 contre les risques de maladie et d'accident : l'assurance accident obligatoire à la charge des employeurs pour certains ouvriers et certains accidents, l'assurance-maladie étendue aux ouvriers à domicile et mise par moitié à la charge des entrepreneurs, l'assurance centralisée, les critiques socialistes, le maintien des caisses spéciales aux mineurs ; une loi de transition ; le nouveau projet de code industriel : les dispositions modifiant le droit de grève et le droit syndical et celles établissant des chambres de travail.

Le bilan de l'activité réformatrice du gouvernement hongrois depuis 1897 : le commencement d'une action tardive ; les causes de cette activité : la nécessité de donner des satisfactions aux mécontents, l'avènement d'un suffrage plus étendu et le gouvernement de la Coalition.

I

Nous venons d'esquisser la situation économique actuelle du prolétariat dans les villes et dans les campagnes, la

crise sociale tantôt latente, tantôt aiguë qui en résulte, les principales manifestations de cette crise. Mais pour achever le tableau de la condition du prolétariat en Hongrie, il nous faut indiquer quelle est sa situation politique, quels rapports existent entre lui et le gouvernement du pays, quelle attitude les classes au pouvoir ont à son égard, attitude qui se révélera d'une façon précise dans les mesures gouvernementales et législatives prises pendant la dernière décade.

Ce disant, nous pénétrons dans le cœur de la politique intérieure hongroise. Actuellement par suite du système électoral le prolétariat ne joue aucun rôle dans les élections; le parlement et le gouvernement émanent des classes aisées et sont dirigés par la noblesse; les magnats ont même pris une influence plus grande depuis l'arrivée au pouvoir de la Coalition. Mais la crise des rapports austro-hongrois, l'action du ministère absolutiste du général Fejervary a jeté au pays la promesse du suffrage universel; le roi tient à l'accomplissement de la réforme électorale et toute la politique intérieure hongroise actuelle tourne autour de ce problème.

C'est que le suffrage universel transformerait entièrement les conditions de la vie politique en Hongrie. Aujourd'hui le cens, du reste très variable selon les régions et les revenus, est en général de 20 couronnes depuis la loi toujours en vigueur de 1874, c'est-à-dire d'un taux d'autant plus élevé que le pays est peu riche. Aussi sur 4.332.000 hommes majeurs, n'y avait-il pas, en 1905, plus de 970.000 électeurs, soit 22 p. 100 et d'après des statistiques privées la classe ouvrière ne compterait que 48.000 de ses membres admis au droit électoral¹.

1. Voir *Documents annexes, tableau K, 1^o*.

C'est dire que les ouvriers des villes et des campagnes n'exercent aujourd'hui à peu près aucune action électorale sur les députés et le gouvernement. Les petits propriétaires-prolétaires, qui ont une trop petite propriété pour pouvoir en vivre sans louer ailleurs leurs services, ont à peine plus d'influence : un grand nombre n'atteint pas aux conditions du cens ; en outre, le système électoral est conçu de manière à donner au gouvernement et aux forces sociales disposant du pouvoir les moyens d'action les plus effectifs et à rendre d'autant plus grand le pouvoir de l'argent ; les anciennes circonscriptions n'ont pas été changées depuis soixante ans et un certain nombre constituent de véritables « bourgs pourris » ; les listes électorales sont dressées sans grand contrôle par les autorités locales¹ ; le vote a lieu exclusivement au chef-lieu du comitat ou du district : c'est même un spectacle singulièrement pittoresque que celui des files de paysans endimanchés et enrégimentés venant des quatre coins du district dans leurs voitures qui portent souvent sur une oriflamme les couleurs ou le nom de leur candidat préféré² ; mais quelle difficulté pour les moins fortunés ! et pour éviter les désordres, du reste très fréquents entre paysans de partis adverses, les autorités locales prennent des mesures d'une portée non douteuse ; à une élection dans la campagne, à laquelle nous assistions, le président de l'élection fut obligé d'employer la troupe pour séparer les partis aux prises ; dans la longue rue du village, il fit construire deux barricades

1. Ces listes sont dressées par trois membres élus par le comité électoral central, et ce comité est lui-même nommé par le conseil municipal de la ville ou le conseil général du comitat ; il y a bien un droit d'appel à la cour royale des décisions prises, mais la procédure le rend peu efficace. C'est ce même comité qui nomme le président de l'élection, lequel dirige seul toutes les opérations électorales.

2. Cf. nos notes de voyage : une journée d'élection dans la campagne hongroise, *Semaine politique et littéraire*, 10 mai 1902.

entre lesquelles se trouvait le bureau de vote; les partisans de chacun des deux candidats devaient pénétrer d'un côté déterminé et gare à celui qui se trompait! huées et poings levés l'accueillaient; les paysans pénétraient donc un à un dans l'enceinte réservée et votaient; rien n'était plus correct; mais dans une autre circonscription les troupes empêchaient d'accéder au bureau et entouraient certains lieux sous prétexte d'empêcher le désordre; comme le vote peut être clos dès que personne ne s'est présenté pendant une heure, on devine ce qui peut se passer. Enfin, et c'est là le fait capital, le vote est oral: l'électeur, interrogé par le président de l'élection, en présence des délégués des candidats, formule son vote à haute voix. C'est le couronnement du système.

Grâce à lui, les 413 députés de Hongrie¹ représentent de fait les classes riches, surtout la noblesse terrienne, qui détient le pouvoir dans tous les comitats. Les adversaires du régime le traitent de régime de féodalité et d'oligarchie, de régime de classes, de régime des magnats, des évêques et de la ploutocratie². Ce qui n'est pas contestable, c'est que les élections se faisaient sous l'ère libérale, sous l'influence directe de la petite noblesse, de la gentry, maîtresse des emplois publics. Depuis l'arrivée au pouvoir de la Coalition, les influences aristocratiques des magnats et religieuses du clergé catholique ont grandi. Aussi la Chambre est-elle dans sa très grande majorité dévouée aux intérêts et docile aux directions des classes dirigeantes de Hongrie.

Il est même très intéressant de remarquer que la composition de la Chambre se ressent fortement de ce fait jusque dans la personnalité des députés: on a calculé que tandis

1. Il y a, en outre, à la Chambre 1 député, de Fiume et 40 délégués de la diète de Croatie.

2. *Népszava*, 23 septembre 1906, p. 3.

qu'il ne s'y trouve ni ouvriers, ni industriels, on y compte une cinquantaine d'aristocrates (comtes ou barons), 160 grands propriétaires environ, une trentaine de prêtres ou de pasteurs et plus de 100 avocats.

Si l'on songe que dans la seconde Chambre, ou Chambre des seigneurs, la grande majorité des membres sont de grands propriétaires, des évêques ou de hauts dignitaires¹, on voit que tous les organes du pouvoir sont hors de l'influence des prolétaires et des petits paysans et obéissent au contraire aux impulsions et aux intérêts des autres classes sociales.

Avec le suffrage universel réel, la situation serait exactement l'inverse; les classes prolétariennes auraient peut-être la majorité parmi les électeurs, comptant un peu plus de 50 p. 100 d'entre eux d'après certaines évaluations² et l'incontestable prééminence actuelle de la noblesse serait jetée à bas : crise sociale autant que politique, tel serait le résultat certain de ce bouleversement. Aussi comprend-on l'effroi des classes dirigeantes quand, lors de la lutte entre le roi et le parlement hongrois, le ministère absolutiste et anti-parlementaire du général Fejervary, soldat dévoué au trône, lança la promesse du suffrage universel : c'était vouloir former l'alliance du roi et du prolétariat contre la noblesse nationaliste, adversaire commun, dont le roi combattait les revendications nationales et le prolétariat la politique et l'influence sociale.

1. D'après M. Lefebvre-Pontalis, la Chambre des seigneurs comptait en 1897 les catégories suivantes : 70 membres héréditaires ou magnats payant 6.000 couronnes d'impôt foncier (on sait que, depuis 1885, tous les magnats n'ont plus le droit de siéger et que la Chambre ne s'appelle plus Chambre des magnats); 128 membres de droit, grands dignitaires, évêques, etc.; un maximum de 50 membres à vie nommes par le roi; enfin, 2 membres délégués par la diète de Croatie et théoriquement les membres de la famille impériale. (*Les Élections en Hongrie. Revue politique et parlementaire*, juillet 1897, p. 55.)

2. Voir *Documents annexes, tableau K, 1^o*.

Sans doute dans ce conflit, la question magyare, la lutte des magyars contre les nationalités a son importance : avec le suffrage universel, ces allemands, roumains, slovaques, ruthènes, serbes, etc., de Hongrie prendraient, surtout dans l'avenir, une influence dans le parlement qu'ils n'ont point aujourd'hui ; c'est ce problème qui a été surtout montré à l'étranger sous toutes ses faces, pour justifier la résistance de la Coalition des partis nationalistes magyars. Il serait faux de soutenir que ce côté de la question est sans intérêt ; mais cet intérêt est un intérêt plus futur que présent, la plupart de ces nationalités étant affaiblies, désorganisées et incultes, et la race magyare n'aurait pas grande peine à assurer sa suprématie par quelques mesures légales.

Le côté social de la réforme était au contraire singulièrement angoissant pour les classes dirigeantes : le suffrage universel établi sans elles et contre elles, par un gouvernement luttant contre leur influence, c'était peut-être la fin de leur hégémonie. Cette crainte a sans doute été le facteur le plus efficace de la réconciliation entre le roi et la noblesse, peu désireuse d'une pareille tentative. Sans doute dans le pacte conclu entre eux se trouve la promesse d'établir le suffrage universel ; le projet est resté à l'étude trois ans ; le ministre de l'Intérieur, le comte Andrassy, a travaillé le problème avec une volonté arrêtée. Il est intéressant de saisir les procédés par lesquels les classes dirigeantes de Hongrie espèrent réussir à expurger le suffrage universel des dangers sociaux et nationaux qu'il recèle à leur égard ; une feuille socialiste, qui les accusait par avance de vouloir le « falsifier », en énonçait ainsi le principe qu'elle prétendait admis : « N'accorder le droit de vote qu'à ceux qui ne menacent aucun de leurs privilèges ». Mais quelques limitations qui puissent être apportées au suf-

frage universel, il n'en reste pas moins que l'extension inévitable du droit actuel de suffrage va procurer aux classes ouvrières une influence électorale et politique aujourd'hui presque inexistante.

II

Peut-être l'observateur superficiel s'étonnerait-il que nous qualifions d'inévitable cette extension. Il serait, en effet, possible d'ajourner l'avènement du suffrage universel et le gouvernement hongrois est assez fort pour vaincre une agitation ouvrière qui prétendrait l'exiger par la violence. Qu'un tel ajournement, s'il était désiré, révèle des politiques avisés, ayant de l'avenir dans l'esprit, c'est une autre question. Mais nous croyons ne pas nous tromper en pensant que le pouvoir serait capable de maintenir pour le présent le *statu quo*.

Pourquoi n'adopte-t-il pas ce parti ? pourquoi la réconciliation passée entre la couronne et la Coalition ne s'est-elle pas faite aux dépens des promesses de réforme électorale ? D'une part, comme l'écrit le comte de Mailath, « tout homme en Hongrie reconnaît que le système de suffrage employé jusqu'ici chez nous est suranné ». Tant qu'aucun projet gouvernemental n'était présenté, il était facile de se confier à la force d'inertie. Du jour au contraire où un ministère promettait au pays cette réforme, il était plus malaisé, sinon de la différer, du moins de la combattre. Les partis politiques au pouvoir ressentaient d'autant plus cette difficulté qu'ils craignaient l'impopularité et qu'ils avaient inscrit sur leur programme, au temps où ils étaient dans l'opposition, la refonte de la législation électorale.

Pendant les trente années de règne du régime libéral, ses chefs et surtout Koloman de Tisza repoussaient toute modification au régime dont ils profitaient. Leurs adversaires adoptèrent dès lors comme plate-forme la revision des lois électorales. Quand M. Koloman de Szell essaya, en politique habile et avisé, de régénérer le parti libéral, de s'allier avec le comte Apponyi et son « parti national », cette fusion s'accompagna d'une transaction : si le suffrage universel était encore énergiquement repoussé par M. de Szell, qui le considérait comme un « saut dans l'abîme », du moins était-il disposé à une réforme électorale progressive. Mais avec le retour des errements d'antan et la reprise des luttes ardentes entre les libéraux conduits alors par M. Étienne de Tisza et les partis d'opposition coalisés, ces derniers essayèrent de gagner à leur cause tous les éléments sociaux du pays : à côté des revendications nationales, ils inscrivirent sur leur drapeau une réforme profonde et un élargissement important du droit électoral.

La Coalition, triomphante aux élections de janvier 1905, aurait pu laisser dormir dans la poussière des programmes cette revendication ; mais comment le faire en présence des événements qui suivirent et des conditions posées par la couronne ?

La crise politique ouverte par le renversement du régime libéral hongrois laissa le roi fort incertain sur les moyens à employer pour maintenir ce qui lui tenait à cœur : l'unité de l'armée commune. La Coalition ne voulant pas renoncer à ses revendications nationales militaires, la couronne sans balancer fit appel à un gouvernement absolutiste : le comte Tisza n'ayant pas voulu garder le pouvoir contre la majorité du parlement, c'est un serviteur dévoué, ancien ministre des honveds, maréchal obéissant au chef

suprême de l'armée, c'est le baron Fejervary qui fut placé à la tête du ministère. Mais l'esprit agissant fut un ancien préfet, promu ministre de l'Intérieur, M. Joseph Kristoffy. L'histoire ne dit pas encore qui opéra la trouvaille de donner à Vienne cette arme merveilleuse, que constituait la promesse du suffrage universel. En tous cas, le ministre de l'Intérieur exposa son plan au roi et il n'est pas douteux que celui-ci y vit la parade la plus énergique portée aux réclamations nationalistes de la coalition. M. Kristoffy s'assura donc l'appui des éléments prolétaires organisés, des socialistes, communiqua à une députation ouvrière son intention et déposa un projet de loi qui accordait le droit de suffrage à tout citoyen hongrois sachant lire et écrire.

On sait la répercussion immense qu'eut cette initiative dans l'histoire intérieure de la monarchie habsbourgeoise. On ne fait pas au suffrage universel sa part; celui-ci déborda aussitôt, si l'on peut dire, de Hongrie en Autriche. Ce que le souverain accordait à celle-là, il ne pouvait le refuser à celle-ci. Et c'est ainsi que l'Autriche reçut par contre-coup et la première ce cadeau de son empereur.

En Hongrie les chefs de la coalition se concertèrent : aussitôt ils aperçurent le danger d'une réforme opérée contre leur influence sociale et sans leur participation. Ce pouvait être la débâcle. Avec beaucoup d'esprit politique et de décision, ils se résolurent à traiter et la paix fut faite avec le souverain. Dans cet acte, pouvait-on faire table rase du projet de suffrage universel ? ce n'était pas l'intérêt de la couronne. Celle-ci devait se ménager l'avenir, pour cela ne pas abandonner et livrer ses alliés d'hier, dès lors stipuler pour eux des avantages. Le traité de paix entre la couronne et la coalition devait donc contenir une clause relative à la réforme électorale. On sait aujourd'hui qu'en effet cette clause existe.

Le fameux pacte de 1906 était resté secret dans son texte jusqu'en décembre 1908 ; sans doute, la plupart des députés savaient à peu près son contenu ; sans doute aussi, le discours du trône par lequel le roi ouvrit la session du parlement en 1906 et les déclarations du ministre-président après la constitution du ministère de coalition en avril 1906 avaient indiqué la teneur de quelques-unes des clauses de cette entente ; le journal du comte Étienne Tisza, le *Az Ujság*, dans son numéro du 1^{er} octobre 1908, en avait publié quelques phrases relatives à la question militaire ; M. Kristoffy, le ministre de l'Intérieur d'antan, quelques autres relatives à la réforme électorale ; mais c'est dans la séance de la Chambre du 11 décembre 1908 que le texte authentique fut connu dans son entier, grâce à une indiscretion de M. Polonyi. M. Polonyi était un des politiciens influents du parti de l'indépendance ; d'une famille récemment magyarisée, il s'était fait remarquer par son « nationalisme » tapageur, une certaine faconde et un entregent indéniable ; le comité exécutif et les chefs de la coalition le chargèrent de deux missions auprès du président du conseil, général Fejervary, au moment où celui-ci servait d'intermédiaire entre le roi et le futur ministre. Grâce à ces petits services, M. Polonyi fut placé dans le nouveau gouvernement au ministère de la justice. Mais, un jour, de fâcheuses accusations furent lancées contre lui ; il se défendit, mais ne porta pas dans l'âme de ses collègues une conviction assez profonde et on le pria de donner sa démission. C'est un souvenir qui ne s'oublie pas ; aussi, quand il jugea que la publication du « pacte » secret, dont il avait eu connaissance, pourrait ajouter aux difficultés, qui pressaient le gouvernement de la Coalition, pris entre les promesses de la campagne électorale et les exigences du roi, M. Polonyi n'hésita pas : il interpella le ministère,

l'accusa d'avoir trahi le programme du parti de l'indépendance, de ne servir que les intérêts du parti constitutionnel et, pour le prouver, il lut et commenta le fameux pacte ¹.

Ce pacte n'est rien de moins que l'acceptation par les chefs du parti de l'indépendance d'un programme voulu par la couronne, on peut dire imposé par elle, d'un programme de renoncement à toutes les idées essentielles du parti de l'indépendance. Ce renoncement, pour être temporaire, n'en est pas moins presque absolu et le parti de 1848 est entré au gouvernement en adoptant, provisoirement sans doute, mais cependant en adoptant dans la pratique le programme des anciens libéraux.

L'obligation d'introduire la réforme du suffrage y est inscrite comme le premier devoir de la Coalition et l'étendue même de cette réforme y est indiquée : elle doit être aussi large dans sa base que celle du projet Kristoffy.

On voit aussitôt les deux interprétations qui ont été données : le projet Kristoffy admettait le suffrage égal pour tous les citoyens sachant lire et écrire. Les démocrates, les socialistes et les députés des nationalités de Hongrie réclament une réforme au moins aussi étendue. L'ancien ministre Kristoffy, aujourd'hui à la tête du parti « progressiste », soutient que telle est bien la promesse qui a été faite. Dans un discours, il rappelle que le pacte ne parle pas du nombre des électeurs, mais de l'étendue du droit de suffrage et il conte certains détails des négociations préalables au pacte : en mars 1906, M. de Méray-Horvath vint le trouver ; celui-ci servait d'intermédiaire entre les chefs de la Coalition et le gouvernement absolutiste dans ces pourparlers secrets ; c'est une figure curieuse de noble

1. Cf. *Documents annexes, tableau K, 3^e.*

intelligent, d'observateur pénétrant, qui a fait un peu tous les métiers, fréquenté tous les milieux, mené toutes les vies, et qui à l'âge où les cheveux grisonnent est devenu d'anarchiste intellectuel, négociateur habile. M. Kristoffy lui demande : « Le parti de l'indépendance est-il disposé à faire la réforme comme elle est proposée, c'est-à-dire le suffrage universel, égal, secret et organisé par commune, sans autre limitation que celle de n'être pas illettré ? » Sur la réponse affirmative de l'intermédiaire, les négociations furent entamées. Le 2 avril, au matin, M. de Méray-Horvath vint trouver M. de Kossuth, lui fit son rapport sur les pourparlers entamés et celui-ci lui aurait répondu, d'après ce qu'il affirme : en fin de compte, nous ne pouvons donner au peuple moins de droits que ceux que le roi lui a garantis. Le 2 avril, au soir, M. Bela-Barabas se rendit au ministère de l'Intérieur en compagnie de M. de Méray-Horvath et affirma que le parti de l'indépendance acceptait comme minimum la réforme proposée par le cabinet Fejervary. Il se disait autorisé par M. de Kossuth, d'après ce que conte M. Kristoffy, à faire cette déclaration. Dès le lendemain au matin, 4 avril, le pacte avec ses conditions parvenait au roi. La paix était faite.

L'autre interprétation est celle du gouvernement et de la Coalition : le pacte ne parle pas de suffrage égal et secret ; il suffit donc que nous donnions un droit électoral à un aussi grand nombre de citoyens que dans le projet Kristoffy ; mais nous pouvons graduer l'intensité de ce droit, établir le vote plural, le vote oral, etc. Or, notre projet est fondé sur une base plus étendue que le projet antérieur, puisque nous accordons un droit même aux illettrés. Dans son discours à la chambre du 14 décembre 1908 le ministre président Wekerlé rappelait à l'interpellateur, M. Polonyi, qu'en avril 1906, dès après leur entente avec

le roi, quand il s'agit de faire entrer dans le ministère le comte Andrassy, celui-ci déclara tout net qu'il était adversement résolu du suffrage universel égal et secret. Si donc il fit cependant partie de la combinaison, c'est qu'on considéra dès lors que ces conditions n'étaient pas nécessaires.

Il peut sembler étrange que le pacte ne soit pas précis ; mais tout s'éclaire, si l'on songe à la pensée qui le domine. En 1906 même nous causions à Budapest avec un des hommes mêlés aux négociations, alors secrètes et il nous disait : il est visible que le roi ne s'inquiète que d'une chose, de l'unité de son armée et de l'augmentation du contingent ; pour obtenir ce qu'il désire, il est décidé à tout ; mais les autres questions de la politique hongroise ne l'intéressent pas. Le roi a lié partie avec les démocrates, ne pouvant jouer autrement, et c'est pour se réserver l'avenir qu'il a fait inscrire dans le pacte l'obligation d'instituer le suffrage universel ; mais si on lui donne ses soldats, il laissera faire pour le reste. Si on ne les lui donne pas, il s'appuiera à nouveau sur le peuple contre la noblesse et organisera le suffrage universel.

C'est pour cela que la position du gouvernement hongrois est et reste si délicate ; l'opinion publique ne s'opposerait pas à l'augmentation du contingent, si on prenait des mesures destinées à créer une armée hongroise dans l'armée commune ; mais le roi repousse sur ce point toute concession *réelle* ; il est prêt à rejouer le jeu du ministère absolutiste et de l'alliance avec les éléments populaires ; il se méfie au point qu'il exige du gouvernement hongrois des rapports écrits et non oraux ; dès lors on comprend combien la Coalition, qui n'est arrivée au pouvoir que par son nationalisme, est gênée pour taire et proroger ses revendications. C'est cependant ce qu'elle a su faire depuis

1906, sous la direction éminemment adroite et politique de Wekerlé, des Andrassy, des Apponyi et des Kossuth.

*
* *

Nous ne saurions mieux faire, pour exposer clairement et objectivement les intentions et l'état d'esprit du gouvernement, des partis de la Coalition et des classes dirigeantes que de transcrire en en respectant rigoureusement la forme ces lignes que nous adressait le comte de Mailath, ce grand propriétaire éclairé et averti, membre de la Chambre des magnats et auteur d'études sociales appréciées :

Le nouveau gouvernement a accepté l'obligation vis-à-vis de la nation de réaliser la réforme, sans risquer l'existence et l'avenir de la Hongrie, ainsi que celle de son État national unifié. Le projet de loi du comte Andrassy s'efforce de satisfaire à ces deux obligations. Au milieu de nos rapports nationaux, il n'était pas possible de penser sérieusement à un suffrage universel absolu. Par suite de nos relations avec nos nationalités, c'eût été renoncer de gaité de cœur à l'hégémonie magyare et livrer le pouvoir public à une foule sans fortune, n'ayant aucun sens politique et conduite par des individus suspects et sans crédit. En effet, si tous les hommes majeurs étaient électeurs, beaucoup de gens ne sachant ni lire ni écrire auraient le droit de suffrage (environ 1.300.000) ; aujourd'hui, le nombre de nos électeurs égale environ 1.000.000. Il a donc fallu prendre pour base le cens intellectuel : ceux qui savent lire et écrire, comme du reste l'avait mis Kristoffy dans son projet de loi.

Après avoir adopté cette base, il fallait penser à assurer l'hégémonie de l'élément magyar. Dans ce but, l'exigence de la connaissance de la langue hongroise, voulant que tous les électeurs sachent parler cette langue, aurait privé tant de gens de leur droit qu'elle aurait été en contradiction avec une réforme qui a pour but une large extension des droits politiques. En outre, une telle réforme aurait passé à l'étranger comme un témoignage que l'hégémonie magyare, justifiée par tant de preuves politiques et historiques, ne pouvait se soutenir que par des moyens artificiels : ce qui aurait fourni ample matière aux menées des nationalités.

Mais le gouvernement hongrois, fidèle à ses traditions, se serait opposé à toute privation de leur droit des citoyens appartenant aux nationalités. Les lois hongroises ne connaissent pas de privilèges s'appuyant sur la connaissance de la langue hongroise, et elles n'ont jamais exclu personne du cercle politique de la nation, parce qu'on ne saurait pas le hongrois. Mais encore que le droit de suffrage universel concédé à ceux qui savent lire et écrire n'assure aux magyars qu'un avantage de transition et adoucit à peine le danger du socialisme, et que l'exigence de savoir lire et écrire en hongrois n'était pas pratique pour plusieurs causes, ni désirable, il fallut penser à une autre façon d'équilibrer les maux menaçants du socialisme et des nationalités : la pluralité des suffrages s'est présentée comme étant ce moyen.

Ainsi la Coalition et les classes au pouvoir ne font pas de philosophie politique et ne partent pas d'idées *a priori* ; elles veulent maintenir pour le présent et pour l'avenir l'hégémonie des magyars en Hongrie et l'autorité des classes riches, éclairées et traditionnelles. C'est en vue de ce double dessein que le comte Andrassy étudie depuis trois ans la réforme électorale ; c'est pour parer aux dangers sociaux et aux dangers nationaux qui menacent la puissance de la Coalition, que le suffrage universel est institué, mais expurgé, corrigé et adapté.

Tous les citoyens jouiraient désormais du droit de participer à la vie publique, tandis que jusqu'à présent, comme nous l'avons dit, 22 p. 100 seulement possédaient cette prérogative. Mais tout d'abord on exige, pour avoir la qualité de citoyen au point de vue politique, l'âge de vingt-quatre ans au lieu de vingt ans, comme aujourd'hui, et de plus une résidence d'une année au moins dans la même commune. Ces dispositions sont déjà propres à écarter du scrutin les journaliers agricoles errants, assez nombreux en Hongrie. Mais surtout la participation à la vie publique, pour être universelle, n'est pas égale pour tous. Elle est à

échelons et à chaque échelon le citoyen jouit d'un droit qui se mesure au nombre de voix pour lequel il compte dans les scrutins. 200.000 personnes environ possèdent trois voix, parce qu'elles paient un impôt direct d'au moins 100 couronnes ou ont passé leur baccalauréat, comme on dirait en France. 860.000 citoyens jouissent de deux voix, soit parce qu'ils paient un cens de 20 couronnes, soit parce qu'ils ont une certaine instruction ou une certaine situation, soit enfin parce qu'ils sont pères de trois enfants¹. Enfin 1.530.000 individus n'ont qu'une voix : ce sont tous les autres hommes majeurs qui ne sont pas illettrés.

Restent 1.270.000 Hongrois qui ne savent ni lire ni écrire : à ceux-là on donne un dixième de voix et ils expriment leur choix par le vote indirect ; c'est-à-dire que chaque groupe de 10 nomme un électeur, qui jouit d'une voix au scrutin.

Par ce système les populations hongroises sont divisées en quatre catégories : les deux premières, qui représentent les classes aisées et éclairées disposent de 2.385.000 votes, émis par 1.083.000 personnes ; les deux dernières, qui figurent les classes prolétariennes, disposent de 1.661.000 votes, émis par 2.805.000 citoyens. Ces seuls chiffres mis ainsi en regard montrent combien efficace au point de vue social peut être le procédé de corection employé.

Dans l'exposé des motifs du projet de loi, le comte Andrassy ne fait pas mystère de ses intentions et défendant ce système, il écrit après avoir rappelé que d'après ses calculs le suffrage universel illimité donnerait aux ouvriers une proportion de 46,8 p. 100 du nombre des électeurs, alors qu'ils ne figurent que pour 6,1 p. 100 dans le système actuel :

Ainsi de tels éléments pourraient obtenir la majorité absolue.

1. Voir *Documents annexes*, tableau K, 2^o.

alors qu'ils n'ont aujourd'hui aucune influence politique, et ceux qui actuellement détiennent entièrement le pouvoir seraient complètement repoussés à l'arrière-plan. Il est nécessaire que la classe ouvrière soit représentée dans la Chambre des députés d'une manière correspondante à la nature des choses, que les intérêts particuliers et les conceptions des travailleurs soient représentés dans la Chambre par des hommes qui possèdent la confiance des ouvriers et que cette représentation soit efficace. Cependant, ce serait un malheur si la domination politique passait dans les mains des ouvriers. Une grande partie de ceux qui ne possèdent aucun bien et vivent exclusivement du salaire de leur travail journalier, ne possèdent pas chez nous malheureusement des ressources suffisantes pour qu'ils puissent acquérir cette formation et cette éducation, qui sont nécessaires, pour qu'on puisse leur confier avec tranquillité la puissance décisive pour l'avenir de notre nation. Dans notre situation sociale nous ne pouvons donc absolument pas penser, d'une façon sérieuse, à introduire chez nous le suffrage universel illimité. C'est un devoir inévitable de poser certaines bornes au droit de suffrage...

Le vote plural est destiné à être le correctif du suffrage universel et à adoucir l'injustice criante du droit de vote égal. Mon but est de rendre impossible ou du moins de paralyser l'hégémonie absolue des masses vivant au plus bas degré de culture, de discernement et de sang-froid, et d'assurer la valeur de la supériorité des éléments éclairés et calmes, qui sont le soutien de l'Etat.

Cette traduction du passage essentiel de l'exposé des motifs montre avec netteté le dessein poursuivi. Pour y parvenir le vote plural est le principal moyen employé. Ce n'est pas le seul sur lequel on compte.

La procédure électorale n'est pas essentiellement modifiée. Cependant les lieux de vote sont augmentés et les opérations du scrutin doivent durer dix heures sans interruption. Mais les autorités locales gardent comme par le passé la direction des opérations électorales et dressent les listes d'électeurs¹. Or, qu'on veuille bien le remarquer,

1. Le comité central conserve la même origine et le même pouvoir

rien n'est changé dans l'administration des comitats ou départements, des districts, des villes et des communes rurales. Le suffrage restreint y reste en vigueur et la noblesse y garde son pouvoir. Cette observation n'est pas négligeable pour qui veut se rendre compte de l'influence réelle d'une classe sociale dans un pays et il ne paraît pas probable que le pouvoir consente à « démocratiser » ces élections locales. Même en Autriche les diètes provinciales et les communes n'ont pas obtenu la suppression du système des curies, après l'introduction du suffrage universel égal pour le parlement. En Hongrie, les classes dirigeantes auront grand soin de maintenir leur autorité dans les conseils locaux.

Mais un des procédés les plus efficaces pour la défense des intérêts, dont le gouvernement hongrois a la garde, c'est le maintien du vote public. Le ministre de l'Intérieur, dans l'exposé des motifs du projet de loi, plaide pour « la moralité du vote oral » :

Le vote secret, dit-il, ne protège pratiquement les électeurs se trouvant dans une position dépendante, qu'en tant qu'ils peuvent être infidèles à leurs promesses sous le voile du secret. La protection de la liberté des électeurs ne consiste à cet égard qu'en ce que nous leur assurons par un procédé technique la possibilité de voter avec perfidie. Le vote secret ne protège dans la pratique, parmi les faibles, que la liberté des électeurs sans honneur, qui ne se sentent pas obligés de tenir leur parole... L'introduction du vote secret affaiblirait ce principe de vraie moralité que c'est le devoir de conscience de chacun d'avoir le courage d'exprimer librement son opinion... On peut dire que dans très peu de pays existe un véritable vote secret. Le vote

qu'aujourd'hui; il statue sur les réclamations relatives à la liste des électeurs, que dresse la commission électorale. Les recours contre ces décisions en matière de capacité électorale sont adressés non plus à la curie royale, mais à la Haute Cour administrative. Il élit comme aujourd'hui la commission électorale et le président de l'élection. Mais le projet exige que ce dernier connaisse le hongrois et que les membres de cette commission soient « fidèles à l'État ».

dit secret rend possible les procédés les plus forts et les plus efficaces de pression. N'oublions pas que Napoléon III, à la période classique de la pression officielle, a laissé voter secrètement. Ceux qui sont en relation active avec les électeurs ou exercent une influence décisive, apprennent le plus souvent pour qui le citoyen a voté. C'est pourquoi sont partisans du vote secret les terroristes et les partis ayant une organisation surveillant leurs membres avec continuité, comme le parti ouvrier et leurs organisations corporatives... Enfin, le vote secret est contradictoire à la nature du droit électoral. Celui-ci doit être exercé dans l'intérêt public, et son usage ne doit pas être privé du contrôle public. Dans la vie publique hongroise, chaque acte capital est public. C'est pourquoi il n'est compatible ni avec les traditions historiques, ni avec le caractère du peuple hongrois, que la nation précisément ne participe à l'acte le plus important du droit public que sous le voile du secret.

Cette défense du vote oral ne manque ni d'adresse, ni d'humour : le comte Andrassy, s'il l'a rédigée, s'y montre un fort remarquable pince-sans-rire, qui fait songer à ces admirables et délectables humoristes anglais. Aussi aurait-il été dommage de ne pas traduire cette page, si joliment présentée. Nous n'apprendrons rien à personne en disant que le pouvoir compte sur le vote public pour faire sentir ce qu'il appelle d'un charmant euphémisme « le contrôle public ». Dans les campagnes surtout il est efficace ; dans les villes, il donnera peut-être lieu à des mécomptes. Nous nous sommes laissé dire que les chefs socialistes, tout en protestant pour le principe contre le vote oral, n'en étaient pas autrement contristés, pouvant de cette manière surveiller leurs troupes avec facilité et presser sur les timides, les hésitants et les indifférents, qui peuvent redouter les moqueries, les brimades et les attaques de ceux qui les qualifient de « faux frères ».

Comme on le voit, la portée de tous ces procédés de correction du suffrage universel est avant tout sociale. Ce n'est pas que le vote oral, le pouvoir des autorités locales

et le suffrage plural n'exercent aussi leur effet en faveur des magyars et au détriment des nationalités ; mais cette action est due à la pauvreté, à la dépendance, à l'absence de culture de la plupart de ces nationalités ; aussi ne s'applique-t-elle que de manière réduite aux populations allemandes cultivées et riches et ne s'appliquera-t-elle que dans une mesure minime au jour, du reste lointain, où les slaves et roumains de Hongrie se seront développés économiquement et intellectuellement.

Aussi autant pour assurer dans l'avenir, quel que soit ce développement, la suprématie incontestée de la race magyare que pour faciliter dans le présent son hégémonie, une loi spéciale doit fixer une nouvelle répartition des circonscriptions électorales ; le projet de loi sur le suffrage universel estime celle-ci tellement indispensable qu'un article stipule que la réforme électorale ne pourra s'appliquer que conjointement avec la nouvelle figuration des circonscriptions. Il en sera dès lors en Hongrie avec le suffrage universel restreint comme en Autriche avec le suffrage universel illimité : chaque nationalité n'aura pas un nombre de représentants proportionnel à sa population. Cette absence de proportion sera du reste beaucoup plus marquée en Transleithanie qu'en Cisleithanie, et cette différence s'explique aisément : dans le parlement d'avant la réforme, les nationalités non allemandes obtenaient presque la moitié des mandats dans la Chambre autrichienne ; dans la Chambre hongroise sur 413 députés, la délégation de Croatie non comptée, 26 seulement ne sont pas magyars. Or la moitié de la population environ appartient aux nationalités. C'est dire que, sans l'usage d'une « géographie électorale » appropriée, l'hégémonie magyare pourrait être sinon renversée, du moins fortement battue en brèche, malgré les procédés que nous venons de décrire. Au contraire il suffit de favo-

riser les villes et les comitats magyars, de restreindre la représentation des départements non magyars dans la division des circonscriptions, pour que la suprématie de la race historique soit sauvegardée, autant que la force le permet.

Malgré les corrections apportées, l'avènement en Hongrie d'un suffrage universel même inégal constituerait une telle nouveauté qu'on doit lui attribuer une importance capitale pour le développement ultérieur du pays. Tôt ou tard, et peut-être plus tôt qu'on ne croit, la chambre hongroise ne ressemblerait plus à ce qu'elle est aujourd'hui.

L'opposition des nationalités non magyares y est réduite à 26 députés ; l'opposition socialiste n'y existe pas. Toute la lutte politique depuis le dualisme, depuis 1867, s'est passée entre magyars des classes nobles, riches ou aisées, dont les uns voulaient user de procédés lents et réservés, les autres de moyens plus radicaux pour parvenir au même idéal commun : l'autonomie entière de la Hongrie. Demain il faut s'attendre à l'arrivée d'une masse de députés slaves ou roumains, d'une part, socialistes ou radicaux démocrates, d'autre part, qui donneront aux Chambres futures de Hongrie un aspect tout différent¹ et y apporteront des préoccupations nouvelles, des desseins nouveaux, un esprit nouveau. Des classes sociales, éloignées de la vie politique, vont envoyer leurs représentants à côté de ceux de « la société hongroise ». « Cette société hongroise, comme l'observe avec raison un journal d'Autriche², est une conception spécifiquement hongroise ; elle embrassait tous les éléments qui se livraient à une activité politique en Hongrie

1. D'après le journal socialiste de Budapest, la *Nepszava*, les voix ouvrières, après la réforme, formeraient, par rapport à l'ensemble des voix, 61 p. 100 dans la ville de Schemnitz, de 40 à 50 p. 100 dans 25 communes, de 30 à 40 p. 100 dans 47 communes, de 20 à 30 p. 100 dans 14 communes, de 10 à 20 p. 100 dans 2 communes.

2. *Neue freie Presse*, 15 novembre 1906, *Morgenblatt*, p. 1.

en raison d'un titre historique, dans l'intérêt de l'État national hongrois et de l'idée d'État national et mettait au service de cette idée toute la vie politique, sociale et économique. » Ce « nationalisme intégral », si l'on peut dire, de la société hongroise dirigeante a causé toutes les luttes constitutionnelles entre la Hongrie et le souverain depuis le xvii^e siècle. Or les nouvelles classes sociales, appelées aujourd'hui à la vie publique, vont s'intéresser à des problèmes nouveaux : ouvriers, journaliers et petits bourgeois, artisans et intellectuels pauvres défendront leurs intérêts économiques et sociaux et s'entendront volontiers pour cette défense avec les éléments non magyars, qui résistent à l'idée d'État centralisé et national.

Par là, la réforme électorale, malgré toutes ses atténuations, contient les germes d'une révolution dans la politique intérieure, sociale et nationale de la Hongrie.

Peut-être l'action combinée de toutes les forces au service des classes dirigeantes actuelles réussira-t-elle à endiguer cette poussée et à diminuer très notablement le nombre des représentants de ces classes nouvelles et de ces nationalités qui pourraient faire bloc contre le régime présent. Néanmoins il suffit de considérer les progrès faits par la propagande des nationalités et des organisations socialistes depuis une décade, pour ne pas douter que ce développement se continue¹. Mais les hommes au pouvoir ont donné depuis 1906 trop de preuves de leur sagacité politique, de leur savoir-faire et de leur habileté pour qu'on puisse croire à leur défaite dans un temps prévisible : les classes dirigeantes de Hongrie ne renonceront pas à leurs traditions historiques et il sera d'un haut intérêt de suivre les phases de ce conflit autant social que national.

1. Cf. les cartes hors texte à la fin du volume.

III

Les mesures prises jusqu'à présent à l'égard des classes ouvrières dépendent donc de la politique suivie à leur égard par les classes dirigeantes au pouvoir : quelle a été l'attitude de ces dernières et quel esprit a inspiré les mesures législatives et administratives ?

Le grand journal modéré de Budapest, le *Budapesti Hirlap* écrivait en 1904 : « L'État et la société ont commis une grande faute en négligeant à tel point les questions économiques et en se désintéressant de l'existence des humbles¹ ». L'indifférence, tel semble bien être le trait distinctif de la politique sociale en Hongrie jusque vers 1897 ; indifférence faite d'ignorance, d'égoïsme de classe et aussi de persuasion optimiste touchant sur le sort des classes pauvres. Toutefois, à l'imitation des nations occidentales, la noblesse agrarienne ne voit pas d'inconvénient à promulguer des lois sur le travail dans les fabriques ; elle se désintéresse des industries et intervient dans leur exercice sans heurter ses propres intérêts ; encore le fait-elle avec une réserve qu'expliquent les influences des riches commerçants sur le monde politique du régime Tisza.

Cette législation, protectrice des intérêts des seuls ouvriers d'industrie, a été inspirée par l'exemple de l'Allemagne et de l'Autriche et parfois copiée sur les lois de ces pays ; mais si on en prend, on en laisse aussi, et surtout quelle différence est à noter dans l'exécution de ces mesures !

La loi XVII de 1884 sur l'industrie interdit d'employer dans la petite et la grande industrie des enfants de moins

1. Cité par Chélar, *Revue socialiste*, novembre 1904, p. 604.

de dix ans ; des enfants de dix à douze ans peuvent y travailler avec une permission spéciale ; à partir de quatorze ans le travail de nuit est admis et lorsque l'enfant a seize ans, aucun maximum de la journée de travail n'est fixé ; un article de la loi renvoyait à un décret pour déterminer les métiers malsains, dont les enfants devaient être exclus ; mais ce décret n'a jamais paru.

A partir de seize ans, l'ouvrier ou l'ouvrière est considéré comme adulte : aucune restriction légale de la durée du travail, aucun règlement du travail des femmes n'a été apporté¹ ; la loi de 1884 se borne dans son article 117, à ordonner des repos et l'organisation d'équipes quand une usine travaille de jour et de nuit ! C'est assez vague et inefficace. Si on ajoute à ces dispositions, celles qui interdisent aux patrons de fournir à crédit aux ouvriers des marchandises et, en tous cas, d'en retenir le montant par retenue sur le salaire, on aura passé en revue toutes les mesures protectrices de l'ouvrier et de l'ouvrière.

Cette insuffisance est encore accrue si l'on connaît la mise à exécution de ces prescriptions légales. Le contrôle est défectueux et la loi est même volontairement inappliquée : le ministre de l'Industrie assurait lui-même en 1893 que la loi était violée si fréquemment qu'il allait être obligé de sévir avec sévérité ; et quand on ne la laisse pas dormir sciemment, on ne l'applique pas, faute d'agents aptes à la surveillance des fabriques : pour la petite industrie², ces agents sont ceux de l'autorité administrative ordinaire fort incompétents pour cette mission ; pour la grande industrie,

1. Même en ce qui concerne le travail dans les mines, il n'y a en Hongrie aucune disposition spéciale au travail souterrain, et ce n'est qu'en pratique que le travail des femmes y est *presque* inconnu, dit une brochure officielle sur la législation sociale en Hongrie.

2. L'industrie à domicile mise à part ; toutes les lois industrielles en Hongrie ne s'appliquent pas à l'industrie à domicile.

on a créé en 1887 des inspecteurs du travail dont les fonctions ont été réglementées par la loi XXVIII de 1893 : mais ces inspecteurs sont au nombre de 12 pour toute la Hongrie, ils demeurent tous à Budapest et ont non seulement à contrôler l'application des lois ouvrières, mais encore à s'occuper de tout ce qui touche au développement de l'industrie et de l'outillage économique du pays, et en outre ils ont la charge de toute la statistique du travail. Aussi sont-ils incapables de remplir leur mission et on ne comprend que trop bien ces lignes qu'écrit M. Mandello, professeur à l'université de Poszony (Presbourg) : « Ce qui a été fait jusqu'à présent par les inspecteurs des fabriques n'est absolument pas scientifique. Mais tout cela prouve que ces inspecteurs, peu nombreux, sont des officiers surchargés qui, ayant la plus grande difficulté à visiter *une fois* par an les fabriques, ne pourront remplir leur devoir dans la défense des intérêts ouvriers¹ ».

Ce grave défaut d'application compromet de même le fonctionnement du repos hebdomadaire ; la loi XIII de 1894 édicte le repos dominical, avec des exceptions innombrables du reste ; et en cas d'exception, l'ouvrier n'a droit qu'à un jour de repos par mois ; aussi la surveillance est-elle malaisée et les journaux ouvriers se plaignent continuellement d'infractions à la loi.

C'est dans cette même première période de 1884 à 1897 que quelques institutions ont été établies pour les ouvriers de l'industrie. On sait que la loi de 1884 rétablissait en Hongrie pour la petite industrie des corporations sur le modèle de celles créées en Autriche en 1883, mais avec des différences : c'étaient des groupements de métiers par communes et non par circonscriptions créées *ad hoc* et ces

1. Le mouvement social en Hongrie, *Revue internationale de sociologie*, mars 1894.

corporations n'étaient établies que dans les communes où 100 patrons au moins exerçaient le même métier, défini par la loi, et sur demande des deux tiers¹. Cette reconstitution avait pour dessein d'établir des relations pacifiques entre ouvriers et entrepreneurs par voie légale. Aussi établissait-on dans la même loi des comités de conciliation entre compagnons et patrons dans la petite industrie, entre ouvriers et patrons dans la grande, pour aplanir les différends qui pourraient s'élever. Ces comités étaient présidés par une autorité administrative, qui décidait en cas de partage. Or, quand cette autorité veut convoquer les parties, celles-ci ont l'obligation de se rendre à l'invitation, et la décision est exécutoire, sauf appel aux tribunaux. C'est la paix forcée, d'autant que la même loi interdit les ententes en vue de grèves ; c'est la paix dont les conditions sont dictées par l'administration.

Pendant cette période, on n'organisa qu'une seule assurance ouvrière, celle contre la maladie, par la loi XIV de 1891, qui oblige les employés du commerce, des mines, de l'industrie et des transports à être affiliés à une caisse de secours ; ceux-ci payent les deux tiers des cotisations nécessaires, sans rien recevoir de l'État². De l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse, il n'était pas question, sauf pour les mineurs qui jouissaient obligatoirement du bénéfice des caisses anciennes, créées par une loi de 1854³. Quant

1. *Annuaire de législation étrangère*, 1885, p. 329.

2. L'indemnité de maladie est donnée pour vingt semaines au maximum ; la caisse doit donner au moins la moitié et au plus les trois quarts soit de la moyenne du salaire effectif du malade, soit de la moyenne des salaires de la profession. La cotisation est en principe de 2 p. 100, exceptionnellement de 3 p. 100 et, après autorisation, de 5 p. 100 des salaires ainsi fixés : le patron garde à sa charge un tiers de ce versement, l'ouvrier deux tiers. Les caisses de secours peuvent être celles de districts, celles créées par les ouvriers d'une fabrique ou par un corps de métier, ou par des sociétés particulières, enfin celles des mineurs. (Voir *Annuaire de législation étrangère*, 1892, p. 414.)

3. Ces caisses des mineurs secourent la vieillesse et la maladie ; la

aux accidents du travail industriel, il y a bien une loi (la loi XXVIII de 1893) qui édicte des mesures de protection contre eux ; mais aucune responsabilité spéciale des patrons ni aucune assurance n'est organisée, en cas d'accident survenu. La jurisprudence de la Cour suprême hongroise décidait seulement que l'employeur était responsable, quand il ne pouvait faire la preuve que toutes les précautions avaient été prises ; si cette action n'aboutissait pas, l'ouvrier ne pouvait que s'adresser à la caisse de secours pour maladie, dont, nous venons de le dire, la charge la plus importante incombait au travailleur.

Ainsi, avant 1897, alors que l'agitation ouvrière n'existait pour ainsi dire pas, la Hongrie n'accomplit aucune réforme sociale en faveur des paysans ou des ouvriers agricoles. Aux ouvriers industriels, elle fait le cadeau d'une législation théorique et du reste timide, qui ne s'applique que d'une manière plus timide encore, sur le repos hebdomadaire, les repos pendant le travail et le travail des enfants ; elle oblige ces ouvriers à des retenues pour payer l'assurance contre la maladie, à laquelle l'État ne contribue pas et les patrons seulement dans la proportion d'un tiers. Tel est le bilan de la législation sociale en 1897. On conviendra qu'il est maigre¹.

D'où provient cette indifférence des classes dirigeantes ? D'abord, sans doute, de l'apathie et du sentiment conservateur, qui est en tout homme comme en toute classe

cotisation s'élève de 4 à 5 p. 100 du salaire et est à la charge de l'ouvrier ; en fait, certains patrons, comme l'État dans ses mines, en gardent une partie à leur charge. En 1896 les cotisations des ouvriers étaient de 2.556.000 couronnes et les donations des patrons de 1.120.000 couronnes ; depuis lors, l'organisation ouvrière a fait améliorer cette proportion ; elle est devenue 2.800.000 et 1.610.000 comme moyenne de 1896 à 1900, 3.000.000 et 2.175.000 comme moyenne de 1901 à 1905.

1. Cf. le texte de ces lois de 1884 à 1897 dans la brochure officielle : J. Sztérényi, la législation sociale de Hongrie, Budapest, 1897, 58, p.

sociale, quand quelque mobile puissant ne l'amène pas à changer ; puis le magyar est de tendance assez individualiste, donc égoïste, et une telle tendance ne peut être qu'exagérée, lorsque les classes riches sont seules représentées dans tous les conseils ; d'autre part, il ne semblait pas alors qu'il existât une question sociale ou des questions sociales : l'absence d'agitation dans les campagnes et une industrie encore naissante dans les villes semblait indiquer qu'aucun problème ne se posait ; enfin, l'État n'était pas qu'arbitre entre employeurs et employés, il était non seulement interprète des intérêts des agrariens au pouvoir, mais encore et en tant que personne morale, grand patron industriel : l'État hongrois occupe une armée d'ouvriers ou d'employés dans les travaux publics de canalisation et dans les postes et télégraphes, comme tous les États ; il est en outre propriétaire de mines, de chemins de fer, de machines pour les voies ferrées, de fabriques de fer et d'acier, de fabriques de tabac, etc. A ce titre, il fait non de la politique électorale, comme cela arriverait si l'on se trouvait en pays de régime parlementaire, avec le suffrage universel réel, mais de la politique fiscale, parce que la Hongrie est un pays de régime parlementaire à suffrage restreint aux mains des classes dirigeantes. Aussi, en tant que patron, poursuivant ses intérêts, n'est-il pas très porté vers une politique sociale active, qui diminue le profit de l'entrepreneur. Aussi M. Mandello peut-il écrire : « En Hongrie, ces grandes entreprises sont des sources de fisc, et la condition des ouvriers dans ces établissements de l'État est plutôt pire que meilleure que dans l'industrie privée. Il serait donc difficile pour l'État de vouloir forcer les entrepreneurs à des améliorations en faveur de leurs ouvriers¹. »

1. Mandello, *Le mouvement social en Hongrie*, broch. in-8°, p. 12. Paris, 1894.

IV

Mais avec l'année 1898, le malaise social latent éclate avec brutalité, les campagnes s'agitent, les classes dirigeantes s'émeuvent : devant les grèves, devant le mouvement des ouvriers des champs, l'indifférence n'est plus possible : il faut résister ou pactiser. En même temps, la population industrielle croît et la fermentation des esprits commence à se manifester. En présence de ce début du socialisme dans les villes et surtout des troubles agraires, quelle politique va suivre le gouvernement et le parlement ?

La réponse est aisée : sans hésitation, on s'engagea à fond dans la politique de répression. La première réponse aux grèves de 1897 fut la loi II de 1898, dénommée par les socialistes « loi des esclaves ». C'étaient les ouvriers et journaliers agricoles qui s'étaient enrôlés dans le mouvement ; aussi est-ce à eux seuls que s'applique cette loi, à l'exclusion des domestiques agricoles et des ouvriers industriels ; elle fait du contrat de travail un acte public passé devant l'autorité municipale, inscrit sur un livret ouvrier obligatoire, contrat que l'on ne peut rompre que dans des cas strictement définis par la loi : pour l'ouvrier, en cas de maladie, de service militaire ou d'atteinte à l'honneur et à la vie ; en dehors de ces cas, le contrat doit toujours être exécuté et la sanction est radicale : l'ouvrier est ramené au travail par la force publique et est passible de soixante jours de prison, de même que s'il « sabote » son travail ; s'il a des griefs contre son patron, il ne doit sous aucun prétexte quitter celui-ci, mais se plaindre à l'autorité compétente qui statue. Toute l'économie de la loi se résume dans l'interdiction pour l'ouvrier agricole de faire grève, sous les sanctions les plus sévères.

Quant aux organisateurs du mouvement, ils sont condamnés aux mêmes peines, à titre d'excitation au délit de grève, avec un luxe de précautions légales qui atteint la propagande sous ses formes les plus dissimulées ¹.

Des lois ultérieures de 1899 appliquent à peu près les mêmes dispositions aux ouvriers d'entreprises industrielles destinées à l'agriculture, comme celles de battage mécanique, aux ouvriers employés aux travaux de chemins de fer ou de construction de routes et aux travaux de ports, de canaux, de régularisation de rivières, etc... ².

Ces lois sont loin d'être les seules dispositions prises pour donner aux propriétaires fonciers sécurité et défendre leurs intérêts : les grèves de moissonneurs devaient jeter l'effroi chez les agrariens et quoique, d'après les socialistes, il n'y eût pas en 1897 plus de 10 ou 12.000 ouvriers agricoles qui refusèrent d'accomplir leurs obligations individuelles, des mesures de toutes sortes furent édictées

1. D'après l'article 65, la coalition d'ouvriers agricoles est nulle, mais, de même que pour les ouvriers industriels, elle ne constitue pas un délit ; d'après l'article 66, le fait d'attenter à la liberté du travail de l'ouvrier est un délit, comme pour les ouvriers industriels ; mais, à la différence de la législation relative à ces derniers, l'ouvrier gréviste, l'ouvrier saboteur, le propagandiste commettent des délits et sont passibles de 60 jours de prison et en outre, pour ce dernier, de 400 couronnes d'amende ; l'article 62 punit l'ouvrier « qui ne se présente pas de sa propre volonté sur les chantiers, ou qui, venu spontanément ou amené sur les lieux, se refuse à commencer le travail ou à le continuer sans interruption, ou qui l'exécute mal de parti pris et dans un but indiqué dans le § 39 », etc... ; l'article 65 punit celui « qui, dans le but de susciter, de propager ou d'appliquer ces sortes de complots et ententes, répand parmi les ouvriers de fausses nouvelles et amasse de l'argent ; qui tient des réunions avec les ouvriers engagés par contrat et cède des locaux dans le but d'y tenir les susdites réunions et prend lui-même part aux réunions de cette espèce » ; l'article 66 punit celui qui « loue publiquement l'ouvrier, le journalier ou le domestique en rupture de contrat et amasse de l'argent pour le compte de ceux-ci... ceux qui, dans le but de persuader les ouvriers travaillant d'abandonner le chantier, se groupent autour des lieux du travail ou de la demeure du patron ».

2. Loi XLI et XLII de 1899 ; voyez cette législation dans : *Lois les plus récentes de la Hongrie relatives aux ouvriers agricoles*, Budapest, 1900, 72 p.

pour prévenir l'organisation des ouvriers des campagnes : dès avant la promulgation de ces lois et aussitôt qu'elles éclatèrent, les grèves furent réprimées par le gouvernement : la loi de 1884 était interprétée comme déclarant illégales la grève et la coalition ouvrière et punissant expressément celles où se manifestaient des violences ou des actes de pression ; on fit application avec une grande rigueur de ces dispositions aux ouvriers agricoles ; on renforça la police, la force militaire fut envoyée aux points exposés ; le ministère de l'Intérieur ordonna aux fonctionnaires des comitats de s'adonner tout entiers à la protection des intérêts agricoles pendant le temps de la moisson. En même temps qu'on arrêtait les ouvriers coupables de désordres ou d'entente en vue d'arrêter le travail, l'État venait au secours des propriétaires en leur procurant des ouvriers : il se faisait « briseur de grèves », en installant des réserves d'ouvriers ; voici comment s'exprime à cet égard un rapport officiel du ministre de l'Agriculture de Hongrie : « Le département de l'agriculture organisa une réserve armée d'ouvriers dans le domaine de l'État à Mezöhegyes et prit toute précaution afin de pouvoir fournir ces ouvriers aux exploitants de terre menacés par la grève, à première demande. Des mesures furent prises par le département du commerce, afin de transporter ces ouvriers à première demande et par trains spéciaux. Le ministère de l'Intérieur ordonna aux commandants militaires d'obéir aux fonctionnaires des comitats et envoya autant de troupes qu'il était nécessaire¹ ».

Depuis lors, les grèves agraires ont été réprimées avec la même rigueur, le même esprit de suite et les mêmes procédés : dans l'été de 1905, les moissonneurs cessèrent

1. Rapport du ministre Daranyi, traduit en anglais, « *The state and Agriculture in Hungary* », p. 194 et s.

le travail : ils réclamaient une augmentation du salaire porté au contrat, car la pluie, disaient-ils, avait mis par terre la moisson déjà haute et leur occasionnait ainsi un travail double ; les grévistes furent arrêtés en masse et 2.000 environ furent mis en prison ou incarcérés dans des dépôts de grain, faute de place dans les prisons. Les ministres de l'Agriculture et de l'Intérieur déclarèrent à la Chambre qu'ils étaient résolus à faire respecter les contrats « par tous les moyens ». En 1906 la même agitation recommence, les mêmes arrestations (3.000, dit-on), et la même répression. En 1907, le mouvement s'étendit encore. Les socialistes avaient pris comme mot d'ordre de ne pas faire de contrats et d'attendre le moment de la moisson pour en conclure un. C'était ruiner par la base la loi de 1898. D'autre part, leur propagande avait atteint les domestiques agricoles, qui s'enrôlèrent dans les groupes socialistes et prirent part à la grève.

Devant ces nouveaux périls, les propriétaires fonciers et le gouvernement prirent de nouvelles mesures : les réserves d'ouvriers furent augmentées et il fut question de faire venir des travailleurs de Galicie, de Russie, même, s'il le fallait, de Chine. On s'attaqua au récent syndicat des ouvriers agricoles, dont les statuts avaient été approuvés par le ministre Kristoffy, sous le régime absolutiste du baron Fejervary : le comte Andrassy, ministre de l'Intérieur, prononça la dissolution d'un grand nombre de groupes locaux, en se fondant sur ce qu'ils déployaient une activité contraire à leurs statuts et dommageable pour les membres du groupe.

En même temps, le 4 avril 1907, le ministre de l'Agriculture déposait un projet de loi sur les rapports entre patrons et domestiques agricoles, qui était adopté au mois d'août (loi XLV de 1907), et du reste combattu par cer-

tains amis du gouvernement, comme trop favorable aux domestiques. Il n'en avait pas moins été conçu dans le dessein de mettre fin aux grèves de domestiques agricoles et il n'en contenait pas moins une série de paragraphes qui appliquaient à ceux-ci un régime tout analogue à celui de la loi de 1898 : le domestique agricole, c'est-à-dire celui qui s'engage par contrat pour un mois au moins, est lié à son maître pour le temps du contrat de la façon la plus étroite ; l'accord est inscrit sur un livret spécial et devient dès lors en quelque sorte d'ordre public ; l'exécution du contrat et l'accomplissement des obligations qu'il porte ne se résolvent pas en dommages-intérêts si le serviteur n'y est pas fidèle ; l'autorité publique force celui-ci à accomplir son service ; ce dernier est passible de 60 jours de prison et 400 couronnes d'amende, s'il se refuse à travailler ; il est responsable des dommages qu'il cause par désobéissance ou négligence caractérisée.

La nouvelle loi donne ainsi aux propriétaires qui engagent des domestiques agricoles, le maximum de garanties légales ; le ministre de l'Agriculture, M. Daranyi, faisait remarquer, pour se défendre contre les attaques d'ultra-conversateurs, qu'il avait maintenu dans le projet de loi définitif les dispositions relatives à l'interdiction des grèves de domestiques et à la répression contre les excitateurs ; il montrait, pour hâter le vote, le grand intérêt à mettre en application la loi avant le temps de la moisson. Il disait à ceux qui trouvaient excessives les pénalités, qu'il entendait assurer l'efficacité des contrats passés entre maîtres et domestiques et « protéger les employés contre le terrorisme de quelques compagnons » ; il déclarait que des milliers d'ouvriers émigraient en Amérique, à cause de ce terrorisme et qu'il ne fallait pas composer avec les agitateurs, en établissant, comme on le demandait, des tribu-

naux d'arbitrage. Aussi malgré les vives attaques des socialistes contre le projet, malgré les réserves faites à la Chambre par quelques députés « démocrates » et chrétiens sociaux, toutes ces dispositions furent adoptées à la presque unanimité.

*
* *

En même temps la politique du gouvernement et de la majorité réprimait avec une rigueur nouvelle, les délits de presse, de coalition, d'association et de réunion : par là elle atteignait toutes les organisations ouvrières, celles des villes et celles des campagnes, et luttait contre le mouvement socialiste dans son double développement.

En Hongrie, les ouvriers semblaient jouir de la liberté de coalition et de grève depuis 1872 : depuis cette date, en effet, la loi déclare que les coalitions et ententes entre patrons ou entre ouvriers sont nulles et sans effet légal ; le droit civil ne sanctionne donc pas ces contrats¹, mais aucune peine n'est édictée contre ceux qui se coalisent ou se mettent en grève. Il semblerait donc que la coalition d'ouvriers est libre, de même qu'est licite l'exercice du droit de grève, exception faite depuis 1898 pour les salariés de l'agriculture et les ouvriers assimilés. Seul celui qui porte atteinte à la liberté du travail d'autrui commet un

1. Jusqu'en 1872, les coalitions étaient interdites ; la loi VIII de 1872, article 93 (reproduit par l'article 162 de la loi XVII de 1884) porte : « Sont nulles et non avenues les ententes par lesquelles les industriels s'accordent pour suspendre la production ou renvoyer leurs ouvriers ou compagnons en vue d'imposer à ceux-ci des conditions plus sévères et notamment en vue de réduire leurs salaires ; il en est de même pour les ententes par lesquelles les ouvriers ou compagnons cherchent à forcer les patrons, par l'organisation d'une grève, à augmenter les salaires ou à obtenir des conditions de travail plus favorables. Il en est de même pour les ententes qui tendent à appuyer ceux qui persistent dans les accords mentionnés ou qui tendent à porter préjudice aux personnes qui violeraient ces ententes. »

délit puni de prison ¹. Toutefois cette interprétation libérale des lois hongroises, si elle est soutenue par des auteurs ², n'est pas en faveur dans les sphères dirigeantes : là, on estime avec un commentateur officiel de ces lois que la coalition et la grève sont une atteinte à la libre concurrence « seul régulateur juste des conditions du travail », qu'elles « créent pour chaque partie une situation oppressive et par cela permettent l'exploitation des profits de cette situation ³ ».

Elles sont donc illégales, interdites, mais toutefois aucune disposition de loi ne frappe expressément l'ouvrier industriel gréviste et ne fait de la grève un délit. Une grève sans violence est ainsi, somme toute, considérée comme une illégalité sans sanction pénale pour ceux qui y prennent part. Toutefois cette interprétation est de moins en moins soutenue. Elle se heurte à la pratique quotidienne des grèves répétées et aux idées partout réalisées aujourd'hui. Aussi un projet de loi est-il présenté pour régler à nouveau le droit de grève, en le limitant.

Mais même aujourd'hui une organisation ouvrière, qui cherche à régler les conditions du travail en s'imposant aux patrons, qui par conséquent prépare et organise des

1. « Celui qui, pour chercher à réaliser les ententes désignées à l'article 93 (ou 162), essaiera, par des menaces ou des voies de fait, d'empêcher les patrons ou les ouvriers de faire valoir leur liberté d'action, sera passible d'une amende pouvant s'élever jusqu'à 300 florins et d'une réclusion pouvant aller jusqu'à 30 jours. à moins que ses actes, visés par le Code pénal, ne lui fassent encourir une peine plus sévère encore » (art. 94 de la loi de 1872, 164 de la loi de 1884). Dans la brochure officielle *La législation sociale en Hongrie*, la traduction commet une très grave erreur en imprimant : « Celui qui cherchera à réaliser... ou qui essaiera » (p. 34).

2. Imre Ferenczi. *Das Koalitionsrecht in Ungarn*, *Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*, janvier 1908, p. 180-221.

3. Bela Ballagi. *Kommentar zum Gewerbegesetz*. Unter Benützung der offiziellen Daten des Ministeriums für Ackerbau, Gewerbe und Handel. Budapest, 1886, p. 278.

grèves est considérée comme illégale : tous les syndicats qui poursuivront les desseins des trades-unions anglaises, — dans un autre esprit du reste, — sont au moins théoriquement interdites, comme portant atteinte à la libre concurrence.

On reconnaît là l'esprit du grand parti gouvernemental qui dirigea la Hongrie de 1867 à 1905 et qui était à la fois défenseur des intérêts agraires et imbu des idées manchestériennes, en matière industrielle. C'est l'ordonnance ministérielle du 2 mai 1875 qui est encore aujourd'hui la règle des associations ouvrières en Hongrie ; il y avait à cette époque depuis quelques années un mouvement commençant d'organisation ouvrière : l' « Association ouvrière générale », d'esprit lasallien, naissait et se développait dans quelques grandes villes : elle put tenir le 29 mai 1869 à Pressbourg sa première réunion politique où l'on acclama son programme : suffrage universel direct pour tous les corps représentatifs et liberté entière de réunion et d'association. Le gouvernement laissait faire et pensait pouvoir diriger le mouvement. Mais tout changea bientôt : une grève assez violente se déclara en 1870 chez les typographes, à laquelle s'associèrent bientôt des ouvriers d'autres branches de métier, boulangers, tailleurs, brasseurs, selliers : une manifestation vive eut lieu devant le Parlement ; enfin le 11 juin 1871, en signe de solidarité avec les ouvriers de France vaincus par la victoire du gouvernement sur la Commune le 28 mai, un immense défilé d'ouvriers promena des cocardes noires à travers la ville.

Aussitôt l'attitude du gouvernement changea, pour ne plus se modifier désormais : il fit poursuivre les socialistes « pour haute trahison » ; il considéra le mouvement ouvrier comme dangereux pour l'État ; il interdit les réu-

nions d'ouvriers ; la police n'autorisa que les associations ouvrières de secours mutuels, dont les statuts avaient été soigneusement corrigés selon ses indications. Lorsque les travailleurs virent qu'on ne leur reconnaissait point le droit de coalition, qui paraissait implicitement reconnu par la loi de 1872, ils rédigèrent une pétition au Parlement. Celui-ci n'en tint nul compte et depuis lors, aucune loi n'a ni proclamé, ni réglementé la liberté d'association en général ; quant aux unions d'ouvriers, c'est par une ordonnance ministérielle qu'on répliqua à leur demande.

L'ordonnance de 1875 distingue trois sortes d'associations ouvrières : la première est celle des associations de métiers, cadre des futures corporations : elle les appelle les « véritables associations ouvrières », selon l'esprit de la loi industrielle de 1872 ; la deuxième est celle des sociétés de secours mutuels et d'instruction ; ces sortes d'associations ouvrières ne sont pas interdites, mais leurs statuts doivent être approuvés par une décision administrative, qui est rendue discrétionnairement ; en tous cas elles ne peuvent s'occuper que des intérêts communs de la profession, non de résistance contre les exigences patronales et de défense des intérêts spécifiquement ouvriers ; toute préoccupation et préparation de grève leur est interdite ; toute intervention dans un différend entre leurs membres et un patron leur est refusée ; enfin elles ne doivent pas se coaliser avec d'autres associations. Quant aux véritables syndicats, capables d'organiser la classe ouvrière de toute manière, ils sont interdits. Aussi depuis lors c'est dans une demi-obscurité qu'ont vécu et se développent les « associations libres » qui jouent le rôle de syndicat de grève : elles vivent libres, mais sans contrôle, agissent secrètement et ce n'est pas une des moindres raisons qui ont rendu

aussi après qu'ils le sont en Hongrie les rapports entre patrons et ouvriers.

Ainsi le gouvernement ne reconnaît, par une interprétation discutable des lois de 1872 et de 1884, ni le droit de coalition et de grève, ni la légalité des associations ouvrières organisant des grèves : des dispositions de ces lois, qui déclarent de nul effet les ententes en vue de la cessation du travail, il fait des interdictions légales. Il en résulte que le pouvoir d'appréciation et d'arbitraire de l'administration est considérable et que, selon les dispositions du gouvernement, les groupements ouvriers peuvent être ou tolérés ou traqués. C'est à la politique de lutte contre eux que le pouvoir est résolu depuis quelques années : jusqu'à l'arrivée au pouvoir du ministère absolutiste, aucune union d'ouvriers agricoles n'a été autorisée ; les « sociétés d'instruction » d'ouvriers industriels n'obtenaient qu'assez rarement en province l'approbation de leurs statuts ; à Budapest, le ministre de l'Intérieur la donnait parfois, mais souvent la refusait, en invoquant le motif suivant : « Les statuts ne pouvaient être approuvés, parce que les demandeurs poursuivaient sans aucun doute des desseins tout autres que ceux inscrits dans des statuts¹. » Après le départ du ministère Fejervary, l'ancienne politique fut reprise : Quand en 1906, pendant une grève de mineurs, ceux-ci voulurent se réunir pour discuter et organiser un syndicat, ils furent dispersés par la force militaire.

En 1907, un très grand nombre de syndicats locaux, — 354, dit la presse socialiste — ont été dissous ou fermés et en juin de la même année le ministre de l'Intérieur prononçait la dissolution de la plus importante des fédérations ouvrières, celle des travailleurs du bâtiment. Interrogé

1. *Aus der Geschichte*, etc., p. 51.

pendant la discussion du budget sur ces mesures par le député Mezöfi, le comte Andrassy répondit aux applaudissements de la Chambre qu'il était « un ami de la liberté, mais que le plus grand péril de la liberté était l'abus de la liberté, c'est-à-dire pour l'appeler par son nom de la tyrannie » ; que les syndicats avaient employé leurs ressources contrairement à leurs statuts et que surtout « le plus grand abus était que les associations ouvrières voulaient dicter les contrats aux employeurs et boycotter les travailleurs qui voulaient travailler sur d'autres bases ou sur la base d'autres contrats ¹ ». C'est l'affirmation nette et approuvée par la Chambre de la politique gouvernementale que nous indiquions.

Cette politique est encore exagérée par les fonctionnaires de province, qui veulent faire du zèle. Ce n'est pas seulement dans leur refus d'approuver les statuts d'une association ou dans la dissolution d'un syndicat que leur manière de se comporter apparaît ; c'est encore, c'est surtout dans l'interdiction des réunions publiques d'ouvriers.

Le droit de réunion n'est pas plus que le droit d'association garanti par une loi. Ce sont une série d'ordonnances ministérielles qui le réglementent. Elles ne donnent pas à l'administration le pouvoir discrétionnaire d'empêcher leur tenue et disposent même expressément qu'elles ne peuvent être interdites sur de simples présomptions ; elles obligent seulement à déclarer à l'avance le moment et le lieu de la réunion ². Mais comme les droits de l'autorité et du citoyen ne sont pas fixés de manière très précise,

1. Séance de la Chambre du 16 mai 1908.

2. Les réunions publiques doivent être déclarées par écrit et en langue hongroise par trois citoyens résidant dans la commune au moins 24 heures à l'avance (la déclaration est faite dans les villes, devant le commissaire de police, dans les communes devant le juge de paix « *Stuhlrichter* », pour se servir de l'expression allemande).

l'administration locale ne se fait pas faute d'interpréter très largement le droit qui lui est attribué de prendre des mesures préventives. Aussi les socialistes se plaignent-ils qu'en province de 50 à 60 p. 100 des réunions ouvrières annoncées sont interdites et ils donnent de nombreux exemples des motifs invoqués par les autorités¹ : à Szegzárd, « parce que les demandeurs sont en grève » ; à Szabadka « parce que le travail des moissons est en train » ; ici, parce que la réunion est annoncée pour un dimanche et que « l'administration doit faire respecter le repos du dimanche » ; là, « parce que la demande d'une réunion doit être repoussée en tous cas, dans laquelle figurent comme orateurs les ennemis notoires de l'État et de la société, les social-démocrates internationalistes ».

Contre ces décisions et beaucoup d'autres du même ordre, un recours est ouvert, puisque en cette matière le pouvoir de l'administration n'est pas discrétionnaire². Mais dans la pratique ce recours est peu efficace. Il est porté devant le Vicegespan du comitat, fonctionnaire élu par les plus forts imposés, et devant le ministre de l'Intérieur. Il est exceptionnel que le sous-préfet casse la décision ; quant au ministre, sa sentence est prononcée généralement une année après celle-ci ; une annulation est d'autant plus illusoire, que le fonctionnaire local qui l'a prise (juge de paix ou commissaire de police) n'est pas inquiété. C'est donc en grande partie aux fonctionnaires qu'est due cette déformation des ordonnances ministérielles. A cela, rien d'étonnant.

Le comte Mailath note que de plus en plus, et surtout dans le nord et l'est du pays, l'administration locale laisse

1. *Aus der Geschichte*, etc., p. 49.

2. Les réunions peuvent aussi être dissoutes, si les orateurs excitent à la violence ou attaquent le roi ou l'État hongrois.

beaucoup à désirer et donne de nombreux sujets de mécontentement ; c'est que les fonctionnaires des comitats sont élus et, dépendant de leurs électeurs censitaires, ils en servent trop aveuglément les intérêts¹. On comprend donc que les esprits libéraux de Hongrie désirent la réalisation de la promesse faite déjà par le discours du trône du 21 février 1892 et renouvelée par le ministère de la Coalition, qui annonce un projet de loi « sur le droit de réunion et d'association ».

Mais ce vœu ne paraît pas très près de se réaliser. Le comte Andrassy, l'actuel ministre de l'Intérieur, s'en déclare bien partisan, mais laisse au futur Parlement nommé au suffrage universel le soin de faire aboutir une loi et demande ironiquement au député qui l'interpellait, que celui-ci conseille à ses électeurs de s'adresser au ministre, qui pourra faire l'essai de cette liberté en statuant « objectivement » dans chaque cas particulier² !

Un autre procédé de lutte contre le mouvement ouvrier et gréviste a été employé par le gouvernement, dès le lendemain des premiers troubles agraires de 1897 : une ordonnance ministérielle rendue par le ministre Perczel en 1898 interdit, sous des peines sévères, toute collecte secrète et soumet à l'autorisation administrative les collectes publiques destinées à des desseins politiques, à des grèves ou à des syndicats ; mais comme une collecte en vue de la grève est considérée comme illégale, on devine le résultat. De nombreux ouvriers ont été arrêtés et condamnés pour ce fait et les fonds confisqués... quand on pouvait les trouver.

Enfin, pour écarter ceux qui sont réputés les chefs du

1. Comte Joseph Mailath. *Studien über die Landarbeiterfrage in Ungarn*, Leipzig, 1905, p. 123.

2. Séance de la Chambre du 16 mai 1908.

mouvement ouvrier et arrêter les grèves, le juge de paix, sur le désir des patrons ou des propriétaires, ne se fait pas faute d'expulser sans merci de son ressort ceux qu'on appelle les « agitateurs sans retenue », comme un simple chemineau ou comme les personnes que l'ordonnance du 13 février 1885 dénomme « personnes de basse catégorie, à qui l'on peut appliquer l'interdiction de séjour dans l'intérêt de la sécurité et de l'ordre ».

Mais encore, pour prononcer cette interdiction, faut-il une décision du juge de paix, qui doit être appuyée sur certains faits prouvés. Une ordonnance de 1898 du ministre Perczel, donne au contraire à l'administration un pouvoir discrétionnaire, pour n'admettre à une réunion publique que les personnes résidentes dans le lieu. C'est pour l'application de cette interdiction que les principaux « compagnons » ont été photographiés d'autorité par la police et que leurs photographies ont été envoyées à tous les commissaires de police et commandants de gendarmerie.

Cette revue rapide nous permet de dresser le bilan des libertés ouvrières en Hongrie : le droit de coalition et de grève expressément dénié par des lois spéciales aux ouvriers agricoles et les infractions sévèrement punies ; pour les ouvriers industriels, la grève déclarée illégale, mais cependant admise en fait, et tolérée ; la liberté d'association refusée à tous les syndicats qui s'occupent d'organiser la force ouvrière pour faire contre-poids à la force patronale ; la liberté de réunion non garantie en pratique ; la liberté individuelle des chefs ouvriers limitée par le droit d'expulsion locale. La législation ouvrière hongroise n'est pas élémentaire pour l'organisation du quatrième État.

Le prolétariat peut-il, du moins, user à sa guise de cette arme puissante qu'est la presse ? L'action des chefs du mouvement ouvrier est ici encore limitée : d'une part, si la liberté de la presse existe en Hongrie, on ne se contente pas de la restreindre par une répression sévère d'infractions dont la loi est fertile, on organise, par une voie ingénieuse, la confiscation préalable ; d'autre part, la presse socialiste ne peut compter sur l'appui pécuniaire du gouvernement et des sociétés privées et se trouve ainsi dans une situation défavorable par rapport à la presse bourgeoise.

La liberté de la presse et la suppression de la censure préalable ont été proclamée par la loi XVIII de 1848 ; « chacun, y est-il dit, peut communiquer librement sa pensée par la voie de la presse et la répandre librement ». Depuis lors, des lois spéciales ont subordonné l'apparition d'un journal politique au dépôt d'un cautionnement : toute feuille, qui veut publier des articles sur des matières politiques, doit verser à la caisse de l'État une caution qui s'élève jusqu'à 21.000 couronnes, si l'organe est quotidien ; en cas de condamnation pécuniaire, celle-ci est exécutée sur le cautionnement qui doit, dès lors, être ramené à la somme légale.

Outre cette mesure, les lois hongroises sont sévères à la presse d'opposition ; un assez grand nombre d'infractions sont prévues ou du moins les textes sont susceptibles d'interprétations très larges. Ainsi la loi punit toute excitation de la presse à des délits ou à des crimes ; or, nous avons vu que la grève et la coalition, au moins quand il s'agit des ouvriers agricoles, constituent des délits ; dès lors, toutes les fois qu'un journal conseille aux journaliers de ne pas exécuter leurs contrats avec les propriétaires, de cesser le travail, il tombe sous le coup de la loi ; de même

est réprimée toute attaque contre le roi, contre des fonctionnaires, contre l'idée de l'État magyar, toute atteinte à la sûreté de l'État, dispositions dont la généralité permet une large application.

Mais les mesures dont se plaignent surtout les socialistes, ce sont les sanctions nouvelles apportées par une ordonnance du ministre de la Justice, M. Alexandre Erdély, en 1898. Jusqu'alors, en cas d'infraction aux lois, on poursuivait en justice l'auteur de l'article, à son défaut, l'éditeur, à son défaut, l'imprimeur. La peine était accomplie par la personne poursuivie et, en tous cas, la caution répondait de la condamnation pécuniaire, souvent assez largement arbitrée.

Mais toutes ces sanctions étaient répressives, aucune n'était préalable. Or, le gouvernement s'avisa en 1898 d'une ingénieuse façon de tourner la loi sur la liberté de la presse. Il fut fait défense à l'administration de la poste de transporter des journaux, en fait des journaux socialistes, sans une sorte de visa préalable du procureur d'État. Celui-ci examine le numéro du jour et, s'il y trouve des infractions à la loi sur la presse, il peut les poursuivre devant le tribunal et demander à celui-ci la confiscation du journal. Mais il peut aussi interdire à la poste le transport et saisir tous les numéros placés sous bande, timbrés, prêts à être envoyés. Le tribunal valide ensuite ou non la saisie. Mais on voit que la mesure est plus grave encore qu'une censure préalable, puisqu'elle est en fait préalable à la diffusion du journal hors de la ville de publication et qu'elle fait perdre la valeur des exemplaires timbrés, même si, quelque temps après, une décision de justice ne valide pas la saisie et les rend à leur destinataire.

Cette saisie opérée à la poste par le procureur d'État est encore facilitée par une ordonnance de 1902 du ministre

de l'Intérieur, M. Koloman de Szell : celle-ci oblige l'administration postale de livrer à la police les envois postaux même clos, que l'on soupçonne contenir des imprimés incitant à l'émigration en Amérique. On devine les abus que peut permettre cette atteinte au secret des lettres.

Enfin l'actuel ministre du Commerce, M. de Kossuth, ajouta à ces dispositions l'interdiction de vendre le journal socialiste, la *Nepszava*, dans les gares des chemins de fer de l'État, et l'on sait que presque tous les chemins de fer en Hongrie appartiennent à l'État.

Ces mesures sont appliquées, à l'égard de la presse adverse du gouvernement avec un esprit de suite et une énergie qui ne se démentent pas, et les tribunaux répondent par leurs jugements à la politique de répression du gouvernement. Un discours du ministre de la Justice Polonyi, prononcé à la Chambre le 18 juillet 1906, révèle avec clarté le plan poursuivi. Le député démocrate Vazsonyi lui demandait des explications sur les mesures de confiscation prises par lui et lui reprochait de continuer les traditions du gouvernement absolutiste de Fejervary, contre lequel s'était alors élevée la Coalition : il ne voyait, quant à lui, disait-il, aucune différence entre les procédés appliqués « sous la marque de la tulipe ou sous celle de l'aigle double¹ ». Le ministre lui répondit qu'il avait donné l'ordre à tous les procureurs de l'État, quand la presse exciterait à des délits, de proposer la confiscation au tribunal compétent : quant à la confiscation préventive, elle lui paraît nécessaire dans certains cas et il était résolu à

1. Il est assez curieux de noter que les diverses mesures prises après les grèves agraires de 1897 contre les réunions et les journaux, où l'on excitait à des actes illégaux, ont été tour à tour appliquées par le régime Tisza contre les socialistes, puis par le ministère absolutiste contre la Coalition et la noblesse, enfin par la coalition contre les socialistes. Chaque fois ceux qui se trouvent dans l'opposition crient à la tyrannie.

la maintenir; il acheva son discours au milieu des applaudissements répétés de la Chambre, en déclarant qu'il entendait ne pas se laisser tromper par les « sirènes démocratiques », qu'il établirait toutes les responsabilités si l'État ou la famille était menacés : « Dans un État agraire comme la Hongrie, où de la moisson dépend non seulement l'existence des petits, des moyens et des grands propriétaires, mais aussi le bien-être ou le malheur de la classe ouvrière, on ne peut tolérer que les socialdémocrates excitent les travailleurs à ne pas exécuter leurs traités... On doit protéger la bourgeoisie contre le terrorisme de l'Internationale¹. »

La presse socialiste « muselée » n'a pas pour se défendre des ressources secrètes aussi abondantes que la presse bourgeoise : on savait depuis longtemps le rôle que jouait l'argent des sociétés et du gouvernement dans la vie des journaux de Budapest. Mais il a été établi devant le Parlement par un député, M. Nicolas de Szemere, qui a joint en ce cas l'audace d'une intervention courageuse à l'originalité d'un magyar de la plus vieille souche, dédaigneux des

1. Cette politique de répression n'était pas limitée à la presse socialiste, mais étendue à toute la presse ennemie du gouvernement : ainsi, les journaux des nationalités n'étaient pas épargnés ; voici le bilan dressé le 24 août 1906 par l'*Arbeiter Zeitung* dans un article de polémique qu'il intitulait du qualificatif injurieux : le « Betyarentum » contre la liberté de la presse ; à ce moment trois numéros du journal slovaque « Ludove Noviny » étaient confisqués et les rédacteurs poursuivis pour haute trahison ; la « Tribuna d'Arad » subissait deux procès de presse en huit jours : à Broos, la « Libertatea » avait un rédacteur en prison et deux procès de presse pour excitation ; à Budapest le « Poporul Roman » déjà condamné deux fois avait deux autres procès pendants ; « l'Orizontul » de Klausenbourg avait été poursuivi cinq fois dans les trois dernières semaines ; dans ce même temps le « Foaia Poporulin » l'avait été sept fois, pour attaques contre des fonctionnaires, contraventions à la loi sur la presse et attaques contre l'État hongrois ; il n'est pas jusqu'à l'« Unirea », journal ecclésiastique des grecs unis, à qui n'aient été lancées quatre accusations en une seule fois. Du reste, à la même époque, les municipaux des comitats de Neutra et de Temes et de la ville d'Arad adoptaient des résolutions demandant au ministre d'interdire tout journal qui ne serait pas écrit en magyar.

titres, et au sang-froid de l'homme des clubs. Son exposé est d'autant plus intéressant, que le ministre-président, M. Weckerlé, parlant après lui, avoue « qu'en fait, à quelques exceptions près, beaucoup de feuilles correspondent à la description faite par M. de Szemere » et, s'il assure que le gouvernement actuel n'a pas besoin de s'assurer des organes à lui, il ajoute que pour faire prendre fin à l'état actuel, pour « purifier la presse », il faut que les sociétés et les journalistes y aident les premiers.

Quelle est donc cette description de M. Szemere?¹ A Budapest, paraît chaque jour environ 30 journaux hongrois et 9 allemands, soit un plus grand nombre qu'à Vienne, à Rome ou à Madrid. Est-ce que ces feuilles peuvent vivre de la confiance du public, c'est-à-dire des abonnements et des annonces ? non point ; le plus souvent, les banques et les sociétés doivent conclure un forfait de presse, sinon elles sont attaquées par elle, comme l'ont été le Jockey-Club et le Totalisateur, tandis que la direction des courses de chevaux était respectée parce qu'elle était passée sous le joug. Cet état de choses n'est pas spécial à la Hongrie, mais à Budapest il est généralisé. Il s'y ajoute une subvention gouvernementale d'une forme un peu spéciale ; M. de Szemere ne la décrit pas, mais c'est chose connue dans la capitale magyare ; ce n'est pas la brutale distribution de fonds secrets à une feuille ; c'est l'achat du député, qui vote et qui dirige un journal ou y écrit, par le système spécial des avocats auprès des ministères : en Hongrie, une autorisation gouvernementale ou une faveur du pouvoir est accordée discrétionnairement par les ministres dans un très grand nombre de cas ; pour soutenir leurs demandes, les particuliers ont pris l'habitude de constituer

1. Séance de la Chambre du 10 octobre 1906.

comme défenseur un député, qui est leur avocat, et ils le rétribuent comme tel. Celui-ci use de son influence auprès du pouvoir, ou plus exactement c'est un pacte tacite qui se conclut entre le député et le ministre. Cet usage, ou, pour dire le mot, ce trafic est d'un si constant emploi qu'un député de notre connaissance, qui le repoussait et venait d'être élu, dut, pour écarter les importuns qui le harcelaient, afficher à la porte de son cabinet : « Ici on n'accepte pas d'être avocat auprès des ministères. » Exagèrent-ils autant qu'on le dit, ceux qui soutiennent que quelque chose des mœurs orientales se ressent dès l'arrivée à la colline de Bude ?

*
* *

C'est donc bien la « manière forte » qui a triomphé dans la politique suivie depuis 1897 par les classes dirigeantes à l'égard du prolétariat ; pourquoi cette politique de répression ? pourquoi ces mesures, dont l'étranger comprend parfois mal l'énergie et, on peut le dire, la brutalité ? Déjà nous avons laissé pressentir l'explication ; il ne suffit pas de parler de sentiments conservateurs, de réaction féodale, etc. ; les mêmes intérêts sociaux conduisent, selon les milieux, les époques et les pays, à des politiques très dissemblables. Or, en Hongrie, deux idées ont dominé les classes dirigeantes, ému leur sensibilité et conduit leur volonté : ces idées, toujours présentes, sont celles du danger national et du péril social que la Hongrie courait et court du fait de la propagande et du mouvement socialistes. Les classes dirigeantes ont éprouvé et éprouvent au plus haut degré l'angoisse de l'avenir ; que l'on parle avec des grands propriétaires, des hommes politiques, que l'on vous lise les journaux de la Coalition, le même sentiment

se reflète : les chefs du mouvement agraire sont considérés comme « des coquins » ; le socialiste est un traître à l'État ; le socialisme constitue une félonie nationale ; une véritable haine lui est vouée ; on ne le considère pas comme un parti politique d'idées utopistes, qu'il faut observer, mais non persécuter, comme le font les classes conservatrices d'autres pays ; on voit en lui l'ennemi le plus perfide et le plus dangereux de la nation hongroise.

C'est que le développement du socialisme en Hongrie atteint dans leurs forces vives les hautes classes magyares : il ruinerait leur puissance sociale et anéantirait leurs aspirations nationales. La ruine de leur puissance économique est assez expliquée par ce que nous avons dit de la répartition des terres ; si le socialisme agraire organisait le prolétariat des champs, on voit difficilement comment le petit nombre des propriétaires défendraient leurs personnes, leurs biens et leurs moissons contre le grand nombre des travailleurs éparpillés sur le pays ; ce serait la ruine de leur fortune, la ruine des récoltes. Par suite de la constitution sociale de la Hongrie, il s'agit donc d'une question de vie ou de mort.

L'anéantissement de leurs aspirations nationales est clairement mis en lumière par l'expérience du gouvernement absolutiste du baron Fejervary de 1905. Dans cette crise les démocrates et les socialistes ont marché résolument avec le roi, le ministère absolutiste et le ministre de l'Intérieur Kristoffy, contre la Coalition nationaliste. Ils n'ont eu qu'un dessein : celui de développer et d'introduire en Hongrie le suffrage universel intégral, qui les rendrait maîtres des élections. Ils l'ont demandé à la gentry, qui n'a jamais voulu s'engager formellement à le faire aboutir ; ils en ont au contraire obtenu la promesse du ministre Kristoffy et ont dès lors vigoureusement soutenu ce dernier. Pour

atteindre ce but, ils ont pardonné au ministère de violer la constitution et les libertés politiques du pays ; ils ont passé par-dessus les moyens, pour obtenir la fin qui leur paraissait fondamentale ; ils ont pactisé avec l'absolutisme, pour atteindre ce qu'ils considéraient comme le plus grand bien. Mais quel résultat a eu cette alliance momentanée du roi et du prolétariat contre la noblesse ? c'est de désarmer celle-ci à l'égard du monarque, de donner à ce dernier un pouvoir absolu ; l'expérience lui a montré qu'il « jouait sur le velours », pouvait à sa guise s'allier avec les nobles ou les prolétaires, persécuter les uns par les autres et pratiquer la vieille devise romaine : *divide ut impera* ; il peut désormais user à l'égard de la noblesse magyare de ce « moyen de chantage » terrible et la rendre trop heureuse de s'entendre avec lui : la peur l'a rendue accommodante. Ainsi les aspirations nationales de la gentry hongroise sont paralysées par le mouvement socialiste, qui offre au roi le meilleur point d'appui pour résister à toutes les sollicitations ; aussi voit-on que depuis la conclusion du pacte entre le roi et la Coalition, les nationalistes magyars au pouvoir n'ont causé nulle difficulté à la couronne. Mais ils ne peuvent pardonner aux socialistes leur tactique, qu'ils considèrent comme une véritable trahison nationale. C'est l'obstacle le plus fort qui se soit dressé contre le développement de la politique hongroise nationale depuis cinquante ans. Cette noblesse très patriote a le sens de la faiblesse du peuple magyar enserré entre les masses slaves et allemandes ; elle veut fortifier l'État hongrois, pour y faire triompher la magyarisation, s'il en est encore temps, et pouvoir plus tard y résister comme dans une forteresse contre les poussées nationales étrangères. Depuis 1867, tous les partis magyars ont communiqué dans l'idée d'accroître continuellement l'indépendance interne de la Hongrie :

la méthode a varié, le sentiment est resté identique. Dans ce développement, la crise de 1905 a introduit une coupure ; non seulement les socialistes ont pactisé avec Vienne, mais ils ont donné pour l'avenir au roi la sensation de sa force, de son pouvoir de résistance contre les aspirations nationales de la noblesse : c'est ceci surtout que cette noblesse ne peut pardonner au socialisme ; c'est pourquoi elle l'accuse de trahison nationale¹, lui voue une haine indéfectible et le traite avec la rigueur que nous avons décrite.

V

Cette politique de répression du socialisme, cette politique « de la main-forte » n'est cependant pas exclusive d'une politique de réformes sociales : la première peut suffire à des hommes à courte vue, elle ne constitue qu'une partie de l'activité de politiques sans doute conservateurs, mais qui ont le sens de l'opportunité et qui savent que des concessions mesurées sont souvent la plus nécessaire et la plus habile défense du *statu quo*.

Aussi, lorsque les hommes d'État de la Hongrie se furent rendus compte de la profondeur du mécontentement chez les classes pauvres, de la réalité et de l'acuité du trouble social, ils eurent presque en même temps la volonté d'une répression énergique et le sentiment des réformes nécessaires. Sur le premier point, ils furent d'accord avec l'unanimité de leurs amis ; sur le second, ils sentirent se dresser contre leurs efforts la coalition des intérêts privés :

4. Il reste cependant vrai que le ministère absolutiste Fejervary avait dans son programme un certain nombre de concessions faites par le roi aux sentiments nationaux hongrois. Aussi socialistes et démocrates se défendirent, en disant qu'ils veulent une indépendance nationale plus efficace que la gentry. Mais leurs sentiments intimes ne changent rien au « nouveau jeu » introduit dans la politique hongroise.

aussi leurs déclarations publiques ne furent-elles suivies de presque aucun effet jusqu'en ces derniers temps. Les hommes avisés de l'ère libérale, les Szell, les Daranyi, les Etienne Tisza, hommes de haute intelligence et de vues politiques étendues, comprirent les nécessités de la situation et le dirent. M. Koloman de Szell parla pour la première fois dans son programme de gouvernement d'une politique sociale indispensable. Les idées de M. Daranyi sont d'autant plus intéressantes que cet homme politique était ministre de l'Agriculture lors des premières grèves agraires de 1897 et l'est encore aujourd'hui, après, du reste, quelques années d'éloignement du pouvoir¹; c'est lui qui a préparé, proposé et soutenu toutes les lois relatives au travail dans les campagnes; il est le véritable inspirateur de la législation que nous avons décrite plus haut; il est l'homme représentatif de cette politique, et quand on a fêté en avril 1908 le dixième anniversaire de son ministère, les classes dirigeantes de Hongrie fêtaient celui qui avait défendu leurs intérêts pendant une période singulièrement critique. Or, M. Daranyi, dans le rapport que nous avons cité, écrivait en exposant sa politique depuis 1897 : « Les forces de désordre s'accrurent peu à peu, au point d'être dangereuses pour l'état de choses existant... Le département, voyant la nécessité au point de vue de la production agricole, d'améliorer les conditions d'existence du travailleur et connaissant la gravité à la fois politique et sociale de semblables réformes, décida de traiter la question tout entière radicalement et de ne pas se contenter de mesures provisoires. Le but à atteindre était d'un côté de défendre ces graves intérêts politiques

1. Il a été nommé ministre de l'Agriculture pour la première fois, en novembre 1895, et l'est resté sous les trois ministères Banffy, Szell et Khuen-Hedervary jusqu'en novembre 1903; il redevint ministre de l'Agriculture le 8 avril 1906 avec le ministère de la Coalition.

et économiques touchant à l'agriculture, et d'un autre côté de secourir les misères agricoles, de donner satisfaction à leurs vrais intérêts et de prévenir ainsi l'extension du mouvement socialiste. »

Le comte Étienne Tisza, qui prit le pouvoir en 1903, a sans doute été trop confiant, en ne prévoyant pas le résultat d'élections faites sans les précautions habituelles ; mais c'est, malgré cela, une des intelligences les plus vigoureuses et les plus claires de son pays, un de ces conservateurs à la mode anglaise, audacieux et ami du *statu quo*, intellectuel et homme de sport, esprit politique et débater incisif, protestant convaincu et tolérant ; il n'a pas craint de faire le *mea culpa* de sa classe sociale et de la rappeler à ses devoirs, selon son esprit porté vers l'idéalisme : « Les classes sacrifiées pendant dix-neuf cents ans, dit-il dans une conférence faite en septembre 1903 devant la société littéraire protestante de Nagy-Varad, se sont comme de juste révoltées de tant d'abandon. La société a des devoirs envers les humbles ; elle ne les remplit pas puisque, précisément, la richesse actuelle coïncide avec un surcroît de misère dans le peuple... La liste est longue des améliorations à introduire pour atteindre ce but : il faut réglementer la production de manière à ce que soient protégés le corps et la santé de l'ouvrier ; il faut protéger l'enfant et la mère contre l'exploitation du capitaliste ; il faut assurer l'éducation de l'enfant ; il faut assurer l'ouvrier contre la maladie, contre les accidents, contre la vieillesse et contre le chômage ; il faut lui donner des logements sains et aérés ; il faut lui donner le repos et la distraction et, avant tout, il faut lui donner à lui-même l'éducation et le perfectionnement de ses aptitudes professionnelles¹. » Il est vrai que pour accomplir

1. Traduit par M. Chélaré, *loco citato*, p. 610.

tout ce programme, il faisait appel avant tout non à l'État, mais à l'initiative privée et à la coopération.

De toutes ces promesses et de tous ces vœux, qu'est-ce qui a été réalisée par les classes dirigeantes hongroises au pouvoir? L'œuvre de réformes sociales a été accomplie partie par le ministère de l'Agriculture à l'égard des travailleurs agricoles, partie à l'égard des ouvriers industriels par le ministère du Commerce. L'activité de chacun d'eux est à étudier séparément, car elle s'applique à des milieux très dissemblables et s'est traduite par des mesures particulières.

*
* *

La première pensée du ministère de l'Agriculture a été de favoriser de tous ses moyens le mouvement coopératif qui commençait à se développer dans les campagnes sous l'impulsion énergique du comte Karolyi, quand éclatèrent les grèves agraires : des lois de 1898 et de 1904, de nombreuses mesures administratives attribuèrent aux coopératives existantes des subventions, des exemptions d'impôts, des facilités pour participer aux marchés de fournitures de l'État ; l'État créa même des organismes coopératifs ; il vint au secours des coopératives de crédit lors de la crise de l'automne de 1907 ; bref, il aida le mouvement de tous ses efforts et marqua sa confiance aux agrariens, à la fois conservateurs et hommes d'initiative, qui le dirigeaient. Quand nous étudierons plus loin les organisations et les mouvements destinés à améliorer le sort des ouvriers, nous serons amenés à étudier en détail cette intervention de l'État, dont l'action est intimement mêlée au développement de la coopération.

Mais comme la coopération n'est pas tout et ne peut

pas tout, le ministère de l'Agriculture tourna ailleurs son activité. Une série de mesures ne peuvent être qualifiées, à vrai dire, de réformes sociales, quoique parfois on les présente comme telles ; ce sont bien plutôt les efforts de l'action gouvernementale avisée de M. Daranyi qu'autre chose ; c'est ainsi que, depuis 1897 surtout, on a organisé l'enseignement agricole ; c'est cette année-là que furent établies les premières écoles d'agriculture pour adultes, qui atteignent en 1908 le nombre de 324 avec 20.000 élèves, et qu'un projet de loi propose d'étendre sur tout le pays ; c'est à la même époque que commencèrent les cours populaires d'agriculture sous diverses formes, généralement conférences temporaires faites par des sociétés agricoles et des professeurs de l'État, en tous cas avec le concours et les subventions de celui-ci : ces cours ou conférences ambulantes et passagères¹ ont surtout pour dessein d'indiquer aux cultivateurs et viticulteurs les progrès de la culture, les bonnes méthodes et aussi d'encourager l'industrie domestique, en faisant naître des coopératives d'artisans pour le travail d'hiver des ouvriers agricoles, jusqu'à présent inoccupés à cette époque ; en 1907, 45 coopératives de ce type, réunissant 2.445 ouvriers, ont produit pour une somme d'un demi-million de couronnes. Si cette forme de travail pouvait se développer, le sort des journaliers agricoles s'améliorerait aussitôt, puisqu'ils trouveraient un gain pendant leur morte-saison.

C'est au même type d'activité qu'appartiennent la création de quelque 2.000 bibliothèques populaires dans les campagnes, les récompenses décernées aux ouvriers et aux

1. Les cours proprement dits, en général d'une durée de quatre à huit semaines, se sont élevés en 1907 à 362 dans 351 communes, avec 41.000 auditeurs. En outre, un grand nombre de conférences isolées ont été faites.

domestiques après un certain nombre d'années de services rendus¹, les gratifications et les décorations attribuées aux maîtres d'écoles et aux prêtres ; M. Daranyi nous le dit : « Reconnaissant la nécessité d'une action sociale dans le but d'imprimer à l'évolution du travail une direction pacifique et salubre, le gouvernement a assuré l'appui moral des autorités aux prêtres et aux maîtres d'écoles, et en général à tous ceux qui, par leur contact continu et immédiat avec le peuple, peuvent lui être d'un appui salutaire et lui donner une direction sage et éclairée² ».

Pour donner quelques salaires aux ouvriers agricoles et en même temps mobiliser la main-d'œuvre dans l'intérêt commun des patrons et des journaliers, M. Daranyi entreprit, quand il le fallut, d'accord avec son collègue du ministère du Commerce, de grands travaux publics et créa des bureaux de placement publics. L'ouvrier agricole hongrois est assez souvent très routinier et, jusqu'au jour où il part pour l'Amérique, il aime peu se déplacer ou changer de travail ; il a en cela le sens de la tradition : on voit assez souvent des famines locales éclater, des terrassiers, ces hordes de « cubicos », comme on les appelle, spéciales à la Hongrie, réduits à la misère par ignorance du lieu où l'on trouve du travail, par habitude aussi de ne pas changer de pays, ni de métier. Pour obvier à cette situation, le gouvernement a souvent commencé des travaux publics pour leur donner de l'ouvrage. Quant aux bureaux de placement, le ministère de l'Agriculture les a organisés par un arrêté du 28 décembre 1899 ; c'est un service cen-

1. Quiconque a servi pendant 40 ans sans discontinuer dans le service public ou privé, comme général ou valet de ferme, a droit à la décoration « pour loyaux services », qui porte en exergue : *Signum laboris fideliter peracti*.

2. J. de Daranyi, *Le travail agricole en Hongrie*. Revue de Hongrie, juillet 1908, p. 594 ; nous empruntons à ce petit article un certain nombre des renseignements ci-dessus.

tralisé et rattaché au ministère : dans chaque district et dans chaque commune autonome, un agent spécial dresse la liste des ouvriers cherchant du travail ou des patrons demandant de la main-d'œuvre ; le résumé de ces listes est communiqué aux districts voisins et à la section compétente du ministère ; tous ces organes sont chargés de renseigner gratuitement les personnes intéressées et de s'entremettre entre employeurs et employés. L'État ne s'est pas réservé le monopole du placement des ouvriers agricoles ; mais, — et ici le souci politique apparaît clairement, — les bureaux privés doivent se munir d'une autorisation qui peut être arbitrairement refusée et retirée¹.

Les mesures réformatrices prises à l'égard du prolétariat agricole commencèrent à apparaître dans la fameuse loi de 1898, à côté des mesures de répression : le propriétaire est tenu à l'égard des journaliers à certaines obligations légales qu'il n'avait point jusqu'à cette époque ; il leur doit huit jours de soins, s'ils tombent malades au cours des travaux (on a vu que la loi de 1891 ne s'appliquait pas à l'agriculture) ; le salaire de l'ouvrier est protégé de deux manières : d'une part le patron doit payer ses ouvriers en argent et non en marchandises ou en bons d'achats, à moins que ce ne soit par un pourcentage de la récolte, et il ne peut faire aucun prélèvement sur ce salaire, sauf pour dommage causé ; d'autre part dans le contrat passé avec l'ouvrier, le propriétaire est tenu de ne jamais stipuler que le salaire sera payé sous la forme obligatoire d'un tantième de la récolte ; ce système était très fréquemment suivi jusqu'alors ; le moissonneur prélevait par exemple, un paiement de 1/10^e à 1/14^e de la moisson ; lorsque celle-ci était mauvaise, c'était la misère pour un an et le désespoir avec ses dan-

1. Voir le texte de l'arrêté ministériel dans : *Lois les plus récentes de la Hongrie relatives aux ouvriers agricoles*. Budapest, 1900, p. 66.

gers sociaux ; aussi la loi de 1898 ordonne que dans tous les cas il y ait un salaire en argent stipulé dans le contrat ; le salaire par prélèvement n'est point interdit, mais le journalier garde le droit de choisir jusqu'au moment de la récolte faite ; c'est assurément une garantie très sérieuse pour lui, d'autant que toutes ces obligations du propriétaire sont sanctionnées non seulement civilement, mais pénalement : leur infraction constitue des contraventions punissables d'une amende de 600 couronnes et même le délit de payer en marchandises ou en bons est passible de trente jours de prison ¹.

De même que la loi de répression de 1898 apportait aux journaliers agricoles quelques réformes, de même la loi de 1907 apporte aux domestiques certaines garanties : elle supprime ces dispositions étrangement archaïques de la vieille loi de 1876, qui réglait jusqu'alors les rapports des maîtres et domestiques, en vertu desquelles le serviteur était placé sous la « discipline domestique », c'est-à-dire que le propriétaire pouvait à sa guise lui infliger les punitions qui lui plaisaient, jusques et y compris les châtiements corporels : le patron en effet ne pouvait être poursuivi, tant que le domestique n'avait pas été malade pendant plus de huit jours ! Elle établit l'égalité théorique entre les droits des patrons et des domestiques et surtout protège ceux-ci contre les mauvais traitements, contre les retards dans le paiement de leurs gages, contre l'attribution d'un salaire en nature déprécié, contre leur logement dans des locaux malsains ; dans tous ces cas le domestique peut donner congé sur-le-champ à son maître et parfois même celui-ci est passible d'une amende ; enfin on crée pour le propriétaire certaines obligations à l'égard de la famille du

1. Voir les articles 10, 32, 35, 41, 58 et 60 de la loi de 1898.

domestique, qui doit être aussi convenablement logée, dont les enfants doivent être instruits, et qui, en cas de maladie de la femme ou des enfants âgés de moins de douze ans, est soignée aux frais du patron pendant quarante-cinq jours.

On ne peut méconnaître que cette loi, à côté de ses dispositions restrictives, crée en faveur des domestiques agricoles un véritable « état », leur donne des garanties et des avantages. C'est si vrai que M. Daranyi ne fut pas attaqué lors de la discussion de cette loi seulement par les socialistes, à propos des dispositions relatives aux grèves, mais aussi par des conservateurs endurcis, des agrariens intéressés, qui, sous couleur de défendre les intérêts des petits agriculteurs, économes de dépenses pour leurs domestiques, cherchèrent à prolonger les débats, différer la discussion, retarder le vote.

Entre temps une loi, — la loi XVI de 1900, — créait une caisse de secours des ouvriers et des domestiques agricoles : cette institution réalise un assez curieux amalgame d'assurance obligatoire des patrons et facultative des ouvriers, d'assurances à la fois contre les accidents, l'invalidité, la vieillesse et la mort. Cette caisse, — caisse d'État ¹, — est alimentée par des versements des patrons, des ouvriers et de l'État : les patrons sont tenus de verser 4 k. 20 par an et par domestique, somme qui est perçue

1. La caisse est un organe d'État, autonome, mais sous la surveillance directe du ministre de l'Agriculture : au-dessus des commissions locales, qui ont peu de pouvoirs et où les travailleurs agricoles ne peuvent avoir qu'un tiers de représentants, la direction centrale, qui a le plus grand rôle, se compose d'un président, de quatre membres nommés par les membres fondateurs qui sont de grands propriétaires, et de quatre membres délégués par les commissions locales. En outre ces membres ne sont nommés que pour trois ans, le ministre nomme et révoque à sa guise le directeur-gérant et délègue auprès de la direction centrale un commissaire qui peut suspendre l'exécution des décisions de celles-ci, auquel cas le ministre statue : il a donc tout pouvoir réel.

sous la forme d'impôt et qu'il leur est interdit de retenir sur les gages de leur domestique ; pour eux, l'assurance est donc obligatoire ; pour le domestique ou le journalier, elle est facultative : ceux qui veulent s'affilier doivent payer par an une somme sensiblement plus forte, 10 k. 40 s'ils veulent jouir de la totalité des avantages, 5 k. 72 s'ils acceptent de les voir réduits de moitié ; 1 couronne seulement si, étant journaliers, ils ne désirent qu'être assurés contre les accidents (tous les domestiques, même non affiliés, mais dont les patrons sont membres de la caisse, sont assurés contre les accidents) ; enfin l'État verse à cette caisse une subvention qui a été de 100.000 couronnes à la création, de 150.000 en 1902, de 200.000 en 1908. Ces ressources, comme on le voit, sont modestes ; les versements des patrons seraient très sensiblement inférieurs à ceux des travailleurs, si beaucoup de ceux-ci étaient affiliés ; mais le nombre des membres de la caisse est encore très minime ¹ ; ce sont surtout les journaliers qui se sont assurés contre les accidents, rendus plus nombreux par l'usage des machines agricoles ; pour une couronne par an, ils deviennent « membres extraordinaires » ; cependant 50.000 d'entre eux seulement profitent de cette faculté ; on nous dit bien qu'en 1905 sur 9.300 accidents agricoles, 4.500 étaient survenus à des membres de la caisse ² ; mais cette propor-

1. Voici, d'après la statistique du ministère de l'Agriculture, le nombre des membres de la caisse :

Années.	1 ^{re} Classe (versement de 20 hellers par semaine ou 10 k. 40 par an).	2 ^e Classe (11 hellers ou 5 k. 72).	3 ^e Classe (5 hellers ou 2 k. 60 barème spécial de 1902).	4 ^e Classe (10 hellers ou 5 k. 60 barème spécial de 1902).	Membres extra- ordinaires (1 couronne par an).
1 ^{er} janv. 1902. .	5.695	386			6.361
— 1903. .	12.105	1.762	43	425	30 357
— 1904. .	15.348	2.626	146	1.430	40.956
— 1905. .	18.192	3.493	169	1.705	41.848

2. Annuaire statistique hongrois, 1905. Budapest, 1907, p. 131.

tion de 50 p. 100, qui paraît considérable, ne vise que les accidents *réçensés* et ne signifie très exactement rien du tout.

Quels sont les risques auxquels remédient cette caisse ? En premier lieu le risque accident : le patron en était jusqu'alors responsable, quand il n'avait pas pris toutes les précautions voulues ; désormais la caisse pourvoira obligatoirement à ce risque en ce qui touche les domestiques agricoles : à leur égard, l'indemnité forfaitaire est donc entièrement à la charge du patron, puisque les domestiques non affiliés profitent de cette assurance sans rien verser ; au contraire à l'égard des journaliers la caisse ne paie une indemnité que s'ils sont eux-mêmes adhérents et le patron ne paie rien par tête d'ouvrier employé : l'assurance est donc à la charge du journalier.

En cas d'accident, la caisse se charge de tous les frais médicaux et pharmaceutiques et paie en outre une indemnité d'une couronne par jour pendant soixante jours. Toutefois, si l'accident provient d'une faute du patron, celui-ci supporte définitivement cette charge, sans préjudice de plus amples dommages-intérêts. Si l'incapacité de travail se prolonge au delà de soixante jours, la caisse verse un secours mensuel de 10 couronnes pendant tout le temps de cette incapacité. Si le journalier affilié ou le domestique meurt, la caisse paye à la famille du défunt une somme de 400 couronnes. C'est à cause de la modicité de ces forfaits, qualifiés du reste par la loi de « secours » et non « d'indemnité », que cette loi a été ironiquement qualifiée de « loi de charité ».

Les assurances en cas d'invalidité, de vieillesse ou de décès, auxquelles subvient la caisse, ne profitent, avons-nous dit qu'aux seuls membres ordinaires, pour la totalité ou la moitié des secours, selon la cotisation annuelle. A l'incap-

pable, — c'est-à-dire à celui qui pour quelque cause que ce soit ne peut gagner la moitié du salaire moyen des salariés de sa profession dans la localité, — on sert un secours mensuel de 10 couronnes, si l'intéressé est membre de la caisse depuis dix ans. Au vieillard de soixante-cinq ans, qui travaille encore et par conséquent n'a pas encore droit au secours pour incapacité, on attribue une somme de 100 couronnes : ce versement est en quelque sorte une prime au travail jusqu'à cet âge et l'assurance contre la vieillesse comprise dans l'assurance contre l'invalidité. Enfin en cas de décès d'un membre de la caisse, le décès par suite d'accident étant excepté, la famille reçoit de 200 à 270 couronnes selon que le défunt a été affilié pendant cinq ans, dix ans ou quinze ans.

En somme toute l'économie de cette loi peut se résumer ainsi : assurance obligatoire contre les accidents des domestiques agricoles et mise à la charge du patron ; assurance facultative contre les accidents des journaliers agricoles et contre les risques d'invalidité, de vieillesse et de décès, assurance mise à la charge de l'ouvrier, l'État ne versant qu'une subvention très faible et le versement patronal étant insuffisant pour servir à la constituer ; à l'égard de ces assurances, la loi ne crée en réalité qu'un organisme d'État, en laissant aux travailleurs le soin d'y verser leurs cotisations, s'ils veulent et s'ils peuvent.

La loi XIV de 1902 n'a rien changé au système ; elle a seulement édicté de nouveaux barèmes ; si l'ouvrier trouve que les secours versés en cas de vieillesse ou de décès sont trop faibles, on lui offre un système supplémentaire de versement : s'il dépose 2 k. 60 par an à partir de vingt ans au plus tard, sa famille touche en cas de décès 200 couronnes ; cette somme diminue selon l'âge où il commence à verser, jusqu'à cinquante ans dernière limite et en ce cas

sa famille reçoit 60 couronnes. Il peut aussi contracter une assurance sur la vie : en ce cas, 10 paiements annuels de 5 k. 20 lui permettent de recevoir 65 k. et 24 paiements 215 k. Comme on le voit, il n'y a en tout cela qu'une mutualité ou une caisse de retraite d'État, dont celui-ci ne prend qu'une très minuscule charge : celle des frais de direction et celle de la subvention annuelle de 200.000 couronnes¹. A vrai dire c'est une forme de socialisme d'État, payé par les travailleurs².

La grande réforme sociale dans un pays comme la Hongrie, où la répartition des terres est telle que nous l'avons décrite, serait de la part de politiques à la fois conservateurs et audacieux d'accroître par tous moyens le nombre des petits propriétaires et de consolider la situation de ceux qui possèdent déjà quelque chose. M. Daranyi est plus que tout autre conscient de cette nécessité, mais il est arrêté dans ses désirs tant par la question financière que par la résistance des adversaires de ces réformes. Il a cependant proposé en avril 1907 et fait adopter en juillet de la même année une loi sur « l'aide de l'État à la construction de maisons d'habitation pour les travailleurs agricoles » : elle tend tout à la fois à rendre ceux-ci propriétaires de la maison qu'ils occupent et à faire bâtir des logements ouvriers sains dans les campagnes à la place des taudis souvent infects, qui sont aujourd'hui affectés aux travailleurs des champs. Mais elle est très réservée dans ses dispositions, dont voici dans les grandes lignes l'économie : en principe ce n'est pas l'État qui cons-

1. Voir la loi de 1900 dans *Lois les plus récentes*, etc., p. 49 et s. ; l'*Annuaire de législation étrangère* de 1901, p. 241, et de 1903, p. 256.

2. En outre de cette caisse nationale de secours de 1900, il existe depuis 1898 des caisses communales de secours, au nombre de 64 en 1908, auxquelles l'État distribue une centaine de mille couronnes par an : elles doivent venir en aide aux travailleurs nécessiteux ou chômeurs involontaires.

truit ces habitations ou prête pour les construire ; il laisse à la commune ces initiatives et favorise seulement ses efforts. Ces faveurs sont de deux sortes : d'une part l'État accorde des exemptions d'impôt¹ et se charge des frais causés par les projets de morcellement et les plans ; d'autre part il offre aux communes une garantie des paiements que doivent faire à celles-ci les ouvriers agricoles ; les communes vendent des terrains à bâtir payables par annuités, avancent des prêts remboursables de même, ou louent des maisons qu'elles ont construites ; c'est une fraction de cette annuité ou de ce loyer dont l'État garantit aux communes le paiement². Par ces procédés on escompte qu'au bout d'un certain délai, l'ouvrier deviendra propriétaire de sa maison d'habitation ; car, même s'il s'agit d'une simple location, le bénéfice de la loi n'est accordé qu'à la condition qu'au bout de trente années au plus le locataire devienne propriétaire.³ On consolide, autant que possible, cette propriété entre ses mains, en spécifiant qu'elle est inaliénable et insaisissable jusqu'à l'amortissement des annuités ou du prix de vente.

A cette aide de l'État, la loi affecte une somme annuelle de 300.000 couronnes. Si cette somme n'est pas entièrement

1. L'exemption d'impôts est accordée pour tous les actes juridiques relatifs à la construction, location et vente de ces maisons ; les matériaux peuvent même être transportés sur les chemins de fer de l'État dans des conditions particulièrement favorables. De plus, pendant 20 ans, aucun impôt n'est perçu à raison de ces maisons.

2. Il est spécifié que les annuités ne doivent pas dépasser 50 ans et qu'au bout de 30 ans au maximum le locataire devient propriétaire de sa maison.

3. L'application des dispositions favorables de la loi est subordonnée à une série d'autres conditions : les logements d'ouvriers doivent être salubres ; ils doivent être construits avec des matériaux exclusivement hongrois ; ils ne doivent pas faire l'objet d'une opération commerciale ; les conditions d'acquisition pour les travailleurs doivent être favorables à ces derniers et ceux-ci ne doivent pas être tenus par un lien solidaire ni par une obligation souscrite dans une lettre de change. Le ministre est juge de ces conditions.

utilisée chaque année, le reliquat formera un fonds spécial, sur lequel le ministre de l'Agriculture pourra accorder des subventions pour construire des habitations ouvrières. Quelques mois après l'adoption de ces dispositions, pendant la discussion du budget de 1908, le ministre déclarait que la construction de 7.000 maisons ouvrières dans les conditions de la nouvelle loi était assurée.

De telles mesures tendent évidemment à attacher le journalier à certains intérêts et à son pays, mais ce n'est pas encore en faire un propriétaire-cultivateur. Nous avons dit plus haut, en parlant de leur situation sociale, quelles difficultés, depuis 1848, avait rencontrées la parcellation des grandes propriétés et à quels palliatifs on s'était arrêté, sans grands résultats.

Il ne semble pas que cette situation sociale doive être modifiée beaucoup par les nouveaux essais actuels. M. Daranyi, aidé par des établissements financiers, cherche des grands propriétaires qui acceptent de parceller une partie de leurs domaines ; il en trouve, mais en petit nombre : dans la discussion de son budget en 1908, il donne comme modèle le comte Schonborn qui fit, dit-il, de lourds sacrifices et consentit à la parcellation en faveur de 25 communes ; il assure qu'il est intervenu de la même façon à l'amiable avec succès dans 78 communes et que des négociations sont en train pour parceller 70.000 jochs. Mais ce n'est pas que du côté des grands propriétaires que le ministre trouve de sérieuses difficultés : d'après une lettre de Budapest à la *Neue freie Presse* en juillet 1908, M. Daranyi aurait été assez heureux en Haute-Hongrie et en Transylvanie ; il aurait fait acheter de grands domaines prêts à vendre, aurait empêché leur transfert dans des mains étrangères, les aurait morcelés, puis revendus sans pertes aux paysans. Mais il paraîtrait que dans les

districts purement magyars de Somogy, d'Arad, de Csanad et de Bekes, les journaux locaux ont une rubrique décrivant les « misères de la parcellation » : par exemple, un domaine de 7.200 jochs, situé près d'Arad, a été morcelé entre 300 cultivateurs ; ceux-ci seraient, au moment où écrivait le journaliste, dans un grand embarras : le domaine avait été acheté 4 millions, un tiers payable par lettres de change et les deux autres assurés par hypothèques ; mais les paysans ne sont pas en état de payer ces dettes ; les premières échéances ont été impayées, aujourd'hui la poursuite en justice est commencée et la mise en vente annoncée ; si l'on n'intervient pas pour convertir cette dette en annuités, ce sont de nombreux villages réduits à la misère, expropriés et prêts à l'émigration.

Un tel exemple prouve seulement les difficultés d'une entreprise, que tout politique conservateur doit cependant considérer comme nécessaire, le peu de ressources et peut-être d'esprit d'économie de ces paysans magyars et la nécessité où se trouvera souvent l'Etat d'intervenir non seulement pour morceler, mais aussi pour faire l'avance du prix d'achat qu'il recouvrera ensuite par des annuités prolongées sur un assez long espace de temps. Il est vrai que s'élève une délicate question financière, sitôt qu'une telle mesure est quelque peu généralisée. Aussi est-ce cette question de ressources qui a arrêté longtemps le projet de loi sur la parcellation annoncée en mai 1908 par M. Daranyi et qu'il espérait alors apporter sans retard, aussitôt que son collègue des finances aurait trouvé la solution de la question d'argent.

Après presque une année d'attente, il a fini par le déposer sur le bureau de la Chambre en mars 1909 ; ce projet est une œuvre considérable qui ne comprend pas moins de 368 articles. Le gouvernement demande un crédit de

120 millions de couronnes, réparti sur douze années, soit 10 millions par an, pour être employé à une œuvre de colonisation et de parcellation par les soins de l'État. Désormais, toute parcellation est placée sous le contrôle du ministre de l'agriculture ; de ce contrôle ne sont exemptées que les ventes faites par des entreprises obligées à rendre compte publiquement de leurs opérations, si elles consentent à racheter dans les cinq ans au prix de vente les parcelles qui leur ont été achetées. Le contrôle de l'État s'exercera aussi désormais sur les affermage des grands domaines et il pourra, sous certaines conditions, les donner à bail à des coopératives de petits paysans. De même, les communes seront tenues de donner à bail à ces coopératives un tiers au moins de leurs biens. L'État monopolise ainsi l'œuvre de la parcellation et de la colonisation et lui consacre des ressources importantes. Pour apprécier cette action, il faut attendre l'épreuve de la pratique.

En tous cas ne nous y trompons pas : l'action de l'État en matière de parcellation, qui va, semble-t-il, être inaugurée, ne répond pas dans l'idée de leurs promoteurs à une simple préoccupation d'ordre social ; il s'y mêle des vues de politique nationale. Aussi est-ce pour réaliser cette politique que l'État monopolise pour lui cette action légale, qu'il va lui-même acheter, parceller, vendre, au lieu de confier cette mission délicate à un institut financier ou aux efforts privés, en les soutenant de subventions ou de prêts amortissables. Les classes dirigeantes veulent faire d'une pierre deux coups, et leur politique rappelle à certains égards celle des Allemands en Posenie. Les magyars sont pleins de méfiance pour les étrangers possesseurs de propriétés chez eux ; leur passion nationale s'alarme de cette possession de leur sol par des autrichiens-allemands ou des allemands ; un mouvement de protestation s'est

formé contre ceux-ci et la Chambre elle-même retentit des doléances magyares si un noble d'une grande famille autrichienne achète quelques centaines d'arpents de plus. Les Schönborn, les Hohenlohe, les Lobkowitz, les Liechtenstein, les Turn et Taxis, etc., même quand ils ont obtenu l'indignat, sont un peu considérés comme des étrangers. Ils possèdent presque dans tous les comitats de grands latifundia et les magyars supportent difficilement cette idée. Aussi sont-ce ces grands domaines possédés par la noblesse autrichienne ou allemande que l'on désirerait parceller avant tout; le ministère de l'agriculture, avec sa dotation annuelle de 10 millions, va s'y employer. La Prusse, pour des motifs analogues, a consacré depuis 1886, 375 millions de francs à racheter des domaines polonais et elle n'a pas très bien réussi. La Hongrie réussira-t-elle mieux ? peut-être, car la situation est bien différente : il ne s'agit pas d'exproprier un peuple de la terre qu'il possède et cultive, mais de racheter quelques grands domaines à quelques grands propriétaires étrangers.

Les désirs des magyars de reprendre à ces derniers leur sol, est si vif qu'ils vont jusqu'à envisager comme possible une limitation du droit des étrangers à être propriétaires de domaines ruraux. Un député connu, représentant les idées agrariennes, M. Étienne Bernat, a été admis à l'Académie hongroise des sciences et il a prononcé son discours de réception en janvier 1908. Dans ce discours, il ne craint pas de dire qu'il est nécessaire de limiter les acquisitions de terres opérées par les étrangers, que de tels achats mettent en péril l'État hongrois et qu'il faut envisager comme utile l'insertion dans la loi de dispositions en ce sens¹.

1. Les journaux d'Autriche s'en sont plaints : Dr Max Reinitz dans la *Neue freie Presse*. 27 mars 1909.

Il sera instructif d'observer, à cet égard comme au point de vue social, la mise à exécution de la loi nouvelle et ses résultats.

*
* *

Une politique de réformes sociales parallèle à l'égard du prolétariat industriel est poursuivie au ministère du commerce par M. Kossuth et le sous-secrétaire d'État M. Stérényi, et au ministère des finances par M. Wekerlé.

Nous avons décrit plus haut la malheureuse condition des logements ouvriers à Budapest et dans les autres cités industrielles, leur absence d'hygiène et leur cherté. Depuis plusieurs années on réclamait une action énergique de l'État. Une loi a enfin été présentée au Parlement hongrois en juin 1908 et promulguée le 26 juillet de la même année : par cette loi, le gouvernement est autorisé à acheter des terrains à Budapest et dans les environs pour 4.700.000 couronnes environ et à y bâtir des maisons ouvrières dans la limite d'un crédit de 12 millions. On prévoit que 1.500 immeubles seront édifiés, comprenant 6.000 logements.

Le gouvernement, dans l'exposé des motifs du projet de loi, indique avec précision le double dessein qu'il poursuit : faire baisser le prix des loyers qui a été surélevé et assurer un *home* convenable et salubre à un certain nombre de travailleurs ¹. Ces maisons seront construites à la périphérie de la ville, pour pouvoir acquérir les terrains à un prix modéré ; ce ne seront pas de grands caravansérails, des casernes d'ouvriers, mais plutôt des cottages avec des cités-jardins. Chaque immeuble ne comprendra que quatre

1. Le texte du projet de loi et l'exposé des motifs ont été publiés dans les *Annales du Musée social*, janvier 1909, p. 12-24.

habitations ; chacune de celles-ci doit être composée de deux pièces, d'une cuisine, d'un débarras, soit au total 40 mètres carrés, et en outre possèdera un petit jardin séparé de 50 mètres carrés ; des bâtiments pour des réunions communes seront aménagés, de même que des moyens de transport avec le centre de la ville. L'État espère retirer 4 p. 100 du capital engagé et ainsi ne faire que des sacrifices très limités ; malgré cela, le loyer annuel de ces habitations ne doit varier, sauf quelques exceptions, qu'entre 120 et 150 couronnes, prix des plus modique.

Ces logements sont destinés en première ligne aux ouvriers, particulièrement à ceux des chemins de fer et des fabriques de machines de l'État ; comme sans doute la moitié seulement des habitations seront occupées par ceux-ci, le reste sera donné éventuellement aux employés de l'État ou des industries privées. Certains députés demandaient que de tels avantages ne soient pas réservés aux ouvriers, mais accordés aux personnes de toutes conditions sociales. Le ministre-président, M. Wekerlé, n'admit pas en principe que ce soit la fonction de l'État de s'occuper de semblable matière ; il n'était intervenu, dit-il, que faute d'initiatives privées et en présence d'une situation vraiment intolérable et cette action devait donc avoir une limite, d'autant qu'une grave question financière était en jeu. Toutefois, il fit entendre que si certaines de ces demeures n'étaient pas demandées par des ouvriers, on pourrait les louer dans les mêmes conditions à d'autres personnes¹.

Ainsi l'État devient propriétaire de maisons d'habitation, constructeur et loueur. Il pousse les municipalités des grandes villes de province dans la même voie ; quelques-unes, comme celles de Pozsony et de Györ, ont donné l'exemple.

1. Séance de la Chambre du 30 juin 1908.

M. Wekerlé a affirmé que ce n'était que le début d'une action nécessaire, qui se généraliserait dans les autres cités.

La seconde des lois promulguée par le gouvernement de la Coalition en faveur des ouvriers industriels, — la première en date, — est la loi XIX de 1907 sur « l'assurance des employés du commerce et de l'industrie, en cas de maladie et d'accidents ». Jusqu'alors, la loi de 1891 et la jurisprudence faisaient application des principes suivants : 1° il n'y avait pas d'assurance spéciale contre les accidents ; l'accident était simplement un cas spécial de maladie ; 2° l'employeur n'était responsable d'un accident que s'il ne pouvait prouver qu'il avait pris les mesures préventives nécessaires ; 3° l'assurance contre la maladie était obligatoire, le patron n'ayant à sa charge qu'un tiers des versements, l'ouvrier deux tiers ; 4° les caisses de secours pour maladie n'étaient pas centralisées, mais l'assurance confiée à un grand nombre d'organisations locales.

Tout le système est entièrement transformé par la nouvelle loi : l'assurance contre les accidents devient obligatoire et les primes payées exclusivement par les industriels, mais seulement en ce qui concerne la grande industrie ; les ouvriers de la petite industrie, à moins qu'il ne s'agisse d'un travail dangereux, et les employés de commerce ne sont pas soumis à la loi ; ils ne peuvent s'associer facultativement et à leurs frais ; quant aux ouvriers agricoles, nous avons indiqué qu'une loi spéciale leur est applicable ¹. Mais il ne faut pas exagérer la portée sociale de la

1. Dans son discours à la Chambre des magnats, à propos de ce projet de loi, le comte Mailath regrette que celui-ci de s'applique ni aux petits industriels, ni aux journaliers, ni aux domestiques, ni aux ouvriers de la petite industrie (*La Hongrie rurale*, p. 487). Il aurait sans doute préféré une loi s'inspirant du récent projet des retraites en Autriche, qui s'applique à toutes ces catégories. C'est en réalité la conception des chrétiens-sociaux, alors que l'autre est la conception des socialistes et des libéraux.

loi nouvelle : d'une part, en effet, les industriels étaient auparavant responsables, chaque fois qu'ils ne pouvaient faire la preuve qu'ils avaient pris toutes les précautions voulues ; souvent, ils ne pouvaient faire cette preuve et étaient condamnés à payer une forte indemnité ; aussi, beaucoup d'industriels assuraient-ils volontairement leurs ouvriers contre les accidents, pour écarter ce risque, et avaient-ils même créé de grandes mutuelles, comme celle des minoteries, qui comprenait 27 moulins et 4.600 assurés. Les patrons virent donc avec faveur cette loi nouvelle, qui leur offrait un organisme d'État à bon compte.

En second lieu, une disposition de cette loi restreint très sensiblement les charges des patrons pour en transporter le poids sur les ouvriers : pendant les dix premières semaines, l'accident est considéré comme une maladie, — selon le système ancien, — et c'est la caisse-maladie, alimentée en partie par les cotisations des travailleurs, qui supporte les frais. Or, à la veille de la loi, en 1905, 16.000 accidents s'étaient produits dans la grande industrie ; sur ce nombre, 12.100 blessés avaient reçu des indemnités de maladie ou avaient été hospitalisés, les autres ne s'étant pas présentés ; ceux dont l'incapacité de travailler avait été de plus de deux mois ne s'élevaient qu'au nombre de 700 environ. Ce sont ces derniers seulement qui désormais seront secourus par la caisse-accidents : on assure aux incapables le traitement médical, une rente qui peut s'élever jusqu'à 60 p. 100 du salaire en cas d'incapacité absolue, et, s'ils meurent, les frais d'enterrement et une rente aux membres de la famille (20 p. 100 pour le conjoint, 15 p. 100 pour les enfants légitimes ou naturels, 30 p. 100 pour les enfants totalement orphelins, avec un maximum global de 60 p. 100 du salaire).

L'assurance obligatoire contre la maladie, appliquée en 1891 aux employés du commerce, de l'industrie et des transports (les mines et les forges ayant leurs caisses spéciales depuis 1854), est étendue aux ouvriers travaillant à domicile pour le compte d'entreprises industrielles. L'État ne subventionne pas plus la caisse qu'à cette date, mais les versements, au lieu d'être pour les deux tiers à la charge de l'ouvrier, sont versés par moitié par le patron ; la cotisation globale par tête ne peut varier qu'entre 2 et 4 p. 100 du salaire journalier moyen au lieu de 2 à 5 p. 100. Le secours reste fixé à la moitié du salaire (avec un maximum des trois quarts du salaire, si les ressources de la caisse le permettent) pendant 20 semaines au plus ; la famille de l'assuré a droit, comme celui-ci, au traitement médical et aux médicaments gratuits.

L'innovation la plus importante de la nouvelle loi, à l'égard de l'assurance-maladie, consiste dans la transformation complète du système d'organisation : l'assurance était en 1891 décentralisée : on comptait à la fin de 1905, dans le royaume de Hongrie, 111 caisses de districts, 103 caisses syndicales, 179 caisses de fabriques, 47 municipales ou sociétés privées, soit au total 440 instituts différents¹. La loi de 1907 la centralise dans une « Caisse Nationale ouvrière », qui exerce sur les succursales locales

1. Voici, d'après l'*Annuaire statistique* de 1905 (p. 162-167), les chiffres essentiels à la fin de 1905 relatifs à ces caisses de secours en cas de maladie, c'est-à-dire le nombre des membres de ces caisses, leurs recettes (qui proviennent presque exclusivement des cotisations des membres), les secours accordés (qui constituent la plus grande partie de leurs dépenses) :

	Nombre.	Nombre de membres.	Recettes (en commun).	Secours accordés.
Caisses de districts. . .	111	384.000	5.770.000	4.390.000
Caisses syndicales. . .	103	73.000	830.000	610.000
Caisses de fabriques. . .	179	177.000	4.320.000	3.930.000
Caisses privées	47	103.000	2.180.000	1.420.000
Totaux.	440	739.000	13.000.000	10.370.000

la surveillance la plus étendue ; l'assemblée générale de cette caisse, qui l'administre, est composée par moitié des délégués des ouvriers et de ceux des patrons, tandis que dans les caisses de secours existant jusqu'alors, l'assemblée était proportionnée aux cotisations, c'est-à-dire formée pour deux tiers par les ouvriers, pour un tiers par les patrons.

Les ouvriers auront, de ce chef, moins d'influence dans cette organisation que dans les anciennes. En outre, le contrôle de l'État sera bien plus aisé sur cet organisme unique que sur les organismes multiples antérieurs ; et il est très étendu : en fait, l'État peut diriger tout et c'est le même bureau qui contrôle et qui juge, en dernier ressort, les litiges entre la caisse et les assurés¹.

Cette loi a été attaquée très vivement par les organisations socialistes ; elles n'ont voulu y voir qu'un « produit de la politique rétrograde du gouvernement » ; ils lui font de nombreux reproches : la plus petite partie des ouvriers, ceux de la grande industrie, sont seuls assurés contre les accidents ; les taux des sommes payées sont très minimes et la loi est tout à l'avantage des patrons qui n'auront plus à régler de fortes indemnités, mais au maximum 60 p. 100 du salaire ; on proclame un principe, à savoir que les dépenses de l'assurance font partie du coût d'exploitation et sont donc à la charge de l'entrepreneur, et cependant 95 p. 100 des cas d'accidents sont placés en fait dans la catégorie des cas de maladie et sont mis à la charge des fonds de secours-maladie, dont les ouvriers supportent la moitié ; l'autonomie ouvrière est supprimée, les droits de contrôle des ouvriers réduits et l'on met à la place une organisation bureaucratique et compliquée. Enfin, le projet

1. Cf. Kossuth, *Revue de Hongrie*, juillet 1908, p. 604.

de loi crée une centralisation, qui a ses avantages et ses inconvénients, mais il en exempte les grands capitalistes, les propriétaires des forges et des mines, en leur laissant leurs caisses particulières qui, selon la déclaration de l'un d'eux, rendent d'excellents services au point de vue de la discipline et auxquelles ils ne contribuent que dans une proportion bien moindre que les ouvriers. C'est pour cela, dit la *Nepszava*, que la classe ouvrière est hostile à cette loi, à qui il faut appliquer le proverbe « beaucoup de bruit pour rien » ; elle caractérise ainsi la politique sociale du gouvernement : « Du sable jeté dans les yeux des gens à courte vue, du bluff »¹.

À côté d'exagérations, ces critiques correspondent aux faits dans une certaine mesure et le maintien des caisses spéciales pour les mines et les forges a été condamné par la Chambre, qui lors de la discussion de la loi a adopté une résolution tendant au dépôt d'un projet de loi concernant l'assurance des mineurs et des ouvriers des forges ; on ne pouvait évidemment leur appliquer la loi actuelle, puisque leurs caisses les assurent contre la vieillesse². La loi de 1907 ne peut être regardée que comme une loi de transition : elle est en progrès sur la loi de 1891 en organisant aux frais des employeurs l'assurance contre les accidents pour les ouvriers de la grande industrie et pour les

1. *Nepszava*, 13 septembre 1906, p. 6.

2. En 1906 les caisses de secours des mineurs et des ouvriers des forges contre la vieillesse et la maladie, organisées dans les conditions de la loi de 1854, étaient alimentées de la manière suivante, qui indique un progrès sur les années antérieures, quoique les ouvriers y contribuent encore plus que les patrons : cotisations ouvrières, 3.400.000 k. ; contributions patronales, 2.430.000 k. ; intérêts et autres ressources, 1.140.000 k. Leur actif était de 18 millions en 1896, 22 en 1901, 28 en 1906. Les secours distribués en 1905 se divisent en : 3.200.000 k. pour pensions de retraite ou versements aux ouvriers, veuves et orphelins, 1.800.000 kopecks pour secours de maladie, y compris accidents, et secours médicaux. (*Annuaire statistique hongrois* de 1905, p. 141).

accidents les plus graves, en divisant également entre patrons et ouvriers la charge de l'assurance-maladie, en unifiant la gestion des caisses-maladie et des caisses-accidents. Mais sa portée sociale, nous l'avons dit, est cependant restreinte. Le gouvernement, sans doute, en élargira le champ peu à peu. Quant à la centralisation de l'assurance, on peut la critiquer ou l'admettre ; elle est en tous cas dans le sens de la politique hongroise, qui fortifie autant qu'elle peut les organes de l'État.

Ces lois en faveur des ouvriers de l'industrie n'ont pas épuisé l'activité du ministère du commerce. Il travaille depuis le début de 1907 à un code industriel où se trouveront certaines dispositions nouvelles. La première partie de ce code projeté a été publiée au début de 1908 : ses 540 articles sont une systématisation de ce qui existe. La deuxième partie, qui contient les articles 541 à 816, comprend d'intéressantes dispositions touchant les grèves et les lock-outs, les conseils d'arbitrage et de conciliation, et les corporations industrielles³.

D'après ce projet on doit établir des chambres du travail partout où existe des chambres de commerce ou d'industrie. Ces chambres doivent suivre les relations des travailleurs et des entrepreneurs, donner à cet égard des avis aux autorités, réunir des documents statistiques, etc. Elles se diviseraient en deux sections, l'une des ouvriers d'industrie, l'autre des employés de commerce. Ces deux

1. Ce projet de loi est, à la vérité, un avant-projet. Il a été publié pour faire l'objet d'une enquête approfondie. Un millier de personnes ont été invitées à faire connaître leurs critiques à l'endroit des dispositions qu'il contient. Il a été publié en traduction allemande par son principal auteur, M. Joseph Szterényi, secrétaire d'Etat au ministère du commerce : *Entwurf für ein neues ungarisches Gewerk-und Arbeiterschutzgesetz*, 1909, Fischer, Iena. Le même auteur en a exposé l'économie et la portée dans des articles de la *Revue de Hongrie : le Nouveau projet de loi hongrois sur l'industrie*, février 1909, p. 199-210, mars 1909, p. 305-320.

sections se composeraient d'un nombre égal de membres « internes » et de membres « externes » ; dans la capitale, 48 membres de chaque catégorie, en province 32, formeraient ces chambres. De ce nouvel organe, le ministère du commerce escompte un rôle de pacification.

Des dispositions non moins importantes concernent les grèves : nous avons dit la situation légale incertaine, en tous cas la tolérance de fait, sous la pression des réalités.

Le projet de loi nouveau est à cet égard intéressant en lui-même et très significatif de l'état d'esprit qui domine les classes dirigeantes. Les entreprises sont divisées en deux catégories, celles dites d'utilité publique et les entreprises industrielles ordinaires. Les premières sont énumérées par la loi : ce sont celles qui ont pour objet les services d'eau, d'éclairage, de transport, de navigation, d'extinction des incendies, etc. ; ce sont celles qui dépendent de l'État, des communes et des comitats, celles dont les agents sont des préposés de la puissance publique. Dans toutes ces industries, les grèves sont interdites, à peine de deux mois de prison et 600 couronnes d'amende pour les contrevenants, et la loi y substitue une procédure d'arbitrage obligatoire. Les lock-outs patronaux sont du reste semblablement interdits, car toutes les dispositions du nouveau projet s'appliquent également aux employeurs et aux employés.

Pour les autres entreprises, le droit de grève est en principe reconnu. Mais que de restrictions l'entourent et le suppriment presque dans la pratique : elles le serrent au point de l'étouffer ! Qu'on en juge : le projet d'abord met toujours sur le même pied les patrons et les ouvriers, mais il ne mentionne jamais les mots de grève ou de lock-out ; ce sont les mots « conventions » qu'on y trouve ; telle convention est licite, telle autre interdite. S'agit-il donc du droit de grève ou du droit de coalition ? le point reste obscur ;

il est intéressant, car le texte pris au pied de la lettre ne pourrait, dans la réalité, s'appliquer aux patrons ; comment le plus souvent faire la preuve d'une entente patronale ?

Mais supposons les textes éclaircis, les limitations au droit de grève commencent : si le contrat de travail cesse pour tous les ouvriers le même jour, la grève ne peut être proclamée sans qu'on respecte le délai de préavis de huit jours ; dans tous les cas et dans la limite où une grève peut détruire les meubles et les immeubles du patron ou « y nuire essentiellement », elle est interdite : cette disposition n'est pas expliquée dans la loi, mais elle paraît viser les hypothèses où la cessation du travail met en danger les animaux, les bâtiments, les machines du patron, ou leur cause un dommage ; sont de même déclarées illégales les grèves dont feraient partie les apprentis, les grèves pour mise à l'index ou boycottage, les grèves déclarées pour obtenir du patron une démarche à laquelle il n'est pas tenu, comme la reconnaissance par lui du droit des syndicats de représenter les ouvriers. Cette dernière interdiction fera tomber très souvent les grévistes sous une sanction pénale, car toutes les contraventions sont passibles de deux mois de prison et 600 couronnes d'amende : dans toute grève, en effet, une procédure de conciliation obligatoire est prévue : les ouvriers devront s'y faire représenter par des représentants élus dans les assemblées spéciales convoquées à l'occasion de la grève, et non pas par les syndicats ; ceux-ci ne peuvent représenter les ouvriers qu'en cas de conventions préalables avec le patron. Dès lors, aussitôt que les ouvriers demanderont à faire défendre leurs intérêts par le bureau de leur syndicat, ils tomberont sous le coup de dispositions légales et pourront être condamnés. Au reste, pour tenir ces assemblées, si la grève est proclamée, il faut en faire la déclaration à la police : celle-ci est tenue

d'y assister et de dissoudre la réunion, aussitôt qu'une question qui n'est pas en rapport immédiat avec la grève vient à être débattue par les assistants. On devine ce qu'une telle disposition peut permettre d'abus de la part des agents locaux, dont les excès de zèle et l'étroitesse d'appréciation sont à craindre. C'est l'usage, la pratique actuelle, quelque peu désuète, transformée en article de loi.

Le projet de code industriel contient aussi des dispositions nouvelles en ce qui concerne les syndicats. Il les autorise, mais limite leur activité à la sphère des œuvres de mutualité ; il semble condamner d'une façon absolue toute intrusion des syndicats, — patronaux comme ouvriers, du reste, — dans la discussion des conditions du travail. Tout syndicat, en effet, est déclaré illégal quand son but est de « contraindre à certaines conditions de travail » ; interprétée strictement, cette disposition empêcherait la formation de tout véritable syndicat, car l'essence du syndicat est précisément la défense des intérêts professionnels soit de l'ouvrier, soit du patron, particulièrement l'obtention de meilleures conditions de travail. Or, si le syndicat fait pression en ce sens, — et sa formation même est déjà, si l'on veut, un fait de pression, — ses promoteurs sont passibles de deux mois de prison et 600 couronnes d'amende.

Le projet régleme en outre toute la vie intérieure des syndicats et ce n'est pas pour les favoriser : il leur est interdit de se fédérer ou de s'unir, seuls les syndicats locaux sont admis ; ils sont tenus d'avoir par an au moins deux assemblées générales ; ces dernières doivent intervenir pour tous les actes de la vie civile, serait-ce pour acheter le moindre objet ; évidemment, les auteurs du projet ont pensé que l'intervention de la masse ouvrière réfrènerait l'ardeur des chefs : une telle vue est-elle exacte ? En Hongrie, il est encore difficile de se prononcer ; mais les expériences faites

ailleurs, comme en Angleterre, montrent que les grèves sont plutôt plus rares, quand ce sont les comités et non les assemblées des ouvriers qui les décident ; on peut donc douter qu'une politique conservatrice avisée ait intérêt à soumettre le comité à une approbation préalable des ouvriers.

Dans cette réglementation des syndicats, la disposition qui se présente évidemment comme la plus saillante, est celle qui interdit toute fédération régionale, nationale ou de métiers ; les associations patronales étant mises sur le même pied, tout kartell, toute entente des patrons de villes différentes deviendrait illégaux. On voit le contre-coup de cette réglementation nouvelle. Mais celle-ci, prise contre ce que M. Wekerlé appelait le terrorisme des organisations syndicales, n'est encore qu'un projet. Il reflète un état d'esprit, il contient des suggestions curieuses ; soumis aujourd'hui à une vaste enquête, il est douteux qu'il soit adopté sans d'essentielles modifications.

Tel est donc le bilan de l'activité réformatrice du gouvernement hongrois depuis 1897. Pour les ouvriers industriels, un commencement d'action pour créer des habitations à bon marché, les frais de l'assurance contre la maladie partagés également entre ouvriers et patrons, la création d'une assurance contre les accidents limitée à une catégorie d'ouvriers et d'accidents, telles sont les principales réformes. De l'assurance contre la vieillesse et l'invalidité, il n'en est pas question. Les associations ouvrières demeurent toujours sous le même régime incertain, comme les réunions. La liberté des coalitions et des grèves reste discutée, quoique en fait forcément tolérée.

Pour les travailleurs agricoles, on a apporté certaines améliorations à la condition légale des ouvriers et des domestiques ; on a créé l'assurance obligatoire contre les accidents aux frais des propriétaires en faveur des domes-

tiques, et aux frais des ouvriers en ce qui concerne les journaliers ; on a pratiqué avec une grande réserve une politique de parcellation des terres et un essai pour rendre les travailleurs propriétaires de leur logement.

A cela se limitent les moyens auxquels on peut vraiment accorder une valeur de réforme sociale. Ce n'est évidemment qu'un commencement. La Hongrie entre tard dans une voie où elle a été de beaucoup précédée par les autres États. Pour arriver à les égaler, il lui reste à faire. Mais on doit reconnaître qu'elle s'est engagée dans la voie réformatrice et elle y sera de plus en plus poussée par la réforme prochaine du suffrage.

Deux faits ont, en effet, amené cette évolution et cette politique réformatrice : le premier, ce sont les mouvements agraires, d'où sont nées les lois de 1898-1900 et celle de 1907 sur les domestiques agricoles ; le mécontentement qui faisait explosion a entraîné le pouvoir à donner quelques satisfactions aux prolétaires. Le second, c'est l'avènement prochain et fatal d'un suffrage plus étendu. On a vu que la plupart des lois réformatrices datent de 1907 et 1908. Elles sont dues au nouveau régime, au gouvernement de la Coalition. Il y a été poussé par les politiques adroits, par les conservateurs avisés, par le mouvement chrétien-social commençant, par les chefs des organisations coopératives, qui sentent tous que contre le socialisme la répression ne suffit pas et que les réformes sont indispensables. Surtout, le gouvernement de la Coalition doit se donner une couleur de « démophilie », sinon de « démocratie », pour attirer à lui les masses ouvrières des champs et des villes, qu'il va en partie appeler au vote. Les conservateurs doivent se moderniser, s'ils veulent subsister, défendre leur puissance et leur autorité politique et sociale dans un régime électoral lui aussi modernisé.

CHAPITRE IV

L'ÉTAT D'ESPRIT ACTUEL DU PROLÉTARIAT HONGROIS

La difficulté de généraliser en Hongrie.

I. **Les ouvriers industriels** : un monde en formation ; leur esprit plus ardent qu'en Autriche ; la cause de cet état d'esprit : la politique du gouvernement, l'absence de représentation au Parlement, les sentiments propres au milieu.

II. **Le prolétaire magyar de la campagne** : 1^o les forces de conservation : les rapports sociaux traditionnels ; les idées religieuses ; la résignation et la religion nazaréenne ; l'action des autorités du village : le notaire, le prêtre, l'instituteur, l'enseignement religieux obligatoire et les écoles primaires confessionnelles ; le mécontentement du paysan dirigé par les classes dirigeantes contre l'Autriche, le juif, les nationalités ; la difficulté d'organiser un prolétariat épars ; — 2^o les forces de révolution ; les sentiments d'amour immodéré de la terre non satisfaits ; l'esprit ardent et insurgé de la race ; les désillusions apportées par la sagesse du parti de l'indépendance au pouvoir ; l'importance des mouvements tendant à organiser le prolétariat hongrois.

Quel état d'esprit cette situation sociale et politique, cette conduite des classes dirigeantes ont produit chez les ouvriers des campagnes et des villes, et chez les paysans prolétaires ? Ce serait de notre part une grande ambition que de prétendre décrire les sentiments et exposer la psychologie de l'ouvrier hongrois. Journalier des champs, ouvrier terrassier occupé aux canaux, domestique, paysan désireux des terres, travailleur de la petite ou de la grande industrie, magyars, allemands, slovaques, roumains, ruthènes, prolétaire conscient et organisé ou travailleur ne songeant point à la solidarité ouvrière, ce sont

autant de types différents à observer, autant d'études spéciales à mener. Aussi est-ce surtout du prolétaire agricole de race magyare que nous voudrions marquer quelques traits caractéristiques de physionomie.

I

De l'ouvrier industriel, il est difficile d'apporter une esquisse : hier il n'était point, aujourd'hui il se recrute de partout, dans tous les milieux, dans toutes les races ; de lui on peut dire qu'il n'est pas, il devient ; il n'a pas de passé, de tradition, de physionomie nationale, mais seulement un avenir ; il se façonne dans le creuset des grandes villes et des grands centres nouveaux : quels éléments l'emporteront, il est assez malaisé de le déterminer encore.

Le trait qui frappe quand on examine l'activité de cet ouvrier industriel, c'est d'abord qu'il est très différent de l'ouvrier allemand de Vienne ou de l'ouvrier tchèque de Bohême, par exemple. Il n'est pas coulé dans le moule autrichien, il a moins de calme et d'esprit d'organisation, plus de flamme et d'esprit de lutte ; il est moins soumis à la direction des hommes politiques et plus prêt au combat syndical, en somme dans les faits plus révolutionnaire, moins « évolutionniste » ou « réformiste ». Peut-être est-ce dû en partie à la politique du gouvernement et à l'absence de représentants à la Chambre des députés. Une politique de combat, de répression, une opinion qui traite les organisations ouvrières de tyrannie et le socialisme de trahison, est apte à éveiller les instincts de bataille chez l'ouvrier et à l'amener à l'ardeur révolutionnaire. La lutte pousse à la lutte. D'autre part, l'impossibilité d'avoir des représentants ouvriers à la Chambre détermine l'aban-

don d'une activité purement politique, verbale, ou d'une action simplement électorale et acquisitive de mandat. L'énergie que l'on ne met pas à ces objets se reporte sur la lutte purement économique, qui devient plus âpre, met les classes face à face plus que les batailles électorales et les compromis du second tour de scrutin. Des esprits conservateurs pensent que les socialistes sont moins dangereux à l'ordre de choses existant dans le parlement que hors du parlement; car dans le parlement, ils vivent du parlement, agissent en hommes politiques, tendent à prendre part aux combinaisons, discutent, font des discours qu'ils prennent pour des actes, expriment leur mécontentement et ne le renferment pas pour le mieux laisser faire explosion ensuite. S'occuper du parlement et des élections est le meilleur dérivatif à l'esprit révolutionnaire.

En Hongrie, les ouvriers industriels se désintéressent des élections, et c'est par des manifestations de force qu'ils agissent sur le parlement, par des défilés, des meetings, de même que c'est ainsi qu'ils ont soutenu le ministère absolutiste contre la coalition nationaliste magyare.

Bien entendu, ce disant, nous ne parlons que des ouvriers ou socialistes, ou organisés, ou sympathiques aux idées nouvelles, non de la masse amorphe, souvent inculte, qui existe en Hongrie plus encore qu'ailleurs, tant par suite de la jeunesse de l'industrie et des mouvements sociaux que de l'amalgame de nationalités diverses.

Mais cet état d'esprit de l'ouvrier industriel des grandes villes hongroises ne semble pas dû seulement à ces contingences : la politique du gouvernement et l'absence de cette soupape de sûreté qu'est la participation aux choses du parlement. Ces circonstances tendent seulement à favoriser l'éclosion de sentiments qui sont le mode de réaction spécial au milieu magyar. Nous allons les retrouver chez

le prolétaire de la campagne. Ce mode de sentir et d'agir n'est-il pas le propre de la race et du milieu ? l'apport magyar chez les travailleurs de l'industrie est assez grand pour les avoir déjà imprégnés de son esprit.

II

Le travailleur magyar de la campagne a derrière lui, à l'encontre de l'ouvrier industriel, une longue suite d'ancêtres, qui ont vécu de sa vie et lui ont légué une manière de penser et d'agir, qui dirige ses sentiments, tout en s'adaptant à l'époque nouvelle.

Sur lui et en lui agissent des forces qui tendent à la conservation de l'ordre de choses actuel : les paysans magyars sont depuis des siècles sous la domination sociale et politique d'une aristocratie nationale ; depuis l'abolition du servage, cette domination s'est transformée, sans disparaître ; et ce sont toujours les descendants des mêmes seigneurs dont le château commande les cabanes des descendants des mêmes travailleurs : si la moyenne propriété a en partie changé de possesseurs, la grande est demeurée dans les mêmes mains. Le paysan ou l'ouvrier ne s'étonne donc pas de cette situation héréditaire et la masse accepte ce qu'elle a toujours vu, ce que ses pères ont vu, et ses aïeux et les aïeux de ses aïeux. Le sens de la tradition, qui existe en tout homme et plus encore peut-être à mesure qu'on avance vers l'Orient, travaille à maintenir le *statu quo*.

Ces hommes de la campagne, d'autre part, sont religieux et même mystiques. Prêtres catholiques et pasteurs protestants exercent une influence sur eux. La religion a une action sociale et cette action tend en général au respect des

puissances établies. Même les penchants mystiques, qui existent en ce peuple, le poussent à accepter sans gémir les contingences de ce monde : la doctrine de Tolstoï de non-résistance au mal, vit dans une secte dont les adeptes sont épars dans la campagne hongroise. Les Nazaréens, comme ils se nomment, ne comptent leurs fidèles que parmi les paysans ; leur religion semble venue de Suisse, par l'intermédiaire de quelques artisans, au milieu du XIX^e siècle. En tous cas, il y a dans la plaine hongroise des villages où les Nazaréens constituent déjà la majorité et s'ils ne sont pas encore assez nombreux pour exercer une véritable influence, on ne doit pas cependant estimer exacte la statistique officielle qui fixe leur nombre à environ 10.000. Surtout ce qui doit nous intéresser en ces hommes, c'est qu'ils représentent avec une expression exagérée deux sentiments répandus chez les paysans : le mysticisme et la résignation.

D'après ce qu'on a écrit d'eux¹ et d'après ce que nous avons nous-mêmes entendu dire par des propriétaires qui les employaient, ces hommes sont les plus doux, les plus sûrs, les plus obéissants des serviteurs ; ils ne se plaignent pas, acceptent les maux qui surviennent, mais refusent d'en faire à qui que ce soit ; tous les hommes sont leurs frères et ils ne peuvent supporter la pensée de porter les armes contre eux : aussi la seule difficulté dont ils sont causes dans les rapports sociaux est leur refus de porter les armes ; ils se réunissent sans prêtre et l'un d'eux lit et commente l'Écriture, le seul livre dont ils suivent rigoureusement les préceptes ; parfois l'un d'eux se croit le sujet d'une inspiration intérieure et écoute dans la méditation parler sa propre pensée. Quelqu'un, qui avait eu pour ser-

1. Léopold, *loco citato*, p. 21-25.

vante une Nazaréenne, nous disait : c'était la femme la plus docile et la plus consciencieuse que j'aie connue, la plus travailleuse aussi ; elle n'avait qu'un défaut ; de temps à autre, elle restait des heures sans qu'il soit possible de la faire bouger d'où elle était : elle se recueillait et disait entendre l'inspiration et prier.

Ces sentiments traditionnels et religieux, qui sont assez développés chez les paysans, les domestiques ou les ouvriers de la campagne, sont cultivés avec soin par les classes sociales dirigeantes.

Celles-ci se servent naturellement à cet effet de l'instituteur et du prêtre. Dans tout village de Hongrie, il y a trois autorités : le prêtre ou le pasteur, l'instituteur, et le notaire ou secrétaire de mairie, — le maire lui-même étant d'ordinaire un paysan. C'est d'eux que se sert l'aristocratie. Le notaire est nommé avec l'assentiment du préfet du comitat et est en fait l'homme du pouvoir. Le prêtre, qui est assez fréquemment peu instruit et de mœurs peu sévères, malgré des progrès récents, appartient à une hiérarchie, dont les chefs sont de fidèles amis de l'aristocratie et sortent souvent de ses rangs. Le pasteur calviniste prêche d'autant mieux le respect du pouvoir que celui-ci, sous le régime Tisza, lui était des plus favorable. Quant à l'école, elle inculque aux petits magyars le patriotisme hongrois et le nationalisme magyar, l'esprit d'admiration pour les hommes qui ont dirigé et dont les successeurs dirigent le développement de la Hongrie, enfin le sentiment religieux.

Dans toutes les écoles publiques de Hongrie, l'enseignement religieux est obligatoire, même si les parents s'y opposent ; jusqu'à l'âge de dix-huit ans, on ne peut être sans confession et si la famille refuse d'indiquer en quelle religion elle veut voir élever son enfant, on recherche la

religion d'origine des ascendants. Il y a même certains certificats scolaires qu'on ne peut obtenir, sans l'attestation d'avoir participé aux exercices religieux, par exemple sans s'être confessé.

Ces dispositions légales indiquent l'esprit qui dirige cet enseignement : de tout temps il a été conservateur et religieux ; mais tandis que sous l'ère libérale de Tisza et de ses successeurs, il n'était pas très sympathique à l'influence directe des prêtres catholiques sur l'école, il leur est devenu des plus favorable depuis la chute du régime libéral. Le ministère de la Coalition cherche incontestablement à s'assurer l'appui de tous les clergés et particulièrement du clergé catholique. Du reste, il ne s'en cache point et le comte Apponyi, ministre de l'Instruction publique, affirme tout à la fois ses sentiments d'impartiale tolérance, ses convictions catholiques et l'importance primordiale qu'il attache à l'enseignement religieux dans les écoles élémentaires.

Au reste, ce qui l'atteste mieux encore, c'est que l'État laisse le champ libre aux écoles primaires dites « de religion ». Il existe un grand nombre de villages où ne se trouve qu'une école confessionnelle ; ni l'État, ni la commune n'éprouvent le besoin de lui faire concurrence. Deux indications sont à cet égard significatives : en 1903, la Hongrie proprement dite compte en tout 16.500 écoles primaires élémentaires avec 1.819.000 élèves ; or, l'État et les communes n'entretiennent que 3.450 établissements avec 516.000 élèves, alors que l'ensemble des confessions possèdent 12.760 écoles et 1.283.000 élèves ¹.

C'est en s'appuyant sur ces sentiments, et avec l'aide de ces facteurs, que le pouvoir et les classes dirigeantes en-

1. Voir *Documents annexes I.*

tendent détourner d'elles et tourner contre d'autres le mécontentement dont elles pourraient être victimes. Dès lors, on exalte devant le peuple les hommes d'État magyars, dont on se dit les fils spirituels : Rakocsy et Louis Kossuth sont devenus presque des demi-dieux ; à l'égard de ce dernier, le paysan magyar éprouve une véritable vénération ; le nom de Kossuth rappelle avant tout la libération des serfs : c'est à lui que le cultivateur doit le lopin de sa terre adorée et il transmet à ses fils, en même temps que son héritage, ses sentiments de reconnaissance. On se sert avec adresse de cet état d'esprit : on rappelle que c'est volontairement que la noblesse a libéré ses serfs, que Kossuth a été son porte-parole, qu'il a été en même temps le héros national luttant contre l'Autriche, mort loin de la mère-patrie. Cet exil et cette mort lointaine entourent d'une auréole la personnalité de Kossuth aux yeux du peuple ; ils lui ajoutent le prestige des choses éloignées et mystérieuses ; comme un pape se retire au fond du Vatican, un roi dans l'Escorial ou derrière l'étiquette de la Hofburg, ainsi le héros exilé prend des proportions surhumaines. Ses actions servent de guide, et grâce à cela on use de son nom pour lutter contre Vienne quand il faut. Les petits paysans et les travailleurs agricoles sont ainsi sollicités des deux parts : le Halsbourg essaie parfois de s'appuyer sur eux contre la noblesse ; c'est ce que fit Joseph II jadis ; c'est la politique suivie naguère par François-Joseph et par le ministère de celui que ses amis du Casino des magnats dénommaient ironiquement le « compagnon Fejervary ». Vienne utilise alors l'esprit latent de lutte et de jalousie entre grands propriétaires et petites gens ; elle montre aux paysans et aux ouvriers agricoles qu'ils ont intérêt à vivre en bons termes avec l'Autriche, qui achète aux premiers ses produits agricoles à bon prix et vend aux seconds les objets

de consommation moins chers que ne le seraient ceux du pays.

Mais, d'autre part, depuis 1848, le paysan mécontent a pris l'habitude d'exprimer son mécontentement dans le langage du nationalisme. C'est Kossuth qui a contribué à répandre cette manière de sentir. Pour lui tous les malheurs de la Hongrie provenaient de ce qu'elle n'avait pas son autonomie, de ce qu'elle était liée à l'Autriche, pliée aux intérêts de celle-ci. Ce fut même le sujet d'un grand débat avec le comte Étienne Széchenyi qui, poursuivant le même idéal, estimait que la première source du mal était dans la Hongrie même et le premier remède dans la réforme de la nation, son développement social, économique et intellectuel. La popularité de Kossuth a répandu ses idées et c'est leur propagande qui facilite l'action de la noblesse. Le pouvoir et les classes dirigeantes veulent amener le prolétariat rural à penser que leurs intérêts se confondent, que l'aristocratie a toujours pris la défense du peuple, et qu'ils ont les mêmes adversaires à combattre ; ils disent : nos adversaires communs, ce sont l'Autriche, dont la politique depuis des siècles est de subjuguer la Hongrie, de l'exploiter à son profit, de lui arracher son autonomie ; le juif, qui prête à des taux usuraires dans les campagnes et ruine les propriétaires petits et grands qui s'adressent à lui ; les nationalités, enfin, qui ne veulent pas être les sujets fidèles de l'État hongrois et conspirent contre lui pour l'écraser entre les courants slaves et allemands. Contre ces dangers, les classes dirigeantes font appel à l'esprit patriotique du peuple magyar, qui doit faire bloc derrière ceux qui le conduisent et le défendent depuis des siècles.

Tels sont les facteurs dont le pouvoir et les classes dirigeantes se servent pour maintenir leur suprématie : ils font

appel au sentiment national et patriotique menacé ; ils s'aident des idées religieuses et de la résignation des hommes dans les campagnes ; ils s'appuient sur la tradition. A cette action sur les esprits, ils joignent une grande vigilance, une politique de répression contre ceux qu'ils croient des agitateurs ; et ils sont servis par la difficulté d'organiser un prolétariat agraire, de prendre contact avec lui, de lui donner conscience de sa force, de lui inculper l'esprit de solidarité, de faire un ensemble de gens épars à travers un pays et non pas concentrés dans des villes ou des centres industriels. Sans doute, ces travailleurs sont souvent naïfs, ardents, prompts à croire qui parle bien et avec assurance, aptes à être entraînés, donnant confiance à ce qui est imprimé. Mais ardeur, parole et brochure passent.

Ce qui resterait, ce serait un groupement dans chaque village, un chef qui serait suivi, un mot d'ordre qui pourrait circuler, en somme un système d'organisation. Quelles difficultés pour l'établir, si l'on se rend compte de tous les facteurs qui s'y opposent !

*
* *

Difficulté, mais non impossibilité. A l'encontre des forces de conservation, le prolétaire magyar des campagnes subit aussi l'influence de forces révolutionnaires. Si traditionnellement le travailleur agricole connaît la domination du seigneur, traditionnellement aussi il lui porte envie et méfiance. Ce travailleur a le culte de la terre, avons-nous dit, l'amour immodéré du sol. Être propriétaire représente pour le magyar un véritable idéal : c'est une noblesse, c'est être seigneur, c'est être indépendant ; on n'a de considération que pour celui qui est maître du sol et travaille

sur son bien. Il peut tenir la charrue, cultiver son lopin de terre lui-même, ce n'est pas déroger : il reste l'homme libre. Mais travailler chez autrui, louer ses bras, c'est être esclave, c'est en quelque mesure se déshonorer, en tout cas s'amoindrir. Un paysan riche pioche sa vigne lui-même et se croit l'égal de qui que ce soit ; mais il méprise le fermier du très grand propriétaire, qui sans doute ne travaille pas manuellement et commande des centaines d'hommes, mais n'est pas son maître. Aussi y a-t-il en Hongrie, nous l'avons dit, peu de fermiers et la plupart de ceux-ci sont des étrangers, des allemands et surtout des juifs. Cette passion pour la terre conduit même un assez grand nombre de paysans-propriétaires aux pratiques malthusiennes, dans le dessein d'assurer à ses descendants sa propre dignité et de ne pas les contraindre, par le partage de l'héritage, au travail mercenaire.

Il y a donc dans les campagnes hongroises un perpétuel et latent sujet de mécontentement. Ceux qui n'ont rien, ceux qui ont trop peu, ceux qui ont juste le nécessaire, constituent, sans le savoir, l'énorme majorité, — la majorité des mal satisfaits. Parmi ces mal satisfaits, les plus arriérés sont les ouvriers ruraux. Ceux qui les approchent nous les dépeignent comme formant des groupes qui vivent dans une espèce de communauté, comme des hommes au caractère léger, orgueilleux et naïf, croyant tout ce qui est écrit, fiers de toute fonction qu'ils peuvent occuper, aimant les choses secrètes et les réunions mystiques où l'on se réunit de nuit, jurant sur le programme socialiste, comme d'autres prêtent serment sur l'Évangile.

Les travailleurs magyars des champs, ouvriers ou paysans, ne sont pas essentiellement des résignés ; il semble, au contraire, qu'ils figurent plutôt un type de race

ardente, prompt à l'action, nerveuse, enthousiaste, aimant discuter, race de croyants et de mystiques, race aussi d'insurgés, hommes solides et forts, ne craignant point la bataille, répondant à l'appel de l'homme qui grise leur esprit. Si l'on repasse l'histoire de la Hongrie, on voit que ces paysans magyars ont été des audacieux et des révolutionnaires ; ils ont suivi au début du xvi^e siècle le paysan George Dozsa marchant contre les nobles, dont M. Marki, professeur à l'Université de Kolozsvár, a raconté la douloureuse lutte sociale et le supplice tragique ; ils ont suivi ensuite Rakoezi contre Vienne ; ils se sont fait tuer en 1848 pour Kossuth contre la domination autrichienne.

Mais cet esprit de jacquerie, cette flamme révolutionnaire sont suivis après la défaite d'assoupissement, de résignation et de torpeur. Il y a, semble-t-il, dans la race, un côté d'ardeur et de nervosité latines et un côté d'engourdissement et de laisser aller oriental.

Pour que l'enthousiasme et l'action prédominent, il faut placer devant leur imagination un objectif qui les attire. Or, autant qu'on peut savoir, les mécontents depuis plusieurs décades plaçaient leur espoir dans le parti de l'indépendance : le nom de son chef, Kossuth, était tout un programme : il représentait à la fois la satisfaction donnée aux doléances sociales et le patriotisme national exaspéré contre la domination autrichienne. Les hommes de la campagne allaient à ce parti, attirés par ses traditions démocratiques et nationalistes. Or, le voici au pouvoir en avril 1906. Son chef, François de Kossuth, est ministre. Un grand espoir agite le pays. Il ne se rend pas compte qu'un ministre ne peut changer les conditions économiques d'un État : les mécontentements sociaux subsistent donc ; quant aux aspirations nationales, la sagesse des chefs de la Coalition ne les satisfait pas : la signature du compromis et l'aug-

mentation de la quote-part des dépenses à la charge de la Hongrie accusent la désillusion. Dès lors, où vont se porter les mécontents ? autour de quoi et de qui vont-ils se grouper ? quel dessein va les unir, les enthousiasmer et les porter à l'action ? C'est le problème social de demain.

Le socialisme agraire et le socialisme marxiste pourront-ils gagner ces masses, les organiser, les faire communier en une idée commune, les diriger ? C'est ce que nous ne prétendons ni affirmer, ni nier.

Le triomphe d'une révolution sociale semble être aujourd'hui le résultat d'une forte organisation, comme la défaite le résultat de luttes éparses et de révoltes spontanées, dont la violence cache souvent la faiblesse. Il est ainsi plus important pour l'avenir de la Hongrie de savoir si le socialisme ou les revendications sociales sont en faveur auprès des instituteurs et des clergés de campagne, par exemple, que d'étudier longuement un conflit violent entre un grand propriétaire et des moissonneurs affamés.

Aussi voulons-nous maintenant porter notre attention sur les organisations et les mouvements tendant à grouper le prolétariat hongrois des villes et des campagnes.

DEUXIÈME PARTIE

LES ORGANISATIONS ET LES MOUVEMENTS
DESTINÉS A GROUPEL LE PROLÉTARIAT
HONGROIS DES CAMPAGNES ET DES VILLES

La condition sociale du prolétariat en Hongrie explique qu'un double mouvement de groupement ait pu se manifester : l'un parmi les ouvriers de l'industrie, l'autre parmi les travailleurs de l'agriculture. Si ce dernier, par suite de sa jeunesse et de difficultés particulières, n'est pas encore le plus vivant, il n'en demeure pas moins le plus intéressant pour l'avenir de la Hongrie. Ce pays est un de ceux où le mouvement ouvrier agraire doit le plus retenir l'attention.

C'est dans l'un et dans l'autre de ces milieux que nous allons examiner quelles organisations et quels mouvements existent à l'heure actuelle en vue de grouper les éléments de ce prolétariat, quelles sont leurs tendances et leur action.

On peut, dès l'abord, les classer en deux séries : les chefs de certains de ces mouvements prêchent la guerre sociale, l'émancipation ouvrière par la lutte de classes ; d'autres la paix sociale, l'amélioration de la condition des travailleurs par la conciliation des intérêts divergents. A la première catégorie appartiennent le socialisme marxiste international et le socialisme agraire de M. Varkonyi et de M. Achim ; à la seconde, le parti « national-social » de M. Mezöfi, la « confédération des travailleurs socialistes-chrétiens », et les groupements agraires et coopératistes. Sur chacun de ces partis, nous allons tour à tour porter notre attention, en commençant par les plus hostiles à l'état actuel des choses, pour finir par les plus conservateurs.

CHAPITRE V

LE MOUVEMENT SOCIAL-DÉMOCRATE

1° SON HISTOIRE

La « préhistoire » du socialisme et le mouvement lasallien de 1870.

I. Formation et histoire du parti social-démocrate : les débuts du mouvement marxiste vers 1890 ; l'influence du socialisme allemand ; ses causes : le courant de la civilisation et de la politique hongroise ; Karl Marx et la Hongrie ; les ouvriers allemands de Budapest. — L'état stationnaire de 1893 à 1898. — Le réveil du parti après la répression de 1898 ; les difficultés de son extension et l'action du gouvernement ; la période de lutte organisée depuis 1900 : la propagande malgré les mesures administratives ; la participation aux luttes politiques à partir de 1902 ; l'agitation en faveur du suffrage universel ; l'appui donné au ministère absolutiste du baron Fejervary et le développement du parti en 1905. — La reprise de la lutte organisée après l'arrivée au pouvoir de la Coalition en 1906.

II. Formation et histoire du mouvement syndical : les syndicats formés par le parti ; les premiers congrès nationaux de corporations en 1893 ; le premier congrès général des syndicats en 1899. — Les résultats de la coalition des forces ouvrières : 1° les grèves nombreuses de 1902 et 1903, les premières grèves générales partielles de 1904 et la reconnaissance des syndicats par les patrons ; l'accalmie de 1905 causée par les préoccupations politiques ; les grèves générales locales de solidarité ouvrière en 1906 ; — 2° la grande extension des syndicats depuis 1903 ; l'accroissement du nombre des syndiqués ; l'organisation de fédérations nationales de métiers en 1903, le premier congrès des ouvrières en 1903, la fédération et le congrès des mineurs ; l'organisation des corporations encore inorganisées : la fédération nationale des ouvriers agricoles. — Le gouvernement de la Coalition et les syndicats.

C'est le 14 août 1869 que les socialistes tinrent à Budapest leur première réunion publique. Il y eut à cette époque une première efflorescence socialiste ; les ouvriers de Budapest recueillirent l'écho des discours de Lasalle et

commencèrent à se grouper ; le gouvernement, qui espérait diriger et entretenir le mouvement, les laissa s'associer. Mais survint la Commune de Paris, sa fin sanglante et l'influence de ses idées révolutionnaires. La répercussion s'en fit sentir en Hongrie. Les ouvriers manifestèrent bruyamment. Les classes dirigeantes prirent peur ; les associations ouvrières furent dissoutes, un grand procès pour « haute trahison » instruit contre les chefs, et ce fut la fin de la « préhistoire » du socialisme hongrois.

I

Ce n'est que vers 1890 qu'un mouvement nouveau commença à apparaître, et ce fut encore sous l'influence de la culture allemande qu'il se produisit. Ce fait a une grande importance dans l'évolution du socialisme hongrois : au lieu de se développer parallèlement au socialisme russe ou slave par exemple, il a suivi jusqu'à présent les inspirations du marxisme et de ses interprètes. Cette influence paraît due avant tout au courant général, qui entraîne la civilisation hongroise, sous l'action des hommes d'État de ce pays : par sa situation géographique, la Hongrie est placée dans une situation intermédiaire, qui peut être une situation d'équilibre, entre les Germains et les Slaves. Les inspireurs de la politique hongroise moderne, les Andrassy, les Kallay, les Tisza, pouvaient choisir entre ces peuples, entre ces cultures. Avec décision, ils s'allièrent aux Allemands et affilièrent la culture hongroise à l'allemande. Il y étaient poussés par deux considérations essentielles : d'abord, ils désiraient faire participer leur pays à la civilisation européenne et on croyait communément que celle-ci était le propre de l'occident de l'Europe, surtout de

l'Allemagne victorieuse et proche, non de l'Orient encore barbare et inculte. Puis, en Hongrie même, le danger allemand pour l'hégémonie magyare était très faible à côté du danger slave, représenté par des nationalités nombreuses. Dès lors, la Hongrie de 1867 devint de plus en plus le satellite de l'Allemagne et l'admiratrice de sa culture. Or, tandis que les uns se mettaient à l'école de ses militaires, les autres de ses Universités, les hommes qui entreprirent d'organiser et d'émanciper le prolétariat se mirent tout naturellement à l'école de Karl Marx.

D'autant que Karl Marx avait à cet égard les mêmes conceptions qu'Andrassy du rôle réservé à la Hongrie. Il était, comme on sait, adversaire des idées slaves de Bakounine, et il désirait combattre en Hongrie l'influence possible de ses idées. Aussi, dans la *Nouvelle gazette du Rhin*, a-t-il exprimé des sentiments sympathiques aux magyars et revendique-t-il pour eux l'hégémonie en Hongrie, qui leur est assignée par l'histoire, puisque c'est la seule race qui a pu en ce pays construire un État et suivre la direction de la culture européenne.

Enfin, les premiers ferments d'agitation vinrent des ouvriers allemands ou parlant allemand, alors en grand nombre à Budapest, si bien que dans les premiers congrès l'allemand était autant parlé que le hongrois, et les comptes rendus et brochures publiés alors l'étaient également dans une langue et dans l'autre¹.

C'est plus qu'il n'en faut pour expliquer l'influence déterminante sur le socialisme hongrois du marxisme, qui lui a donné jusqu'à présent son programme, sa logomachie et ses tendances.

1. Il est significatif de voir que les bibliothèques des syndicats possèdent au 1^{er} janvier 1904, 24.000 livres en hongrois et 32.000 en allemand (*Aus der geschichte*, etc., p. 33).

C'est donc vers 1890 que son influence commença à se faire sentir en Hongrie : les idées importées d'Autriche et d'Allemagne par des feuilles et des tracts imprimés en allemand recueillirent des adhérents parmi les ouvriers de la grande industrie naissante, et le 7 décembre 1890, le premier congrès social-démocrate s'ouvrait à Budapest¹.

Les débuts du mouvement parurent brillants, l'agitation gagnait la classe ouvrière, lorsque des dissentiments personnels entravèrent l'action du parti : les social-démocrates de Budapest et d'Arad se scindèrent au début de 1893, lors du deuxième congrès tenu le 6 janvier, en deux groupes hostiles.

Aussi pendant plusieurs années, le parti végéta ; de même que les socialistes autrichiens se sont servis de l'organisation officielle des métiers pour leur propagande, de même les hongrois auraient pu utiliser la caisse de maladie dont les ouvriers nommaient un certain nombre d'administrateurs ; c'est bien là, en effet, qu'ils se comptèrent au début, mais leurs querelles immobilisèrent leur action. Le socialisme demeura à l'état stationnaire jusque vers 1898-1900. Il semble que la répression du mouvement agraire de 1897 ait tiré de leur sommeil les énergies ouvrières : le ministère « à poigne » du baron Banffy ordonna, en février 1898, des perquisitions chez les meneurs du parti, en même temps que des centaines d'ouvriers étaient envoyés en prison et que tous les hommes suspects d'agitation étaient éloignés de la capitale ; en province, les mesures furent encore plus sévères, les confiscations, per-

1. Le compte rendu officiel du congrès par Jacob Kürschner et Paul Engelmann a paru à Budapest en 1891 : *Protokoll des Parteitage der Sozialdemokratie Ungarns in Budapest vom 7. und 8. Dezember 1891*. Il constate que 121 délégués étaient présents dont 87 de Budapest et 34 représentant 24 villes de province (p. 5). Presque tous les orateurs de ce congrès sont décédés, disparus ou ne prennent plus une part active au mouvement socialiste.

quisitions et emprisonnements plus nombreux. Mais lorsque se réunit, le 6 juin 1898, le cinquième congrès du parti, on constata et on sentit que le baptême du feu lui avait grandement servi; il l'avait tiré de sa léthargie. Les recettes avaient doublé pendant la dernière année.

Néanmoins, l'extension du mouvement se heurtait à de très sérieuses difficultés : le grand nombre de nationalités composant le prolétariat de Budapest, l'absence de milieu ouvrier conscient qui puisse servir de centre à un groupement, surtout la politique du gouvernement ; 80 p. 100 des réunions socialistes étaient interdites en province ; à Budapest, on les autorisait, sauf à les dissoudre ensuite. Les numéros de l'organe socialiste, qu'on venait de créer, la *Népszava*, étaient confisqués ; les poursuites ne lui étaient pas ménagées : en six mois seulement, d'octobre 1903 à mars 1904, le journal subissait trois condamnations, une à un mois de prison et 500 k. d'amende, une autre à trois mois de prison et 1.000 k. d'amende, la troisième à trois mois de prison et 2.000 k. d'amende. Toute collecte était interdite. Des perquisitions étaient faites en février 1902 dans les syndicats et les unions d'ouvriers.

Les individus suspects de socialisme étaient soigneusement « filés » ; de même qu'il existe un recueil des noms et mesures anthropométriques des malfaiteurs, de même on confectionna en Hongrie la liste des socialistes : la police composa, en 1898, un album où ceux-ci étaient représentés de face et de profil. Depuis lors, la police rédige annuellement un rapport sur le mouvement ouvrier socialiste : nous avons eu entre les mains un exemplaire du volume relatif à l'année 1904 ; il est intitulé : *A Magyarországi szocialisztikus Munkásmozgalmak, Az 1904, évben* (les mouvements ouvriers socialistes de Hongrie en l'année 1904) ; c'est un gros livre in-octavo de 543 pages,

édité en 1903 à Budapest. Depuis lors, l'importance de ce rapport n'a fait que croître ; en 1908 a paru celui qui est relatif à l'année 1907 : il constitue un énorme volume de 1.200 pages, présenté par M. Désiré Boda, préfet de police de Budapest, au ministre de l'intérieur ; il rend compte de l'activité de tous les partis socialistes pendant l'année et de l'action de la police, il rappelle toutes les manifestations de ces groupes et constitue une véritable monographie des organisations socialistes pour l'année écoulée.

En outre, la police tient à jour un dossier complet sur tous les socialistes et les anarchistes connus, « die Evidenz-Haltung », comme on l'appelle en allemand. Enfin, le gouvernement a propagé dans les milieux paysans une feuille, le *Neplap*, qui est publiée en six langues (magyar, allemand, roumain, ruthène, slovaque et serbe), et est destinée spécialement à lutter contre la propagande socialiste et attaquer les chefs du mouvement ¹.

*
* *

Toutes ces mesures n'empêchèrent pas, qu'à partir de 1900-1902 le parti socialiste, revivifié après le septième congrès de 1900, sortit de la période de formation et d'hésitation pour entrer dans la période de lutte organisée, où il se trouve encore. Il a tourné de toutes manières les mesures administratives ; il a, par exemple, profité des trente jours de liberté complète de réunion avant chaque période électorale pour présenter partout où il était possible des candidats et tenir de multiples assemblées ; il a publié, dans son journal la *Volksstimme*, un appel aux ouvriers pour qu'ils versent des sommes à la caisse électorale, manière de ne pas res-

1. Lajos Domokos. *Le gouvernement, les socialistes et les paysans hongrois, Il socialismo*, 1903, n° IV.

pecter l'interdiction des collectes. Surtout il a, malgré toutes les condamnations, réussi à continuer la publication de ses journaux et de ses tracts : dès 1901 une brochure, *Les socialistes savent*, a été lancée à cent mille exemplaires en quatre langues (hongroise, allemande, slovaque, roumaine) et un appel électoral à deux cent mille.

Depuis 1902 les socialistes ont profité de chaque circonstance pour étendre leur action et tenir en haleine leurs adhérents. C'est en 1902 que le gouvernement de M. de Széll présenta un projet accroissant de 23.000 le contingent et un autre augmentant de 2 millions la liste civile. Ce fut le début de la crise hongroise ; le parti de l'indépendance commença alors une opposition ardente. Le parti socialiste se servit adroitement de la circonstance pour faire campagne de son côté contre le projet de loi, non pas d'un point de vue exclusivement national comme le faisait le parti de Kossuth, mais aussi d'un point de vue « anti-militariste », du reste fort modéré. De grandes réunions populaires furent organisées par lui et cette propagande ne fut pas sans contribuer à pousser l'opposition dans la voie de l'obstruction parlementaire.

Le parti réclamait en même temps deux autres réformes d'ordre politique, auxquelles était assurée la sympathie des masses : la liberté de réunion et le suffrage universel. C'est sur ces thèmes que se tinrent les quelque 700 réunions organisées un peu partout en province en 1902 par les délégués du comité central ; à Budapest même, de grandes démonstrations eurent lieu, qui réunirent jusqu'à 30.000 manifestants au 1^{er} mai.

Quoique ne pouvant avoir encore de visées électorales, le parti, en vrai parti social-démocrate, fils de la « Sozialdemokratie » allemande, prit dès lors une part chaque jour plus active aux luttes politiques, et fut très loin de rester

l'expression combative de l'organisation économique, comme il aurait pu aisément le devenir en Hongrie. Son activité le porta de plus en plus du côté des problèmes exclusivement politiques et il entra en négociations avec les partis bourgeois : en mars 1903, par exemple, la fraction dénommée « cléricale » du parti de l'indépendance projeta une grande réunion populaire à Budapest pour protester contre les projets de lois militaires. Le parti socialiste fut invité à soutenir cette action. Il accepta cette coalition, mais à la double condition que l'obstruction parlementaire s'étendrait au vote du budget et que le programme de revendications comprendrait, à côté des exigences militaires et nationales, l'introduction du suffrage universel¹. La fraction « cléricale » n'accepta pas. La réunion eut cependant lieu et réunit de 20 à 30.000 citoyens, mais la plupart étaient des ouvriers socialistes ; aussi depuis cette époque, les partis politiques bourgeois sont-ils peu portés à organiser à Budapest de grandes manifestations publiques.

Pendant toute l'année 1903 et l'année 1904, le parti socialiste s'hypnotisa sur ces questions : dans les réunions qu'il put tenir, malgré les poursuites intentées sur l'ordre du ministre-président, comte Étienne Tisza, il attaqua vivement l'opposition, qui avait déclaré désarmer si on lui accordait les concessions nationales : langue de commandement hongroise, drapeaux et insignes hongrois.

Les orateurs socialistes recommandaient de n'élire comme député que le candidat qui inscrirait sur son programme le suffrage universel et ne renoncerait à son opposition qu'au prix de cette réforme.

Pendant ces années, le parti socialiste revêtit donc les allures d'un parti démocratique de réformes politiques. Il

1. *Aus der Geschichte der ungarländischen Arbeiterbewegung*. Budapest, 1904, p. 16.

recueillit dès lors des adhérents dans les rangs des mécontents de tous ordres, fortifia ses cadres et se réorganisa. Au 9^e congrès du parti, le 31 mars 1902, l'assemblée donna mandat au comité de préparer un nouveau programme et un nouveau statut. Ceux-ci furent présentés au 10^e congrès le 11 avril 1903 et adoptés à l'unanimité. Le programme reproduisait le point de vue du marxisme orthodoxe et les statuts établissaient une organisation centralisée.

La force naissante du parti était suffisante pour pouvoir profiter de la magnifique occasion que lui fournissait la crise hongroise et l'arrivée au pouvoir d'un ministère absolutiste. Lorsque la couronne se décida à accomplir un coup d'État, le ministère du baron Fejervary trouva les plus grandes difficultés à s'appuyer sur des éléments pris dans la nation hongroise. C'est alors que le ministre de l'intérieur, M. Kristoffy, obéit à certaines inspirations et rechercha l'alliance des ouvriers contre la coalition des « féodaux ». Au prix de la promesse du suffrage universel, les socialistes s'affirmèrent les protecteurs du ministère. Celui-ci laissa le champ libre à leur propagande et n'appliqua qu'à l'opposition nationaliste toutes les lois répressives sur les réunions, les associations, la presse, etc... Il autorisa plusieurs grands syndicats, entre autres celui des ouvriers agricoles, dont la fédération fut fondée le 7 janvier 1906 ; dans les campagnes, ceux-ci furent organisés de partout, parfois avec l'appui du pouvoir. Le journal socialiste de Budapest, la *Népszava*, d'hebdomadaire devint quotidien ; de nombreux organes furent créés en province ; des propagandistes ardents parcoururent le pays. Le parti parut posséder de grandes ressources et la plupart des personnes étaient convaincues qu'une partie provenait de haut lieu. La presse social-démocrate faisait l'éloge du ministère et les chefs du parti soutinrent celui-ci en organisant le

15 septembre 1905 une démonstration en masse devant le Parlement lors de l'ouverture de la session. Aussi le gouvernement était-il plein de bienveillance pour les socialistes. L'un des ministres reçut une délégation ouvrière qui venait se plaindre de l'exploitation de certains patrons et des misères de l'ouvrier ; il lui déclara qu'il aiderait les ouvriers dans leurs luttes et était résolu à accorder au peuple le suffrage universel. Un autre dans un discours attaquait en ces termes la politique sociale suivie jusqu'alors en Hongrie : « Le Parlement se compose exclusivement de privilégiés qui ne se soucient point du peuple. Pour qu'il ne paraisse pourtant pas inutile et pour qu'on ne lui reproche pas de ne rien faire, il s'est consacré tout entier à la nation, notion vague, en tout cas très différente de celle du peuple... Quant à l'effet de ces paroles sur le peuple, il est facile à deviner. Trompé mille fois, dégoûté, mécontent de tout, des mauvais salaires et des lourds impôts, le peuple s'enflamme pour tout ce qui est nouveau. Par la force des choses il tombe ainsi d'un excès dans l'autre et est ainsi à la merci du premier agitateur ou parti venu. Mais par là même on voit qu'il ne se soucie point de réformes, mais condamne catégoriquement l'état social présent »¹.

Ces paroles de ministre, cette attitude du pouvoir, cette propagande facilitée furent d'un tel effet qu'en un an le socialisme hongrois fit plus de progrès ; surtout chez les ouvriers des campagnes, que pendant toutes les années précédentes. Causant de cette activité avec des hommes politiques conservateurs, après la chute du ministère absolutiste et son remplacement par les chefs de la Coalition, nous avons recueilli de tous l'impression qu'ils avaient senti le danger et l'un d'eux disait : « Il nous faudra

1. Cité par A. Manteau, lettre de Hongrie : *Les luttes politiques et le mouvement ouvrier en 1905, les Temps nouveaux*, 13 octobre 1906.

dix ans pour réparer le mal causé en une année, si jamais nous y arrivons ! »

Quand donc au printemps de 1906 la Coalition eut conclu le pacte avec la couronne et obtenu d'elle le pouvoir et quand se réunit, le 3 juin, le 13^e congrès du parti social-démocrate, celui-ci était assez fort pour résister à toute attaque. La période de lutte organisée, un instant interrompue, se continue depuis lors. C'est la bataille ouverte entre les administrations et les socialistes. Ceux-ci sont toujours regardés comme des ennemis, presque comme des traîtres. Toutes les lois et les mesures réglementaires touchant les réunions, les associations, la presse, la propagande, leur sont appliquées avec une rigueur nouvelle. Au congrès de Pâques 1908, le secrétariat du parti affirme qu'en un an, depuis mars 1907, 183 socialistes ont été condamnés à 353 mois de prison et 15.000 couronnes d'amende pour les motifs les plus divers : excitation à la révolte, provocation au désordre, résistance à l'autorité, injures, délits de presse, etc... Le parti social-démocrate reste considéré comme un parti politique « extra-légal ».

II

Parallèlement à l'organisation politique socialiste se développait l'organisation économique. Mais dès l'origine, celle-ci procède en fait de celle-là. Sans doute les syndicats et les unions d'ouvriers restent bien distinctes des groupes politiques. Mais c'est le parti, qui dès sa création travaille à former des syndicats, pour y trouver sa force, y recruter des adhérents. Tous les membres des syndicats ne sont pas nécessairement membres du parti, mais la direction est sans conteste aux mains des social-démocrates

et subit l'inspiration et l'influence des chefs du parti politique.

Aussi dès que le 1^{er} congrès socialiste de 1890 eut résolu d'organiser des syndicats, ces derniers commencèrent à éclore dans la capitale. Le pouvoir ne prit pas ombre, au début, de ces réunions d'ouvriers d'industrie qui discutaient de leurs intérêts. Sans doute, il ne donna pas son approbation aux statuts qui lui furent soumis, mais il laissa se former des « associations libres », comme elles se nommaient, secrètes et tolérées. Aussi dès 1893 comptait-on à Budapest une vingtaine d'associations ouvrières. Dans trois branches d'industrie, celle des tailleurs, celle des cordonniers et celle des menuisiers, des congrès nationaux furent tenus à Budapest.

Mais les syndicats suivirent l'évolution du parti, dont ils étaient un reflet : de 1893 à 1898 ils tombèrent en léthargie ; les difficultés que leur créa le gouvernement, la formation d'associations « nationalistes » rivales, les dissentiments entre les chefs du parti arrêtaient leur essor. Ce n'est qu'en 1898 que le réveil du parti entraîna celui du mouvement syndical. Aussi dès l'année suivante se tint pour la première fois un congrès général des syndicats de Hongrie, une sorte de confédération générale du travail. Dans le rapport présenté au nom du comité d'organisation par M. Alexandre Grünfeld, celui-ci rappelle que dès 1892 on songea à donner aux syndicats une impulsion unique et que l'on fonda à cet effet un conseil ou une commission syndicale (*Gewerkschafts-rath* ou *Gewerkschafts-commission*¹), qui se composait de délégués des syndicats particuliers et qui se réunissait de temps en temps. C'est pour

1. Le rapport fut présenté et publié en hongrois et en allemand. Cf. *Protokoll des am 21 und 22 mai 1899 abgehaltenen ersten Landeskongress der ungarländischen Fachvereine und Gewerkschaften*. Budapest, 1899, p. 7.

donner au mouvement plus de cohésion, à la commission syndicale plus d'autorité que celle-ci décida en 1898 de préparer un congrès général.

A ce congrès étaient représentées, d'après le rapport, 126 associations de métiers comprenant 23.603 syndiqués ; mais le rapporteur prétendait qu'il y avait alors en Hongrie le chiffre, — qui paraît exagéré, — de 64.000 ouvriers organisés, si l'on comprend les syndicats non affiliés et les associations d'ouvriers agricoles tenues secrètes, par crainte des poursuites administratives¹. Déjà ces syndicats possédaient six journaux corporatifs, tirant à 11.000 exemplaires, dont quatre étaient édités en hongrois et en allemand.

Ces congrès qui se succédèrent de deux en deux années prirent de suite l'allure de congrès corporatifs : ils s'occupaient de l'organisation syndicale, des secours aux sans-travail et aux ouvriers de passage, du placement, de la presse technique ; ils réclamaient une législation du travail, la création d'assurances ouvrières, etc. Cette conduite, plus réformiste que révolutionnaire, ne leur était pas dictée seulement par l'imitation des syndicats allemands, mais imposée par la surveillance de la police présente aux réunions. Toute parole qui paraissait une excitation était réprimée. D'autre part, l'organisation de grèves était sévèrement interdite ; chaque association ouvrière devait contenir dans ses statuts un article ainsi formulé : « En cas de grève, les membres qui y participent ne peuvent pas être soutenus ». Aussi la préparation des grèves, la gestion des fonds destinés à leur conduite étaient tenues secrètes. Ce sont les « associations libres », existant parallèlement aux associations légales, qui s'occupaient de la lutte ouvrière.

1. Ceux-ci avaient tenu leur premier congrès le 31 janvier 1897. Cette même année éclatèrent les premières grèves agraires, à la suite desquelles les autorités se montrèrent particulièrement vigilantes.

*
* *

Cette concentration et cette cohésion des forces ouvrières produisirent assez vite le résultat forcé, l'accroissement du nombre des grèves en vue d'améliorer les conditions du travail et leur réussite plus fréquente due aux conseils d'opportunité donnés par le conseil syndical : en 1902 et en 1903, il y eut en Hongrie plus de grèves que pendant toute la décade précédente ; tour à tour cessèrent le travail les maçons, une partie des mineurs, dans plusieurs villes les métallurgistes, les charretiers, les employés de tramways électriques, les typographes, une partie des ouvriers travaillant le bois, les cordonniers, etc... Au total on compte plus de 800 grèves dans la seule année 1903.

En 1904, la solidarité ouvrière s'accrut davantage et se manifesta par des grèves générales locales, comme celle d'Arad déclarée le 8 juin, ou par la grève générale d'une corporation, comme celle de la célèbre grève des employés de chemins de fer déclarée le 20 avril, qui rendit les transports très malaisés pendant quelque temps. L'organisation syndicale s'affirma encore avec les deux grandes grèves, suivies de réussite, des maçons en 1904 et des ouvriers gaziers de Budapest en 1905. Ce qui rend ces dernières particulièrement intéressantes, c'est que les patrons commencèrent par refuser de recevoir les délégués des syndicats, pour finir par traiter avec eux et accepter en partie leurs réclamations.

De même que le progrès des syndicats se fait sentir concurremment avec celui du parti, de même son attitude se modèle sur celle de ce dernier : aussi, dans le courant de 1905 les ouvriers parurent-ils oublier complètement leurs revendications économiques pour ne plus s'occuper

que de réformes politiques. Ils ne pensent plus à demander de plus hauts salaires et à faire grève ; ils réclament le droit de nommer leurs législateurs et ils viennent au nombre d'une centaine de mille le demander le 15 septembre 1905 au Parlement nouveau, où le parti de l'indépendance venait de faire élire une majorité. Soutenir le ministère et combattre la Coalition les distraient de la lutte économique.

Mais elle reprend avec une ardeur nouvelle, quand la Coalition reprit le pouvoir et mena la bataille contre les socialistes. Tour à tour les ouvriers du port et des industries de Fiume proclamèrent la grève générale et obtinrent satisfaction ; ils furent imités en mai 1906 par ceux de Sarajevo, de Temesvar et de Nagy-Kanizsa, en juin par ceux de Szathmar, de Debreczin, de Lugos et de Karanseles. Ce qui rend ces mouvements dignes d'une particulière attention, c'est que la majeure partie des ouvriers cessent le travail par pure solidarité ouvrière, sans formuler pour eux-mêmes aucune revendication ; ainsi à Fiume, c'est pour soutenir les ouvriers du port et protester contre l'envoi de l'armée ; à Szathmar parce que, les ouvriers d'une scierie s'étant mis en grève, la police arrêta les organisateurs et ferma le local de réunion. Ces faits marquent que le mouvement syndical gagnait en intensité.

Il gagnait en même temps en extension. Le secrétariat permanent des syndicats, tandis qu'il assurait l'unité de vue et la cohésion du mouvement ouvrier, travaillait à organiser les corporations encore inorganisées, à procurer à ces premiers groupements les ressources indispensables, à faire triompher une grève favorable au développement d'un syndicat naissant. Aussi le nombre total des syndiqués affiliés à la commission centrale passe-t-il de 10.000 à la fin de 1901, à 16.000 en 1902, à 41.000 en 1903, à

52.000 au 30 juin 1904, à 71.000 au 1^{er} janvier 1906, à 129.000 au 1^{er} janvier 1907, à 130.000 au 1^{er} janvier 1908, sans compter les syndicats d'ouvriers agricoles¹.

Les ouvriers maçons et métallurgistes s'organisent en 1903 ; ils créent une fédération nationale composée de sections de métiers et de sections locales. La même année se tient en février le premier congrès des ouvrières, dont 1.800 étaient alors syndiquées. La même année encore, les mineurs constituent une fédération nationale et tiennent le 26 et le 27 décembre leur premier congrès.

L'histoire de cette fédération est significative de la manière dont a grandi le mouvement syndical : alors que, dans la plupart des pays, les mineurs ont été les ouvriers les premiers organisés, en Hongrie leur dispersion, leurs nationalités diverses, l'action patronale ont empêché longtemps tout groupement. C'est sous l'impulsion du comité exécutif des syndicats que la fédération a été créée ; c'est lui qui a directement adressé un appel aux mineurs ; c'est son délégué, M. Charles Tessârss, qui a présidé les séances du premier congrès ; après avoir gourmandé les ouvriers de leur absence de sentiment de solidarité, il indiqua les principes de l'organisation nouvelle : fédération nationale, droit d'entrée de 1 couronne, contribution mensuelle de 1 couronne, secours pour chômage et voyage selon la richesse de la fédération, création d'un journal corporatif en hongrois et en allemand, et aussitôt que possible en roumain et en slovaque, mission donnée au comité exécutif des syndicats de s'occuper des affaires courantes, jusqu'à la création d'un secrétariat spécial des mineurs, et de convoquer un second congrès pour 1905. Toutes ces propositions furent acceptées unanimement et sans discussion.

1. Cf. *Documents annexes, tableau M.*

Et dans son discours terminal, le délégué du comité exécutif se montra le propagandiste avoué du parti politique social-démocrate, indiquant par là d'où venait l'inspiration unique : « Les travailleurs, dit-il, ont en Hongrie un parti qui a recueilli dans son programme et cherche à réaliser tous ces problèmes économiques et de droit politique, qui répondent aux préoccupations du peuple travailleur. Ce parti est le parti social-démocrate, qui est appelé à conquérir à l'humanité un avenir meilleur. Ce parti a dans son plan d'organisation en matière économique la formation de syndicats. A ce parti, nous devons nous affilier, et nous devons fonder une fédération syndicale. Ce parti est international et nous devons nous organiser internationalement, nonobstant tout reproche : le capital est international et même la Hongrie, avec ses huit nationalités, est le vrai sol de l'internationalisme ¹. »

Le comité exécutif joue donc bien le rôle de ferment dans ce développement de l'organisation syndicale ; bientôt la puissance syndicale se fait sentir assez forte pour qu'en 1904 le ministre de l'intérieur retire un ordre de suspension du syndicat des menuisiers, sur la menace d'une grève générale faite par les ouvriers de Budapest et soutenue par une grande démonstration.

Le mouvement gagne peu à peu les professions encore inorganisées : les employés des postes de Budapest, qui cessent le travail en 1905 et obtiennent une augmentation de salaire de 80 couronnes par an, les journalistes des feuilles de province qui provoquent un congrès de leur corporation et adhèrent aux idées social-démocrates, les employés de commerce qui s'organisent en syndicat en 1905 et en 1906 et réussissent à faire fermer à huit heures

1. *Die Lage der Bergarbeiter, Protokoll der Landeskonferenz*, p. 21 ; cf. aussi, p. 4, 18 et 23.

les magasins de Budapest, certains instituteurs même, comme nous l'avons rappelé plus haut. Mais ce sont surtout les journaliers agricoles dont le groupement présente un grand intérêt : surveillés et entravés jusqu'en 1905, ils peuvent cette année-là, grâce au ministère absolutiste, poursuivre librement leur propagande : en un an, elle fait merveille et quand, au début de 1906, la fédération nationale des ouvriers des champs est fondée et les statuts approuvés par le gouvernement, celle-ci comptait déjà quelque 30.000 membres. Les grèves des moissonneurs se propagent en l'été de 1905 et celui de 1906 ; les domestiques de ferme suivent le courant ; un champ nouveau est ouvert au mouvement prolétarien.

Ainsi, les années 1905 et 1906 sont des années de grand accroissement et de prospérité ; le nombre des syndiqués augmente, les métiers inorganisés s'organisent ; la cohésion du mouvement augmente par la création des fédérations nationales, qui remplacent de plus en plus les groupements locaux, les ouvriers des champs viennent renforcer l'effectif du socialisme. Celui-ci semble courir de victoire en victoire et renverser tout sur son passage.

Mais l'arrivée de la « Coalition » au pouvoir mit un frein à cette ardeur ; l'action du gouvernement a été employée aussitôt à arrêter l'extension du mouvement, puis à le canaliser, à l'affaiblir par tous les moyens, à le combattre ouvertement ou de biais.

Dès 1907, le gouvernement n'a accordé son agrément aux statuts d'aucune organisation ouvrière nouvelle ; pendant ce temps, les organisations patronales se fondaient en grand nombre et librement ; on en compta deux cents environ en 1907. De la défensive, le pouvoir passa à l'offensive : 354 sections locales des fédérations nationales de métier, — ce que nous appellerions des syndicats, —

furent dissoutes en cette année 1907. Puis, en 1908, on s'attaqua aux fédérations : le ministère de l'intérieur prononça la dissolution de celle des ouvriers du bâtiment ; en octobre le ministre du commerce suspendit celle des ouvriers des chemins de fer et prescrivit une enquête sur son activité, lui reprochant de violer ses statuts, de refuser la liste de ses membres et de faire participer à sa direction des personnes qui n'étaient pas employées aux chemins de fer ; en novembre, la fédération est dissoute et ses biens attribués à la capitale. Enfin, le 29 décembre 1908, le ministre de l'intérieur dissout deux des fédérations les plus importantes de Hongrie, celle des ouvriers métallurgistes et celle des travailleurs du bois, compromises, déclare-t-il, dans les manifestations publiques qui ont éclaté à Budapest le 8 octobre.

Cette action du gouvernement, énergique et suivie, n'a pas été sans avoir sa répercussion sur le mouvement syndical. Depuis 1907 celui-ci marque un temps d'arrêt ; il n'est pas brisé par la tourmente, mais il plie, il recule, il faiblit ; les organisations les moins avancées disparaissent ; ainsi la fédération des ouvriers agricoles, fondée par Alexandre Csizmadia, Bernard Kordor et Arminius Ladányi, qui avait compté jusqu'à 72.000 membres, est pour l'instant à peu près détruite ; les syndicats des ouvriers du gaz n'existent plus, ceux des maçons et des bouchers sont des plus affaiblis, de même que ceux des ouvriers du fer et du bois, des garçons de café, des ouvriers tailleurs et des ouvriers et employés des chemins de fer. Il ne faut pas se dissimuler qu'une atteinte profonde a été portée au mouvement syndical par la politique du pouvoir ; mais il serait prématuré de s'en exagérer la portée. Dans ce bouillonnement d'espérance que les années 1905 et 1906 ont fait naître dans les syndicats socialistes, on a visé au

nombre, aux effectifs, plus qu'à la qualité des membres ; quoi d'étonnant que ce déchet se produise à la première épreuve sérieuse : il prouve seulement que le mouvement a grandi trop vite, sans être suffisamment mûr, et assurément cette « manière forte » a été en ce sens utile aux syndicats. Ceux qui ont été dissous se reformeront en « associations libres » secrètes et atteindront ainsi leur majorité. L'épreuve du feu sert à dissocier les éléments forts des autres et à donner à une élite une vigueur nouvelle.

CHAPITRE VI

LE MOUVEMENT SOCIAL-DÉMOCRATE

2° SON ORGANISATION ET SES CHEFS

- I. **Le parti social-démocrate** : son organisation centraliste et non fédéraliste; les raisons de cette organisation: la faiblesse du mouvement nationaliste en Hongrie, l'absence de provinces autonomes, le petit nombre d'adhérents au socialisme dans les nationalités; les groupes locaux, le congrès national et le comité directeur. Les chefs du parti: l'ancien et le nouveau comité directeur; MM. Goldner, Weltner, Kardos, Garami et les causes de leur remplacement; les intellectuels et le parti: MM. Bokanyi, Jaszai et le poète-paysan Sandor Csizmadia; le Dr Ervin Szabo.
- II. **L'organisation syndicale** : la centralisation: les deux organismes séparés pour les ouvriers industriels et pour les ouvriers agricoles; la fédération des travailleurs des champs. Les ouvriers industriels: le conseil syndical, le secrétariat permanent du travail, le congrès syndical; les fédérations de métiers, l'exemple de la fédération des ouvriers du bâtiment, son organisation, les groupes locaux et leur cercle d'action; les ouvriers des mines; les organisations locales de corporations encore non fédérées; l'organisation du prolétariat féminin: les femmes dans les syndicats, l'*Union des ouvrières de Hongrie*; la dissolution de syndicats ou de fédérations et les sociétés secrètes; les associations libres pour fonds de grèves; le personnel directeur des syndicats.
- III. **Les rapports du parti et des syndicats** : les organisations théoriquement distinctes et les directions de fait données aux syndicats par le comité directeur du parti; les syndicats au service du parti; le désir d'autonomie des syndicats, la conquête de la direction du parti par les chefs des syndicats.

I

L'organisation actuelle du parti social-démocrate date de 1903; le 10^e congrès adopta les statuts nouveaux

qu'avait proposé le comité du parti. Ces statuts ont été partiellement révisés au congrès d'avril 1908.

Le trait dominant de cette organisation, c'est d'être centraliste et non fédéraliste ou nationaliste : le parti hongrois est donc à cet égard essentiellement différent du parti autrichien.

- Les causes de cette différence sont multiples : le mouvement nationaliste en Hongrie est encore assez faible, il n'y existe pas de pays autonomes qui auraient pu devenir le cadre ou le centre de ce mouvement ; enfin, le socialisme compte ses adhérents surtout chez les magyars et les allemands ; ils sont encore en assez petit nombre dans les autres nationalités.

En Autriche, si l'organisation est toute différente, c'est que les circonstances sont tout autres. Il n'y a, en effet, actuellement aucun rapprochement à faire entre le mouvement nationaliste en Autriche et celui existant en Hongrie. Il y a sans doute en Hongrie des minorités roumaines irrédentistes, composées de bourgeois de certaines villes mécontents de l'hégémonie magyare, qui leur ferme toute carrière publique, mécontents surtout des procédés de fonctionnaires locaux qui aiment à faire du zèle, créer des factieux pour se donner aux yeux du pouvoir le mérite de la vigilance, et commettre des actes arbitraires. Mais la force du mouvement nationaliste à l'heure actuelle est encore très faible : les magyars sont quelquefois portés à l'exagérer aux yeux de l'Europe, pour légitimer leurs mesures répressives ou leur opposition à certaines réformes ; les nationalités font de même dans le dessein de montrer à quel point elles sont opprimées. En réalité, la seule revendication généralisée est celle de l'usage libre de la langue nationale ; au surplus, le mécontentement et l'opposition proviennent des atteintes portées

à ce libre usage et surtout de la situation économique. Le malaise social, qui règne dans le centre de la Hongrie, se retrouve sur les marches du pays, où habitent les nationalités. Et là les revendications sociales s'expriment parfois sous une forme nationale, quand quelque prêtre, quelque pope ou quelque bourgeois propagandiste a fait office d'agitation chez les paysans. Les députés des nationalités sont élus tout autant, sinon plus, parce qu'ils sont des démocrates que parce qu'ils sont des nationalistes. Ils doivent épouser toutes les revendications populaires sous peine de n'être plus en communion d'idées avec la masse : aussi les députés roumains, qui sont les plus nombreux, doivent se présenter sous un aspect avant tout démocratique, tandis qu'autrefois ils excitaient surtout le chauvinisme roumain. Comme, chez les nationalités, il n'y a pas d'aristocratie et peu de riche bourgeoisie, les petits bourgeois et le pauvre clergé ont dû se faire les défenseurs des paysans contre l'aristocratie magyare pour garder de l'influence et gagner le peuple à leur cause. Ils profitent de la différence de race pour doubler le conflit social du conflit national ; mais les observateurs impartiaux s'accordent à dire qu'en général la masse des paysans des nationalités éprouvent actuellement des ressentiments sociaux et non des haines de race ; cette situation peut se modifier, mais pour l'heure ils ne pensent point à lutter contre l'État magyar, mais demandent seulement des conditions de vie meilleures et le maintien de leur langue et de leurs usages.

La faiblesse présente du mouvement purement « nationaliste » explique déjà qu'on n'ait point eu jusqu'à présent à en tenir compte dans l'organisation du parti social-démocrate. Toutefois, on a fait à l'idée nationale la part qui convenait à la réalité actuelle, en proclamant la liberté de la langue dans les congrès du parti, dans les communica-

tions et, autant que la pratique le permet, en toute matière.

D'autre part, il n'existe pas en Hongrie de pays ou provinces autonomes qui forment le cadre ou le centre naturel d'un mouvement nationaliste. La Croatie mise à part, comme une exception sur laquelle ne porte pas spécialement cette étude, la Hongrie proprement dite est un pays centralisé comme la France, dont les comitats sont les départements et où Budapest joue le même rôle que Paris. Sans doute, il aurait été possible de créer une organisation fédérale, personnelle et non territoriale ; mais une telle œuvre n'aboutit que s'il existe au moins un centre territorial autonome ou un mouvement national très puissant. Or, ni l'un ni l'autre n'existent en Hongrie, et ceci encore explique l'organisation centraliste du parti social-démocrate.

Enfin, jusqu'à présent le socialisme a recruté ses partisans surtout chez les magyars et chez les allemands. Ses centres de développement sont les milieux industriels des grandes villes, Budapest, Poszony, Temesvar, Arad, Sabadka, etc., et des régions minières du Banat. Or, la masse des ouvriers y est magyare ou allemande ; là où une assez forte minorité nationale existe, comme à Poszony (Pressbourg) les ouvriers slovaques, on se contente d'y fonder un journal dans la langue de cette minorité ; sans doute, il y a dans les usines un grand nombre d'ouvriers d'autre race, mais aucune autre nation n'y est encore représentée par un fort contingent de ses enfants, concentré dans le même lieu.

Quant aux milieux agraires, le socialisme y prend corps surtout dans l'Alföld et le centre de la Hongrie, pays peuplé exclusivement de magyars, où les latifundia et les salariés sont nombreux. Dans la Transylvanie, si la petite

propriété est assez étendue, la pauvreté et le joug auquel sont soumis les paysans roumains avaient fait éclore de grandes espérances¹ ; un journal hebdomadaire, l'*Adevărul*, avait été créé pour être l'organe central du mouvement socialiste roumain ; mais il semble que jusqu'à présent les petits paysans roumains expriment plus volontiers leurs revendications par la voix de leurs députés démocrates et que le contact avec eux soit malaisé à prendre.

Dans le nord, les paysans slovaques sont d'une ignorance extrême, qui les rend encore impénétrables au socialisme. Leur misère, qui est la plus grande peut-être de Hongrie, ne provoque chez eux que la soumission aux conseils de leurs prêtres, dont quelques-uns ont des velléités anti-hongroises. Chez les slaves du sud de la Hongrie, le milieu serbe est plus développé intellectuellement, moins misérable, plus indépendant aussi des fonctionnaires locaux ; aussi le prolétariat serbe accueille avec une certaine faveur les idées nouvelles : depuis 1902, la distribution de brochures et l'apparition d'un journal mensuel, puis hebdomadaire, la *Narodna Rees*, a créé quelques noyaux d'adhérents ; les efforts du parti ont même fondé à Budapest, en 1903, un journal en langue serbo-croate et en caractères latins, le *Crvena Slovlcte*, destiné aux populations croates de Croatie et de Hongrie². Mais, somme toute, si de petits centres d'agitation ont pu ainsi être établis, ils n'ont encore qu'une minime importance et ne vivent pas d'une vie propre.

Ainsi le socialisme ne s'est implanté encore ni dans les milieux roumains et ruthènes, ni chez les paysans slovaques ; il a recruté quelques adeptes chez les ouvriers des usines

1. *Aus der Geschichte*, p. 24.

2. M. Popovitch, *Le mouvement socialiste*, 1^{er} septembre 1903, p. 68.

et des mines et dans certaines petites villes serbes ; mais ses seuls centres d'élection sont les milieux magyars et allemands.

Or, les Allemands n'ont jusqu'ici eu ni le goût, ni le moyen de donner au mouvement un caractère fédéraliste comme en Autriche. Sans doute, ils y étaient entrés assez nombreux, surtout dans la direction ; mais les ouvriers de cette nationalité n'étaient pas groupés en masse compacte dans une région déterminée ; ils étaient au contraire diffusés en quelque sorte sur tout le pays. Puis faire du parti une fédération de sections nationales, c'était condamner son état-major, qui était au début pour une bonne part composé d'Allemands, à n'être qu'à la tête d'une petite fraction peu nombreuse. Il devait leur paraître à tous égards beaucoup plus opportun de créer un parti unitaire, où la langue allemande serait employée de pair avec les autres et où les Allemands auraient toujours le grand avantage d'être les interprètes désignés de l'orthodoxie, les exégètes du marxisme, les traducteurs de la pensée allemande, et en quelque mesure le cerveau du parti.

Si telle est la situation actuelle, cela ne veut point dire que la question des nationalités ne se posera pas un jour dans une phase ultérieure de développement du socialisme. On l'a résolue dans le programme adopté au congrès de 1903 par cette phrase : « L'égalité des droits pour toutes les nationalités vivant en Hongrie ». Cette égalité n'a été, dans la pratique, réalisée au sein du parti que dans l'emploi de la langue. Si quelque jour les nationalités accueillent avec plus de faveur les idées socialistes, nul doute que l'exemple de l'Autriche ne les incite à réclamer des sections nationales autonomes.

Déjà aujourd'hui, les éléments allemands protestent contre la direction du parti, devenu de plus en plus exclu-

sivement magyar ; ils critiquent violemment la centralisation qui domine l'organisation politique ; à mesure qu'ils sentent à la tête du parti leur action diminuée, ils éprouvent le désir d'une certaine autonomie nationale ; autant pour les satisfaire que pour faciliter la propagande, le parti a créé des comités nationaux allemands, slovaques, serbes et roumains ; dans le congrès de Pâques 1908, les nouveaux statuts ont accordé à ces comités une certaine autonomie, encore très restreinte. L'organisation centralisatrice demeure intacte, l'esprit centralisateur reste entier et le désir de l'hégémonie magyare n'est pas caché. Aussi faut-il prévoir qu'au jour, peut-être lointain, peut-être plus proche qu'on ne croit, où le socialisme grandira chez les nationalités, celles-ci rejeteront la tutelle envahissante du comité directeur de Budapest et se créeront une organisation indépendante.

A ce jour se posera pour le parti la question de sa réorganisation sur de nouvelles bases.

*
* * *

D'après les statuts actuels, adoptés aux congrès de 1903 et de 1908, le parti se compose d'organisations régionales et de groupes locaux.

Jusqu'en ces dernières années, la véritable base de l'organisation politique, par une confusion qu'expliquent l'histoire du parti et l'absence de liberté pour les associations politiques, se trouvait dans les syndicats professionnels : les membres des syndicats, qui ne s'y refusaient pas, étaient considérés comme appartenant au parti et on leur réclamait hebdomadairement leur cotisation ; seuls les cadres étaient différents, c'est-à-dire qu'un camarade était chargé des affaires syndicales, un autre des affaires du parti.

Depuis un an ou deux, la distinction tend à se faire entre l'organisation syndicale et l'organisation politique : la vie même pousse à cette spécification ; la réforme du suffrage accélère cette séparation. Aussi le congrès de 1908 a-t-il approuvé les bases d'une organisation politique complète et autonome, composée de sections locales, groupées par circonscriptions électorales. Dans chaque comitat, se tiendront des congrès locaux. Enfin, des secrétariats régionaux sont institués pour donner une impulsion d'ensemble au mouvement dans chaque région et 24 fonctionnent actuellement.

Ces groupements locaux sont autonomes dans leur action, mais en réalité fortement centralisés, car c'est le congrès général du parti qui dirige souverainement celui-ci. Ce congrès se réunit annuellement à Pâques et les délégués y sont nommés à raison d'une voix par cent membres ; c'est donc le vote proportionnel et non le vote par organisation, qui est admis. Le congrès élit un comité directeur permanent, dont le secrétaire est l'organe. Ce comité est le vrai centre du mouvement : il dirige l'action et la politique du parti comme un chef à plusieurs têtes, mais quasi-souverain ; il donne l'impulsion aux groupes locaux, aux syndicats et gère les ressources ; celles-ci se composent surtout de « l'impôt du parti », comme on l'appelle, qui se monte à 4 hellers par semaine¹ et que paient tous les adhérents, et des revenus que procurent la librairie et les journaux, surtout la *Népszava* de Budapest, dont la situation est prospère².

Des modifications profondes ont été apportées à ce personnel directeur par les élections du congrès de 1906 et

1. Avant le congrès de 1908, l'impôt du parti était de 2 hellers.

2. Le parti est représenté aux congrès internationaux socialistes. A Stuttgart, il avait envoyé 24 délégués.

du congrès de 1907. Au congrès de 1906, l'ancien chef du parti, le D^r Adolphe Goldner, est resté en minorité. Au congrès de 1907 n'ont de même pas été réélus MM. Jacob Weltner, Jacob Kardos, Ernest Garami et Max Grossmann. Tous ces hommes étaient jusqu'à présent les esprits dirigeants du mouvement. C'étaient non des ouvriers, mais des journalistes ou des intellectuels ; le D^r Goldner était médecin et a été longtemps une des personnalités les plus influentes du parti. M. Weltner a été secrétaire général du parti, puis il est devenu directeur du journal la *Népszava*, quand M. Garami a quitté ce poste pour rédiger la nouvelle revue mensuelle *Szocializmus* ; jusqu'au dernier jour, il est demeuré, avec M. Israël-Jacob Kardos, celui qui dirigeait l'activité du parti ; ce sont eux qui ont organisé les grandes manifestations du 1^{er} mai et du 15 septembre à Budapest, avec l'aide des syndicats, dont ils voulaient faire l'appendice du parti, un centre de propagande et de recrutement pour celui-ci, des organes à son service, et un appui quand il en était besoin.

Les motifs de cette petite révolution intérieure sont d'ordres très divers : contre le D^r Goldner, on invoqua une histoire fâcheuse d'hôpital ; contre M. Kardos, qui était trésorier du parti, un déficit de quelques milliers de couronnes dans la caisse du parti, où en trois ans presque 3 millions de couronnes avaient passé ; on allégua que chez les socialistes, la morale et l'honnêteté devaient être plus sévères que chez les bourgeois. Enfin, on décida et en 1906 et en 1907 que les hommes que l'on qualifie d' « employés du parti », secrétaire, trésorier, directeur ou rédacteur de la *Népszava*, ne pouvaient être en même temps membres du comité directeur.

Il est assez difficile de savoir si à ces raisons, d'autres ne se sont pas jointes : certains soutiennent que ce chan-

gement est dû à une lutte d'influence entre le groupe d'esprit ouvrier et syndical et celui des intellectuels, non ouvriers et souvent d'origine israélite. Chez les socialistes, on se défend d'un tel mobile ; l'un d'eux nous écrit : « Sans doute on a, par exemple en 1907, renvoyé cinq rédacteurs intellectuels de la *Népszava* pour les remplacer par des ouvriers ; sans doute, le parti a déclaré qu'il voulait avant tout faire l'éducation des ouvriers et désirait que le journal soit autant que possible rédigé par ces derniers ; mais il n'y a pas pour cela d'antipathie contre les intellectuels, seulement un désir d'autonomie ouvrière. Aussi bien, le congrès de 1907 a-t-il permis de maintenir comme employés du parti les membres non réélus du comité directeur. »

Par contre, dans les milieux universitaires et intellectuels, amis des idées socialistes, on entend une autre note ; un groupe nous disait : « Le parti compte en somme assez peu d'intellectuels et éprouve à leur égard une certaine méfiance. Beaucoup de ceux-ci sont en marge du parti, n'y sont pas inscrits et ne peuvent être acceptés, soit parce qu'ils sont propriétaires, soit pour toute autre raison : ainsi M. Jaszy ou M. Léopold. Pour y pouvoir aujourd'hui jouer un rôle, il faut avoir rendu de longs services, avoir donné des gages de sa fidélité, et cela se comprend un peu si l'on songe que l'on redoute les traîtres : sous le régime présent, beaucoup de moyens d'action sont dissimulés, comme les relations des journaux socialistes avec les syndicats, la destination aux fonds de grève de l'argent des syndicats, etc. »

Une autre personnalité de même tendance, au lendemain des élections du congrès de 1907, nous écrivait dans le même sens : « Ce changement de personnes n'est pas dû à des questions de principes, mais d'influences : les chefs des syndicats prennent de l'autorité sur le parti et celui-ci

marque aux intellectuels une froideur soupçonneuse, « eine sehr argwöhnische Kaltung ».

Il est certain que dans les milieux ouvriers des syndicats, on se sert des intellectuels pour diriger le parti, souvent parce qu'on ne peut les remplacer ; on les nomme au comité directeur, on les y laisse, mais on ne se fait pas faute de les critiquer âprement, en leur reprochant d'être des intellectuels ; on attaque leur esprit opportuniste, leur mollesse, leur manque d'activité révolutionnaire ; aux congrès de 1907 et de 1908, aucune voix ne s'éleva pour trouver que la tactique du comité directeur était trop hardie ; au contraire, on s'irrita de son défaut d'énergie ¹. Les ouvriers syndiqués ne se font même pas faute de déclarer ouvertement que ces intellectuels ne recherchent auprès d'eux qu'un poste rétribué et ils l'impriment dans le *Bulletin syndical*, organe officiel de la commission centrale des syndicats : « Les étudiants, écrit ce *Bulletin* ², qui jouent un rôle dans le mouvement dans ces dernières années, ne possèdent nullement de grandes aptitudes ; de la plupart d'entre eux on peut dire qu'ils n'ont rien appris. Néanmoins ces jeunes gens, avec leur instruction incomplète, courent avant tout après un poste rétribué dans le mouvement ouvrier. Bien qu'ils aient eux-mêmes encore besoin d'apprendre, ils veulent enseigner et diriger. Ces individus sont beaucoup plus nuisibles qu'utiles ; ils découragent beaucoup d'honnêtes propagandistes ouvriers et

1. Les principales critiques adressées au comité directeur, en 1907 et en 1908, portaient sur l'esprit de la direction, trop opportuniste : elle ne s'occupait pas, disait-on, de lancer des brochures, de soutenir la presse de province, de préparer et proclamer la grève générale en présence des dissolutions répétées de syndicats, d'appuyer le mouvement d'organisation des femmes et des jeunes travailleurs. Certaines de ces critiques étaient tout individuelles, mais l'ensemble dénotait un état d'esprit plus combatif que celui du comité.

2. Cité par Szabo. *Mouvement socialiste*, janvier 1909. p. 62.

éloignent du mouvement les intellectuels vraiment instruits et désintéressés. Les camarades devraient prendre ces réflexions en considération et bien examiner les étudiants, avant de leur confier une mission quelconque ».

Quel que soit donc le motif déterminant des récentes élections, il semble bien que les ouvriers aient tendance à réagir contre une direction exclusivement composée d'éléments non ouvriers. Aussi le comité directeur actuel est-il composé d'intellectuels mélangés à des chefs de syndicats : les membres les plus influents sont MM. Garami, Bokanyi, Buchinger, Csizmadia, Tarcai, Malasitc comme aussi MM. Garbai, Lerner, Vancák, Matos, etc. Les plus connus sont M. Desider Bokanyi, M. Alexandre Csizmadia et M. Samuel Jaszai. Le premier est le tribun du parti, l'orateur à la voix chantante qui entraîne les masses, que l'on place à la tête des manifestations et qui livre son éloquence aux causes socialistes qui en ont besoin. Sa culture et la profondeur de son intelligence ne répondent peut-être pas à son grand talent de parole, qui le fait comparer au comte Apponyi ou à M. Gabriel Ugron. De fait, il tint un jour une réunion contradictoire avec ce dernier et l'on ne sut à qui décerner la palme de l'éloquence naturelle. M. Jaszai est secrétaire syndical, c'est-à-dire celui qui centralise et coordonne tout le mouvement des syndicats de Hongrie : on devine quelle influence peut lui donner cette qualité dans les conseils du parti.

C'est encore un chef de syndicat et sans doute le plus original que M. Csizmadia. Sandor Csizmadia est un ancien garçon de ferme, devenu poète et entraîneur d'hommes. Il est né à Orosháza, au cœur de l'Alföld ; il vécut là ce qu'il appela plus tard la vie « d'un esclave de la motte de terre », en s'enthousiasmant aux vers de Petöfi sur les combats pour la liberté hongroise ; dans ce

qu'il nomme « le plus riche grenier de l'Europe », il reçut des salaires de famine et dut chercher du travail comme terrassier pour la construction des routes ou des canaux. Cette extrémité le fit voyager et connaître sa patrie et les milieux agraires. Le malheur de ses compagnons de labeur le poussa vers le socialisme, dont il embrassa la doctrine vers 1894; dès lors il fut un des propagandistes les plus acharnés des nouvelles idées où il se lança avec tout son idéalisme naturel. Cela lui valut, depuis « l'ère Banffy », plus d'une poursuite et d'une condamnation : pendant les dix dernières années, c'est à peine s'il est resté un an sans connaître une des prisons d'État de la Hongrie.

Cette immobilité forcée lui donna le loisir d'étudier : il apprit un peu l'allemand, qu'il ne parle du reste pas plus que le français, lut avec ardeur les classiques du socialisme et écrivit pour la *Népszava* des articles enflammés et lyriques. Il se révéla alors le chanteur de la souffrance des déshérités, celui aussi qui leur prêchait non la résignation, mais la vengeance et la lutte. L'agitateur Csizmadia devient le poète Csizmadia; il publie alors une petite brochure de vers *Proletárköltemények* (poèmes prolétariens), qui attirèrent l'attention par leurs qualités de poésie naturelle. Son second volume, dont le titre indique assez l'esprit, *Küzdelem* (le combat), fut loué par les adversaires comme par les amis. Il était dédié à sa mère, une pauvre blanchisseuse, que le premier poème du livre chantait : *Édes Anyám* (tendre mère) commençait un livre de lutte par une inspiration pleine de douceur et d'intimité. C'est dans ce volume que se trouve une de ses poésies les plus fameuses, « le Capital », où il résume en un style enflammé la doctrine marxiste. Chacune des 7 strophes commence par le même vers : « Qu'est le capital? » et Csizmadia y

répond en des termes qui sont devenus populaires chez les ouvriers de Hongrie :

Qu'est le capital ?

Des larmes et de la sueur figés dans du bronze.
Sur un trône d'or il se dresse fièrement,
Une peste ignoble le suit comme son ombre ;
Cependant dans les lointains apparaît déjà au soleil
Et poursuit son sillage une floraison enivrante.

Qu'est le capital ?

La puissance qui domine toutes les puissances humaines,
Cependant sans force, si la force ne lui était livrée
Par des bras sans nombre de travailleurs.

Qu'est le capital ?

Pour qui souffre en silence, malédiction et tourment.
Mais laisse le marteau être une arme,
Qu'il lui apporte le tourment de la ruine ;
Alors il faiblira, comme disparaît l'oppression d'un songe
Quand au matin flamboie le premier rayon ;
Ainsi la puissance, qui n'opère que dans les ténèbres,
S'évanouira quand se lèvera *notre jour*¹ !

Une grande partie du nouveau volume était consacrée aux « esclaves de la terre », comme était intitulé un cycle de poésie : « A föld rabjai ». Sur un fond de paysage, toujours identique, la grande plaine hongroise, il fait passer les silhouettes des pauvres gens, ouvriers et domestiques qui peinent et qui souffrent, et il leur apprend à répéter la « marseillaise des travailleurs ».

Le succès de ces poèmes encouragea Csizmadia à publier en 1905 un troisième volume : *Dans la lueur de l'aube* (Hajnalban), qui contient, à côté de contes en prose poétique sur les hommes en travail, une nouvelle série de poésies lyriques sur les esclaves de la glèbe.

1. Nous traduisons aussi littéralement que possible ces passages du poème. Cf. *Volkssstimme-Kalender* 1907. Budapest, 1907, p. 79. *Alexandre Csizmadia*, par Richard Schwartz, p. 66-74.

Ces œuvres donnent à Csizmadia une véritable auréole dans le monde socialiste et le prolétariat agricole hongrois. Elles sont répandues comme un ferment d'agitation, elles enflamment les sentiments de l'homme des champs dont elles épousent toutes les aspirations. Le poète y ajoute une activité personnelle très grande qu'il déploie et dans la création du syndicat des travailleurs de la terre dont il était le président, et dans sa collaboration à la *Népszava*, et dans la rédaction du journal hebdomadaire des travailleurs agricoles, *la Liberté du monde* (Világszabadság), et dans ses traductions de Marx, d'Engels et d'autres œuvres de propagande.

Cet autodidacte est devenu le poète officiel du socialisme agricole hongrois ; mais il est resté l'agitateur d'autrefois ; il va à travers la Hongrie, discourant et organisant, prêchant avec lyrisme la liberté socialiste, tandis que ses adeptes redisent ses poèmes comme un cri de guerre et d'espérance.

Il n'est pas jusqu'à ses prisons qui n'aient achevé sa légende, en lui ajoutant l'auréole du martyr. En 1906 encore il a été poursuivi pour une de ses poésies, et accusé de rien de moins que de quatre crimes, d'exciter à la haine de classe, à la révolte, à la violation de la propriété privée, et d'avoir fait éloge d'un crime, puisqu'il louait des ouvriers d'avoir entraîné de force des travailleurs récalcitrants. L'accusation demandait cinq ans de « prison dure », le tribunal correctionnel pour une fois l'acquitta.

Au demeurant, ce poète garde toutes les apparences d'un rustre des champs ; ses origines se décèlent au premier regard ; son front haut et déjà dénudé accuse la quarantaine ; une figure régulière, des cheveux longs rejetés en arrière, une barbe entière, des yeux dont le regard est comme enveloppé, donnent à sa physionomie un air d'apôtre ;

un corps solide, la tête plantée un peu en avant sur des épaules légèrement voûtées font penser à un homme de lutte. Cet ancien garçon de charrie, d'une culture limitée, a pris, par son prestige de poète et d'organisateur, une part prépondérante dans le mouvement socialiste agraire.

Outre les hommes que nous venons de citer, membres anciens ou nouveaux du comité directeur du parti, d'autres personnalités ont sur ce dernier une action directe ou indirecte.

Le D^r Ervin Szabo est une des figures les plus intéressantes de ce milieu : dans un corps maigre et frêle, épuisé à trente ans de travail, de pensée et de méditation, il cache un esprit clair, profond et ouvert aux choses de la vie comme aux idées nouvelles. La littérature française, comme l'allemande, lui est familière ; il a traduit en trois volumes les œuvres choisies de Marx et d'Engels, il les a commentées, puis il s'en est émancipé. Exception encore rare dans ce mouvement, cet intellectuel garde de la réserve à l'égard de la politique et des politiciens ; il a prononcé un discours de tendance antiparlementaire et à conclusions « syndicalistes », comme on dit aujourd'hui chez nous¹ ; il porte toute son affection sur le mouvement syndical et sur l'organisation économique ; l'opportunisme des disciples de Marx lui déplaît fort et il cultive avec ferveur le sens révolutionnaire, le goût des réalités syndicales, l'éducation autonome des ouvriers. C'est une des grandes espérances du mouvement : tous parlent avec respect de ce jeune penseur, dont l'esprit original dirige les syndicats hongrois vers un dessein inspiré à la fois de la Confédération du travail française et des organisations prudentes de

1. Cette tendance se retrouve dans un article de doctrine publié par le *Mouvement socialiste*, en février 1909, p. 108-129 : *Politique et syndicats*.

l'Allemagne. Malgré sa jeunesse, il est écouté et suivi ; il a déjà comme des disciples, d'autant plus attentifs que son corps frêle menace de ne plus le servir. Nous le vîmes aux bains de Bude, dans un de ces établissements où les surmenés viennent reprendre quelque force, puis dans une de ces maisons modestes cachées au-dessous du palais royal sur les flancs de la colline qui domine Pest. Sa pensée s'exhalait et semblait avoir peine à passer à travers un corps sans vie ; mais elle était toujours pleine, précise et forte. Ce pourrait être le chef intellectuel d'une école socialiste hongroise. C'est déjà le penseur indépendant du parti, comme M. Garami en est le penseur orthodoxe, M. Bokanyi le tribun et M. Weltner l'organisateur.

Qui citer encore ? le Dr Kunfi, ancien professeur en province, rédacteur à la *Népszava*, un autre « intellectuel » du parti ; M. Emmanuel Büchinger, secrétaire du parti ; le Dr Eugène László, un avocat, rédacteur à la *Népszava* ; M. László Rudas, etc... Un certain nombre se révéleront sans doute, quand la réforme du suffrage aura permis à certains d'entrer dans le Parlement futur.

II

L'organisation syndicale est centralisée plus encore que l'organisation politique. On n'y connaît ni groupements nationalistes, ni fédérations nationales. La base de l'organisation n'est même pas, en général, géographique ; les syndicats d'une ville ne sont pas unis par un lien permanent ou réunis dans des bourses du travail.

Les grands traits de l'organisation syndicale peuvent se résumer en quelques lignes : deux organismes entièrement séparés et indépendants, celui des ouvriers indus-

triels et celui des ouvriers agricoles ; le premier est composé de fédérations nationales de métiers avec des sections locales, d'un congrès annuel des délégués de ces diverses fédérations, élisant un comité directeur et un secrétaire permanent¹.

Tandis que le groupement des ouvriers industriels avec ses congrès, son comité syndical de 11 membres et son secrétariat, date déjà de quelques années, celui des ouvriers agricoles ne remonte qu'à la fin de 1905 : quand fut alors fondée la fédération des ouvriers des champs, on aurait pu la rattacher aux autres fédérations ; mais il s'agissait d'un milieu tout différent, d'intérêts spéciaux, d'une propagande particulière. Aussi préféra-t-on donner aux syndicats agraires une indépendance absolue ; leur fédération, avec ses congrès, son comité directeur de 11 membres et son secrétariat, est un organisme autonome se développant parallèlement aux syndicats industriels.

Ainsi le socialisme, de même qu'il sait en Autriche tenir compte des contingences nationales, sait en Hongrie s'incliner devant les intérêts agraires.

C'est au premier congrès des syndicats de 1899 que furent posées les bases de l'organisation des ouvriers industriels. On adopta alors une résolution proposée par la commission d'initiative, qui faisait à tous les syndicats spéciaux existants, aux *Fachvereine*, comme les appelle le compte rendu allemand du congrès, un devoir de s'unir en fédéra-

1. Les syndicats hongrois sont représentés aux conférences syndicales internationales. Ainsi, ils figuraient à celle de Christiania en septembre 1907, à côté des syndicats d'Angleterre, d'Allemagne, de Belgique, de Danemark, de Finlande, d'Italie, des Pays-Bas, de Norvège, de Suède et d'Autriche. On sait que la C. G. T. de France a refusé d'y prendre part, la grève générale et l'antimilitarisme n'étant pas à l'ordre du jour de la conférence. C'est le secrétaire des syndicats allemands, Logien, qui est secrétaire international. (Cf. *Sozialistische Monatshefte*, novembre 1907.)

tion nationale (*Landesverein*). Le cercle d'action des syndicats, disait cette résolution, doit être étendu, la cotisation élevée, et le syndicat doit s'inquiéter de l'éducation intellectuelle de ses membres, comme aussi assurer un secours aux chômeurs et aux ouvriers en voyage, s'occuper du placement des travailleurs et entrer en rapport avec les autres organisations ouvrières¹.

Ce même congrès complétait la liaison des groupes ouvriers, en constituant un conseil syndical de 11 membres élus par le congrès (*Gewerkschaftsrath*), pour établir des relations entre les fédérations, contrôler leur activité et leur prospérité. D'après la résolution adoptée, ce comité devait faire exécuter les décisions du congrès, assurer les devoirs de réciprocité entre syndicats pour les secours aux ouvriers en voyage, organiser une caisse de résistance et de grève, étendre l'organisation syndicale et augmenter le nombre des journaux corporatifs, dresser les statistiques du mouvement ouvrier, préparer et convoquer les congrès syndicaux périodiques².

Ce comité se compose d'un président et d'un vice-président, d'un secrétaire général et d'un secrétaire, de deux trésoriers, de deux inspecteurs pour l'organisation intérieure et de trois inspecteurs pour la surveillance des syndicats. C'est à lui que le congrès donna le mandat d'organiser un secrétariat permanent du travail.

Ce secrétariat fut établi en janvier 1904 et ressemble aux secrétariats analogues d'autres pays; il centralise les efforts des syndicats, étudie le mouvement ouvrier, contrôle l'action syndicale, fait la statistique, s'occupe d'organiser les métiers encore inorganisés, donne à tous le senti-

1. *Protokoll des am 21 und 22 mai 1899 Abgehaltenen ersten Landes-kongress der ungarlandischen Fachvereine und Gewerkschaften*. Budapest, 1899, p. 16.

2. *Idem*, p. 23.

ment de la discipline et de la solidarité ouvrière. C'est en Hongrie un organisme vivant et puissant, qui coordonne, contrôle et dirige. Dès le mois de septembre 1904, il fit paraître son organe officiel, le *Courrier Syndical* (*Szakszervezeti Értesítő*).

C'est ce secrétariat et le conseil syndical qui préparent et convoquent les congrès généraux des syndicats. Ces congrès réunis tous les deux ans, puis tous les ans, sont l'organe souverain du groupement syndical. Aux premiers congrès de 1899 et de 1901, les fédérations de métiers n'existaient pas encore, et seuls, des syndicats de Budapest et de la province étaient représentés par un ou deux délégués; 37 associations de Budapest et 24 de province au congrès de 1899, 42 de la capitale et 46 du reste du pays au congrès de 1901. D'après le règlement, le vote à main levée était possible, donc par tête de délégué; mais, sur la demande de 10 délégués, le vote nominal était obligatoire et chaque organisation ne disposait alors que d'une voix. Le droit de vote n'était donc pas proportionnel au nombre des syndiqués.

Aujourd'hui, le droit de vote au congrès a été établi sur des bases rigoureusement proportionnelles. Chaque syndicat ou fédération a droit à autant de délégués qu'il compte de milliers d'adhérents, et en outre de ces délégués, ne sont membres du congrès avec droit de vote, que les membres et les secrétaires de la commission centrale des syndicats

L'autonomie de chaque fédération est respectée, mais en quelque sorte dans son gouvernement intérieur; dans son activité externe, son programme, ses relations avec les autres fédérations et le pouvoir, elle est en fait soumise au contrôle étroit du comité et du secrétariat permanent. Cette centralisation, loin d'affaiblir la tendance vers le groupe-

ment, semble l'avoir fortifiée. En 1903, il n'y avait encore que 12 fédérations nationales; en 1904, 15; au début de 1905, 17; en 1906, 25; en 1907, 26. Tandis que les fédérations nationales progressent ainsi sans arrêt, les organisations locales anciennes déclinent de façon continue : 63 en 1903, elles ne sont plus que 17 en 1907. Du reste, les congrès et le conseil syndical n'admettent plus, dans l'organisation syndicale, de syndicats locaux d'une industrie, lorsqu'il existe déjà une fédération nationale de cette industrie. C'est, on peut le dire, la fédération obligatoire, la centralisation forcée, à la place d'une sorte de fédéralisme local. Aujourd'hui, dans les centres un peu importants, il n'existe qu'une commission régionale, qui est contrôlée par la commission centrale des syndicats, et se compose de délégués des syndicats ou des sections locales de fédérations nationales¹.

Les plus importantes des fédérations étaient, en 1907, avant la dissolution des unes et la dispersion d'autres, celles des ouvriers du bâtiment, des typographes, des ouvriers métallurgistes, des travailleurs du bois, des tailleurs, des cordonniers et des charpentiers².

Chacune de ces fédérations, dénommées dans ce qu'elles publient en allemand *Landesverband, Verband, Fachverein Ungarns*, etc..., se compose généralement de groupes locaux avec une « centrale » à Budapest, d'un comité directeur, d'un secrétariat, d'un congrès avec un organe corporatif.

Prenons en exemple une des plus anciennes fédérations,

1. Cf. *Documents annexes, tableaux M.*

2. Les autres sont celles des coiffeurs, des relieurs, des ouvriers graphiques, des compagnons de l'industrie graphique, des employés de commerce, des ouvriers gantiers, des chapeliers, des ouvriers de l'alimentation, des peintres en bâtiments, des ouvriers minotiers, des ouvriers selliers, des tailleurs de pierre, des ouvriers de l'industrie textile, etc.

celle des travailleurs du bâtiment, dont le premier congrès, appelé alors « conférence », se tint en juin 1897¹. Les syndiqués payent depuis 1904 une cotisation hebdomadaire de 30 hellers, mais seulement pendant quarante semaines (les douze semaines de morte-saison exceptées), soit 12 couronnes par an; de ces 30 hellers, il est prévu dans les statuts que 15 vont au fonds de secours, 5 à l'administration centrale et 10 au fonds de dépenses courantes du groupe local; à la fin de 1906, la fédération se composait de 243 groupes locaux éparpillés dans les villes de province, et de 9 groupes corporatifs à Budapest, ces derniers comprenant chacun des ouvriers d'une seule spécialité, l'un des maçons, l'autre des tailleurs de pierre, etc. Dans la province, les ouvriers spéciaux se réunissent ou se séparent, selon l'importance du métier. Depuis la réorganisation de 1904, une assemblée générale des délégués des groupes se réunit annuellement, pour délibérer des intérêts de la fédération; elle élit un comité de 14 membres, qui dirige la fédération et le secrétariat permanent par l'intermédiaire d'un présidial à trois membres: ces trois présidents sont responsables en première ligne devant le comité, en seconde ligne devant l'assemblée générale. Le secrétaire, dont l'influence pratique est grande par suite de cette organisation même, dirige un journal corporatif en deux langues, *l'Ouvrier du bâtiment* (*Építőmunkás, Bauarbeiter*²). En dehors du secrétariat permanent central, des secrétariats provinciaux ont été constitués pour faciliter les rapports et le service à Pozsony, Szeged et Temesvar. Chaque groupe ou syndicat n'a qu'une autonomie assez réduite: il ne dispose que d'un tiers des versements

1. *Taschenbuch für Bauarbeiter*, 1907-1908, de Alexandre Garbai. Budapest, 1906, p. 95-109.

2. *Idem*, p. 112-124 (statuts de la fédération).

de ses membres ; ses statuts particuliers n'ont été adoptés qu'après approbation de la fédération et dans une assemblée présidée par un délégué de la « centrale » ; il est contrôlé par les représentants de la fédération, par les membres de la commission de surveillance à qui les statuts attribuent les pouvoirs d'inspection les plus étendus ; il est vrai qu'il élit annuellement des délégués à l'assemblée générale du *Verband*, où chaque délégation dispose d'une voix, les statuts ne prévoyant pas de suffrage proportionnel au nombre des membres.

Le groupe local nomme son bureau qui doit compter 15 membres ; ce bureau choisit un président, un secrétaire, un trésorier, un contrôleur et un bibliothécaire ; il s'inquiète surtout des conditions locales du travail, des rapports avec la « centrale », de la rentrée des cotisations, de l'instruction des ouvriers par l'achat de livres, voire par des cours, enfin de la propagande sous toutes ses formes. Dans les cas graves, il demande le plus souvent l'avis du secrétariat de la fédération : le manuel officiel, édité par celui-ci, lui en fait un devoir, et ajoute : « Dans les affaires importantes, la centrale envoie un délégué qui décide la question sur place² ». C'est ainsi que les quelque 20.000 ouvriers syndiqués du bâtiment sont, en Hongrie, organisés en un groupement fortement centralisé, qui est lui-même une des bases de l'organisme syndical.

Parmi les fédérations reliées au conseil général des syndicats ne figure pas celle des mineurs. Ce n'est pas qu'elle n'existe en fait, ni qu'elle ne soit en communion d'idées avec ce conseil. C'est celui-ci qui a, au contraire, organisé et convoqué le 1^{er} congrès des mineurs de décembre 1903 ; son délégué, M. Charles Tessársrss qui a dirigé ses travaux,

1. *Idem*, p. 109.

fait admettre la nécessité pour les syndicats locaux existants d'entrer dans une fédération nationale, dénommée en allemand « Verband der Bergarbeiter Ungarns », fait voter par ce congrès un projet de statut¹ et renvoyer à la commission des syndicats la préparation d'une organisation effective et complète jusqu'à la création d'un secrétariat permanent spécial aux mineurs². Mais en 1907 cette organisation n'était pas encore arrivée à bonne fin et pourvue de l'autorisation du ministre de l'Intérieur.

Il est même très remarquable de noter que, tandis que dans la plupart des pays les mineurs sont une des forces du mouvement syndical, ils ne sont encore en Hongrie qu'à peine organisés, très peu conscients et solidaires, mal payés, alors que l'industrie minière est prospère. Nous avons dit ailleurs les causes de cette situation : le mélange des nationalités, l'action du pouvoir et des grandes sociétés minières, l'éloignement des centres miniers.

Le congrès général des syndicats n'est pas composé que des fédérations nationales de métiers. Y sont représentées des organisations locales de corporations encore fragmentairement organisées : pour le plus grand nombre, ce sont des ouvriers de certaines industries ou commerces de Budapest, qui ont formé un syndicat, encore sans analogue en province ; ainsi les ouvriers de confections pour dames, les orfèvres, les bouchers, etc. ; ils sont en quelque sorte le noyau d'une future organisation nationale, qui commence

1. D'après ces statuts, l'assemblée générale de la fédération se tient tous les deux ans : elle est composée des délégués des groupes locaux qui possèdent une voix pour 50 membres, et ensuite d'autant de voix qu'ils comptent de centaines de membres effectifs (payant 1 couronne par mois) ; elle élit un comité central de 14 membres, dont un président, deux vice-présidents, etc..., et une commission de contrôle financier de cinq membres ; les statuts portent que le comité central est tenu de contrôler les groupes locaux de temps en temps et au moins deux fois par an.

2. *Die Lage der Bergarbeiter*, p. 21 et s., p. 31 et s.

par le groupement des ouvriers dans la capitale. Quelques-uns de ces syndicats se trouvent aussi en province, comme les ouvriers céramistes de Pécs ; mais peu à peu ils se rattachent à une fédération et le nombre de ces associations locales isolées se restreint à chaque congrès.

Cette organisation syndicale compte dans ses cadres, ainsi fortement construits, des ouvriers de toutes nationalités, de tous pays et de toute langue ; elle permet dans ses congrès l'emploi de la langue maternelle de chacun et rédige ses publications, surtout dans les débuts du mouvement, autant en allemand qu'en hongrois ; aujourd'hui elle publie même des journaux en slovaque et des tracts en serbe ou romain. Elle mélange dans ses rangs, hommes et femmes : religieuses, femmes typographes, ouvrières graphiques appartiennent déjà à plusieurs syndicats. Mais l'organisation du prolétariat féminin n'est pas sans attirer spécialement l'attention des chefs du mouvement et ils ont créé des groupements séparés.

Le travail féminin est en Hongrie et surtout à Budapest rémunéré d'une façon misérable : la femme est le plus souvent dans l'impossibilité de gagner sa vie et, attirée dans la capitale ou les autres villes, elle finit par se livrer à la prostitution pour pouvoir manger. Il y a peu de cités où le nombre des prostituées soit aussi grand qu'à Budapest ; cette ville est un véritable marché de chair humaine, marché à bas prix d'une marchandise généralement bien faite, marché qui par suite travaille en grand pour l'exportation : « la traite des blanches » s'effectue dans une large mesure vers les Balkans et l'Amérique du Sud, où par dérision le nom d'« Hongarese » est devenu le sobriquet des femmes faisant le commerce d'elles-mêmes.

Dans tous les pays, et en Hongrie comme ailleurs, l'organisation des femmes ouvrières est des plus malaisée. A

Budapest, on a essayé de les réunir dans une association des ouvrières socialistes, qui compte plus d'un millier de membres, la plupart étant déjà adhérentes au syndicat de leur profession. En province, des groupes existent dans les principales villes, surtout à Arad, où les couturières au nombre de 2.000 ont fait une fois grève. L'ensemble de ces associations est groupé dans une fédération, sous le nom d'*Union des ouvrières de Hongrie*.

De ces syndicats et de ces fédérations, plus d'un, nous l'avons dit, ont été dissous, d'autres ne sont pas régulièrement autorisés ; certains ne sont que tolérés : leur situation légale est donc souvent douteuse. Mais lorsque le pouvoir sévit contre eux, ils se transforment en société secrète ; la fédération des ouvriers métallurgistes, celle des ouvriers du bâtiment, bien d'autres encore, qui ont été dissoutes par ordonnance ministérielle, subsistent en secret, malgré les difficultés de la situation, la surveillance du pouvoir et souvent l'absence de conviction bien ferme chez les syndiqués ; ces sociétés secrètes avaient un cadre tout préparé, celui des « associations libres » secrètes, existant déjà en même temps que les syndicats autorisés : ceux-ci, en effet, ne peuvent, nous l'avons dit, ni s'occuper d'une grève, ni la préparer, ni recueillir des fonds de résistance pour la soutenir ; dès lors une partie des fonds des syndicats n'est pas portée en compte, n'apparaît nulle part ; elle passe aux fonds de grève secrets, à une caisse noire, gérée par ces « associations libres ». Généralement à la cotisation officiellement donnée au syndicat s'en ajoute une autre destinée à cette caisse de résistance. De plus en plus le vrai centre du mouvement syndical est constitué par ces associations libres, qui échappent au contrôle du gouvernement et à la dissolution, sinon à la poursuite de la police. A l'heure actuelle, ce sont ces groupements qui jouent le rôle

dominant : ils dirigent le mouvement et les grèves, ils ont même dans le parti politique une action indéniable puisqu'ils en sont à certains égards comme les cellules. Les chefs des syndicats ont dans ces sociétés secrètes le champ librement ouvert à leur activité ; c'est là qu'ils se concertent, préparent les nominations de délégués et toutes les décisions. C'est dans ces coulisses que se déroule une histoire cachée, qu'il est trop tôt encore pour conter ; elle se poursuit dans l'ombre à l'heure présente.

Le labeur obscur des chefs des syndicats les fait moins connaître, les met moins en lumière que les chefs du parti politique. Csizmadia, le président de la fédération des ouvriers agricoles, et Jaszaï, le secrétaire du comité général des syndicats, sont les plus célèbres ; nous en avons déjà parlé, comme membres du comité directeur du parti. Les autres sont tous des ouvriers, puisque ne peuvent faire partie des syndicats que des ouvriers et que les employés des syndicats eux-mêmes sont d'anciens ouvriers. Aussi ces travailleurs n'ont-ils pas d'autre histoire que celle de propagandistes zélés, entreprenants, devenant secrétaire ou président d'un syndicat, puis d'une fédération, et le demeurant. Parmi ces « camarades » arrivés, on peut citer Béranger, un tailleur, Garbai, un ouvrier maçon, Hasenclever, un tanneur, Audorf, un serrurier, Haunich, J. Schiller, A. Behr, E. Rieger et Robert Seidel, des ouvriers drapiers, Ad. Sepp, un ouvrier cigariier, Hegesippe Moreau, M. Kegel, des typographes, Ernest Klaar, un ouvrier compositeur, R. Preussler, un verrier, K. Kaiser, un ouvrier pianiste, Bartel, un ouvrier de l'industrie textile ; enfin, pour arrêter ici cette liste, une femme, M^{me} Marie Gardas, qui s'occupe à Budapest de la propagande socialiste chez les femmes.

III

Ces deux organisations, l'organisation du parti politique et l'organisation syndicale, sont théoriquement entièrement distinctes et indépendantes. Mais dans la pratique qu'en est-il? dans les États d'Europe, tantôt syndicats et partis sont ennemis ou au moins hostiles, soit que les syndicats aient des visées plus conservatrices, comme en Angleterre, soit qu'ils aient des idées plus révolutionnaires, comme en France. Tantôt ils marchent d'accord, comme en Allemagne ou en Autriche : l'autonomie effective et un certain sens réaliste ou opportuniste plus accentué n'empêchent les syndicats de ces pays d'être en rapports intimes et amicaux avec le parti.

En Hongrie, jusqu'à présent les relations ont été si étroites que l'autonomie des syndicats a été souvent presque nominale ; leur activité a été dirigée et en fait contrôlée par le comité directeur du parti ; c'est ce dernier qui a créé les syndicats, qui a développé le mouvement syndical, pour se donner un appui solide ; aux premiers congrès des syndicats, l'un de ceux qui ont agi le plus en ce sens prenait la parole dès l'ouverture « au nom et sur le mandat du parti social-démocrate hongrois » et M. Jacob Weltner s'exprimait en ces termes : « Le parti social-démocrate et les syndicats ne forment pas et ne peuvent même pas former un tout organique ; nous le savons bien ; cependant nous saluons le congrès avec amitié ; car si nous marchons par deux voies différentes, nous nous dirigeons vers un même but : l'éducation d'une classe ouvrière instruite et consciente, qui puisse proclamer ses droits... En ceci est la liaison, est le lieu où les deux

camps, — parti et syndicats, — doivent s'unir. Le parti social-démocrate, en s'efforçant de développer la situation économique des syndicats, accomplit un vrai service dans l'intérêt du dessein commun, parce que par là l'occasion est mieux offerte de former et désigner des ouvriers conscients. A ce dessein travaillent les syndicats comme nous et c'est pourquoi, au nom du parti, je souhaite que le congrès puisse accomplir en ces trois jours un travail utile¹ ».

Cette attitude de créateur et de protecteur qui se révèle dans cette petite allocution, est bien celle que le parti jusqu'à ce jour a gardée à l'égard des syndicats, ses fils non encore émancipés. De fait, les initiatives émanent du comité directeur du parti, qui les transmet au secrétariat des syndicats, d'où partent les instructions pour chaque corporation. S'agit-il de fonder un journal du parti, qui doit déposer une caution de 30.000 k. et être pourvu d'un fonds de roulement, ce sont les syndicats qui doivent en prendre les actions ; les syndicats doivent acheter un certain nombre de numéros des journaux socialistes qui se créent ; ils doivent faire de la propagande pour le parti parmi leurs adhérents, dont beaucoup sont attirés plus par les avantages matériels que par leurs convictions socialistes ; ils répètent que tout ouvrier conscient doit appartenir non seulement à un syndicat, mais aussi au parti ; sur la couverture du compte rendu du premier congrès syndical, un appel à l'agitation est ainsi libellé en gros caractères : « Le combat politique conduit à la libération finale de la classe ouvrière des chaînes de l'exploitation et de l'oppression capitalistes. La lutte de classes trouve son expression *la plus vivante* dans le mouvement politique du parti, que

1. Protokoll des II. Kongresses, p. 9.

doit soutenir moralement et matériellement chaque membre de la classe ouvrière ». Les chefs du syndicat s'efforcent ainsi de faire de chaque syndiqué un membre du parti : ils lui donnent en même temps que son carnet de cotisations syndicales, qui montent souvent jusqu'à une douzaine de couronnes par an, un carnet de cotisations pour le parti, qui n'exigeait que 2 hellers par semaine, aujourd'hui 4 hellers.

En fait donc il n'y a pas une autonomie réelle des syndicats, mais une compénétration de fait entre parti et associations de métiers ; division de droit, union réelle, dans l'ensemble direction du parti, telle est la situation présente.

Cette situation pourra peut-être se modifier. On commence à sentir passer dans les syndicats un souffle d'indépendance, un désir d'autonomie. On reproche au parti de s'occuper trop de choses politiques, de dériver de ce côté l'activité syndicale, de se laisser absorber par la conquête du suffrage universel, de lancer les syndicats dans la lutte politique, de les avoir mis au service du gouvernement absolutiste, d'être trop opportuniste quand le demande le souci de certaines combinaisons. Ce mécontentement, comme cette aspiration à l'indépendance, n'est encore le fait d'une minorité ; cependant on a vu en 1905 des ouvriers en grève repousser les conseils d'apaisement des chefs politiques, Bokanyi et Weltner, et continuer la grève. Il est difficile de pronostiquer la tournure que prendront désormais les rapports entre parti et syndicats ; il semble que la compénétration originelle est encore si profonde que l'autonomie du parti et l'indépendance des syndicats n'est pas prochaine ; tout au contraire on assisterait plutôt à une conquête de la direction du parti par les chefs des syndicats ; les chefs des grandes

féderations de métiers depuis ces dernières années ont été élus par les congrès du parti comme membres du comité directeur et l'un d'eux, en ouvrant le congrès syndical de 1908, pouvait dire avec raison : « Les mêmes hommes qui prennent part au mouvement économique, dirigent l'action politique du parti et par là notre émancipation politique. » La fusion d'antan serait ainsi maintenue, mais la situation retournée, à moins que ces chefs assis au comité directeur du parti ne s'animent de l'esprit politique du milieu et ne deviennent un jour suspects à leurs anciens amis.

Quelques faits, toutefois, permettent de penser que cette fusion originelle est à la veille d'évoluer vers une séparation effective. Deux causes travaillent en ce sens : d'une part la réforme d'usuffrage va permettre au parti de compter des représentants au parlement et de s'absorber dans la politique électorale ; cette œuvre est trop différente de l'émancipation économique, à laquelle travaillent les syndicats, pour que les mêmes hommes s'occupent habituellement de la propagande comme candidats et de la direction des fédérations de métiers ; d'autre part, ces fédérations deviennent de plus en plus importantes, fortes, riches et nombreuses ; la vie même les pousse à vouloir se gouverner elles-mêmes, sans recevoir de mots d'ordre du parti.

Il est significatif de noter que ce sont précisément les syndicats les plus puissants qui laissent voir des indices non douteux de leurs sentiments nouveaux : les deux fédérations des typographes et des ouvriers métallurgistes, qui sont des mieux organisées de Hongrie, se sont élevées au congrès de janvier 1908 des syndicats et au congrès d'avril 1908 du parti, contre la fusion prolongée de l'organisation économique et de l'organisation politique. Elles ont refusé de laisser leurs délégués siéger au comité direc-

teur du parti ; et comme deux d'entre eux y ont cependant été élus, elles leur ont interdit d'y paraître.

Sans doute ces faits doivent être pour une part expliqués par des circonstances personnelles, mais néanmoins c'est un premier pas fait dans la voie d'une séparation effective. Le parti y contribue, du reste, en établissant, comme nous l'avons dit, une organisation particulière, des sections politiques locales, et en ne se contentant pas d'utiliser les groupements professionnels qu'il avait créés pour lui servir de base solide et de moyen de propagande.

CHAPITRE VII

LE MOUVEMENT SOCIAL-DÉMOCRATE

3° SES IDÉES ET SES TENDANCES

- I. **Le programme et son esprit** : le marxisme « orthodoxe » : le programme du parti en 1890, sa revision en 1903, les revendications pratiques ; le programme des congrès syndicaux de 1899 et 1901, leurs revendications pratiques ; l'identité de ces programmes, leur esprit démocratique, étatiste et réaliste, leur affirmation verbale de la lutte de classes, leur appel constant à l'État bourgeois et leur esprit non-révolutionnaire.
- II. **Le mouvement et ses tendances** : le programme et le milieu : les caractéristiques de l'activité pratique : 1° œuvre des mécontents, sans conviction précise, ni tactique pratique et organisée ; les non socialistes dans les syndicats et la masse amorphe ; les mineurs, les grèves de maçons : — 2° la tendance démocrate et politicienne : l'activité du parti et des syndicats absorbée par la lutte pour le suffrage universel ; les ententes avec des mouvements « bourgeois » ; l'alliance avec le ministère absolutiste, les bons rapports avec le nouveau parti radical bourgeois de M. Kristoffy et avec les députés démocrates des villes ; l'alliance avec le parti des paysans ; le rapprochement avec les députés des nationalités ; la conclusion d'une coalition en vue de la conquête du suffrage universel ; le mouvement intellectuel et politico-social de la société de sociologie et l'éducation donnée aux ouvriers des syndicats à l'« Ecole libre », — 3° l'adoption d'idées propres à plaire au nationalisme hongrois ; le patriotisme et l'hégémonie magyare, le centralisme, le protectionnisme et la séparation économique d'avec l'Autriche, l'agitation menée contre le nouveau compromis ; — 4° la pratique révolutionnaire innée de la masse ; l'atmosphère du parti et celle des syndicats ; le goût des ouvriers hongrois pour la grève en masse et l'action directe ; le mouvement libertaire indépendant et le groupe du comte Batthyany, les intellectuels et les idées syndicalistes révolutionnaires.

I

De cette unité réelle du parti et des syndicats, il résulte que leurs idées directrices sont identiques : leur programme

fondamental est, en effet, le marxisme avec les formules et l'interprétation que lui donnent ses interprètes « orthodoxes » d'Allemagne.

Dès les premiers congrès du parti de 1890 et de 1893, on a transposé dans le programme des social-démocrates hongrois toutes les affirmations de ces docteurs et, on peut le dire, les yeux fermés et sans discussion, comme parole d'évangile. L'activité pratique intéressait alors beaucoup plus les initiateurs que les discussions d'école. Ils manifestaient leurs tendances en proclamant l'internationale ouvrière, en fêtant le 1^{er} mai, en réclamant la journée de huit heures, une législation protectrice et une inspection des fabriques par les délégués des ouvriers. Tendances collectivistes, étatistes et internationales, c'est ce que révélait leur action, préoccupés alors de la lutte contre le parti « national-démocrate », qui cherchait à enrôler les ouvriers dans un groupement ami de la paix sociale, d'esprit nationaliste, repoussant la fête du 1^{er} mai et intervenant pour terminer les grèves.

Le programme a été révisé au 10^e congrès de 1903 et copié sur le programme allemand ; le texte préparé par le comité a été adopté à peu près sans discussion par le congrès, — preuve nouvelle du peu d'intérêt pris à ces problèmes idéologiques. La partie théorique reproduit les affirmations sur le déterminisme économique, sur la nécessité historique pour la société hongroise d'évoluer vers la société collectiviste, sur « la grande exploitation qui élimine de plus en plus la petite exploitation, forme économique surannée et inapte à la concurrence ».

Les revendications pratiques du parti montrent ses tendances étatistes et démocratiques ; il réclame, avant tout peut-être, le suffrage universel ; il fait appel à l'intervention de l'État pour améliorer le sort de l'ouvrier industriel

et agricole par l'établissement de la journée de huit heures et d'un repos continu de trente-six heures par semaine, par l'abolition du truck-system et le paiement du salaire à l'heure, par la création d'assurances obligatoires ; il cherche à étendre le rôle de l'État actuel en demandant qu'il confisque à son profit les mines, les forêts, les forces hydrauliques, la main-morte religieuse et même communale dont il tirerait profit en donnant les terres à des associations coopératives, qui lui paieraient un fermage. Organisation démocratique, intervention de l'État, collectivisme d'État, tels sont les desiderata du parti.

Les syndicats, dans leurs premiers congrès, ont fait expressément adhésion à ces doctrines, tout comme le parti politique, dont ils émanaient. Ils n'ont pas gardé une façade de neutralité, comme cela se produit ailleurs. Ils ont imprimé que leurs membres devaient regarder comme un devoir d'appartenir au parti, et ils ont discuté et admis à leurs réunions de 1899 et de 1901 un programme préparé par les chefs du parti. Discuter est peut-être de trop, car la plupart des articles de ce programme ont été adoptés de suite à main levée sur la proposition du comité. Il commence par une courte déclaration de principes, d'un « étatisme » extrême : « La production moderne repose sur l'exploitation des classes laborieuses. Cette exploitation est le moyen par lequel s'enrichissent les membres de la société et ces classes, qui disposent des moyens de production. La possession de ces moyens est synonyme de possession de la puissance sociale. Cette puissance trouve son expression dans la force de l'État, dans les mains duquel se trouvent en dernière analyse le bien et le mal du peuple ¹ ».

1. Cette déclaration de principes a été révisée au 2^e congrès syndical de 1901 (Cf. *Protokoll*, p. 34) et cette dernière phrase supprimée : « L'ordre économique moderne repose sur la propriété privée des

Suit alors une série de revendications pratiques « recommandées à l'attention du gouvernement » : la protection du travail de la femme et de l'enfant est insuffisante, comme le repos du dimanche, qui doit être au moins de trente-six heures sans interruption ; des salaires minima devraient être établis par contrat collectif entre patrons et ouvriers ; la durée maximum de la journée de travail serait fixée à dix heures ; l'inspecteur des fabriques serait obligé d'entendre les ouvriers ou leurs représentants ; « des tribunaux d'industries doivent être créés pour toutes les branches d'industrie et composés en parties égales d'ouvriers et de patrons, — ainsi qu'ils existent dans les corporations de métiers comme tribunaux d'arbitrage » ; le gouvernement devrait instituer des assurances obligatoires contre la maladie, les accidents, la vieillesse et l'invalidité, sans charges pour les ouvriers et en leur garantissant le droit d'administration, enfin reconnaître la liberté de la grève, de la coalition et le droit d'association¹. Comme on le voit, ces revendications sont les mêmes que celles du parti, mais plus développées. Ce dernier recueille les têtes de chapitre pour les inscrire à son programme ; les syndicats énumèrent plus longuement les réformes économiques, auxquelles leurs fonctions les intéressent particulièrement. Leurs demandes révèlent un esprit imbu de confiance en l'État, de qui ils attendent beaucoup,

moyens de production. Cela et la libre concurrence agissent de telle sorte que les moyens de production sont concentrés dans les mains de quelques-uns, pendant que la partie la plus nombreuse de la société dispose exclusivement de sa force de travail. Cette situation livre à la classe possédante le pouvoir d'exploiter les sans-propriétés, c'est-à-dire la classe ouvrière. La possession des moyens de production est synonyme de possession de la puissance sociale. Cette puissance trouve son expression dans la force de l'État. Cette domination de classe a pour résultat l'appauvrissement complet, l'affaiblissement matériel et moral de la population. Cette situation disparaîtra avec la cessation de l'ordre social actuel ».

1. *Protokoll des ersten Landeskongress*, p. 31-33, p. 53 ; *Protokoll des II Kongresses*, p. 34-35, p. 42.

une tendance constante de faire appel au pouvoir, même à ce gouvernement qui leur est hostile. Écoutez cette fin de discours, prononcé au nom du comité directeur, par M. Charles Teszàrsz : « Nous, social-démocrates, nous affirmons comme principe, que l'État a le devoir d'étendre sa sollicitude sur tous les citoyens du pays, et nous avons préparé la résolution suivante en ce sens, pour pouvoir la proposer au gouvernement. » Sur quoi un congressiste, — une exception, — s'exclama : « Je désapprouve que nous espérons tout du gouvernement. Nous devons agir nous-mêmes de nos mains et de notre travail¹ ».

Ces revendications indiquent aussi une préoccupation opportuniste et prudente : réclamer des tribunaux mixtes et approuver des tribunaux d'arbitrage, comme il semble qu'on doive interpréter le passage que nous avons traduit ci-dessus, exiger la journée de dix heures seulement ne marquait pas un souci révolutionnaire. Sur ce dernier point s'éleva quelques discussions. Le rapporteur répondit à ceux qui désiraient la journée de huit heures, que ses sentiments étaient d'accord avec les leurs, qu'il était bien résolu à travailler avec eux en ce sens, mais qu'on ne pouvait présentement exiger du pouvoir que l'interdiction des journées de travail excessives de douze, quatorze et seize heures. Sur quoi le congrès vota la résolution du comité². Mais celui-ci, à la revision du programme en 1904, proposa d'y inscrire « la fixation à huit heures du temps de travail normal ».

En somme, quand on lit ces comptes rendus de congrès syndicaux, qui résument en une soixantaine de pages les débats, on a l'impression qu'ils posent des principes, ayant tout l'air de formules verbales empruntées ailleurs et inté-

1. *Protokoll des II Kongresses*, p. 44 et 43.

2. *Protokoll des ersten Landeskongresses*, p. 37.

ressant médiocrement. Ils sont inscrits en tête du programme comme une déclaration d'adhésion au mouvement prolétarien international. Cela fait, on réclame des réformes qui répondent aux vœux du plus grand nombre des ouvriers, pour les attirer dans l'organisation nouvelle ; on leur affirme qu'ils seront présentés au pouvoir, pour qu'ils espèrent en leur réalisation ; c'est dire qu'on cultive les intérêts corporatifs et qu'on s'occupe fort peu d'un dessein collectiviste ou révolutionnaire.

Sans doute on parle bien de lutte de classes, de domination de classe, d'exploitation capitaliste, non de paix sociale et d'entente avec les patrons, et à ce titre le mouvement syndical est bien un mouvement prolétarien marxiste. Jacob Weltner le proclame : « Entre les employés et les employeurs, le combat est éternel, et seul le plus fort en sortira victorieux ¹ ». Mais ce conflit ne se traduit pas, dans la pratique, par le développement autonome d'institutions ouvrières destinées à remplacer les institutions bourgeoises ou par la culture d'un état d'esprit prolétarien ennemi de l'État actuel. Le « syndicalisme » peut être, selon le tempérament des milieux ouvriers, ou neutre ou révolutionnaire, mais dans les deux cas il vise au groupement des travailleurs non pas pour peser sur le pouvoir ou pour conquérir l'État, mais pour créer des organismes ouvriers autonomes et des institutions originales et propres. Au contraire, jusqu'à présent, le mouvement socialiste et syndical hongrois tend à peu près exclusivement à réunir les ouvriers pour présenter avec plus de force des réclamations à l'État hongrois, à obtenir soit le suffrage universel, soit la liberté des grèves, soit le développement de la législation protectrice du travail. On ne peut même pas dire que ces desi-

1. *Protokoll des ersten Landeskongresses*, p. 50.

derata soient présentés comme des revendications importantes, mais accessoires; c'est au contraire vers leur obtention qu'est dirigée toute l'activité du mouvement, c'est d'eux seulement que l'on parle dans les congrès. Prenez, par exemple, l'ordre du jour du second congrès syndical de 1901; il est à peu près entièrement composé des matières suivantes : protection du travail, assurances ouvrières, législation des chambres de travail; et le délégué du comité, M. Jacob Israël, déclare nettement : « Le point le plus important de l'ordre du jour du congrès est le second (lois protectrices du travail). Là nous traitons de ce que l'ouvrier exige de ceux qui doivent le protéger, de ce que l'ouvrier doit obtenir sans conteste de l'État, de la législation, de ce qu'il doit réclamer à bon droit. Par le système actuel de la société capitaliste, nous, ouvriers, sommes en Hongrie exclus de tout droit. Dans la législation, notre voix n'est pas entendue et les élus ne représentent pas nos intérêts; l'élément qui fait vivre l'État n'est pas représenté en Hongrie dans le Parlement. Les députés sont à la Chambre les représentants de leurs propres intérêts, et de là suit qu'en matière de protection du travail nous sommes encore en arrière de la Russie¹ ».

On le voit, malgré l'attitude décourageante du gouvernement hongrois, les chefs du mouvement sont tellement pénétrés de l'esprit du socialisme allemand qu'ils allient leurs déclarations marxistes et leur conception de la lutte des classes à une espérance presque exclusive dans les réformes opérées par la voie de l'État, par la législation et la légalité.

Cet état d'esprit est si prononcé que certaines des résolutions votées par les congrès ont une résonance presque

1. *Protokoll des II Kongresses* p. 27.

« réformiste », en tous cas très éloignée de tout sens révolutionnaire.

Une discussion des plus significative à cet égard s'éleva au sein du congrès syndical de 1901. Le comité proposait la création de chambres du travail, organisées par l'État sur le modèle des chambres de commerce, pour que les ouvriers puissent donner leur avis et faire prévaloir leurs vœux par ce moyen dans la législation ; il demandait pour commencer la formation d'une chambre à Budapest après entente entre les ouvriers et les fonctionnaires communaux. Un congressiste, M. Max Grossmann, le représentant d'un journal du parti, la *Volksstimme*, s'éleva contre cette résolution et, soutenu par quelques partisans, il demanda de l'écarter de l'ordre du jour. Un membre du comité l'appuya et s'étonna de cet appel fait à l'État et aux communes, de cette organisation dont on demandait à la loi l'institution. C'était, dit-il, aux travailleurs eux-mêmes à s'organiser d'une façon autonome, indépendante de l'État. Les deux conceptions étaient ainsi en présence, le collectivisme d'État et le syndicalisme ouvrier. Les membres du comité s'élevèrent contre le rejet de leurs proposition et la défendirent par le seul motif qu'ils désiraient la réforme et qu'ils ne pouvaient la réaliser qu'avec l'aide de l'État. Il n'est pas douteux que l'avantage pratique et immédiat dominait leurs préoccupations, dont était exclu le désir d'institutions autonomes spécifiquement ouvrières¹.

Ce même congrès syndical offre un autre exemple du même état d'esprit : il se révèle dans un passage du programme révisé, adopté à ce moment. Celui-ci commence par affirmer que la domination de classe ne peut cesser

1. *Idem.*, p. 47-50.

qu'avec la disparition de l'ordre de choses actuel; mais aussitôt, pour passer à la longue liste des revendications pratiques, il ajoute : « Néanmoins il y a dans le cadre de l'ordre de choses présent des arrangements (*Einrichtungen*, dans le texte allemand de la résolution) qui sont propres à adoucir les conséquences extrêmes des oppositions de classes. Ces arrangements doivent être pris pour placer des bornes à l'extension de l'exploitation capitaliste¹. » Vouloir adoucir les antagonismes sociaux et le proclamer, c'est faire du socialisme d'État « réformiste » et « pacifiste », non du marxisme. Il ne faut pas prendre trop au pied de la lettre cette phrase ; cependant elle montre bien l'esprit à la fois réaliste, étatiste et nullement révolutionnaire du programme des marxistes hongrois.

II

Si tel est le programme du parti et des syndicats, quelles sont les tendances pratiques du mouvement socialiste ? Il n'est pas surprenant que ces tendances ne correspondent pas toujours exactement à ce que révèle ce programme. Ce dernier, nous l'avons dit, a été transplanté, sans être naturalisé ; il a de plus été rédigé par les premiers chefs du mouvement, imbus des idées allemandes. Ceux-ci ont imprimé aux résolutions et aux congrès leur esprit, les ont façonnés à leur image. Et on les a laissé faire, partie parce qu'on s'intéressait peu aux controverses doctrinales, partie aussi parce qu'ils étaient les initiateurs, les vétérans, dont on respectait l'autorité. Mais le mouvement, la vie, le tempérament d'un peuple sont choses plus

1. *Protokoll des II Kongresses*, p. 34.

fortes qu'un programme. Ils le laissent subsister, mais parfois d'autres règles de conduite sont pratiquées.

Ce mouvement, s'il est nettement socialiste et marxiste par l'esprit des chefs, ne l'est pas toujours dans l'âme des masses qui les suivent. Ces masses ouvrières viennent souvent au syndicat non parce qu'elles sont socialistes, mais parce que celui-ci leur donne des avantages pratiques, des secours en cas de chômage, le viaticum s'ils voyagent, l'envoi dans des sanatoria s'ils sont malades, un appui en cas de salaires trop faibles par le moyen de la grève et des fonds secrets de grèves. Ces ouvriers obéissent souvent aux suggestions de leurs camarades plus audacieux, à leurs railleries, à leurs conseils ; ils se laissent embrigader dans les syndicats, sous le couvert d'intérêts corporatifs à défendre ; puis on les détermine à s'inscrire au parti et à s'abonner au journal du parti, en les qualifiant, s'ils ne le font pas, de traîtres à la solidarité ouvrière ou de « compagnons honoraires » s'ils ne paient pas leurs cotisations. De cela il résulte qu'en dehors d'une petite minorité d'hommes actifs, entreprenants et conscients du dessein poursuivi, un grand nombre de socialistes et de syndiqués n'ont pas de sentiments bien nets et bien fermes ; leur éducation ouvrière est minime, leur conviction socialiste douteuse ; ils flottent au gré des hommes et des événements ; si la minorité dirigeante ne peut agir sur eux avec assez d'efficacité, ils demeurent une masse amorphe, comme cela arrive pour les mineurs, qui n'ont encore presque aucune organisation de n'importe quelle tendance.

Souvent ces ouvriers sont simplement des mécontents, des « agités » dont l'éducation primitive et la conscience imparfaite ne permettent aucun groupement cohérent, capable de poursuivre un dessein voulu avec une tactique adaptée : en 1907, par exemple, il y eut des grèves de

mineurs, mais ridiculement conduites, sans organisation, ni prévoyance, limitées à un ou à quelques propriétaires, et qui ne pouvaient aboutir à rien.

De même agissent les ouvriers du bâtiment : ils proclament la grève à chaque instant, sans causes et sans raisons, comme un sport ; l'industrie du bâtiment est ruinée par ces grèves continuelles et par le sabotage ; dans l'été de 1907, les maçons se sont, dans toutes les régions de la Hongrie, tour à tour mis en grève ; les patrons, incapables, sous peine de faillite, de céder à leurs exigences, ont dû proclamer un lock-out général de la maçonnerie et se condamner ainsi à un appauvrissement forcé. Or, à quel résultat voulaient arriver les ouvriers ? à rien, car ils ne désiraient pas la hausse qui s'est produite de leurs propres loyers et de celui des petits bourgeois. Ils auraient eu une conduite logique et compréhensible, étant donné leur point de vue, s'ils avaient pu ou faire augmenter leur salaire, ou remplacer leurs patrons. Mais les entrepreneurs ne pouvaient payer le travail à plus haut prix ; d'autre part, les ouvriers et les syndicats n'ont même pas songé à prendre la place des patrons ; l'observateur aurait compris qu'ils ruinent les industriels et se disent : cette ruine nous délivre des concurrents ; nous allons ramasser les outils, nous associer en coopératives ou en syndicats et nous libérer ; ce sera désormais nous qui dirigerons le travail, et ainsi commencera notre émancipation. Ces constructions de maisons opérées par des coopératives ouvrières auraient pu d'autant mieux réussir que les loyers étaient devenus excessivement chers par suite de ces grèves répétées (un logement de 800 couronnes en 1905 en valait souvent 1.200 en 1907) et que plusieurs fédérations socialistes faisaient bâtir des immeubles pour le siège de leur société ou comme maison de rapport. Mais ni ouvriers, ni syndicats n'ont

même pensé à cela. Ces grèves ne pouvaient donc être l'œuvre que de travailleurs mécontents et « agités », sans instruction ouvrière, ni volonté claire d'un dessein poursuivi. Ce n'étaient pas des ouvriers socialistes organisés, mais des inconscients. C'est la première caractéristique du mouvement actuel, qui est souvent l'œuvre de mécontents peu instruits, sans desseins, convictions, ni tactique pratique.

*
* *

Cet état d'esprit permet de comprendre pourquoi le mouvement revêt une attitude si démocratique et « politique », délaissant l'organisation spécifiquement ouvrière, le travail intérieur d'éducation et d'institutions propres au prolétariat. Il est plus facile d'intéresser une masse peu instruite, peu consciente et peu convaincue à la conquête du suffrage universel, à l'obtention de telle ou telle réforme législative, qu'à une œuvre obscure, profonde et laborieuse. Facile à comprendre, excitant aisément l'enthousiasme, ne réclamant que des paroles, des cris et des cortèges, l'agitation en faveur du suffrage égal et secret a absorbé depuis plusieurs années et surtout depuis 1905 toute l'activité du parti et même des syndicats, dont les membres ont été commandés maintes fois « de manifestation ». Les socialistes ont fini par ne plus rien voir que cette réforme, par ne plus s'occuper que de cette réforme, et par suite à soumettre à cette préoccupation dominante toute autre visée.

Les congrès annuels du parti à Pâques en 1905, 1906, 1907 et 1908 ont consacré leurs séances aux moyens de forcer la main au gouvernement et au Parlement. Dans le 15^e congrès du parti, tenu à Budapest en avril 1908,

les social-démocrates ont à nouveau ¹ pris la décision de proclamer la « grève en masse politique », si le suffrage universel n'était pas établi. La plupart des orateurs ont critiqué la conduite du comité directeur, qu'ils ne trouvaient pas assez hardie et ils ont préconisé une activité révolutionnaire plus décidée pour conquérir le suffrage universel. Finalement ils ont fait adopter la résolution suivante : « Le congrès considère le retard intentionnel dans l'accomplissement de l'obligation du gouvernement hongrois à introduire le droit de suffrage universel, secret et communal, d'une obligation, qui est inscrite dans le pacte conclu avec la couronne, comme la préparation d'un dessein politique contre les intérêts des milliers de travailleurs du pays... Le congrès déclare en même temps que, si le gouvernement devait proposer au Parlement le droit de suffrage plural avec le vote public, la classe ouvrière industrielle et agricole de Hongrie y répondrait par la proclamation de la grève en masse politique. La mesure, la durée et la modalité de cette grève seraient déterminées par un congrès extraordinaire du parti convoqué en temps opportun par la direction du parti. Le congrès donne comme devoir en même temps à la direction du parti et à la direction des organisations composant le parti sur le territoire du pays entier de s'occuper immédiatement et avec ardeur au travail préparatoire de cette grève d'accord avec la direction centrale du parti. Les organisations du parti ont le devoir de fournir au secrétariat du parti sur le progrès du travail d'agitation des rapports systématiques. »

Comme le gouvernement a inscrit, dans son projet de réforme du suffrage, le droit de vote plural, le comité

1. Le 12^e congrès du parti en avril 1905 avait déjà adopté une résolution en ce sens (*Volksstimme*, 4 mai 1905), reprise par le 13^e congrès de juin 1906 (*Volksstimme*, 7 juin 1906).

directeur a convoqué un congrès extraordinaire du parti en 1908, comme il s'y était engagé. Le 6 décembre, les délégués de 171 comités de la capitale et de 179 comités provinciaux se sont réunis à Budapest pour examiner la situation et à nouveau ils ont proclamé la grève générale au cas où le projet gouvernemental serait accepté.

Ainsi, après avoir mobilisé à Budapest toutes les forces du parti et des syndicats en de grandioses cortèges dont les pancartes portaient la revendication du suffrage universel, on prépare tous les ouvriers du pays entier à ne plus songer qu'à cette conquête, à tourner de ce côté toute leur activité.

Une telle tactique tend à donner au mouvement socialiste une tendance démocratique et politique plus que spécifique, ouvrière et prolétarienne. Dès lors il est facile de prévoir que ce socialisme à couleur « démocrate » fait alliance ou au moins agit en bonne entente avec des mouvements « bourgeois » soit politiques, soit sociaux. C'est effectivement ce que l'on peut observer et ces « marches parallèles » ou « en accord » ne se comptent plus : tour à tour les socialistes ont peu ou prou lié partie d'une part avec le ministère absolutiste du général Fejervary, avec le parti bourgeois de M. Kristoffy, avec les démocrates, avec les socialistes agraires, avec les députés des nationalités, d'autre part avec les hommes de l'École libre.

Nous avons déjà en plusieurs endroits indiqué que les socialistes avaient marché d'accord avec le ministère du général Fejervary, l'avaient soutenu de leurs manifestations publiques, de leurs journaux, de l'appui promis de leurs adhérents. Cette alliance a été contractée sur la promesse du suffrage universel et il est visible que les social-démocrates seraient tout disposés à recommencer l'expérience, ou du moins à la continuer, si elle se présen-

taut à nouveau. Contre une aristocratie qui voudrait délier les liens qui rattachent la Hongrie à l'empereur-roi, ils sont tout prêts à prendre fait et cause pour la couronne contre les nobles nationalistes ; la dernière résolution du congrès de 1908 rappelle à ces derniers avec menaces les promesses à eux arrachées et les journaux hongrois ont conté que le parti aurait essayé d'envoyer une députation auprès du roi à Vienne pour obtenir de lui qu'il exige de la Coalition l'introduction promise du suffrage universel égal et secret¹.

C'est le ministre de l'Intérieur, M. Kristoffy, qui avait en 1905 suggéré cette tactique d'alliance entre la couronne, le pouvoir et les ouvriers². Aussi n'est-il pas étonnant que ses rapports avec les socialistes se soient maintenus très cordiaux, quand celui-ci créa un nouveau parti politique, après la chute du ministère absolutiste. Il était devenu, un peu malgré lui ou du moins sans qu'il le voulût, le héros du socialisme ; il reste apte à former, le cas échéant, un « bloc de gauche » avec les social-démocrates. Lui-même

1. C'est le *Budapesti Hirlap* du 19 septembre 1908 qui a raconté les démarches des socialistes hongrois, qui du reste n'auraient trouvé aucun aboutissant auprès de l'empereur. Ils voulaient, paraît-il, lui envoyer une députation composée des délégués de tous les partis hostiles au projet électoral du gouvernement. Ils auraient consulté les partis socialistes étrangers sur l'orthodoxie d'une telle démarche auprès du roi : tous, et spécialement le parti autrichien, s'y seraient montrés favorables, sauf les partis russe, suédois et belge. En France, MM. Jaurès et Lafargue n'y auraient pas été hostiles, MM. Vaillant et Sembat l'auraient déconseillée. Mais cet article demande confirmation.

2. Qui en avait donné l'idée originelle ? On ne le sait pas encore avec certitude. M. Kristoffy ne paraît pas être un esprit d'une originalité assez grande pour l'avoir lancée de lui-même. Pour les uns, c'est Vienne qui la lui aurait suggérée. Pour les autres, ce serait soit un de ses partisans, comme le très adroit directeur du *Budapesti Naplo*, soit un de ses collègues du ministère, comme le ministre du Commerce du ministère Fejervary, M. Lázlo de Vösrös, homme très actif et compétent qui a beaucoup fait pour les employés pendant son passage au pouvoir, y a beaucoup travaillé et du reste y a recueilli de sérieux avantages, appréciables dans une situation difficile.

et son parti y représenterait les petits bourgeois radicaux, adversaires de la noblesse, des églises, des idées conservatrices ; il serait prêt à recueillir les suffrages de tous les mécontentements sociaux et propice aux intérêts des petites gens ¹. Son groupement, organisé au début de l'année 1908, a pris le nom de parti radical bourgeois et dans l'assemblée constitutive tenue le 7 mars une trentaine d'organisations locales étaient déjà représentées. Le discours-programme prononcé par M. de Kristoffy révèle ses tendances ² : il se demande qui est traître au pays de ceux qui ne parlaient que de la langue de commandement hongrois, ou de ceux qui plaçaient avant cette revendication celle du suffrage universel à obtenir du roi en faveur de la nation et il conclut : « Si nous continuons à mépriser les intérêts de la grande masse du peuple, c'est la ruine fatale de la nation hongroise. Mais si nous donnons une règle de justice aux instincts puissants et groupons avec sagesse les forces nouvellement nées à notre vie sociale, nous pourrons les utiliser comme levier pour une politique

1. L'assemblée du parti, présidée par M. Ladislav Kaffka, ancien secrétaire d'État au ministère de l'Intérieur en même temps que M. Kristoffy était ministre, inscrivit dans son programme la sécularisation des biens d'églises, la reprise par l'État de l'administration des sociétés de régularisation des eaux, l'introduction du Homestead et avant tout l'institution du suffrage universel ; un passage du programme déclare que l'ausgleich de 1867 a réglé « définitivement » les rapports entre l'Autriche et la Hongrie, et que par suite la politique présente doit se fonder sur une base économique.

2. Toute une partie de ce discours est la première justification essayée officiellement de l'action du ministère absolutiste : ce plaidoyer *pro domo* invoque le droit constitutionnel de la couronne de nommer le ministère Fejervary, et d'autre part le droit de celui-ci de gouverner contre la majorité, car le principe de la majorité n'est pas codifié dans la constitution hongroise et la responsabilité ministérielle politique ne se trouve pas dans les lois de 1848. En tous cas, dit M. Kristoffy, si ce point de vue est critiquable, ne peuvent me faire le reproche « d'avoir porté une grave atteinte au grand principe du parlementarisme », ceux qui non seulement y portent atteinte, mais le « foulent aux pieds ». Et il paraphrasa l'idée célèbre : sortir de la légalité pour rentrer dans le droit.

qui aurait pour résultat non des ruines, mais le bien-être et le contentement. A la Coalition doit s'opposer une contre-coalition, qui à une politique de droit public oppose une politique économique, qui au lieu d'un chauvinisme excessif poursuive une politique sociale honorable. C'est la voie de l'avenir. »

Dans cette lutte entre les deux coalitions, les socialistes et le nouveau parti bourgeois radical se sentent les coudes en frères d'armes montant à la conquête du suffrage universel.

A côté d'eux se placent quelques fractions démocrates, déjà représentées au Parlement, dont l'évolution va s'accroissant avec le prochain avènement d'une réforme électorale. Les unes sont formées de petits paysans mécontents, dont toute l'ambition serait de se partager les terres des grands propriétaires : M. Varkonyi et M. Achim essaient de se créer parmi eux un parti radical, démocrate et agrarien, le premier en accentuant davantage la note révolutionnaire ; aussi une véritable alliance s'est-elle de fait développée entre lui et les organisations agricoles des social-démocrates : dans les villages, les uns s'adressent aux hommes sans terres, aux ouvriers, journaliers, domestiques, les autres aux petits cultivateurs, dont le champ trop petit ne satisfait pas les désirs ; unies par des aspirations également révolutionnaires, ces organisations ont travaillé d'accord comme de véritables alliées.

D'autres démocrates sont des représentants des villes, des petits bourgeois ou employés à tendances radicales, parfois des milieux industriels et commerçants ennemis des influences au pouvoir et s'alliant avec tous les adversaires possibles pour lutter contre elles. Parmi eux, les plus connus sont M. Guillaume Vazsony, M. Charles Eötvös, M. Polacsek-Pethö, M. Brody ; ils ont tous fait partie de la

Coalition, au moment de la lutte contre le ministère absolutiste, surtout pour protester contre le coup d'État de Vienne et poussés par l'esprit nationaliste du milieu ; mais, depuis qu'elle a conquis le pouvoir, ils ont tous conservé une attitude soit hostile, soit indépendante, prêts à former le noyau d'un parti démocrate dans un Parlement futur élu sur une plus large base.

A vrai dire, ils se réservent à l'heure présente, pour le moment où de plus hautes destinées pourraient être ouvertes à ces nouvelles tendances. Ce sont des hommes intelligents, ambitieux et opportunistes, qui maintiennent avec les social-démocrates des rapports assez bons, sans cependant s'engager à fond. M. Vazsony et M. Eötvös sont des avocats de grande éloquence, regardés à Budapest comme les premiers orateurs du Palais, et des esprits de haute valeur. Dans le journal quotidien, le *Polgár* (le bourgeois) le premier défendait autrefois les intérêts de la petite bourgeoisie ; la Coalition a essayé de l'absorber en elle, en lui offrant, dit-on, une situation gouvernementale, qu'il a refusée. M. Eötvös n'est pas seulement un illustre avocat ; il est aussi écrivain connu et il a défendu jadis, de la plume et de la parole, les juifs accusés de meurtre rituel, à une époque où leur puissance moins forte permettait à l'anti-sémitisme de se donner une carrière plus libre ; aujourd'hui le suffrage universel est son client dont il attend son avenir¹. M. Polacsek-Pethö et M. Brody sont des

1. Les socialistes l'ont gourmandé assez vivement pour son opportunisme, en le citant parmi les publicistes hongrois sans conviction : « L'idole des petits bourgeois hongrois est collaborateur principal de l'organe officiel du parti de Kossuth et appartient cependant, au Parlement, au parti adverse de Banffy ; en même temps, il est dans le VI^e district de Budapest, où il demeure, un membre du Casino, qui est l'organisation politique du parti gouvernemental et dans l'assemblée représentative de la capitale, il appartient, comme président du club démocratique dans le VII^e district, au parti démocratique de M. Vázsonyi. » (*Aus der Geschichte*, p. 48.)

députés démocrates, défenseurs, le premier surtout, de toutes les causes socialistes, « flirtant » avec le parti sans lui appartenir. La lutte contre les influences conservatrices, aristocratiques et religieuses, un sentiment contraire aux défiances de la Coalition pour les influences juives, une commune aspiration vers la conquête du suffrage universel, tels sont les liens qui unissent socialistes, bourgeois radicaux, partis démocrates paysans et députés démocrates. Mais ces derniers, plus prudents et opportunistes, défendent les mêmes causes sans s'allier ouvertement à ces groupements.

Un rapprochement semblable s'est opéré entre les « nationalistes » et les socialistes. Les députés des nationalités au Parlement de Budapest, surtout les Slovaques et les Roumains, sont par la force des choses des démocrates ; la situation sociale de leur peuple les rend nécessairement favorables à toutes les réformes en faveur des basses classes de la population ; les intérêts de leur nationalité leur font désirer ardemment le suffrage universel ; se plaignant tout comme les socialistes des mesures gouvernementales relatives aux réunions, aux associations, ils protestent contre elles et sont souvent au Parlement les seuls défenseurs de ces causes ; les radicaux magyars vous disent souvent : c'est à la Chambre le seul groupe nombreux de députés, luttant contre le pouvoir sur le terrain de la liberté et non du chauvinisme exaspéré.

Cette description des tendances de ces divers partis fait comprendre combien naturelle était la nouvelle, donnée d'abord par l'organe du parti national slovaque, le « *Slovensi Tyzdenik* », et confirmée par la « *Nepszava* » en août 1908 ; les députés des nationalités, disait-on, avaient conclu avec les socialistes internationaux, le parti des paysans et le parti bourgeois radical, une coalition, pour

lutter d'accord en faveur du suffrage universel et égal. Le journal socialiste ajoutait que cette alliance était une nécessité politique pour son parti et rien n'indique mieux les tendances et la tactique de ce dernier.

Mais depuis lors cette « Contre-Coalition », comme on l'appelait déjà, n'a pas su se consolider ; à la veille même de publier un manifeste commun, en octobre 1908, elle s'est dissoute : les partis des nationalités n'ont pas voulu coopérer à une action avec les radicaux de M. Kristoffy ; il semble aussi que les social-démocrates les aient quelque peu « effarouchés » et aient été trouvés, après les premiers meetings tenus en commun, des alliés compromettants ; comme par ailleurs des compétitions personnelles retenaient hors de l'alliance M. Varkonyi et M. Achim, M. Mezöffy et les députés démocrates, cette « contre-coalition » n'a pas eu, jusqu'à présent, de lendemain. Mais créé sous l'inspiration des socialistes, ce projet éclaire leur état d'esprit.

A ces alliances politiques, se juxtapose une entente de fait avec un mouvement intellectuel et social bourgeois, qu'on peut dénommer le mouvement de la Société de sociologie. C'est un mouvement de professeurs et de jeunesse universitaire, d'intellectuels radicaux, anti-religieux, proches des idées socialistes, mais point du tout amis de la violence, ni des organisations spécifiquement prolétariennes. C'est vers 1898 que de jeunes étudiants se réunirent, fondèrent d'abord une petite revue, *le XX^e Siècle*, puis une société qu'on appela la *Société de Sociologie* ; ils étaient de tendances diverses, d'opinions opposées et discutaient seulement des problèmes idéologiques.

Mais bientôt une crise les scinda en deux groupes : les uns, les modérés, étaient aux côtés du président de la Société, le futur ministre de l'Intérieur du gouvernement de la Coalition, le comte Jules Andrássy ; les autres, les avan-

cés, prenaient parti pour les démocrates et M. Kristoffy ; en 1906, on réélit celui-ci membre de la Commission ; le comte Andrassy, alors ministre, donna sa démission de président, trouvant inacceptable cette réélection qui semblait, disaient ses amis, une approbation donnée au gouvernement du coup d'État. Les membres de la Société, alors en majorité radicaux, profitèrent de cette démission, ne renommèrent pas pour président le comte Andrassy et ne lui adressèrent même pas l'expression de leurs regrets. A la suite de cet incident, les modérés quittèrent la Société, les radicaux en restèrent les maîtres et celle-ci, devenant un centre d'agitation doctrinale au lieu d'une société purement spéculative, vit monter à la fin de 1906 ses membres de 400 à 800 environ.

La Société de sociologie, nouveau modèle, représente dès lors des tendances intellectuelles nettes : ses membres sont des « progressistes », comme ils se nomment, ennemis des conservateurs et des aristocrates ; ce sont des intellectuels radicaux luttant pour le suffrage universel, des bourgeois adversaires des agrariens, des philosophes positivistes, disciples de Comte et surtout de Spencer, dont l'influence est considérable en Hongrie, des hommes hostiles aux idées religieuses, des rationalistes, élèves de Rousseau, comme le président de la Société, M. Pickler, des adeptes de la pensée marxiste, orthodoxes ou non, des amis des théories syndicalistes-révolutionnaires, — ceux-ci encore rares, — des admirateurs des doctrines de M. Durckheim, bref des intellectuels d'esprit fort divers, mais unis tous par un fond commun d'idées et par les mêmes adversaires.

Cette Société se compose de 40 membres et d'un nombre indéfini d'associés ; elle a élu comme président nouveau, M. Pickler, un professeur à l'Université, que les conservateurs accusent d'attaquer la religion et la patrie, et comme

secrétaire général, M. Oscar Jászi ; ce dernier est en même temps un des principaux conférenciers de l'École libre, et le directeur du *Journal des libres penseurs*. Ce journal est l'organe des socialistes intellectuels, bourgeois et anticléricaux ; il paraissait comme supplément à un des grands quotidiens de Budapest, le *Budapesti Naplo*, qui professa les idées du parti radical bourgeois. M. Jászi, M. Léopold, et bien d'autres membres de la Société de sociologie, sont les collaborateurs de la revue, *le XX^e siècle*, devenue d'inspiration franchement socialiste, mais au sens le plus large, le plus vague du mot ; elle fait la théorie des idées socialistes, en laissant à chaque auteur une complète indépendance ; aussi est-elle avec ses rédacteurs en marge du parti ; c'est un mouvement parallèle, ami, mais autonome¹.

Enfin ce même groupe d'hommes a organisé en 1906 l'École libre (*Szabad Iskola*) ; cette école est ce que nous appellerions en France une « université populaire » : d'esprit socialiste, de méthode spencérienne, elle prétend enseigner toutes les sciences dans leur fondement, selon le système de Comte ; créée depuis 1905, elle enseigne en 4 cours du soir, de 6 ou de 12 leçons, la géologie, la sociologie sous la forme de l'histoire du travail, l'hygiène sociale, le droit ouvrier, la littérature moderne et l'histoire de l'art² ; nous avons assisté à l'une des grandes séances de cette école, le 6 novembre 1906 ; M. Oscar Jászi parlait de la sociologie, une salle comble ne parvenait pas à contenir les quelque 500 personnes qui s'y pressaient ; dans ce public,

1. Voir le livre français publié par les collaborateurs de cette revue : *La Hongrie contemporaine et le suffrage universel*, Paris, 1909. On y trouvera résumées les vues intéressantes de ce groupe sur la vie hongroise contemporaine.

2. Cet enseignement est dominé par l'influence de Spencer, en tant que penseur individuel, et les idées françaises et allemandes, les premières se faisant sentir surtout dans la science, les secondes dans la littérature et les choses politiques.

quelques étudiants coudoient quelques rares intellectuels, des rédacteurs de la revue *le XX^e siècle*, un secrétaire de M. Stereyi¹; peu de femmes sont mêlées à la masse composée surtout d'ouvriers et d'employés, qui écoutent avec admiration et dont quelques-uns même prennent des notes.

Ainsi autour de quelques hommes se développe dans divers sens un mouvement intellectuel et social : on ne peut dire qu'ils font à proprement parler de la politique, puisque, à l'égard du public, ils se tiennent à l'écart et du parti socialiste et du parti radical bourgeois; mais ils aspirent, comme me le disait un de ses membres, à être l'âme d'une politique nouvelle, les hommes de science qui, selon la conception de Comte, montrent les voies que cette politique doit suivre. Ces voies, ce sont celles d'un socialisme d'État, d'un socialisme réformiste, aux mains d'hommes poursuivant une lutte d'influence contre la puissance aristocratique et religieuse; l'un des inspirateurs du mouvement nous disait : « Nous sommes avant tout des antiféodaux ; dans notre pays tous les grands hommes arrivés sont des nobles ; nous sommes opprimés par une grande aristocratie agrarienne ; aussi nous voulons faire, comme la France de 1789, notre grande révolution : nous menons la lutte d'abord contre les féodaux, ensuite contre l'Église, pour le triomphe

1. M. Sterenyi est une des personnalités les plus adroites de la Hongrie actuelle; l'habileté de cet homme politique est consommée : il était en 1904 conservateur et libéral; quelques mois avant la victoire de la Coalition, il en eut le pressentiment, eut, en tant que fonctionnaire spécialiste, des conversations avec M. de Kossuth sur les choses commerciales ; aussi, quand ce dernier arriva au ministère du Commerce, le prit-il comme secrétaire d'État. La Coalition ne l'a pas eu en grande sympathie, car elle ne le sent pas acquis aux intérêts aristocratiques, se rappelle son origine juive (sa famille s'appelait Stern) et redoute ses tendances intimes. Mais celui-ci, extrêmement avisé, opportuniste et intelligent, lui rend de si grands services au ministère, qu'il dirige de fait, M. de Kossuth étant constamment malade, qu'il a fini par se faire admettre. Le milieu de la société de sociologie considère avec attention ses évolutions et ne doute ni du succès d'elle-même, ni des sympathies intimes qu'il pourra un jour lui manifester.

d'un tiers-état, industriel, bourgeois et ouvrier. » C'est donc l'ascension d'une nouvelle couche sociale, encore peu développée, la bourgeoisie magyare, qui s'impatiente d'être exclue du pouvoir ou du moins de ne pas le diriger et qui aspire à en avoir les profits ¹.

Malgré leurs idées socialistes, ces hommes sont des bourgeois qui veulent rallier à eux les socialistes pour une lutte commune. Ils y réussissent, et cela encore indique très bien les caractères de la tactique pratique du socialisme hongrois. Ce sont, par exemple, les syndicats qui fournissent à l'École libre un public d'ouvriers ; le syndicat choisit ceux dont l'âge et les aptitudes paraissent dignes de cet honneur, il paie à l'École libre 12 couronnes par an et par tête, tandis que l'ouvrier ne donne que 2 km. ; en comptant quelques entrées de faveur, l'École s'est assurée en 1906 un public de 400 syndiqués environ, inscrits sur le registre d'entrée ; n'est-il point symptomatique, ce genre d'éducation choisi par les syndicats socialistes pour instruire leurs meilleurs ouvriers ?

Ces ententes, ces accords, ces alliances révèlent la ten-

1. Ces intellectuels aiment à interpréter l'histoire au point de vue social, mais surtout à y montrer la lutte menée contre la classe aristocratique : ainsi, à propos du retour des cendres de Rakoczy, *le XX^e Siècle* a publié en novembre 1906 un article destiné à prouver que la guerre menée par celui-ci était une guerre non point nationale, mais sociale, dirigée à la fois contre l'Autriche et les nobles : Rakoczy, dit-on, est un seigneur plein de pitié et de compassion, ses lettres en font foi ; il se trouvait à l'étranger, et, en revenant, trouve à la frontière ses paysans qui venaient au-devant de lui ; ce fut le premier camp ; cette lutte est donc dans sa cause fondamentale une guerre sociale des paysans misérables contre les nobles, comme il y en eut d'autres en Hongrie, et les nobles, pour se défendre contre les paysans, s'entendirent avec l'Autriche. Aussi, après la victoire, celle-ci donna-t-elle les terres de Rakoczy et de ses amis à des familles aristocratiques, comme les Karolyi et d'autres ; dans la loi récente, qui abrogea la loi décrétant de haute trahison Rakoczy et ses compagnons, on a par suite soin de stipuler que cette abrogation n'aura aucune conséquence quant aux biens, pour éviter des réclamations des descendants pauvres de Rakoczy.

dance démocrate et politique du mouvement socialiste hongrois, l'impulsion que lui donnent présentement les chefs du parti et des syndicats.

*
* v

Un même souci de s'attirer des adhérents leur a fait accepter des idées propres à plaire au nationalisme magyar. Certes les partis bourgeois accusent les socialistes marxistes d'être internationalistes, traîtres à la patrie magyare, dociles aux influences étrangères et importateurs de sentiments hétérogènes.

A vrai dire, les socialistes hongrois malgré leur adhésion à « l'Internationale » sont beaucoup plus « nationaux » qu'on ne le dit parfois. Sans doute ils luttent contre le chauvinisme magyar si vibrant, dont tous les autres partis politiques se réclament. Sans doute certains intellectuels, adhérents du parti ou simplement amis, professent des théories « antimilitaristes » ; des naturalisés de fraîche date, nouveaux venus en Hongrie et émigrants de l'Est, n'ont pas des sentiments patriotiques bien vifs. Mais le socialisme hongrois ne professe pas l'antipatriotisme, tout au contraire ; il ne fait pas de propagande antimilitariste, quoique l'armée commune n'ait pas une grande popularité en Hongrie et que le nationalisme magyar travaille à la supprimer. Il respecte une des « idées-fétiches » en ce pays, si l'on nous permet cette expression, celle de l'hégémonie magyare en Hongrie ; pas plus libéraux que démocrates, catholiques que socialistes n'ont renoncé à cette aspiration ; on parle le moins possible de cette question dans les congrès, on ne veut pas froisser les nationalités et on est résolu à pratiquer une politique de tolérance et de douceur, mais de fédéralisme national, non point. L'égalité de droit pro-

clamé est interprétée comme signifiant la liberté des usages locaux, non comme la reconnaissance d'organismes politiques distincts.

Pour l'instant, les socialistes magyars sont des partisans déterminés du centralisme dans leur organisation propre et dans celle de l'État ; ils maintiennent l'hégémonie magyare, en l'appliquant de la façon la plus opportune et la plus tolérante. S'ils laissent dans leurs congrès et leurs journaux la liberté de la langue, ils ne font pas autrement que les catholiques eux-mêmes dans la conférence annuelle de leur parti. Peut-être ces sentiments se modifieront-ils plus tard, pour obéir à la nécessité de maintenir l'unité du parti. Aujourd'hui ils respectent l'idée fondamentale du nationalisme magyar.

Et ils ont adopté une de ses revendications essentielles, celle de la séparation économique d'avec l'Autriche. C'est au Congrès du parti de 1903 que la question a été discutée et résolue : comme en Allemagne et en Autriche, on se demandait si le protectionnisme est nuisible ou utile à la classe ouvrière, et plus spécialement si l'union douanière avec l'Autriche était profitable ou non. La solution protectionniste et nationaliste a été adoptée avec une grande netteté, non sans amener des critiques de la part de quelques militants¹ : « l'union douanière de la Hongrie avec l'Autriche, dit la résolution adoptée, a pour effet de tuer l'industrie hongroise au profit de l'industrie autrichienne. L'intérêt de la Hongrie demande que ses forces de production industrielles entrent dans le champ de la grande industrie capitaliste et répondent ainsi aux besoins du pays, fournissant du travail à la population ouvrière et utilisant les matières premières de la région. Pour ces raisons, le Parti socialiste hongrois

1. Popovitch. *Le mouvement socialiste*, 1903, p. 537.

réclame : 1° la séparation douanière de la Hongrie avec l'Autriche ; 2° des encouragements à l'industrie nationale au moyen de tarifs protectionnistes ; 3° la conclusion de traités de commerce à longs termes avec les puissances étrangères. »

Dans cette question ouverte et si délicate, le parti socialiste pouvait adopter une solution à sa guise. Représentant surtout les intérêts des ouvriers d'industrie, il pouvait fort bien penser que la séparation douanière leur profiterait, comme aussi croire qu'elle leur nuirait, en accroissant le coût des produits et de la vie. Considérant les intérêts généraux de la nation, il pouvait estimer que ceux-ci exigeraient le maintien de la situation actuelle, pour éviter une crise économique et financière ; il lui était loisible de prendre l'attitude inverse, tout en n'employant pas la phraséologie nationaliste habituelle ; beaucoup d'intellectuels, de bourgeois radicaux, nullement incités par des pensées chauvines, pensent que la séparation douanière est pour eux une nécessité : notre pays, disent-ils, ne peut plus subsister de son agriculture ; nous émignons ; nos paysans et notre nation ne peuvent vivre toute l'année de ce qu'ils recueillent pendant quelques mois comme récoltes incertaines ; l'industrie nous est nécessaire pour nous développer, pour devenir un état moderne ; si des difficultés d'exportation se produisent, cela rendra ingénieux et aussi plus actifs nos agriculteurs, aujourd'hui stationnaires ; c'est une vie nouvelle à créer, à l'instar de celle qu'ils se créent en Amérique, de nouvelles places à prendre ; nos compatriotes apprendront à travailler autrement et à prendre le chemin de l'usine ; en tous cas, c'est au prix d'une crise passagère le remède nécessaire à cette crise nationale autrement grave, l'impossibilité pour notre peuple de ne vivre que d'agriculture.

Dès lors les intellectuels et la bourgeoisie, qui pensent ainsi, sont tout acquis à la séparation douanière et, en attendant, aux lois de subvention à l'industrie. Dans les lois nouvelles, ils critiquent la forme, l'arbitraire laissé au ministre pour distribuer des subventions, le consentement de la Chambre nécessaire seulement dans quelques rares cas faciles à éviter (on donne deux fois 25.000 k., au lieu d'attribuer en une seule 50.000 k.), l'absence de conditions légales pour obtenir ces faveurs à l'encontre des anciennes dispositions, etc. ; mais ils approuvent le principe, l'aide apportée par l'État au développement de l'industrie. Or, nous savons que ces milieux sont en connexion intellectuelle intime avec les socialistes. Dès lors, il n'est pas étonnant pour toutes ces raisons que ceux-ci aient adopté le point de vue protectionniste.

Mais où l'on voit bien qu'ils ont voulu se servir des sentiments nationalistes pour en faire profiter leur cause, c'est dans la conduite pratique qu'ils ont suivie. Quand le nouveau compromis a été conclu à la fin de 1907, il était sans doute tout ce que pratiquement on pouvait obtenir dans le sens de la séparation économique. Cela n'empêcha point les social-démocrates hongrois de prendre immédiatement position contre l'*Ausgleich* et surtout de commencer une campagne contre son adoption : en octobre 1907, la direction du parti décide d'organiser dans tout le pays un mouvement contre le compromis, d'exiger des députés qu'ils viennent exposer leur point de vue sur cette question dans les réunions provoquées, de protester en même temps contre l'augmentation présumée des impôts de consommation ; une brochure, tirée à 500.000 exemplaires, attaque vivement l'attitude des hommes politiques à cet égard ; en novembre, le parti organise dans environ 25 villes de province des meetings de protestation contre le projet

d'*Ausgleich* et partout on vote une résolution accusant le gouvernement de vouloir empêcher le développement économique autonome de la Hongrie, de maintenir l'unité de territoire douanier, de hausser la quote-part des dépenses communes et de rendre impossible l'institution d'une banque d'émission nationale. Qui peut dire, après cela, que les chefs du socialisme hongrois ne cherchent pas à adopter des idées aptes à plaire au nationalisme magyar. Ils ne sont ni les serviteurs convaincus de ce dernier, ni ses courtisans prêts à tous ses caprices, mais au moins ses flatteurs avisés, retenus et prudents.

*
* *

Ces tendances politiques et opportunistes ne sont pas les seules qu'indique l'observation du mouvement socialiste ; dans une partie de la masse prolétarienne se révèle un sens révolutionnaire encore confus, mais que la pratique de la lutte réveille et qui semble surgir du tempérament propre de ce peuple, alors que les autres tendances sont plutôt imprimées au mouvement par ses dirigeants. C'est dans la conduite des grèves et des syndicats qu'on peut surtout noter des phénomènes en ce sens. Remarquons bien qu'il ne s'agit ici que de pratique ; dans la doctrine ou la théorie, syndicats et parti ne se distinguent pas ; de même il n'y a dans le socialisme hongrois ni mouvement revisionniste, ni mouvement révolutionnaire ; la doctrine du marxisme « orthodoxe » n'est pas discutée. De même encore il n'y a pas un seul syndicat qui professe le mépris de la politique ; tous luttent pour le suffrage universel et les libertés politiques, dont on espère des merveilles, illusion commune pour les choses que l'on ne possède point. De même enfin, parti et syndicats s'intéressent surtout aux

intérêts immédiats et les syndicats, par exemple, très bien organisés, forts et riches, s'occupent dans la pratique d'assurances et avant tout de placement.

Mais cependant l'atmosphère, si l'on peut dire, des syndicats est un peu différente de celle du parti ; si la même inspiration directrice souffle sur eux, les chefs, les cadres, les organisations sont distincts ; ceux-ci conservent une indépendance de fait dans le détail de la pratique ; la nature de leur préoccupation, le milieu exclusivement ouvrier leur donnent un esprit moins porté aux combinaisons politiques, aux alliances bourgeoises ; bien loin de se diriger vers la droite du parti, comme en Allemagne, ils se portent sur sa gauche. La tendance syndicaliste hongroise est très différente en effet de la tendance syndicaliste allemande : si les syndicats hongrois comprennent des non-socialistes et les attirent, ils se marquent ouvertement d'une étiquette socialiste, au lieu de se donner des allures de neutralité politique ; leur sens révolutionnaire éclate dans leur goût pour la pratique de la grève générale et de l'action directe. La doctrine syndicale, comme la doctrine politique du socialisme hongrois, n'admet pas la préparation de la grève générale, comme moyen d'amener la société nouvelle ou comme mode d'éducation propre à cultiver l'esprit révolutionnaire du prolétariat ; elle répugne à la conception de M. Georges Sorel, qui propose la grève générale comme un « mythe » apte à réveiller les ardeurs ouvrières et à rendre plus saisissants et plus conscients les antagonismes de classes. La doctrine hongroise, fidèle à l'esprit allemand, repousse cette idée ; mais elle approuve la « grève en masse » en vue d'un dessein immédiat et dans des cas exceptionnels, qu'il s'agisse soit d'une grève générale politique, pour défendre une liberté politique, comme le suffrage universel, soit d'une grève générale

économique, pour conserver les prérogatives menacées des syndicats, comme en cas de leur dissolution, d'arrestation des chefs, etc. Cette conception est très nettement définie dans un article de M. Joseph Diner-Dénes, publiée par l'organe officiel du parti la *Volksstimme*¹ : « Nous ne pouvons en Hongrie prendre la grève en masse comme arme de défense qu'au cas où la majorité se refuserait à réaliser le suffrage universel, égal et secret, pour lequel elle s'est déjà engagée. Cela signifie que pour nous la grève en masse ne peut être qu'une arme de défense et non une arme d'attaque, par quoi nous exprimons aussi ceci qu'en Hongrie aucun dessein utopique n'est lié à la grève en masse. On ne peut espérer ni qu'avec ce moyen on mettra fin au système de domination féodale, agraire et cléricale, ni qu'on jettera bas le système économique du capitalisme. De telles espérances ne sont vraiment que du romantisme révolutionnaire bourgeois ».

Mais dans la pratique les ouvriers sont très portés à proclamer à tout propos la grève générale ; ils sont pleins d'enthousiasme pour cet acte révolutionnaire et, loin de la réserver avec circonspection pour des cas exceptionnels, ils la déclarent fréquemment. Des grèves générales partielles ont éclaté dans plusieurs corporations, entre autres dans celles des ouvriers du bâtiment, des employés de chemins de fer de l'État : on se rappelle sans doute que les communications ont été rendues, il y a quelques années, fort malaisées pendant quelque temps.

Des grèves générales locales sont aussi très fréquentes : à Székesfehérvár (Stuhlweissenburg), en août 1907, le secrétaire du parti socialiste est condamné à quinze jours de prison, à 150 k. d'amendes et à l'interdiction de séjourner

1. *Volksstimme-Kalender*, 1907, p. 102-115, *Der politische Massenstreik in Ungarn*.

dans le territoire de la commune pour atteinte à la liberté du travail ; aussitôt les ouvriers de la ville s'étant concertés cessent le travail. Ailleurs, la police interdit-elle une réunion, le gouvernement prononce-t-il la dissolution d'un syndicat, de suite les ouvriers ont pour première pensée de décréter la grève en masse : c'est ce qu'ils ont fait à Nagy-Varad, à Eszék, à Zágráb, à Lugos, à Miskolcz, à Fiume, à Nagy-Kanizsa, à Temesvar, à Szatmár, etc...

De même les ouvriers magyars sont par tempérament national portés vers l'action directe : meetings, grandes démonstrations dans les avenues, actes de sabotage surtout dans les campagnes, résistance aux injonctions de police et luttes de la rue, tout cela plaît aux ouvriers de Hongrie, qui sont à cet égard bien plus proches des ouvriers de France ou d'Italie que des Allemands. Les organisations catholiques ou nationalistes décident-elles des manifestations publiques, on ne se fait pas faute de les troubler : en septembre 1908, par exemple, ils se heurtent aux délégués du congrès du parti catholique à Budapest ; malgré l'interdiction de la police, ils organisent ouvertement et à l'avance une contre-manifestation, qui se produit quand la procession traverse l'avenue Andrassy et une cinquantaine d'entr'e eux sont blessés par la police.

En octobre 1908, le préfet de police de Budapest interdit plusieurs réunions socialistes ouvrières. Aussitôt les ouvriers parcourent les avenues de la capitale et le soir, descendant du bois de ville vers la place Octogone, ils se heurtent à la police, échantent des coups de revolvers avec elle, non sans blessés de part et d'autre. Le 1^{er} janvier 1909, ils ne reculent pas devant la proclamation d'une grève générale à Budapest pour répondre à la dissolution de certains syndicats ; déjà en 1904, lors de la fête du 15 mars, commémorant la proclamation en 1848 par les poètes Jókai et

Petőfi de la loi constitutionnelle promise par l'empereur-roi Ferdinand, des cortèges d'étudiants manifestent dans les rues devant les maisons qui n'avaient pas arboré le drapeau vert-blanc-rouge et déposent des couronnes devant le monument des poètes; aussitôt des ouvriers grévistes organisent une contre-manifestation avec rixes, violences et arrestations nombreuses.

On pourrait aisément multiplier ces exemples. Ils illustrent assez notre observation : contre la théorie orthodoxe des chefs et des inspirateurs se pratique une conduite ouvrière qui affirme dans les faits le sens révolutionnaire du prolétariat magyar. Ce sentiment est reconnu par l'auteur de l'article sur la grève politique que nous citons : « La tension révolutionnaire, dit-il, vit dans notre prolétariat, elle l'anime. Et ce n'est pas l'œuvre d'aujourd'hui. Ses racines poussent loin, loin dans le passé, depuis des siècles »¹.

Mais jusqu'à présent cette pratique syndicaliste n'a pas trouvé son docteur, qui élève son hétérodoxie révolutionnaire contre la doctrine officielle. Peut-être M. Ervin Szabó, dont nous avons parlé plus haut, aurait-il été cet homme, si le soin de sa santé n'avait limité son activité : la conclusion d'un de ses discours à tendance syndicaliste, révolutionnaire et anti-parlementaire, le fait présager. Mais à l'heure actuelle, un tel mouvement ne se remarque pas au sein du socialisme ; il est éparé dans de petits groupes de penseurs indépendants et se présente plutôt comme un courant intellectuel que comme une organisation de propagande et d'agitation. Ces esprits à la fois idéalistes, libertaires, anarchistes, sont en partie d'origine bourgeoise et non prolétarienne ; ce sont des chefs sans soldats, des hommes de cabinet et non de place publique. Ils sont plus nombreux

1. *Loco citato*, p. 113.

en Hongrie qu'on ne pourrait le penser, car, comme nous le disait l'un d'eux, aristocrate ruiné à l'esprit étrange et brillant, « nulle part plus qu'en Russie et en Hongrie, ne se développent des idées plus avancées, et d'autres plus arriérées, car les idées nouvelles nous choquent doublement par leur nouveauté (nous n'avons rien vu de pareil) et par leur antagonisme avec la réalité ».

Un groupe a fait parler de lui, en partie à cause de la personnalité qui le dirige. Le comte Ervin Batthyány, de l'illustre famille hongroise de ce nom, s'est lié d'amitié avec l'anarchiste russe bien connu, Krapotkine ; il a été converti aux idées anarchistes et a employé sa fortune à créer un journal hebdomadaire et une école libre pour développer cet esprit dans la jeunesse. Le *Testvériség* (fraternité) qui se publiait à Szombathely (Steinamanger) et que le comte Batthyány dirigeait de Bögöte, où il habitait, groupait des collaborateurs de toute école, généralement des intellectuels, adversaires du marxisme orthodoxe : les uns, par exemple, comme le docteur Mérö Gyula, sont des syndicalistes révolutionnaires ; les autres, comme le professeur Schmitt, des élèves de Tolstoï.

Aujourd'hui le comte Batthyány habite Londres ; il a fondé en février 1907 un nouveau journal *la Révolution sociale* (Társadalom forradalom), qu'il fait rédiger à Budapest par le « groupe des socialistes révolutionnaires », en s'en réservant la direction morale et les charges pécuniaires. Ce groupe date d'une dizaine d'années ; il se compose d'anarchistes intellectuels, de socialistes mécontents et d'adeptes des idées syndicalistes. Ils se réclament des principes posés par le congrès anarchiste international de 1907 et tente d'organiser une agitation systématique dans certains milieux de la capitale, — surtout chez les Russes réfugiés, — et en province. En décembre 1908, quand la

guerre menaçait entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie, il lança un manifeste antimilitariste, conseillant aux soldats le refus d'obéissance ; ce manifeste valut la confiscation au journal *la Révolution sociale* et une poursuite judiciaire aux signataires de l'affiche, au bas de laquelle les 200 membres du groupe avaient tenu à mettre leurs noms.

Des polémiques continuelles s'échangent entre ces feuilles révolutionnaires et la *Népszava* : ces hommes, d'esprit critique, criblent de leur ironie et de leur esprit ce journal, ses collaborateurs et ses inspireurs.

Ces attaques d'adversaires placés hors le parti ne sont pas sans accentuer l'attitude des chefs du parti socialiste ; comme d'autre part ces adversaires sont en grand nombre des intellectuels et des « bourgeois », voire des aristocrates, elles poussent encore le parti vers le mépris des questions doctrinales et sur le chemin de « l'anti-intellectualisme » ; ce sont de bons moyens pour se défendre contre des critiques, qui, si elles étaient répandues dans la masse du prolétariat, pourraient trouver de l'écho. C'est ainsi qu'en fait les intellectuels « socialisants » semblent écartés par la marche du parti sur sa droite et sur sa gauche et avec ceux de gauche il n'est rien de commun ; ces libertaires sont des indépendants et ne sont pas des ambitieux, ils n'acceptent pas le contrôle de leur pensée et ne cherchent pas à concilier leur action pratique avec les désirs du parti. C'est assez pour que tout accord soit inutile et ainsi les théories syndicalistes et révolutionnaires sont représentées par des intellectuels sans influence sur l'organisation socialiste. Cela ne veut point dire que dans un avenir prochain ou éloigné le prolétariat hongrois ne se laisse en partie gagner par des idées, qu'il semble déjà mettre parfois en pratique de son propre élan.

CHAPITRE VIII

LE MOUVEMENT SOCIAL-DÉMOCRATE

4° SON ACTIVITÉ ET SES RÉSULTATS

I. — **L'action du parti** : les réunions publiques, les périodes électorales; les journaux et brochures: les journaux, propriété du parti : la *Nepszava* et la *Volksstimme*; l'imprimerie et la librairie du parti, le lancement des tracts; la revue le *Szocializmus* ; les autres organes socialistes ; le budget du parti.

II. — **L'action des syndicats** : 1° L'amélioration des conditions du contrat de travail : le placement des ouvriers ; le contrat collectif et l'exemple des ouvriers du bâtiment ; la fédération des ouvriers agricoles et les engagements de travail agricole ; la préparation des grèves et le mouvement gréviste ; — 2° Les satisfactions données aux besoins des ouvriers : les budgets des syndicats, leurs ressources et leurs dépenses ; les dépenses de secours mutuel : le fonds de réserve, les secours aux chômeurs, les autres dépenses d'assurance, le « viaticum » ; les dépenses « d'éducation » : les bibliothèques, les conférences, les journaux corporatifs.

III. — **Les adhérents au mouvement socialiste** : le nombre des syndiqués et son accroissement, le développement de certaines fédérations ; les journaliers agricoles organisés ; les milieux où se recrutent ces adhérents : le milieu prolétaire, les intellectuels et les instituteurs ; les milieux nationaux ; les milieux religieux et la politique religieuse du socialisme : catholiques, protestants, orthodoxes et juifs.

IV. — **L'impression de force donnée par le mouvement** : les premières tentatives de résistance des patrons ; les grandes démonstrations publiques, un facteur politique indirect.

V. — **L'évolution du mouvement socialiste et le suffrage universel** : paysans et socialisme ; parti et syndicat ; le parti et la politique démocratique ; les syndicats, les influences russes et françaises et les idées révolutionnaires.

I

Ce programme et ces tendances commandent l'activité des organisations socialistes. Leur action est avant tout un

travail de recrutement, de cohésion et de solidarité ouvrière. Dans ce dessein elles se sont servies de tous les moyens efficaces de propagande : réunions et meetings, brochures et journaux, enfin et surtout action économique des syndicats. Ceux-ci s'occupent de tout ce qui touche au contrat de travail : placement des ouvriers, conclusions de contrat collectif, conseils pour les engagements de travail agricole ; et secrètement ils préparent cette arme d'attaque et de défense qu'est la grève. D'autre part ils cherchent aussi à donner satisfaction aux besoins des ouvriers par des organisations d'assurance, par la publication d'une presse corporative et par l'institution de bibliothèques, de conférences, de salles de lecture, etc...

Ils s'occupent même de coopératives ; ce n'est pas qu'ils ne gardent contre elles des méfiances que des socialistes d'autres pays leur ont longtemps portées ; toutefois ils ont fondé à Budapest une coopérative générale de consommation, qui a un nombre remarquable de membres ; on s'emploie à créer actuellement un restaurant coopératif et à agrandir l'ancienne société ; il existe, en outre, quelques coopératives de production, d'assez maigre importance, à Budapest et à Erzsébetfalva ; mais ces institutions, comme on voit, ne constituent qu'un embryon de mouvement coopératif socialiste.

Ce double travail, l'un extérieur, mené surtout par le parti, l'autre intérieur, conduit par les syndicats, a pour résultat de leur donner ce que s'efforce de conquérir le mouvement socialiste : le nombre, révélé par le chiffre des ouvriers organisés, et la cohésion, la solidarité, la force en un mot.

Chez un peuple sensible à l'éloquence, comme le sont les Magyars, les réunions publiques sont un efficace moyen d'action. Aussi, chaque fois qu'une question sollicite l'opi-

nion et est susceptible de l'émouvoir, les socialistes en profitent pour organiser des meetings et chercher à amener à eux les indécis. Pour frapper davantage l'attention, le parti annonce pour le même jour des réunions dans toutes les grandes villes de Hongrie. Ainsi depuis 1905 c'est surtout l'avènement du suffrage universel qui paraît passionner les masses ; aussi, à chaque occasion, comme à la réunion des Chambres, des réunions populaires sont convoquées dans 30 ou 40 villes de province et à Budapest on en tient le même soir une vingtaine dans tous les faubourgs.

Les périodes électorales sont largement mises à profit ; non seulement les passions sont excitées, mais la liberté des réunions est alors reconnue et on en use ; on ne craint plus l'interdiction administrative préalable. C'est pourquoi les socialistes posent de nombreuses candidatures aux élections. Ils savent que le mode de suffrage restreint ne leur permet pas la moindre espérance : d'après une statistique de la police de Budapest, dans 36 districts les social-démocrates n'ont recueilli en 1905 que 964 voix ; cela ne les empêche point de présenter cette même année des candidats dans 132 circonscriptions : on peut dire que, par delà les électeurs, ils s'adressent à la foule des non-électeurs.

Mais le journal et la brochure demeurent le grand moyen de propagande. A l'imitation du parti allemand et du parti autrichien, le parti social-démocrate hongrois est propriétaire de deux journaux, les principaux organes du mouvement. Le parti en est propriétaire non directement, mais par l'intermédiaire du comité directeur et d'une société anonyme. Cette société anonyme a pour actionnaires les membres du comité et les actions ont été souscrites secrètement par les syndicats. L'une de ces feuilles est quotidienne depuis 1905,

elle est rédigée en hongrois, c'est la *Népszava* (La voix du peuple). Son directeur, nommé par le Comité, a été longtemps M. Garami; M. Weltner vient de le remplacer; c'est un journal assez bien fait, l'un des plus intéressants de Budapest, avec ou après le *Budapesti Hirlap*, feuille constitutionnelle indépendante, et l'*Az Ujság*, organe libéral. Son succès n'est pas douteux, puisqu'il tirait, au début de 1907, à 30.000 exemplaires environ; le chiffre est considérable, si l'on pense que les plus gros tirages de Hongrie ne dépassent pas de 50 à 80.000 numéros. Le second journal du parti est la *Volksstimme*, rédigé en allemand et hebdomadaire. La société anonyme, en réalité le parti, réalise de beaux bénéfices avec ces deux feuilles; elle est aujourd'hui riche et puissante, elle possède son imprimerie, s'est annexée une librairie socialiste¹ et publie ainsi des tracts que lance fréquemment le parti: celui-ci en éditait déjà en 1902 12 tirés à 110.000 exemplaires; en 1903, 25 tirés à 336.000; au congrès de 1907, le rapport mentionnait qu'environ 1 million et demi de brochures, généralement vendues de 4 à 6 centimes, avaient été répandues. En 1908, le secrétariat du parti a publié vingt manifestes en toutes langues, représentant 1.520.000 exemplaires de propagande.

Toutes ces publications et cette librairie sont centralisées à Budapest dans un immeuble d'une des grandes avenues de la capitale, où sont aussi installés les bureaux du secrétariat central du parti, du « comité d'organisation des social-démocrates de Hongrie parlant allemand » et du secrétariat général des syndicats²; cette sorte de maison d'édition prospère remarquablement et ce n'est pas seu-

1. En 1908, cette librairie a publié 14 volumes ou brochures, tirés au total à 107.000 exemplaires.

2. 32, Kerepesi-ut, Budapest, VII.

lement pour le parti un moyen très efficace de propagande ; c'est encore une source de larges bénéfices.

A ces publications s'est ajoutée à la fin de 1906 une revue. Jusqu'alors le parti n'en possédait aucune ; les articles à tendances socialistes paraissaient dans *le XX^e siècle*, la revue d'opinion radicale dont nous avons parlé. Le *Szocializmus* comble cette lacune ; sa direction a été donnée à M. Garami, alors à la *Népszava* ; les études des socialistes orthodoxes et des dirigeants du mouvement syndical trouveront ainsi un accueil assuré.

En dehors de Budapest, le parti politique socialiste est soutenu par des journaux dans la plupart des centres urbains. A Pozsony (Presbourg), le parti a la propriété d'un hebdomadaire rédigé en allemand, la *Westungarische Volksstimme* ; dans la même ville, les ouvriers slovaques peuvent lire en leur langue le *Slovenské Robotnicke Noviny* (journal des ouvriers slovaques). Un autre organe important en allemand est publié à Temesvar, la *Volkswille*, et l'on parle de le faire paraître tous les jours au lieu d'une fois par semaine. Deux autres feuilles hebdomadaires sont contrôlées par le parti, l'une publiée en roumain à Lugos, l'*Adeverul*, l'autre en serbe, *Narodna Recs*. Enfin plusieurs journaux mensuels ou hebdomadaires paraissent en hongrois : à Nagyvarad, le *Nagyváradi Munkás-Ujság* ; à Pecs (Fünfkirchen), le *Munkás* ; à kolozsvár, le *Kolozsvári Munkás*, etc. ; au total, le parti dispose de 13 journaux, 4 hongrois, 3 allemands, 2 slovaques, 2 roumains et 1 serbe, dont le tirage global moyen était évalué en 1906 à 80.000 numéros, en 1907 à 145.000 environ. Mais seule encore la *Népszava* paraît quotidiennement.

En somme, l'activité pratique des dirigeants du parti se résume, d'une part, dans l'organisation de grandes manifestations et réunions publiques dans certaines circonstances

exceptionnelles et d'autre part, dans la publication de journaux et de brochures. Aussi, dans le budget du parti, les grosses sommes en recette et en dépense sont portées au compte des organes édités et de la librairie : aux budgets de 1903 et de 1904, par exemple, ces chapitres figurent pour les quatre cinquièmes environ¹ ; la proportion n'a pas varié : d'après le rapport financier présenté en avril 1908, la *Népszava* et la *Volksstimme* ont dépensé 353.000 couronnes, dont 80.000 versées aux rédacteurs, et encaissé une recette de 363.000 couronnes ; ainsi malgré, des honoraires considérables, véritable mine d'or pour les chefs du parti, le budget des journaux présente un excédent ; la librairie solde son compte actif et passif par 100.000 k. environ. Quant au secrétariat du parti, il accuse un léger déficit : ses dépenses sont de 92.000 k., dont un peu plus de la moitié représentent des frais de propagande et d'impression, ses recettes de 80.000 k., dont 30.000 seulement provenant des cotisations, c'est-à-dire de l'impôt du parti de 2 hellers par semaine². Ainsi, dans le budget du parti socialiste hongrois, les cotisations ne rentrent que pour un chiffre infime et, somme toute, c'est par leurs publications et par leurs journaux que les dirigeants du parti sont surtout puissants et forts.

II

L'action économique des syndicats s'efforce en premier lieu d'améliorer les conditions du contrat de travail. Et

1. Les recettes totales du parti étaient en 1902 de 30.000 k., en 1903 de 65.000 k., en 1904 de 135.000 k. (*Aus der Geschichte*, p. 27).

2. Les nouveaux statuts du parti votés au congrès d'avril 1908, ont porté cette cotisation de 2 à 4 hellers par semaine.

d'abord, c'est du placement des ouvriers qu'ils s'occupent avec peut-être le plus d'activité.

En Hongrie, la main-d'œuvre cherche son emploi par l'intermédiaire de bureaux de placement privés, par des insertions dans les journaux, par le recours aux institutions établies par l'État à cet effet, par l'office des syndicats et associations ouvrières, enfin en se rendant aux places où selon les usages locaux on vient engager des ouvriers de telle spécialité. Les travailleurs sont peu portés à utiliser les bureaux publics, pour qui ils ressentent une prévention non dissimulée. Quant aux bureaux privés, les syndicats cherchent à les supplanter et mènent contre eux une lutte à cet effet, particulièrement pour les empêcher d'intervenir en cas de grèves. L'institution des contrats collectifs a favorisé encore le placement syndical et celui-ci est aujourd'hui très répandu. Les syndicats ont l'ambition de devenir la « bourse du travail humain », comme il existe des « bourses » pour la vente de telle ou telle denrée; la Fédération des ouvriers du bâtiment écrit dans un appel aux travailleurs : « Dans leurs syndicats, les ouvriers se sont créé aussi des bourses de travailleurs, des instituts pour l'emploi de travail, qui offrent aux travailleurs les plus grands profits possibles, puisqu'ils sont administrés exclusivement par des ouvriers et sont souvent reliés à des établissements où l'on loge les travailleurs »¹.

Cette ambition de monopoliser le placement est la naturelle conséquence du désir des syndicats d'être les représentants des travailleurs à l'égard des patrons. Rien n'indique mieux cette tendance que l'effort pour amener ces derniers à conclure des contrats collectifs. Un grand nombre de grèves se sont terminées de cette manière, qui

1. *Taschenbuch für Bauarbeiter*, 1908, p. 213.

implique une sorte de reconnaissance de fait des syndicats par les employeurs. Dans certaines corporations, comme celle des ouvriers du bâtiment, chez lesquelles les grèves ont été particulièrement fréquentes ces dernières années, on peut dire que le contrat collectif est devenu une pratique qui n'est plus exceptionnelle. Leur fédération a publié une enquête statistique très significative à cet égard¹. Ces travailleurs sont en partie organisés à Budapest et dans 232 villes ou bourgades de province ; or nous avons calculé, d'après cette étude, qu'en 1907 dans 73 villes un contrat collectif réglementait les conditions du travail ; et ces villes sont les plus importantes de Hongrie, telles Budapest, Arad, Szabadka, Ujvidek, Pécs, Gyula, Nagyvárad, Miskolcz, Brasso, Györ, Debreczen, Kolozsvár, Kaposvár, etc. Ces contrats sont conclus dans cette corporation pour un an en général, quelquefois pour deux ans, au maximum pour trois. Ils fixent la durée du travail (de neuf heures à dix heures et demie par jour) et le prix de l'heure. Le plus souvent, c'est à la suite d'une grève ou d'une menace de grève que ces contrats ont été signés et ils sont un triomphe pour les syndicats autant par leur signature que par les conditions de travail qu'ils comportent.

Cette question du contrat collectif a fait l'objet d'un débat au Congrès des syndicats de 1908, à propos de certains contrats conclus par les typographes ; à la presque unanimité, les délégués ont approuvé la pratique du contrat collectif, mais non sans éveiller la défiance des syndiqués sur les dangers qu'il peut présenter : « ces contrats, dit la motion qui a été adoptée, assurent aux deux parties contractantes certains avantages. Aux patrons, ils assurent la paix pour la durée des contrats ; aux ouvriers ils per-

1. *Taschenbuch für Bauarbeiter*, 1908, p. 189-206.

mettent, dans le même espace de temps, de rendre plus intense leur propagande, de développer et de fortifier leur organisation dans le calme. » Mais le congrès met aussitôt en lumière les inconvénients qu'il trouve à cette pratique : « Les avantages qui résultent des contrats collectifs sont généralement plus considérables pour les patrons que pour les ouvriers, car ces derniers ne peuvent pas profiter d'une période de prospérité qui surviendrait pour exiger une augmentation de salaire ;... en outre, *les longues périodes de paix font naître chez les ouvriers un sentiment de calme et de sécurité, qui paralyse la combativité des syndiqués.* » Cette dernière raison, qui paraît la plus importante, montre dans ce congrès une tendance vers les idées syndicalistes révolutionnaires, qui n'est pas négligeable. Aussi conseille-t-il de ne conclure des contrats collectifs que pour une très courte période et de ne jamais relier les conditions du travail et du salaire à la situation économique et aux profits des patrons. C'est la condamnation nette de l'échelle mobile pratiquée par les mineurs anglais.

Si des syndicats d'ouvriers industriels sont arrivés à des résultats tangibles, ceux des ouvriers agricoles en sont très éloignés : ils livrent et surtout ils ont livré aux propriétaires un combat qui est relatif également au contrat de travail, mais sur un terrain bien différent. Les étapes de cette lutte sont curieuses à marquer : avant 1898, il n'existait aucune loi spéciale sur le travail des ouvriers agricoles ; surviennent les grèves agraires ; les ouvriers refusent de lever la moisson ; sur le moment, les propriétaires et le gouvernement, terrifiés, emploieront tous les moyens pour obvier au danger ; mais il fallait légiférer pour l'avenir et cette législation, comme nous l'avons dit, donne au contrat de travail agraire une sorte de caractère public et l'inexécution des conditions comporte de graves sanctions

pénales. Les socialistes n'étaient pas assez forts pour passer outre purement et simplement.

Ils s'efforcèrent donc de persuader aux ouvriers de n'accepter dans ces contrats que certaines conditions de salaire et de durée de travail. Mais cette tactique réussit peu. Les contrats en vue de la moisson sont signés l'hiver précédent ; en présence d'ouvriers encore peu organisés, à une époque éloignée du moment où tout retard est une perte irréparable, avec l'aide de tous les organes du pouvoir et de toutes les influences dont ils disposent, les propriétaires avaient beau jeu d'amener l'ouvrier à accepter les conditions anciennes du travail. Parfois on le retenait mieux encore par des avances. Aussi les conseils des syndicats d'ouvriers agricoles n'eurent-ils pas grand succès. Des grèves se reproduisirent au moment de la moisson, sporadiques et spontanées, plus que généralisées et organisées : elles furent rudement réprimées. Et on en était là quand la fédération naissante des ouvriers agricoles tenta une nouvelle tactique, qui fut mise à l'essai. Cette tactique est bien simple : toute la loi, ses prévoyances et ses sanctions, supposent qu'un contrat a été passé ; mais elle n'a pu forcer l'ouvrier à conclure ce contrat, puisqu'il n'est plus serf, mais libre ; si donc on repousse tout engagement, l'édifice législatif s'écroule et les dispositions légales sont sans objet. La fédération conseilla donc aux journaliers de se refuser à tout traité défavorable, d'attendre, s'il le fallait, la veille des moissons pour engager leurs bras ; à ce moment, ils pourront faire leurs conditions, et, si on les repousse, refuser le travail sans qu'on ait sur eux la moindre prise. La tactique est en elle-même assurément habile. C'est à la fin de 1906 qu'elle a été inaugurée par la fédération : les chefs de celle-ci organisèrent dans un grand nombre de villes des conférences de district, où se

rendaient les représentants des sections existantes dans les communes de ce district : les premières se tinrent en octobre à Nagy-Kanisza, à Pécs (Fünfkirchen) et à Székesfehérvár (Stuhlweissenburg) ; puis chaque dimanche d'hiver les compagnons les plus actifs, généralement les rédacteurs des deux organes hebdomadaires de la fédération, le *Vilagszabadság* (en hongrois) et le *Feldarbeiter* (en allemand) réunirent sur place les délégués des groupes locaux. Partout le programme de la conférence était le même, et les mêmes résolutions adoptées. Des contrats de travail types avaient été préparés et les journaliers étaient pressés de n'en signer aucun autre. Le contrat de moisson comportait comme conditions principales¹ : l'élection par chaque groupe d'ouvriers d'un délégué chargé de les représenter auprès des patrons ; en cas de paiement en nature, l'attribution du 110^e de la récolte ; en cas de paiement en argent, le versement de 12 couronnes par joch ou demi-hectare moissonné ; la fixation par les ouvriers eux-mêmes du temps de travail quotidien ; enfin l'obligation pour le propriétaire de fournir aux travailleurs un logement convenable, de l'eau pure, et par couple un demi-kilo de viande chaque jour et chaque semaine 30 litres de blé, 2 kilos de lard, 1 litre de bouillie, 1 litre de pois et un demi-kilo de sel.

De même un contrat-type avait été rédigé pour le travail des domestiques² et pour celui des journaliers³. Enfin les

1. *Der Feldarbeiter*, 3 novembre 1906.

2. Le contrat de domestique contient les stipulations suivantes : le domestique marié et père de famille doit recevoir par an 360 couronnes, 8 quintaux de froment, 5 d'orge, 6 de grain, 1 joch 1/2, une demeure se composant au moins de trois pièces, 6 mètres cubes de bois et le droit d'élever un porc et une vache. Il ne doit être occupé que pour le bétail chaque dimanche et jour de fête et être complètement libre un dimanche sur deux. Son travail ne peut commencer dans les champs avant 6 heures, ni finir après 6 heures ; pour le soin des bêtes, avant 4 heures et après 8 heures. Le domestique célibataire doit recevoir 60 couronnes par mois et l'habitation.

3. Le contrat de journalier comporte les conditions minima suivantes,

chefs de la fédération agricole profitaient de ces conférences pour donner aux délégués des instructions touchant l'organisation politique et économique et la diffusion de la presse : les résolutions publiées faisaient à tout travailleur de la terre une obligation de donner son adhésion à la fédération et au parti social-démocrate et de s'abonner au journal de la fédération.

Ce travail systématique de la jeune Fédération des ouvriers agricoles effraya aussitôt les propriétaires : dès sa séance du 23 octobre 1906, l'*Association des Agriculteurs* décidait d'organiser une importation en masse d'ouvriers de Galicie et de Russie ; les propriétaires décidaient de former des unions locales pour défendre leurs intérêts contre ceux des journaliers organisés¹ : d'autres songeaient à engager des coolies chinois. L'inquiétude devint grandissante au printemps de 1907 ; l'activité de la fédération ne se démentait pas ; son action s'étendait dans le pays ; elle s'adressait à toutes les organisations socialistes étrangères pour demander aux travailleurs des autres pays de ne pas répondre aux offres qu'on pourrait leur faire de Hongrie ; la fédération fut victime de sa propagande. Tout l'effort du gouvernement et des propriétaires s'employa à la briser, à entraver son action, surtout en refusant le travail aux adhérents de la fédération. Celle-ci devait ou remporter une victoire signalée ou périr, selon le degré d'organisation, la solidarité et l'esprit de lutte des travailleurs des champs. Ses chefs ont annoncé son agonie à la fin

qui supposent les repas compris dans le temps du travail et la nourriture à la charge du journalier : en décembre, janvier et février, 2 couronnes de salaire et 10 heures de travail par jour ; en mars, avril et mai, 3 couronnes et 12 heures ; en juin, 5 couronnes et 14 heures ; en juillet, 7 couronnes et 16 heures ; en août, 5 couronnes et 14 heures ; en septembre, octobre et novembre, 3 couronnes et 12 heures. (*Feldarbeiter*, 3 novembre 1906.)

1. *Neue freie Presse*, 27 mars 1907.

de 1908 ; avant les moissons en 1907, les autorités prononcèrent la dissolution d'un grand nombre de groupes locaux, comme ayant violé leurs statuts. D'autre part, les ouvriers adhérents trouvaient très difficilement du travail, tant à cause des prétentions qu'ils élevaient et qu'ils n'étaient pas capables de faire accepter, qu'à cause de la conduite des propriétaires. Enfin ceux-ci, en présence de ce danger et de la main-d'œuvre peu abondante, augmentèrent le salaire des ouvriers agricoles qu'ils engagèrent, et ceux-ci sentirent moins vivement le désir de s'affilier à la fédération. Pour tous ces motifs, après trois ans de vie, passés à lutter pour l'amélioration du travail agricole, la fédération est entrée en sommeil, dont on saura dans l'avenir si elle se réveillera.

Le dernier mode d'action des syndicats relatif au contrat de travail, c'est la préparation et la proclamation de grèves. Ce n'est ni dans les rapports annuels des syndicats hongrois, ni dans les journaux socialistes que l'on peut trouver des renseignements touchant cette préparation, l'importance des fonds de grève ou de résistance, les contributions des ouvriers, etc. Toute activité d'un syndicat en ce sens est considérée comme contraire à la loi et peut causer sa dissolution. Ainsi, quand la Fédération des ouvriers du bâtiment a été en 1907 soumise à une enquête judiciaire, puis dissoute, on a pris soin de relever avant tout qu'elle avait exigé de ses membres des contributions non seulement pour le parti socialiste, pour l'organe syndical, pour la *Nepszava*, mais encore pour le fonds de grève géré secrètement. Cette activité cachée et ce mode de décision n'est peut-être pas sans donner au mouvement gréviste ce caractère si marqué de croissance rapide, fiévreuse et désordonnée. Jusqu'en 1902, les grèves étaient rares, exceptionnelles ; à partir de cette date, le dévelop-

pement industriel, la cherté des loyers et des vivres et l'organisation syndicale les font éclore de plus en plus fréquentes et affectent un grand nombre d'entreprises ; depuis 1905 elles ont presque autant d'importance, proportionnellement à la situation industrielle du pays, que dans les états occidentaux et il est significatif de remarquer que, pour une population d'un peu plus de 600.000 ouvriers industriels¹, déjà en 1905 et en 1906 une cinquantaine de mille se sont mis en grève et qu'au moins 30 p. 100 de ces grèves ont eu plein succès².

A Budapest particulièrement, il n'est peut-être pas de corporation qui n'ait eu sa grève ; à certains moments le nombre des ouvriers grévistes s'élevait à un chiffre considérable, quand on songe que l'industrie hongroise n'est encore qu'à ses débuts. Par exemple, en novembre 1906, on comptait jusqu'à 24.000 travailleurs qui avaient cessé le travail, 17.000 ouvriers du bâtiment de toute catégorie, 1.800 ouvriers boulangers, 700 charpentiers, 800 ouvriers blanchisseurs, 3.000 employés des tramways électriques. L'exagération n'était pas trop grande d'appeler Budapest, comme le faisaient alors les journaux socialistes, « la ville des grèves ».

*
* *

Les syndicats ne bornent pas leur activité à lutter pour l'amélioration des conditions du travail. Ils s'efforcent de donner satisfaction aux besoins des ouvriers tant dans l'ordre intellectuel que dans l'ordre matériel. Ce sont autant de nouveaux liens qui retiennent ceux-ci dans le syndicat

1. Cf. *Documents annexes, tableau B* : l'industrie proprement dite comprenait 620.000 ouvriers en 1900, les mines 60.000.

2. Cf. *Documents annexes, tableau N*.

et c'est aussi une manière de créer en eux l'état d'esprit « prolétarien ».

Ce côté de l'activité syndicale se reflète clairement dans l'examen des budgets et des dépenses de ces associations : on voit qu'elles consacrent leurs ressources d'une part à des bibliothèques, à des œuvres d'éducation et à des feuilles corporatives, d'autre part, à des organisations d'assurances contre les risques de la vie. Sociétés de secours mutuels et sociétés d'instruction, c'est ce que tendent à devenir les syndicats, et de plus en plus à mesure qu'ils se développent ¹. Leurs ressources ont considérablement augmenté ; l'ensemble des unions rattachées au Conseil central des syndicats ne disposait que de 273.000 k. en 1903 ; en 1907, ce chiffre montait à 1.944.000 sans compter les versements pour les fonds de résistance et de grève. Aussi ces syndicats se sont-ils organisés sur de solides bases financières ; ils réclament de leurs membres des cotisations assez élevées, d'autant plus élevées que les salaires en Hongrie sont encore assez bas.

On a calculé par exemple qu'en 1905 chaque syndiqué avait en moyenne versé, uniquement comme contribution syndicale, la somme de 15 k. 90. Grâce à cela, les syndicats ont pu mettre en réserve des fonds considérables en vue de subvenir aux frais d'assurance : la Fédération des ouvriers du bâtiment a créé par exemple un fonds de chômage qui s'est rapidement élevé de 9.000 francs en 1903, à 217.000 francs au 30 juin 1906 ; si cette corporation compte le plus grand nombre d'ouvriers syndiqués, elle est dépassée en richesse par les typographes : ceux-ci ont fondé à côté de leur syndicat une caisse de secours juridiquement distincte, à laquelle ils versent 1 k. 80 par

1. Pour le détail statistique touchant cette activité, cf. *Documents annexes, tableau M.*

semaine ; grâce à cette cotisation très élevée, le capital de la caisse a atteint rapidement en 1906 plus de 500.000 k., et celle-ci subvient aux risques d'invalidité, de mort, de maladie, de chômage, donne des secours aux veuves et aux enfants, et accorde des frais de route aux ouvriers qui changent de ville.

Si l'on prend les chiffres d'ensemble fournis par le Conseil central du syndicat, on voit que les dépenses de secours sont réparties en trois « postes » principaux : les secours aux ouvriers sans travail atteignent 259.000 k. en 1907 et en réalité dépassent ce chiffre, qui ne comprend pas en effet les dépenses faites par la Fédération des ouvriers du bâtiment sur son fonds spécial de chômage ; les secours d'autre nature dépassent 300.000 k. en 1907 : ce sont surtout des subventions aux veuves et aux orphelins, des frais funéraires, des secours pour maladie ; il n'y a guère que l'Union des typographes qui s'occupe d'assurance d'autre sorte. Enfin les secours donnés comme *viaticum* s'élèvent à 56.000 k. On est frappé de la très large part faite aux risques de chômage : toutes les corporations, à commencer par les plus riches, celles des typographes, des ouvriers du bâtiment, des ouvriers métallurgistes, dépensent des sommes élevées de ce chef : en réalité, il s'agit non pas seulement de chômage proprement dit, de chômage involontaire, mais aussi de chômage par suite de grève ou de lock-out. C'est ce qui explique que des fédérations continuellement en grève, comme celle des ouvriers du bâtiment, aient constitué un fonds de chômage spécial, dont les comptes-rendus ne mentionnent que les recettes et qui absorbe à lui seul les deux tiers des ressources de la fédération. Lors de la dissolution administrative de 1907, le gouvernement releva que cette fédération ne consacrait pas plus de 10 p. 100 des cotisations

à des objets « statutaires ». Que la proportion soit exacte ou non, il est évident que le ministère considérerait ce fonds de chômage comme un fonds de grève et, comme tel, illégal, selon les conceptions hongroises.

A côté de ces organisations d'assurances commençantes, les syndicats se sont de bonne heure occupés d'œuvres intellectuelles. Ces dépenses « de formation » ou « d'éducation », comme ils les appellent, s'appliquent surtout à la création de bibliothèques, à la publication de journaux corporatifs, enfin à l'organisation de conférences ou de cours. Dès le début du mouvement, on s'efforça d'inculquer un esprit nouveau aux ouvriers en mettant à leur disposition des ouvrages choisis et appropriés à cette fin, pour lutter contre l'influence des bibliothèques communales et « bourgeoises », déjà nombreuses. Il est très remarquable qu'un grand nombre de ces livres sont des ouvrages allemands : en janvier 1904, on évaluait à 35.000 les livres en allemand sur 57.000 volumes. Peu à peu la littérature socialiste étrangère se traduit et les livres en hongrois augmentent de nombre.

L'action du livre fut complétée par celle de la conférence : celles-ci sont nombreuses, écoutées, et portent sur les sujets les plus divers ; elles se font dans les syndicats et, à côté d'eux, dans des cours libres ; à Budapest seulement, on est allé jusqu'à coopérer à la création d'une sorte d'université populaire, où l'on envoie les ouvriers les plus aptes à jouer un rôle actif ; nous avons signalé plus haut l'œuvre et les tendances de cette « École libre ».

Enfin au livre et à la conférence devait s'ajouter le journal : il n'est pas de fédération qui n'ait aujourd'hui son organe, sa « feuille corporative » ; quelques-unes ne tirent qu'à quelques centaines de numéros, et paraissent mensuellement ; la plupart sont bi-mensuels et comptent

jusqu'à 20.000 abonnés, comme *l'Ouvrier du bâtiment*, qui paraît en trois langues, en hongrois, en allemand et en slovaque ; car il en est des journaux syndicaux comme des organes du parti : ils se publient en plusieurs langues, pour atteindre les ouvriers de toute nationalité : ainsi *l'Ouvrier du bâtiment*, *Typographia*, organe hebdomadaire des typographes, *l'Ouvrier métallurgiste*, *le Relieur*, *le Tailleur*, *le Tailleur de pierre*, *le Boulanger* et *l'Ouvrier des champs*, ont une édition allemande, en outre de l'édition hongroise. Cette presse syndicale a pris un développement aussi grand et aussi rapide que la presse politique, dont nous avons parlé : elle tirait à une dizaine de mille exemplaires en 1902 ; à la fin de 1904, ses 21 journaux atteignaient un tirage de plus de 50.000. Aujourd'hui il s'approche de 150.000. Augmentation du nombre des abonnés et accroissement des cotisations spéciales sont les deux signes indéniables de développement du mouvement.

III

Cette action, dont nous venons d'esquisser les principaux aspects, a eu pour résultat d'entraîner dans le mouvement socialiste, sinon les masses, du moins un nombre déjà considérable d'ouvriers. Surtout, — comme il est du reste naturel que cela se passe dans une organisation récente, — l'accroissement du chiffre des syndiqués est extrêmement rapide. Ils n'étaient pas 10.000 en 1902 ; ils quintuplent en trois ans, dépassant 50.000 en 1905 ; ils atteignent 130.000 en 1907¹ et restent stationnaires depuis lors, nous avons dit ailleurs pourquoi. Si l'on évalue à 800.000 le

1. Cf. *Documents annexes, tableau M, 3°*.

nombre des ouvriers de l'industrie et des mines, qui était au recensement de 1900 de 680.000, on voit que la proportion des syndiqués est déjà appréciable. Elle l'est surtout à Budapest, qui comptait à elle seule en 1906 la moitié de l'effectif syndical de Hongrie. Ce sont avant tout les corporations, où depuis déjà quelques années s'est établie une fédération nationale, qui croissent en prospérité et en nombre ; les plus remuantes, celles des ouvriers du bâtiment et celle des ouvriers métallurgistes, tiennent par le chiffre de leurs adhérents la tête du mouvement depuis leur origine en 1903. Les typographes ne peuvent offrir un pareil contingent, car leur corporation est plus limitée ; mais leur Union, fondée en 1895, s'est réveillée après un long assoupissement. Leurs salaires que des grèves avaient élevés, et leurs tendances particulières leur ont permis un grand effort d'assurances mutuelles, qui a attiré dans leurs syndicats les 85 p. 100 des ouvriers du métier. A mesure que des fédérations nationales se fondent, le travail d'organisation, d'agitation, et d'impulsion unique et opportune augmente aussitôt le nombre des groupes locaux, des sections et des syndiqués : des grèves éclatent, terminées souvent par des avantages matériels, qui contribuent à cet accroissement. C'est à la suite de grèves, que les menuisiers, les tapissiers, les charrons, etc., ont proclamées dans 55 villes pendant l'année 1905 pour l'augmentation des salaires et la diminution des heures de travail, que la fédération des ouvriers travaillant le bois a presque doublé¹.

Cet effectif des syndicats d'ouvriers de l'industrie a été loin d'être atteint par la Fédération des travailleurs agricoles, quoique le nombre de ces derniers soit de beaucoup plus considérable. Mais en un an et demi, de sa

1. Jaszai, *Die ungarischen Gewerkschaften, Die Gewerkschaft*, 9 février 1906, et cf. *Documents annexes, tableau M, 3°*.

fondation à son apogée, elle a su grouper 70.000 journaliers et organiser au moins 550 groupes locaux¹; c'est une preuve suffisante d'un développement toujours possible, dès que les circonstances extérieures le permettent. Nous avons dit que la décadence a été aussi rapide que l'ascension sous l'influence de l'action gouvernementale, de l'activité des classes dirigeantes et peut-être de certaines erreurs de tactique des chefs.

Pour apprécier l'exacte portée des résultats déjà obtenus par la propagande socialiste, il faut se rendre compte que ce mouvement, nouveau encore en Hongrie, est loin d'avoir pénétré dans tous les milieux. Certains, pour des causes diverses, lui sont fermés jusqu'à présent, qui pourront peut-être plus tard s'ouvrir sous sa poussée. Il ne recrute présentement ses adhérents que dans certains groupes sociaux, nationaux et religieux, ou du moins presque exclusivement dans ces groupes. Ainsi le nombre des intellectuels et des petits bourgeois est infime dans le parti : ceux qui porteraient certaines sympathies au socialisme, restent en marge et se contentent d'appartenir aux sociétés à tendance « progressive », dont nous avons parlé ; dans les villes le parti se recrute donc à peu près uniquement parmi les ouvriers d'industrie déjà affiliés aux syndicats ; le syndicat est ainsi l'antichambre du parti ; dans les cadres, quelques rares intellectuels ont réussi à s'infiltrer, surtout dans les plus hautes fonctions ; mais dans l'ensemble, parti comme syndicats se présentent avec un aspect « prolétarien ». Il n'est pas impossible qu'une modification survienne à cet égard, lorsque la réforme du suffrage aura donné au mouvement une influence politique directe plus grande. Fatalement, lorsqu'au Parlement siégeront un certain nom-

1. Cf. *Documents annexes, tableau M*, 5°.

bre de députés socialistes, les intellectuels viendront plus nombreux au parti ; un syndicat peut s'en passer, un parti politique et parlementaire en a besoin ; aujourd'hui le socialisme hongrois ressent une défiance au moins théorique à l'égard des intellectuels et reflète en cela les idées allemandes de Marx et d'Engels, si bien que les intellectuels imbus du pur marxisme sont des « anti-intellectuels » ; demain cette défiance disparaîtra dans la pratique, si, comme tout l'indique, le socialisme se jette dans la lutte électorale ; à ce moment, le mouvement social-démocrate revêtira un aspect non plus spécifiquement ouvrier, mais démocratique, et recrutera des adhérents dans des groupes sociaux différents.

Dès aujourd'hui il s'est infiltré chez les instituteurs : ceux-ci sont de petites gens, mal payés et mécontents ; ils étaient autrefois souvent partisans de l'opposition nationaliste ; mais, quand celle-ci arriva au pouvoir, elle ne leur donna pas satisfaction ; aussi des instituteurs se tournèrent-ils du côté d'une nouvelle opposition et se dirent socialistes à Budapest ; un assez grand nombre déjà adhérent, paraît-il, secrètement au parti. Dans les campagnes, symptôme particulièrement sérieux, quelques-uns se déclarent aussi social-démocrates : à la fin de 1906 par exemple, l'Association des instituteurs du comitat de Abauj-Torna dans une réunion tenue à Kassa résolut de former un syndicat au lieu d'une association et de s'affilier à l'organisation syndicale.

De même que le socialisme est susceptible de trouver dans l'avenir des adhérents dans des groupes sociaux, où il a encore peu pénétré, de même il pourra s'étendre dans des nationalités, où son recrutement est aujourd'hui assez malaisé. Nous l'avons dit, il n'a jeté que des bases fragiles chez les Roumains, les Slovaques, les Slaves du Sud et les

Ruthènes. Mais ses chances d'extension sont ici plus lointaines, car elles se lient avant tout à sa pénétration dans le prolétariat agricole et dans les milieux agraires les moins riches et les plus arriérés.

Enfin, parmi les diverses confessions religieuses de Hongrie, catholique, calviniste, luthérienne, orthodoxe et israélite, ses progrès sont jusqu'ici très différents. Ce n'est pas que les chefs du mouvement n'agissent avec précaution en matière religieuse; s'ils sont à peu près tous libres penseurs, ils prennent garde de ne pas heurter les sentiments répandus dans la masse. Dans le programme du parti, la religion est déclarée « affaire privée »; c'est comme une proclamation de neutralité religieuse. En fait, si les idées anti-religieuses des dirigeants se font sentir, la tactique journalière distingue soigneusement l'idée religieuse et les organisations ecclésiastiques. Ainsi le manuel d'une fédération¹ contient une dizaine de pages consacrées au « christianisme et socialisme »; on y publie la lettre d'un prêtre catholique de Budapest et l'écrit d'un pasteur suisse, qui déclament contre la société actuelle; or, que veut prouver l'auteur? C'est, dit-il, qu'« aujourd'hui le vrai, l'originel esprit du christianisme fête sa renaissance, sa résurrection dans la social-démocratie » et que « des chrétiens croyants, de leur point de vue religieux et chrétien, arrivent à la même conclusion que les maîtres du socialisme moderne ». A ce procédé adroit se joint de vives attaques contre les églises, particulièrement contre la hiérarchie et la politique catholique, plus active que celle des autres religions en Hongrie, comme nous le verrons.

Peut-être est-ce à cette activité, peut-être aussi à la forte organisation du catholicisme, qui rend malaisée une

1. *Taschenbuch für Bauarbeiter*, 1908, p. 63-74.

distinction entre le dogme et le clergé, qu'est due la résistance qu'offrent les catholiques au mouvement socialiste. On observe, en effet, que les catholiques sont les plus difficiles à convertir au dogme nouveau ; les luthériens viennent ensuite et offrent une résistance sensiblement plus forte que les calvinistes : ceux-ci, au dire d'un observateur compétent, sont ceux chez qui les idées religieuses s'allient le plus aisément avec les idées socialistes ou s'effacent devant elles, selon la conception que l'on adopte. Des pasteurs calvinistes, comme MM. Jánosi, Balthazár, etc., ont des affinités avec le socialisme et, à la différence des chrétiens-sociaux catholiques, ne cherchent pas à lutter contre l'organisation social-démocrate. Des orthodoxes, il est très difficile de parler en connaissance de cause, puisque le socialisme a à peine atteint les régions où ils habitent, celle des Slaves du Sud et surtout celle des Roumains.

Au contraire, les juifs permettent un diagnostic assuré : un des chefs du parti nous disait que tous les ouvriers juifs, fort nombreux à Budapest, étaient socialistes. D'autre part, si le nombre des intellectuels juifs est relativement peu élevé dans le parti, leur proportion est très forte par rapport aux intellectuels chrétiens ; sont, par exemple, ou étaient israélites, parmi les dirigeants : le Dr Goldner, M. Kardosch, M. Weltner, M. Israël, etc., un certain nombre des rédacteurs de la *Nepszava*, qui tous ont joué le premier rôle dans le parti ; certains avaient des sympathies pour le mouvement, mais demeuraient en marge, comme M. Jaszi, M. Leopold, M. Pickler, et d'autres collaborateurs du journal *le Budapesti Naplo*, du journal *les Libres penseurs* et de la revue *le XX^e siècle*.

C'est cette facilité de propagande dans les milieux israélites ouvriers et ces adhésions des intellectuels qui expliquent le surnom donné fréquemment aux socialistes par

leurs adversaires. Ils les appellent les *Jack*, Jack étant en Hongrie un prénom spécial aux juifs, dont il commémore l'ancêtre : Jacob. C'est une des manières de faire servir les sentiments antisémitiques à la lutte contre le socialisme.

De cette revue des milieux, nationaux et religieux, où dès maintenant le mouvement socialiste a trouvé des adhérents, on peut se rendre compte qu'il a créé une organisation, qu'il possède des cadres et a recruté un effectif déjà important. Par son développement, que les faits observés rendent vraisemblable, il constituera certainement dans les villes et sans doute aussi dans les campagnes un milieu d'agitation sociale et politique, dont le rôle ira grandissant avec l'éducation de la masse et l'extension du droit de suffrage.

IV

La propagande socialiste a obtenu ce premier résultat : le nombre ; elle a obtenu aussi cet autre : donner à ses adversaires comme à ses amis une impression de force, ce qui suppose, à côté du nombre, la cohésion, la solidarité.

Deux ordres de faits montrent l'impression ressentie. La puissance syndicale paraît si dangeureuse aux patrons qu'ils veulent la briser par des lock-outs ou lutter contre elle par des associations : c'est en 1904 seulement que le procédé du lock-out fut employé pour la première fois à Budapest par des patrons serruriers ; depuis lors, il se répéta sans grand succès d'abord dans les villes de Szeged, de Debreczin et de Nagy-Varad.

L'accroissement du nombre des grèves accéléra le mouvement : 36 en 1905, le nombre des lock-outs doubla l'année suivante. Mais ses premiers succès véritables datent de 1907 ; les patrons tenaient mieux en main cette

arme et reçurent du pouvoir un secours plus efficace. Aussi se risquèrent-ils à un lock-out national dans l'industrie du bâtiment. Les ouvriers maçons et les charpentiers avaient fait de nombreuses grèves les années précédentes, remporté maintes victoires, obtenu des contrats collectifs ; mais leurs attaques désordonnées donnèrent prise à une riposte des patrons. Ceux-ci firent cesser le travail dans tout le pays ; les ouvriers furent vaincus et durent accepter les conditions patronales. En même temps, le gouvernement prononçait la dissolution de la Fédération des maçons. Le coup était sérieux. Il se répéta en 1907 pour les ouvriers zingueurs, et ce fut une des causes de l'arrêt de développement que l'on constate dans le mouvement syndical depuis cette année.

Jusqu'à présent, à notre connaissance, les patrons d'industrie n'ont pas formé d'union de résistance permanente ; ils ont seulement conclu des ententes passagères pour briser des grèves et déclarer le lock-out. Les propriétaires, au contraire, se sont inquiétés déjà de créer des associations pour lutter contre le socialisme agraire : quelques-uns avaient pensé à utiliser dans ce dessein les sociétés d'agriculture ; mais celles-ci sont presque complètement inactives. On s'est rejeté vers l'organisation professionnelle la plus commode, celle des Chambres d'agriculture, au nombre d'une dizaine, réglementées par la loi et soutenues par l'État. Il semble que les tentatives en ce sens sommeillent un peu pour le moment. Le mouvement socialiste agraire, nous l'avons dit, marque aujourd'hui le pas ou, pour mieux dire, est en recul. Aussi les propriétaires sentent-ils moins le besoin d'une organisation professionnelle d'attaque et de défense.

Mais les manifestations extérieures, qui ont donné surtout le sentiment de la force au mouvement socialiste et aux

adversaires de celui-ci, ce sont les grèves, particulièrement les grèves générales locales, dont nous avons parlé, et les grands meetings. Depuis 1902, ceux-ci se sont répétés de plus en plus fréquents. De temps en temps, le parti a eu ses grandes journées à Budapest ; elles consistaient dans une mobilisation générale de ses effectifs : au jour donné, les ouvriers organisés cessaient le travail, formaient un cortège et traversaient en rang les boulevards et les avenues de Pest, manifestaient devant tel ou tel « casino » ou club, puis se massaient devant le Parlement ou plus généralement au petit bois de ville, au bout de l'« Andrássy-ut » ; là les orateurs du parti faisaient en plein air le procès du gouvernement et de la société et prêchaient la solidarité ouvrière, dont la réunion était un vivant symbole.

C'est en août 1903, pour la première fois, croyons-nous, qu'un défilé d'une dizaine de mille de personnes parcourut les rues de la capitale pour aller écouter le Dr Goldner et M. Israël attaquer le ministère Khuen-Hedervary ; pendant le conflit entre le roi et la Coalition, les socialistes sont fréquemment descendus dans la rue, pour empêcher les manifestations des « nationalistes » et donner au roi et au ministère absolutiste l'appui de leur force : la voix du tribun Bokanyi était alors fort appréciée du « compagnon » Fejervary ; c'est lui qui joua le rôle de « ténor » dans les grands meetings d'avril et septembre 1905 ; le 15 septembre, en particulier, les masses ouvrières furent dirigées devant le Parlement, et les partisans de la Coalition durent affréter un bateau sur le Danube pour y manifester en sûreté, et du reste en petit nombre ; le 23 septembre, quand les chefs du parti de l'Indépendance revinrent de Vienne, leurs amis s'apprêtaient à les recevoir triomphalement ; ce furent encore des manifestants socialistes qui troublèrent ces desseins ; depuis lors, à Budapest, la rue appartient aux

ouvriers organisés et non plus aux « nationalistes »..., du moins quand la police le veut bien. Lorsque la Coalition reprit le pouvoir, les démonstrations socialistes devinrent plus fréquentes et plus violentes : en juillet 1906, le « gouvernement des Tulipes » fut honni devant le club de l'Indépendance et au bois de ville, où M. Weltner et M. Garbai haranguèrent la foule ; la « Marseillaise des travailleurs » est entonnée comme chant de guerre, et la police n'ose interdire ou interrompre ces manifestations. En 1907, l'agitation redoubla et le suffrage universel en fut le principal objet ; de grandes réunions furent organisées sans cesse ; l'une des démonstrations les plus importantes eut lieu lors de l'ouverture d'une session du Parlement, le 10 octobre 1907, le « jeudi rouge », comme on l'appela ; dans tout le pays le chômage fut organisé, dans les grandes villes, des cortèges et des meetings ; à Budapest, 80.000 ouvriers, dit-on, cessèrent le travail et un cortège d'une cinquantaine de mille de personnes se rendit par les avenues au Parlement ; là les délégués remirent au président de la Chambre une pétition et l'un d'eux l'accompagna même d'un discours ; la démonstration demeura pacifique, mais elle avait paru assez inquiétante pour que la garnison entière fût mobilisée et que tous les magasins et cafés demeuraient clos.

L'action de la Coalition, depuis trois ans au pouvoir, a eu sa répercussion dans ces démonstrations publiques ; des observateurs ont eu l'impression que la force du mouvement, au lieu d'aller toujours s'accroissant, s'affaiblissait ; la grève générale du 31 décembre 1908 a marqué à cet égard un recul sensible sur les manifestations antérieures ; le ministre de l'Intérieur avait prononcé la dissolution des fédérations d'ouvriers de la métallurgie et du bois ; la réplique fut la proclamation de la grève générale à Bu-

dapest pour vingt-quatre heures, du 31 décembre au matin au 1^{er} janvier 1909. Mais 10.000 ouvriers au maximum sur 100.000 chôchèrent ; dans quelques corporations, le mot d'ordre fut assez bien suivi ; ainsi les typographes empêchèrent tous les journaux, sauf le *Budapesti Hirlap* et le *Budapest*, de paraître ; les ouvriers des grandes minoteries et des constructions navales cessèrent le travail ; mais un dixième seulement des ouvriers métallurgistes firent grève ; ceux de l'alimentation, des transports, des voies ferrées continuèrent à travailler ; les socialistes, pour couvrir leur faiblesse ou leur préparation médiocre, dirent bien qu'il ne s'agissait que d'une répétition générale de la grande grève concertée contre la réforme électorale ; mais cette répétition manqua de brillant.

Ainsi, quoique le parti n'eût pas été représenté au Parlement, il n'en a pas moins joué un rôle politique ; ce rôle, pour être indirect, n'a pas été sans importance, et c'est avec raison que le rapport de la police d'État de Budapest sur le mouvement ouvrier socialiste avait écrit : « Le parti social-démocrate hongrois joua en cette année 1908 un rôle important dans la crise politique. Tous les partis du Parlement le considérèrent comme un facteur politique et s'efforcèrent d'assurer à leurs desseins son activité¹. »

V

Avec l'avènement du suffrage universel, le parti socialiste hongrois va se trouver transplanté dans un nouveau milieu. Comment va-t-il y évoluer ? Rien ne sera plus intéressant que d'observer ses transformations possibles.

Réussira-t-il à attirer dans ses cadres le petit peuple des

1. *Volksstimme-Kalender*, 1907, p. 103, note 3.

campagnes ? C'est le problème fondamental pour l'avenir du socialisme hongrois. Or, il paraît très douteux que le socialisme, sous la forme du collectivisme, que le marxisme orthodoxe aient une grande prise sur les masses paysannes. Même les ouvriers agricoles, quand ils ont quelques éparpnes, aspirent à devenir propriétaires, à acheter des terres. Si donc la social-démocratie se présente avec son programme officiel, il ne paraît pas qu'elle puisse prendre une extension très grande dans les campagnes. D'autre part, tous les agitateurs socialistes ne sont pas des Csizmadia ; beaucoup sont des gens de la ville, voire des naturalisés de fraîche date et les paysans magyars ne sont pas en communauté de sentiments avec eux. En réalité, trop de petits propriétaires et ouvriers agricoles ne vibreront qu'à un mot d'ordre, c'est celui du partage du sol ; c'est la panacée magique qui seule peut calmer sa faim de la terre. Soit que le socialisme marxiste s'approprie ce cri de guerre, soit qu'un mouvement socialiste indigène s'en réclame, c'est seulement sous cette égide que l'on pourra conquérir le peuple des campagnes.

Les classes dirigeantes le sentent très bien ; aussi ne tolèrent-elles à aucun degré une agitation en ce sens et on peut être sûr qu'avec ou sans le suffrage universel leur conduite ne variera pas. Le comte de Mailath écrit sans restriction : « Si nous laissions agir librement l'excitation causée par la promesse du partage des terres et si les meneurs pouvaient faire croire aux ouvriers agricoles qu'en les suivant, le peuple aura des terres, alors le camp des socialistes agraires grandirait considérablement et par suite du suffrage universel les meneurs pourraient arriver à la députation. Mais au point de vue de l'ordre de l'État et de la paix sociale, on ne peut permettre une pareille agitation. »

Aussi longtemps donc que les classes dirigeantes garderont le pouvoir, on peut être fixé sur leur politique. Mais on sent aussitôt tout ce que pourrait accomplir un homme qui posséderait le pouvoir et voudrait gouverner contre elles.

Aujourd'hui les social-démocrates agraires sont sans forces ; dans la lutte pour l'amélioration des contrats agricoles ; ils ont été vaincus : leur action était peut-être prématurée, peut-être trop ambitieuse, peut-être aussi trop restreinte ; cependant l'histoire de la Fédération des ouvriers agricoles et sa vie de trois années n'est pas sans intérêt ni signification pour l'évolution sociale de la Hongrie ; elle montre les possibilités d'avenir, avec un gouvernement complice.

Il ne paraît pas très probable que le socialisme agraire renaisse sous la même forme : la fédération a beaucoup promis et en somme n'a pas eu la force de réaliser ; d'autre part les classes dirigeantes ont vu le danger ; elles se sont appliquées à promulguer quelques réformes, à hausser les salaires, à développer le mouvement coopératif ; elles ne reculeront pas sans doute devant des mesures destinées à favoriser l'acquisition du sol par le prolétariat agricole.

Or le nœud du problème est là. Dans des circonstances favorables, le prolétariat suivra celui qui lui promettra des terres, sous une forme quelconque. Si donc les classes au pouvoir en Hongrie sont conscientes de leurs vrais intérêts, elles n'hésiteront pas sur la politique à suivre.

Surtout elles ne s'attacheront ni à l'échec de Csizmadia, ni à l'impuissance relative de ces partis socialistes autonomes, dont nous allons parler, ceux des Varkonyi, des Achim, des Mezöfi, etc... Il n'est pas dit que les social-démocrates seront toujours assez peu politiques pour présenter aux paysans un marxisme orthodoxe ; il n'est pas

dit non plus que ne naîtra pas un jour un Magyar socialiste, qui, au lieu de rester un cultivateur peu cultivé, se révèle un entraîneur d'hommes, un chef de paysans, en un mot une force véritable.

Ce jour-là le suffrage universel pourra jouer le rôle de soupape de sûreté, mais il pourra être le moyen tout préparé de forcer les portes du pouvoir.

*
* *

L'avènement du suffrage universel peut amener des transformations dans le mouvement socialiste tel qu'il est dès aujourd'hui existant.

Nous avons dit que maintenant déjà se dessinent certaines tendances à délier les liens si étroits qui unissent syndicats et parti ; ces liens paraissent bien temporairement consolidés par la prise d'influence récente des chefs de syndicats sur le parti. Mais lorsque ce dernier aura pris contact, par la force des choses, avec le milieu électoral et le milieu parlementaire, des aspirations différentes et des voies diverses ouvertes à l'activité ne dissocieront-elles pas syndicats et parti ?

Le parti n'adoucirait-il pas son intransigeance, déjà entraînée dans une voie fort « opportuniste » ? Des esprits avertis, amis du *statu quo*, pensent en Hongrie que les socialistes seront beaucoup moins dangereux aux intérêts conservateurs dans le Parlement, que si on les laisse au dehors. S'ils ont raison, c'est que le parti glisserait alors sur la pente du « réformisme ». Sans doute certains de ses chefs ne seraient pas éloignés de concilier un « marxisme » théorique avec un « réformisme » pratique. Mais on peut se demander si la masse les suivrait, et ce sera d'un intérêt des plus vifs de l'observer. Une politique démocratique,

comme elle a été pratiquée en France et en Italie, attire près du pouvoir les socialistes et les réconcilie quelque peu avec l'ordre de choses actuel. Mais le milieu social dirigeant paraît rendre très difficile une telle politique en Hongrie et désirer plutôt une lutte sans armistice contre la social-démocratie. Même en ce cas, les alliances avec des partis bourgeois-radicaux, déjà pratiquées aujourd'hui, peuvent confirmer les desseins de ces conservateurs, qui veulent attirer les chefs socialistes sous les coupes gothiques et sur les marches dorées du palais du Danube.

Mais si le parti fait de la politique démocratique et électorale, ne sera-ce pas la cause d'une grande désillusion? Nous avons assez dit que toute l'activité socialiste avait été dirigée ces dernières années vers le suffrage universel. Quand les ouvriers l'auront pratiqué, peut-être se diront-ils que peu de chose est changé dans l'organisation sociale; ils finissent par voir en lui le grand remède, une panacée universelle. S'ils se sentent désabusés, vers qui se porteront-ils? Il est vraisemblable que si un grand désenchantement s'emparait de la classe ouvrière, une partie de celle-ci aurait quelque propension à adhérer à un mouvement syndicaliste et révolutionnaire.

Un tel mouvement, on le sait, a encore peu d'importance aujourd'hui. Ce n'est pas à dire que des facteurs ne travaillent pour lui : cette désillusion des combinaisons politiques d'abord, si elle survenait, serait l'atout le plus fort; le tempérament national et le sens révolutionnaire du Magyar, que la pratique actuelle révèle déjà, est une assurance que les réactions du prolétariat pourraient ne pas se produire en Hongrie de la même façon qu'en Allemagne ou en Angleterre. Enfin des influences nouvelles se font sentir : jusqu'à présent, le collectivisme orthodoxe allemand est demeuré le père et le tuteur spirituel du socialisme

hongrois. Or des courants récents paraissent s'annoncer, provenant de Russie et de France. En toute matière, une certaine réaction se produit en Hongrie contre les influences intellectuelles allemandes, presque exclusives depuis 1870, la littérature proprement dite exceptée. Les Magyars ne considèrent plus que, pour s'affilier à la culture européenne et moderne, il faut et il suffit que l'on s'assimile la culture allemande ; comme celle-ci, d'autre part, n'est pas, par ses qualités de minutie, de recherche approfondie, de travail scrupuleux, mais parfois sans art ni goût de la forme, en harmonie avec le tempérament hongrois porté à l'élégance, au splendide, au rationnel, au séduisant, on conçoit qu'un certain détachement ait pu se produire, au jour où l'admiration d'antan devenait moins exclusive. Les classes dirigeantes ont senti quelque désillusion quand elles ont vu que la politique allemande ne voulait pas s'associer à toutes leurs revendications, quelque froideur quand ses intérêts ont été lésés par des mesures douanières et vétérinaires peu favorables. Les esprits à tendance démocratique ont été choqués par la discipline extrême, le militarisme à l'excès, le caporalisme prussien. En même temps la révolution russe survenait : les masses russes ne paraissaient plus arriérées ; l'attention était attirée vers les écrivains, les littérateurs, les philosophes, les hommes de science russes ; les Slaves, aperçus alors comme moins redoutables politiquement, devenaient en même temps plus sympathiques, au moins plus considérés intellectuellement. Quoi d'étonnant dès lors que la situation misérable et les efforts révolutionnaires du prolétariat russe ne donnent à songer en Hongrie. L'explosion russe s'est fait sentir en ce pays, comme un exemple que l'on a fragmentairement imité. Le sentiment révolutionnaire hongrois en a été fortifié.

A côté de l'influence russe, des influences françaises se

font sentir dans un sens analogue, mais d'une façon plus restreinte. Il est certain que des hommes, comme M. Szabo, ont médité sur l'exemple donné par la Confédération générale du Travail et la politique socialiste en France ; de cette leçon de choses, il a tiré une application à son pays et un désir d'y créer un mouvement syndicaliste, purement ouvrier, porté vers l'action directe et sans attache avec les choses de la politique et du Parlement.

Il n'est donc pas impossible que ces facteurs, qui agissent dans le même sens, créent dans l'avenir un socialisme hongrois plus original, dégagé des influences allemandes encore prépondérantes, où l'on sente plus vivement la réaction spécifique du tempérament national hongrois. Ce jour-là, on pourrait parler d'un véritable socialisme hongrois d'inspiration marxiste et prolétarienne, et non plus d'une imitation, d'un reflet du collectivisme orthodoxe et étatiste allemand.

CHAPITRE IX

UN MOUVÈMENT DE LUTTE DE CLASSES

M. VARKONYI, M. ACHIM ET LEURS PARTISANS

Un mouvement de lutte de classes né en Hongrie; le partage des terres et les sentiments des paysans; l'éclosion d'agitateurs : M. Achim; la propagande de M. Varkonyi et la renaissance de son parti en 1905; les rapports de M. Varkonyi et du parti social-démocrate; l'extension limitée du parti et la personnalité de M. Varkonyi.

Il existe cependant un mouvement né sur le sol hongrois et non venu de l'étranger, qui tend à grouper certains éléments du prolétariat et est imprégné, comme le socialisme marxiste, d'un esprit de lutte de classes.

Mais ce mouvement est exclusivement agraire et les idées qu'il propage sont celles d'un partage des terres. Ce que nous avons exposé de la psychologie des Magyars, de leur « faim de la terre », et, d'autre part, la description que nous avons esquissée de la division du sol et du grand nombre de paysans dont la propriété ne suffisait pas ou suffisait difficilement à assurer l'existence, expliquent la naissance spontanée dans les campagnes hongroises d'un parti de ce genre.

Quelle propagande plus simple, qui semble devoir être fructueuse et éminemment adaptée au milieu, que celle d'hommes venant dire : Ce qu'il faut établir, c'est la terre également partagée entre tous, c'est la division des biens d'églises, des latifundia des riches propriétaires. Il n'est

besoin ni de plus ample programme, ni de doctrines savantes. Ces paysans, qui aspirent à agrandir leur champ trop restreint, n'ont que faire des théories marxistes, du « Capital » et de la loi d'airain. Ils n'ont qu'une envie et qu'une haine, et un parti peut être fort en spéculant simplement sur ces deux sentiments et en les servant.

C'est ce qu'a voulu tenter M. Vårkonyi. D'autres agitateurs ont bien essayé d'une propagande analogue : le moins inconnu d'entre eux est un fils de paysan du nom d'André Achim ; ce dernier a même été député, mais son mandat a été annulé et il n'a pas été réélu ; il avait d'abord adhéré à la Coalition contre le ministère Fájervary, puis s'est rendu suspect à celle-ci par son esprit d'entente avec les « nationalistes » ; il continue sa propagande parmi les paysans de l'Alföld ; il a fondé, d'accord avec M. Vårkonyi, l'Association des petits cultivateurs et des petits propriétaires, mais bientôt des rivalités personnelles l'ont plus ou moins séparé de ce dernier, et aujourd'hui ce radical agrarien se débat dans des difficultés qu'il ne paraît point apte à surmonter. Ni lui, ni ses partisans ne méritent qu'on arrête sur eux l'attention.

*
* *

C'est en faisant violemment appel à la lutte de classes, à la violence, à l'action directe, que M. Vårkonyi a formé un parti autonome. Il avait d'abord adhéré à l'organisation social-démocrate ; en 1897 il s'en est séparé, non sans éclat et injures, et le nouveau parti tint un congrès séparé à Czegléd, qui proclama le partage des terres. Sa propa-

1. Son invalidation par la Coalition en a fait l'adversaire de celle-ci ; il s'est déclaré l'allié des social-démocrates et des nationalistes, pour la conquête du suffrage universel : mais les social-démocrates le soutiennent fort peu.

gande révolutionnaire contribua aux premières grèves agraires de 1897. Il fut le véritable meneur de cette espèce de sédition agraire ; il dirigea l'agitation, en promettant à ses partisans une partie des biens des grands propriétaires ; ses mots d'ordre secrets et révolutionnaires furent accueillis avec confiance. Mais la répression, dont les grèves furent cause, firent succéder le découragement à l'espérance ; la loi de 1898 et les mesures de compression énergiques du gouvernement firent presque entièrement disparaître le parti.

Vers la fin de 1904, celui-ci se réorganise ; en même temps que les social-démocrates tentent d'amener à eux les journaliers, M. Vårkonyi cherche à embrigader les paysans petits propriétaires ; tandis qu'aux premiers on parle d'élévation de salaires et d'amélioration des contrats, aux seconds on promet l'accroissement de leur petit domaine par le partage des latifundia. Cette nouvelle propagande n'est pas allée sans une atténuation de la note révolutionnaire d'antan. Il ne s'agit plus de prendre de force les terres, d'ignorer le Parlement, mais de faire nommer à ce Parlement des députés, qui adopteront les mesures législatives réclamées. La différence est appréciable. M. Vårkonyi et ses amis recommandaient jadis des procédés nettement révolutionnaires ; aujourd'hui, la violence est dans l'esprit du mouvement, dans la manière de parler, non dans l'application.

M. Vårkonyi s'est attaché à organiser dans chaque village une association de petits paysans, reliée à son parti ; presque aucun journalier n'y est inscrit. Généralement, dans la même commune vivent côte à côte le syndicat social-démocrate des journaliers et l'association du parti des paysans. Entre eux, des rapports d'amitié se sont noués ; leur action s'engage parallèlement, sans se com-

battre, au contraire en s'entr'aidant. Du reste, dans la pratique, la logomachie des uns et des autres ne diffère pas très sensiblement. Les uns accusent le capitalisme, les autres, les riches propriétaires ; les uns parlent de mettre les latifundia en communauté, les autres de les parceller. Somme toute, le dessein fondamental poursuivi est identique : l'expropriation de la classe dirigeante ; l'esprit est identique : l'incitation à la lutte de classes ; les moyens diffèrent et les agents locaux insistent peu sur cette distinction. La différence véritable tient plutôt à la coexistence de deux classes misérables, dont l'une a quelques terres et l'autre point du tout, qui, par suite, ont, à côté d'intérêts et d'adversaires communs, des intérêts et des aspirations distincts.

Le parti de M. Várkonyi s'étend presque uniquement chez les Magyars, surtout dans l'Alföld et dans les comitats où les petits propriétaires très nombreux voient leur situation devenir de plus en plus dure. Les comitats de Békès, de Csanád, de Csongrád, de Torontál, de Bács, etc., sont les centres du mouvement. La conférence annuelle de « l'Union des paysans et agriculteurs de l'Alföld » s'est tenue en juin 1908 à Békès-Csaba. 400 communes étaient représentées par 963 délégués. La réunion décida de proclamer la grève générale, si le projet de suffrage universel n'était pas soumis au Parlement à l'automne, et clôtura ses séances en envoyant un télégramme d'hommages au roi pour avoir pris l'initiative de la réforme électorale.

D'après les indications les plus récentes que nous possédions sur ce mouvement, il semble qu'il est en pleine décadence, malgré le terrain favorable que la Hongrie présente ; la rivalité d'Achim et de Várkonyi a paralysé l'extension du Syndicat des cultivateurs et petits propriétaires ; le ministre de l'Intérieur en a profité pour dissoudre cette

association, pour cause de dérogation à ses statuts. Depuis lors, la propagande du parti paraît à peu près morte. La politique active du pouvoir, la vigueur des classes dirigeantes en sont cause sans nul doute pour une part. Mais à cette stagnation contribue aussi la personnalité très médiocre de M. Vårkonyi et de ses amis. Étienne Vårkonyi est un petit propriétaire protestant, d'une assez large aisance et d'une plus large ambition, qui a vu dans son action le moyen de se créer une popularité, de s'introniser chef d'un parti, de conquérir plus tard un siège électoral et une influence au Parlement. Dépouvu de talent oratoire véritable, de forte intelligence, de culture, de formation intellectuelle, il étonnerait par son relatif succès, si l'on ne savait précisément à quel point ce succès est facile. L'existence du parti de M. Vårkonyi est la meilleure preuve de l'acuité de la question sociale en Hongrie.

CHAPITRE X

LES MOUVEMENTS DE PAIX SOCIALE

- I. — **Le parti socialiste-national de M. Mezofi** ; son programme socialiste, pacifiste et nationaliste ; sa manière.
- II. — **Le parti chrétien-social** : son programme ; sa fondation récente pour lutter contre la social-démocratie ; les anciens groupements catholiques ; l'esprit nouveau chez les catholiques ; le chanoine Giesswein et les tendances du clergé ; la confédération des travailleurs chrétiens-sociaux et le nouveau parti chrétien-social ; le programme et les chefs du parti.
- III. — **Les grands propriétaires conservateurs et le groupement coopératif** : la coopération dans les villes et dans les campagnes ; l'action de l'aristocratie et l'initiative du comte Karolyi ; les coopératives des grands propriétaires ; les coopératives populaires et la politique de direction de la démocratie rurale ; les faveurs accordées par l'Etat ; la « Société centrale de crédit mutuel » et son rôle social, comme intermédiaire entre l'Etat et les coopératives ; la valeur sociale du mouvement ; les cercles agricoles fondés par le comte Karolyi.
- IV. — **Le mouvement des agrariens conservateurs et des agrariens néo-conservateurs** : le mouvement agraire : sa naissance en 1880 ; le congrès de 1885 et les tarifs de douane ; l'accroissement de puissance des agrariens, le congrès de 1907 et le gouvernement. Le mouvement néo-conservateur : la protection du petit paysan ; le Dr Emile Nagy et le groupe des nouveaux agrariens, leurs projets, leur influence et leur action.

En opposition fondamentale avec les partis proclamant la lutte des classes, se sont organisés des mouvements qui tendent à la paix sociale. Tous veulent grouper le prolétariat, unir ses éléments, servir ses intérêts ; mais, pour ce faire, ils croient que le vrai moyen est l'entente avec la classe des propriétaires ou des patrons. L'organisation du prolétariat n'est donc plus considérée par ces partis comme une arme pour renverser la société actuelle ou chasser de

leurs biens les propriétaires d'aujourd'hui, mais comme une force destinée à défendre des intérêts respectables et à les concilier avec d'autres intérêts qu'on respecte également. L'esprit de ces organisations diffère, du reste, selon leurs protagonistes, leurs desseins et leurs visées particulières. Mais toutes travaillent non à une révolution, mais à une évolution pacifique et sont, en ce sens, plus ou moins « conservatrices » de l'état de choses actuel.

I

Le parti, où cette note conservatrice est le moins accentuée, est le parti dit socialiste-national de M. Guillaume Mezöfi.

M. Mezöfi a tenté le grand dessein d'unir sous sa bannière démocratique les petits paysans magyars et, devenu leur chef, d'être l'habile conciliateur entre leurs ardeurs dangereuses et les craintes gouvernementales. Après des polémiques avec les social-démocrates en 1904, il a abandonné avec résolution le terrain de la lutte de classe et du marxisme ; il s'est proclamé « nationaliste » magyar et patriote hongrois. Il n'a pas hésité à entrer dans la Coalition contre le ministère Fejervary, et celle-ci reconnaissante n'a pas annulé son mandat de député. Chef de parti, député, directeur d'un petit journal hebdomadaire, M. Mezöfi doit être satisfait de sa carrière commençante. Le pauvre petit journaliste juif est devenu une manière de grand homme dans certaines communes de l'Alföld ; un grand propriétaire a-t-il des différends avec ses ouvriers ou des paysans, M. Mezöfi arrive, fait l'office de négociateur, se fait applaudir par les uns, à qui il rappelle son socialisme, est vivement remercié par le magnat inquiet, envers qui il

proteste de son ardent nationalisme, et part comblé de bénédictions. M. Daranyi ne serait point le ministre avisé de l'Agriculture que l'on sait, s'il n'avait loué l'activité sociale de cet utile adversaire des social-démocrates et autres agitateurs de même esprit.

M. Mezöfi, du reste, est trop adroit pour s'engager immodérément. Il a été élu sur des déclarations très nationalistes. Au Parlement, il s'est déclaré socialiste, s'est fait le défenseur des causes démocratiques, du suffrage universel secret et égal, en même temps qu'il servait d'intermédiaire entre propriétaires et journaliers. Il n'est l'inconciliable adversaire de personne, ni le soutien décidé d'aucun groupe. Le dernier avatar de M. Mezöfi révèle bien le jeu de son parti : pendant les fêtes de Noël 1908 s'est tenu le congrès de « l'Alliance nationale défensive des ouvriers », qui est le cadre syndical ou économique de cette fraction politique. Le rapport n'a pas osé indiquer le chiffre des membres de ces organisations ; on a seulement annoncé que 283 délégués étaient présents, envoyés par 171 communes ; d'après des informations qui paraissent sérieuses, la plupart de ces comités ne fonctionnent que sur le papier. En tous cas, on a essayé de revivifier le parti en affichant sur la vieille maison d'affaires une nouvelle raison sociale et en sacrifiant au « nationalisme » magyar. Le parti avait pris jusqu'alors comme dénomination celle de « parti social-démocrate réorganisé » ; désormais, il sera le « parti social-démocrate de 1848 ». On compte sur le nom de 48 pour redonner à la fraction une jeunesse et une vie, dont elle a le plus grand besoin.

Quelqu'un qualifiait M. Guillaume Mezöfi de prestidigitateur ; le qualificatif d'équilibriste semblerait mieux lui convenir. Sans nul doute, il se réserve pour le rôle qu'il espère dans le Parlement du suffrage univer-

sel, comme chef d'un parti socialiste, pacifiste et nationaliste.

II

Ces divers partis de M. Vårkonyi, de M. Achim, de M. Mezöfi, sont avant tout des partis personnels, profitant de certains sentiments communs en Hongrie et s'en servant au mieux des intérêts des esprits médiocres qui les dirigent.

Il en est tout autrement du parti chrétien-social de Hongrie ; celui-ci vient de se fonder sur la base commune des partis chrétiens-sociaux et veut grouper les travailleurs dans une organisation d'esprit chrétien, soucieuse de servir les intérêts des classes pauvres et de défendre leurs droits, mais respectueuse en même temps de la hiérarchie sociale. Il professe, en somme, les principes de catholicisme démocratique ou de catholicisme social des partis analogues d'Autriche, de Belgique, d'Italie, etc.

Ce mouvement chrétien-social est en Hongrie d'origine très récente : il date de 1903, et sa naissance paraît due en partie au développement même du socialisme. Les catholiques hongrois n'ont pas voulu laisser les social-démocrates dominer sans discussion les éléments ouvriers et prolétariens de leur pays et, avant que ceux-ci n'aient pu établir leur monopole, ils ont voulu leur arracher une partie de cette clientèle, à l'exemple des chrétiens-sociaux de l'Autriche et de la Belgique. Il n'est pas douteux que c'est actuellement dans ces deux partis que sont le plus vivantes l'activité politique et la propagande sociale auprès des classes populaires. Entre eux se livre une espèce de duel et acharnée est leur concurrence.

Jusqu'à ces toutes dernières années, l'influence catho-

lique n'était répandue dans le peuple que par un parti politique et une fédération d'associations catholiques à l'ancienne mode. Le parti était dénommé « parti du peuple » ; il avait été fondé par le haut clergé et une partie de l'aristocratie après les lois sur le mariage civil, l'agitation qui en était résultée et les marques chaque jour plus visibles de l'influence protestante sous le régime Tisza. Malgré son nom, c'est un parti essentiellement conservateur, que dirigent toujours quelques aristocrates et qui subit docilement l'influence des hauts prélats. Son premier chef a été le vieux comte Ferdinand Zichy, aujourd'hui membre de la Chambre des magnats. Le comte Jean Zichy lui a succédé, mais s'est retiré et depuis lors est inscrit à la Chambre des députés, comme indépendant, hors parti : on dit communément que, ami personnel de l'archiduc-héritier, confident hongrois de celui-ci, comme le baron de Beck était son confident autrichien, il a senti que sa qualité de chef du parti catholique lui donnait une note trop éclatante pour qu'il puisse le demeurer et devenir cependant plus tard ministre-président. Depuis qu'il s'est confiné dans cette réserve, c'est son cousin le comte Aladar Zichy, ministre *a latere* dans le ministère Wekerlé, et M. Étienne de Rakovszky, vice-président de la Chambre, qui commandent aux destinées du parti.

Ce parti s'appuie sur des associations catholiques, appelées « alliance du peuple », réparties dans tout le pays et qui, d'après les derniers rapports, compteraient 120.000 adhérents. Ces associations se réunissent en un congrès annuel, dont le huitième s'est tenu à Budapest en septembre 1908. Le « Congrès de la fédération nationale des associations catholiques » ou Congrès catholique a été ouvert par le comte Joseph Mailath, sous les auspices du cardinal prince et primat de Hongrie Vaszary et de l'ar-

chevêque Varossy; de nombreux membres de l'aristocratie et plusieurs évêques ont pris part à l'assemblée générale du congrès et à la procession eucharistique qui l'a suivi. Tout laisse ainsi l'impression d'une entente entre le haut clergé et l'aristocratie pour former un parti docile à leurs suggestions. Ils ont compris depuis plusieurs années le péril qui les menaçait et ont cherché à lutter contre les socialistes et à étendre leur influence sur la classe ouvrière : des campagnes de conférences, un travail d'organisation, la création d'un journal à 2 centimes ont marqué les efforts faits en ce sens.

Mais un esprit nouveau a soufflé parmi les catholiques de Hongrie, comme parmi ceux d'Autriche, d'Allemagne, de Belgique et d'Italie. Un groupe de prêtres et de laïques ont voulu organiser le peuple dans des groupements plus indépendants des influences aristocratiques, patronales et hiérarchiques. Ils ont cru que c'était la seule manière de l'attirer à eux sans arrière-pensée, de l'amener à leurs sentiments religieux, de le soustraire à l'action socialiste. Il semble qu'ils aient procédé avec plus de prudence et recueilli moins d'animosité dans leur propre camp que des partis analogues d'autres pays.

C'est un prêtre, le chanoine Giesswein, qui s'est mis à la tête du mouvement nouveau en fondant, vers 1903, la « Confédération des travailleurs chrétiens-sociaux » ; il a été soutenu surtout par le bas clergé ; celui-ci s'est réformé depuis les lois de politique ecclésiastique de 1890 : il est devenu plus laborieux, plus actif, plus instruit ; sa formation intellectuelle égale celle des pasteurs calvinistes ; il montre même une tendance à pratiquer des mœurs plus austères qu'autrefois et ne donne lieu qu'exceptionnellement à des scandales ; de toute manière donc, les lois de 1890, faites par Koloman de Tisza, pour briser la force de

l'Église catholique, se sont retournées contre les intentions de son auteur : le catholicisme s'est fortifié et le calvinisme affaibli ; de la lutte, le clergé est sorti rénové, capable de comprendre la portée de l'œuvre nouvelle et de l'entreprendre. Dans le haut clergé, la plus grande partie des prélats restent indifférents au jeune mouvement, mais ne cherchent pas à entraver ses prudentes audaces ; deux ou trois évêques seulement encouragent ses efforts, en particulier le plus actif d'entre eux, M^{sr} D^r Prochaska, évêque de Székesfehérvár.

L'influence de ce mouvement a une tendance à s'accroître, surtout dans les comitats du Danube, où les catholiques sont nombreux ; il fait preuve du reste d'une grande ardeur, pour attirer les ouvriers dans ces associations de travailleurs ; il fonde des coopératives de consommation, que négligent les socialistes, et ces coopératives ont déjà un effectif de quelque 60.000 membres ¹ ; il apparaît en somme comme très vivant et susceptible d'avenir.

Le succès de ces associations, l'avènement prochain du suffrage universel ont conduit les chrétiens-sociaux à se transformer en parti politique ou du moins à doubler leur mouvement d'abord purement social, puis économique et syndical, d'une organisation politique. Il était indispensable, en effet, pour le succès de leur attitude de ne pas se confondre avec le parti du peuple, trop conservateur d'apparence et trop évidemment inféodé aux classes dirigeantes. Déjà, pendant la discussion des lois sociales, le chanoine Giesswein, qui est député, et ses amis s'étaient séparés du « parti du peuple » et avaient exprimé certaines réserves. Ainsi, dans la délibération de la loi de 1907 sur les domes-

1. Ces coopératives ont été fondées par le comte Aladar Zichy en 1899, mais elles sont animées de l'esprit nouveau. Elles sont réunies en une « Union centrale des coopératives chrétiennes ». Cf. *Documents annexes, tableau O, 3^e*.

liques agricoles, il avait prononcé un discours rappelant que ce n'est pas par des représailles que l'on empêche de se produire la hausse des salaires, que l'on ne doit pas punir indistinctement tout gréviste, car il y a des grèves justes, et il formulait le souhait de voir le gouvernement présenter un projet de loi créant un Conseil du travail qui servirait de conciliateur entre propriétaires et ouvriers agricoles.

Ces divergences d'idées devaient conduire à une nouvelle formation de parti. Effectivement, en novembre 1907, les associations chrétiennes-sociales de Hongrie tinrent un congrès à Budapest et c'est en fait leurs délégués ou leurs membres qui prirent part à l'assemblée constitutive d'un nouveau parti politique ; celui-ci adopta naturellement le nom de parti chrétien-social. Son programme économique et social diffère surtout par la manière, l'esprit et l'application, du programme du parti du peuple. Mais le parti a eu soin dès cette assemblée constitutive de se déclarer entièrement indépendant de ce dernier ; en même temps, pour répondre à toute attaque de la part du nationalisme magyar, il affirme qu'il n'a rien de commun, ni aucun rapport avec les chrétiens-sociaux d'Autriche ; il prend même garde, pour flatter les sentiments hongrois, de ne pas suivre le parti du peuple dans l'acceptation des lois constitutionnelles de 1867 et de ne pas prendre position dans son programme sur cette question de droit public, réservant ainsi l'avenir. Dans cette assemblée constitutive, le parti nomme comme chef non un aristocrate, mais le directeur des coopératives catholiques, M. Szalanczy. Trois députés, MM. Giesswein, Zboray et Hencz, se rattachèrent aussitôt au nouveau groupement, dont ils étaient les auteurs.

Ainsi se dessine et prend corps une nouvelle tendance

vers laquelle se dirige une partie des travailleurs hongrois. Il paraît vraisemblable que dans les luttes futures, ces chrétiens-sociaux seront les plus sérieux adversaires des social-démocrates.

III

Enfin la dernière tentative, dont nous ayons à parler, pour organiser le prolétariat hongrois, provient des grands propriétaires conservateurs. Les plus intelligents d'entre eux ont voulu à cet effet se servir de l'outil de la coopération, pour devenir, comme l'a dit le comte Alex. Karolyi, les « dirigeants de la démocratie rurale ». Ils ont utilisé les coopératives, comme ailleurs on a organisé des syndicats agricoles, et ils ont même étendu leur action aux petits artisans et petites gens de ville.

Ce mouvement coopératif hongrois est certainement, parmi les mouvements sociaux de ce pays, celui que l'on connaît le mieux à l'étranger. Tout à l'honneur de l'initiative et de l'activité des grands propriétaires et de la classe dirigeante, il a été proposé à l'admiration du monde et, malgré la crise de 1907 des coopératives de crédit, la stagnation actuelle des coopératives de consommation et la faiblesse des coopératives de production industrielle, il mérite assurément les éloges qu'on lui a décernés.

Au point de vue social, qui est ici le nôtre, il se présente à nous, comme un remarquable essai d'embrigadement des masses sous la direction de l'aristocratie intelligente du pays. L'initiateur du mouvement, le comte Alexandre Karolyi, mort en 1906, était un disciple de Le Play et d'un des plus illustres esprits de Hongrie, le comte Étienne Széchenyi¹. Il conçut en France la politique sociale qu'il

1. Comte Mailath. Le comte Alexandre Karolyi. *Réforme sociale*, 1^{er} juin 1906.

devait appliquer dans son pays à partir de 1885, et voir triompher finalement en 1898. Il comprenait la faiblesse de la constitution sociale de la Hongrie et voulait y remédier par la coopération, sous l'égide de ceux qui avaient jusqu'alors dirigé l'État. De cette manière, pensait-il, l'aristocratie gardait et méritait son influence ; elle fortifiait la situation économique des propriétaires fonciers, qui subissaient la crise agraire, et servait les intérêts nationaux au plus haut degré.

Aussi dans le mouvement coopératif tout n'est-il pas créé dans l'intérêt exclusif d'un groupement des petits paysans ou artisans. Au contraire, les premières grandes sociétés coopératives furent des sociétés de grands propriétaires, qui voulaient se passer des intermédiaires pour acheter et vendre en gros. Aussi, dès 1891, la vieille Société nationale d'agriculture fonda-t-elle une coopérative d'achat et de vente, « l'Association coopérative des agriculteurs hongrois », qui aujourd'hui même n'a guère qu'un millier de membres ; de cette manière, les grands propriétaires achetaient et vendaient à meilleur compte et dès 1898 ils fondaient une autre coopérative dans un dessein analogue « pour l'approvisionnement des halles » de Budapest. Lorsque les comtes Karolyi, Imre Széchenyi, Aladar Andrássy et autres organisèrent ces sociétés, ils ne servirent qu'eux-mêmes.

Mais le comte Karolyi et ses amis, dont l'un des plus éminents était le comte Emerich Széchenyi, mort tout jeune en 1905, voulaient poursuivre une action sociale. C'est dans ce dessein qu'ils fondèrent dès 1885 des coopératives de crédit. Prenant par ce côté le problème agraire, ils exprimaient leur conviction qu'il fallait lutter contre l'usure qui dévorait la petite propriété et les petites gens. Quand plus tard ils organisèrent des sociétés de consom-

mation, puis des sociétés d'assurances mutuelles, c'était toujours pour lutter contre les intermédiaires. Ceux-ci se présentent sous les traits de Hongrois de fraîche date, juifs actifs et intelligents, venus depuis peu de Pologne ou de Russie, qui monopolisent dans les campagnes tout le petit commerce.

Les efforts de cette fraction de l'aristocratie rencontrèrent des hostilités non dissimulées de la part des commerçants et des riches israélites de Budapest, fort influents sous le gouvernement d'un Koloman de Tisza ou d'un Banffy. Le parti libéral observait cette activité avec froideur. Mais, après la crise de 1897 et les grèves agraires, il fallut bien se rendre à l'évidence. Puis, le ministre de l'Agriculture d'alors, M. Ignace de Daranyi, ne partageait pas les sentiments de beaucoup de députés libéraux, et la chute du ministère Tisza favorisa encore ce changement de politique gouvernementale.

C'est de la loi de 1898 que date l'essor du mouvement coopératif populaire, l'alliance du gouvernement et de l'aristocratie pour favoriser, endiguer et diriger ce mouvement. L'outil, qui sert à cet effort, est forgé par cette loi de 1898 : c'est la « Société centrale du crédit mutuel ». La méthode suivie peut se résumer en deux formules : donner de toutes manières l'appui de l'État pour favoriser la création de coopératives ; forcer pratiquement toutes coopératives à obéir à la direction de cette Centrale, dans laquelle l'aristocratie et le pouvoir détiennent l'autorité ¹.

La faveur de l'État se manifeste par les procédés les plus divers : exemption de taxes, souscription d'une partie du capital des sociétés, ouverture d'un crédit à modique

1. Pour tout ce qui concerne l'extension et l'organisation économique, cf. *Documents annexes, tableau O* : le mouvement coopératif en Hongrie.

intérêt, autorisation de déposer des fonds publics ou pupillaires dans les sociétés, subvention d'installation ou d'administration, achats du gouvernement aux coopératives de productions industrielles et aux coopératives de ventes agricoles, par exemple à l' « Association coopérative des agriculteurs hongrois, aux Greniers coopératifs, » etc.

Mais, pour profiter de ces faveurs, il faut que la coopérative soit soumise à la direction ou au contrôle de la « Société centrale de crédit mutuel » : la coopérative de crédit doit lui être affiliée ; la coopérative de production, d'achat ou de vente, doit subir son contrôle et être l'objet de sa part d'un avis favorable. De cette manière la grande majorité de ces coopératives subissent l'impulsion docile de la « Centrale ». Pour les coopératives de consommation, l'indépendance pourrait être plus facilement acquise. Toutefois c'est encore à la Centrale qu'elles doivent s'adresser, si elles ont besoin de crédit. Du reste, elles sont en fait presque toutes unies en deux fédérations, dont l'une est chrétienne-sociale et l'autre, la plus importante, fondée et présidée jusqu'à sa mort par le comte Karolyi.

Ainsi le réseau est solidement relié à cette Société centrale : or celle-ci, dirigée autrefois par les comtes Karolyi, Emerich Széchenyi, etc., l'est aujourd'hui par le comte Alexandre Széchenyi, le marquis Édouard Pallavicini, le comte Joseph Mailath, M. Étienne Bernat, etc... L'aristocratie y est solidement installée. Au reste, le pouvoir a pris ses précautions : s'il ne fait rien que par la Société, il peut tout sur la Société ; le gouvernement nomme son président et ses deux vice-présidents ; il exerce un droit de contrôle très étendu, puisque le commissaire du gouvernement, nommé par ce dernier, peut déférer les délibérations du Conseil d'administration au ministre de l'Agriculture, qui décide,

Ces coopératives ainsi organisées constituent assurément le plus intéressant ensemble d'institutions créées par l'aristocratie hongroise, tout à la fois pour maintenir son influence sur les petits propriétaires et paysans et pour fortifier leur situation économique précaire. Elles ont groupé un effectif de 500.000 à 600.000 coopérateurs¹, très beau chiffre pour la Hongrie. Dans ce nombre sont compris aussi des artisans et des habitants des villes, mais la majorité est formée de cultivateurs. L'initiative du comte Karolyi a donc porté ses fruits et son œuvre coopérative a une valeur sociale.

Il ne semble pas qu'il faille en dire autant de l'œuvre parallèle qu'il a tentée, en formant des cercles agricoles, fédérés dans une « Union des cultivateurs hongrois ». M. de Mailath assure que les 600 cercles de l'Union comptent 60.000 membres ; mais s'il estime qu'il y a pour eux un grand rôle à jouer, il doit ajouter qu'ils sont encore « dans l'enfance² ». Quel que soit leur avenir, c'est seulement sur le solide terrain des intérêts coopératifs qu'ils pourront trouver une base. C'est sur ce terrain que l'aristocratie hongroise pourra travailler à l'œuvre que le comte Karolyi caractérisait en ces termes : « L'Alliance des propriétaires ruraux a déployé un drapeau sur lequel nous avons écrit qu'il faut sauver les petits propriétaires, les petits industriels et les ouvriers en les groupant et en

1. Les coopératives de crédit affiliées à la « Société centrale » avaient, en 1907, 525.000 membres. Les membres des coopératives de production, d'achat et de vente sont à peu près tous membres d'une coopérative de crédit (c'est souvent la même société qui joue les deux rôles). La coopérative de consommation, la Hanga, soumise aux mêmes influences, avait, en 1907, 145.000 membres : mais il est possible que certains de ces membres fassent partie des coopératives de crédit. Nous ne comptons ici que l'effectif des coopératives rattachées au mouvement social de la « Société centrale ». Cf. *Documents annexes, tableau O*.

2. *Revue économique internationale*, janvier 1903, p. 77.

les organisant... Nous devons combattre deux grands obstacles qui s'opposent au développement de cette démocratie : l'un, c'est l'exagération du capitalisme, qui a pour contre-partie l'accroissement du paupérisme des masses ; l'autre, c'est le socialisme » ¹.

IV

C'est un dessein analogue que poursuit le mouvement agraire hongrois. Ce mouvement n'est pas spécialement destiné à grouper les petits cultivateurs ; il englobe l'ensemble des intérêts agricoles et défend autant, sinon plus, ceux des grands propriétaires que ceux des paysans pauvres. Mais cependant il ne vise pas seulement à former un bloc de la population des champs, pour lui faire oublier ses divisions, — ce qui serait déjà une manière de grouper une partie du prolétariat agraire ; surtout dans ces derniers temps, on s'inquiète particulièrement de la situation du petit propriétaire, du trop petit propriétaire ; des préoccupations récentes, encore un peu nébuleuses, laissent deviner un mouvement qui s'esquisse.

L'existence d'un mouvement agraire en Hongrie date déjà de fort loin. La Société d'agriculture nationale est une des plus vieilles d'Europe. Dans un pays aussi exclusivement agricole que l'était la Hongrie, cela ne peut étonner. Aussi, dès les prodromes d'une crise agraire, les agriculteurs s'unirent-ils pour chercher comment défendre leurs intérêts. En 1879, au congrès des agriculteurs de Székesfehérvár, les comtes Emerich Széchenyi et Geza Andrassy présentèrent un rapport sur la production américaine, dont ils prévoyaient, à la suite d'un voyage

1. Discours à l'Alliance du 20 mai 1904 ; *Réforme sociale*, 1^{er} janvier 1906.

d'études, la progression rapide. Ils firent adopter par le congrès deux résolutions tendant à la limitation de la culture du blé et à l'extension de l'élevage et de la culture des produits agricoles, où la concurrence américaine n'était pas à craindre. En même temps, ils demandaient une protection douanière, qui fut accordée avec modération par les tarifs de 1882.

Mais la crise s'aggrave, les céréales baissent de prix, les terres se vendent, l'exploitation des petites et moyennes propriétés est difficile. Au congrès de 1885, à Budapest, on demande la création d'une union douanière de l'Europe centrale pour se défendre contre les produits américains et russes ; on adopte l'idée d'organiser le crédit à bon marché pour le petit paysan, avec l'aide de l'État. L'union douanière ne réussit pas, les négociations diplomatiques échouent. On en est quitte pour rehausser en 1893 les tarifs de douanes. Le comte Karolyi, le comte Széchenyi et leurs amis commencent leur organisation coopérative, qui devait attendre jusqu'en 1898 l'aide de l'État et s'étendre alors des campagnes aux villes. Cependant, dès 1895, le gouvernement s'entremet entre une banque et les propriétaires de vignobles détruits par le phylloxéra, pour assurer à ces derniers un crédit à bon compte et à la première le recouvrement des annuités par la voie de l'impôt¹.

Avec le ministère de M. de Szell et ceux qui l'ont suivi, avec M. Daranyi au ministère de l'Agriculture, les agrariens prennent une influence chaque jour plus grande. La loi de 1898 sur les coopératives est leur œuvre. Un nouveau tarif très protectionniste sur les céréales étrangères, comportant des droits minima et maxima, leur est accordé

1. Par l'intermédiaire de la « Banque hongroise des rentes et du crédit agricole ». Voir le *Journal officiel, Bulletin annexe*, 18 mai 1908.

par le compromis du 31 décembre 1903. Le gouvernement de la Coalition leur est tout dévoué et leur assure la satisfaction du possible, sinon de leurs désirs. Au congrès des agriculteurs hongrois de septembre 1907, à Pecs (Fünfkirchen), le président, le comte Aurel Dessewffy, président de la Chambre des magnats, demande que le nouveau traité de commerce avec la Serbie contienne l'interdiction d'entrée du bétail vivant. Le ministre de l'Agriculture, présent, assure qu'il fera ce qu'il pourra en ce sens, et effectivement le traité de commerce limite cette exportation. Sur le rapport du comte Robert Zselenszky, on vote une résolution demandant l'interdiction des ventes à terme de céréales et le dépôt dans l'année d'un projet gouvernemental donnant satisfaction. Le gouvernement, peu après, fait connaître son intention de proposer une loi sur les Bourses, interdisant le jeu proprement dit et assurant la « réalité » des affaires traitées. Et, malgré cette déclaration, c'est à grand'peine que le gouvernement fait repousser en juillet 1908 par la Chambre des magnats une proposition de loi édictant l'interdiction totale et immédiate¹.

*
* *

Ce mouvement agrarien, d'ancienne date, dont la puissance actuelle est si évidente, est doublé depuis peu de temps d'un mouvement, dont l'esprit nouveau est fait d'une préoccupation particulière pour la classe des petits propriétaires. Il émane de quelques personnes qu'on pourrait dénommer les « jeunes conservateurs », qui entendent par cette action fortifier la situation économique de ces

1. C'est là voix du président de la Chambre qui, au troisième tour de scrutin, décida du rejet. Et ce président est précisément le président du congrès des agriculteurs. Il déclara avoir voté en ce sens, pour ne pas créer des embarras à un gouvernement ami.

paysans, voisins et presque partie du prolétariat, et s'attirer leur clientèle.

A leur tête, se tient le Dr Émile Nagy, un homme jeune, avocat actif de Budapest, député nouveau et déjà connu, qui étonne ses collègues par son savoir réel et son goût du travail. Alors qu'il était jeune avocat, revenu de Paris, où il avait fait ses études juridiques, nous l'avons accompagné dans une sorte de tournée électorale qu'il faisait dans un comitat hongrois. Il poussait à la création des coopératives et accumulait contre lui les antipathies de tous les petits commerçants de la circonscription, tous juifs, qui servaient d'intermédiaires pour la vente du blé ou pour l'achat des machines, qui faisaient crédit et tenaient ainsi entre leurs mains de nombreux propriétaires. Les préfets, sous-préfets, bourgmestres, toute l'Administration, composée de membres de la gentry, étaient leurs obligés, c'est-à-dire leurs débiteurs. C'est dire quels obstacles rencontrait non une politique « antisémite », dont il n'est pas question en Hongrie, même de nom, tant est grande l'influence de ces intermédiaires, mais une politique économique nouvelle.

Le triomphe de la Coalition fut le triomphe de cette politique, en même temps que de l'aristocratie et du parti de l'indépendance. Le Dr Émile Nagy fut élu à Szolnok député, comme beaucoup d'autres hommes jeunes, qui pensaient comme lui. Il estimait qu'une politique négative ne pouvait suffire et que le vrai conservateur hongrois est celui qui poursuit les réformes nécessaires : dans une conférence faite en 1904 sur le programme socialiste magyar, il exposait ses idées sur le danger que faisait courir à la Hongrie ce parti qui, disait-il, « de jour en jour s'étend aux villes ainsi qu'aux villages ». Mais il commençait en déclarant qu'il était possible « de sauver notre peuple, qui,

par suite de la négligence du législateur, de l'égoïsme des uns et des influences économiques internationales, s'achemine vers la ruine »¹. Aussi fonda-t-il en juin 1907 à la chambre un groupe agrarien, pour étudier les réformes à poursuivre dans l'intérêt des petits agriculteurs et artisans. Dès sa création ce groupe compta 50 à 60 députés, qui signèrent aussitôt cinq résolutions. La première demandait le dépôt rapide du projet de loi sur la répartition équitable des charges publiques et la réforme de l'impôt; une autre réclamait une revision des lois d'exécution sur les biens, de façon que les citoyens ne se perdent pas dans le labyrinthe législatif et ne soient pas à la merci des hommes d'affaires; la troisième désirait des facilités pour l'achat par les petits cultivateurs et les ouvriers de parcelles des propriétés publiques, une revision des dispositions légales touchant les fidéi-commis, la création du « bien de famille » paysan, la transposition des biens fidéi-commissaires des régions cultivées aux régions de forêts et l'interdiction pour les étrangers d'acquérir des biens fonciers; enfin, une dernière résolution réclamait des mesures destinées à faciliter la parcellation des propriétés.

Dans ces résolutions, un esprit de réformes et d'action entend se déclarer et faire cesser l'indolence et l'oubli passé. Qu'en adviendra-t-il? Est-ce là un feu de paille allumé par de jeunes et ardents députés? Est-ce le début d'une action méthodique, concertée et profonde? C'est ce que nous verrons.

Jusqu'à présent on peut seulement noter que le chef du parti de l'indépendance, auquel appartiennent ces députés, M. François de Kossuth, a fait un accueil assez réservé à la délégation qui venait lui apporter ces résolutions, lui

1. *A Magyar szocialista programja*. Budapest, 1904, 12 p., p. 1, et *Budapest Hírlap*, 8 juillet 1903.

reprochant d'attenter à la discipline du parti et de ne les avoir pas soumises au préalable à la conférence du parti de l'indépendance.

Par contre, les agrariens du jeune mouvement ont montré peu de temps après leur activité et leur influence naissante; ils ont contribué à faire repousser un projet du ministre de la Justice, M. Günther : celui-ci déposait en juillet 1908 un projet de loi touchant aux mesures d'exécution sur les biens; il modifiait la situation actuelle en rendant insaisissable certains objets, ainsi le mobilier et les ustensiles de cuisines indispensables, les outils et instruments des artisans et ouvriers industriels, le salaire des employés de l'État ou des particuliers jusqu'à concurrence de 2.000 couronnes, enfin pour les cultivateurs, les grains, bêtes de trait, fourrages et pailles nécessaires à la culture de 12 jochs. A l'heure actuelle, n'est insaisissable qu'une vache ou quatre chèvres¹. Mais les agrariens repoussèrent avec vigueur la réforme, demandant l'insaisissabilité de la terre même et non pas seulement des éléments nécessaires à la culture. Ils refusèrent cette réforme partielle et exigèrent la création de l'Homestead. Leur opposition eut gain de cause et le ministre dut retirer son projet de loi.

L'influence de ces « néo-conservateurs » et du mouvement qu'ils lancent commence donc à se dessiner. Si les principaux d'entre eux ont de la constance, de la volonté, en même temps que de l'habileté et de la modération, il paraît vraisemblable que cette action ira croissant. L'aristocratie a donné jusqu'ici trop de preuves d'esprit politique,

1. Actuellement sont insaisissables seulement quatre chèvres ou une vache, les outils de l'artisan *indispensables* à son travail et le salaire de l'employé privé jusqu'à concurrence de 1.000 couronnes; de l'employé de l'État, jusqu'à concurrence de 16.000 couronnes.

pour ne pas savoir se mettre à la tête des réformes, quand elle en sentira la nécessité. Or, celle-ci ne se montrera-t-elle pas clairement avec le suffrage universel et l'accèsion des masses au droit de vote ?

CONCLUSION

Quand on observe la situation sociale des divers Etats de l'Europe centrale et orientale, on est frappé des différences qu'ils présentent avec ceux de l'Europe occidentale. En Angleterre ou en France, la civilisation moderne a marqué son empreinte dans la condition sociale de ces pays par deux traits fondamentaux : la formation d'une classe très nombreuse d'ouvriers d'industrie d'une part et d'autre part l'absence d'une solution de continuité entre les classes : c'est par des dégradations de nuance insensible que l'on passe des classes aristocratiques et riches aux classes moyennes et aux classes pauvres.

Rien de pareil ne se présente à l'observateur en Hongrie, comme en Galicie, en Roumanie, en Serbie, en Bulgarie, etc... Là se rencontrent deux types de constitution sociale : le premier commun à la Hongrie, à la Galicie et à la Roumanie met en présence de hautes classes aristocratiques et nobles, comme en Hongrie et en Galicie, ou ploutocratique, comme en Roumanie et en face d'elles une basse classe, composée presque exclusivement de paysans plus ou moins pauvres, dont beaucoup sont ouvriers-journaliers. Entre ces groupes sociaux, rien ne jette un pont : la gentry hongroise, la petite noblesse polonaise, les roumains de fortune moyenne agissent autant qu'ils peuvent

comme la haute classe, cherchent à se fondre en elle, se considèrent comme de même situation sociale, partagent ses habitudes, imitent ses engouements, ne dérogent à aucune des règles de vie que celle-ci pose ; dans la société, elles ne jouent donc à aucun titre le rôle de classe moyenne ; c'est un succédané, un diminutif, parfois une caricature de la haute classe.

Mais comme un état a besoin de commerçants et d'industriels, d'intermédiaires et de banquiers, d'hommes d'affaires et d'hommes de finance, en Hongrie, comme en Galicie, comme en Roumanie, ce sont les juifs qui assument ces fonctions et remplacent ainsi la classe moyenne absente.

L'autre type de constitution sociale est beaucoup plus simple : la Bulgarie, la Serbie, le Monténégro, la Bosnie sont habités par ce que M. Anatole Leroy-Beaulieu appelle avec raison des « nationalités décapitées », décapitées de leur tête, de leur aristocratie, morte, tuée ou convertie. Une seule classe sociale y subsiste ; tous les hommes y naissent sur le même plan ou peu s'en faut ; les pères ou les grands-pères des plus hauts dignitaires sont sortis péniblement de la masse uniforme des paysans et des petits propriétaires.

L'Autriche fait transition entre les États du premier type et les pays occidentaux : la classe moyenne y existe, mais n'est pas encore très nombreuse ; les juifs doivent partager avec elle le rôle qu'ils assument presque seuls en Hongrie, Galicie et Roumanie ; l'industrie, développée, a créé le prolétariat industriel, qui ne date que d'une douzaine d'années en Hongrie, d'avant-hier en Roumanie et en Galicie, d'hier en Bulgarie et en Serbie ; mais, selon les provinces, on retrouve en Autriche dans certaines parties de la Bohême, de la Moravie, de la Silésie, de la Sty-

rie, l'opposition de la très grande propriété et de la toute petite, d'une classe dite « féodale » et d'une classe de petits paysans et ouvriers agricoles.

*
* *

Replacée dans cet ensemble, la Hongrie n'a pas une constitution sociale exceptionnelle ; il n'en est pas moins vrai qu'elle peut difficilement demeurer dans le *statu quo*. La gravité de la question sociale, c'est ce que nous avons voulu décrire dans cette étude.

Maints éléments enveniment chaque jour le conflit des classes. Les magyars veulent développer leur industrie pour se rendre autonomes économiquement. Mais par cela même ils renforcent la base même du socialisme. Quoiqu'on fasse, ce mouvement socialiste, sous une forme ou sous une autre, gagnera et en étendue et en profondeur : il traduit le mécontentement du grand nombre des non-satisfaits, l'esprit bouillant et imaginaire de la race. Par la force des choses se répandront en Hongrie les idées démocratiques, les désirs égalitaires, les aspirations des petits à s'émanciper de toute tutelle. Et, malgré toutes les édulcorations, le suffrage universel va être le moyen de tout dire, de tout propager, de soulever tous les problèmes, toutes les envies, toutes les luttes. Sa force de perturbation réside moins dans la conquête problématique d'un grand nombre de sièges électoraux par les partis radicaux et socialistes que dans la semence des idées nouvelles à travers les masses.

Est-ce à dire que la Hongrie est à la veille d'un bouleversement social ou même qu'on doit prévoir ce cataclysme pour une époque plus ou moins lointaine ? Ce serait une présomption singulière de notre part que de risquer pa-

reille prophétie. Ce serait oublier qu'il existe en Hongrie une noblesse qui détient le pouvoir, les avenues et les forteresses de celui-ci, et qui n'a ni l'envie d'abdiquer son rôle social, ni d'indifférence pour son avenir. La conquête et la perte du pouvoir social sont dus généralement au mérite ou au démerite de la classe qui le prend ou le laisse échapper. Tout revient donc à savoir si en Hongrie les classes prolétariennes sont organisées, conscientes et capables ; si d'autre part l'aristocratie veut et peut garder son rang et son rôle.

Le prolétariat hongrois commence seulement, nous l'avons dit, à être organisé et à prendre conscience de ses intérêts de classe. Un travail prolongé paraît nécessaire pour lui donner les capacités requises pour collaborer au pouvoir.

La noblesse hongroise trouve dans ses traditions celle de diriger son pays et l'on doit avouer que depuis quarante ans elle n'a manqué ni d'habileté dans ses relations avec l'Autriche, ni de diplomatie dans ses rapports avec l'empereur-roi. Mais elle n'a pas fait preuve au même degré d'un sens politique bien prévoyant dans la conduite des affaires intérieures du pays : le maintien pendant de longues années du régime de Koloman de Tisza a engendré cette corruption des mœurs publiques et de la gentry, qui est une des plaies du pays. Quels efforts n'ont pas dû faire les Károlyi, les Széchenyi et leurs amis pour faire aboutir l'œuvre de la coopération ! Et l'on sait à quel point les troubles des campagnes ont surpris les classes dirigeantes, comment celles-ci abordent avec timidité et hésitation le problème agraire, comment aujourd'hui encore elles n'ont presque rien fait pour tenter de le résoudre à leur avantage.

C'est que cette noblesse est plus brillante et intelligente

que d'esprit profond et travailleur. Le comte de Mailath dit avec sévérité : « L'origine asiatique du hongrois se trahit dans les deux particularités suivantes : 1° il n'aime pas travailler ; 2° il n'aime pas penser »¹. Il est exact que seulement une partie restreinte de l'aristocratie et de la gentry s'occupe de la chose publique avec passion, dévouement et perspicacité. Une très grande part de la gentry est ruinée et cette classe sociale se décompose sous l'action de deux facteurs : la perte de ses terres, l'exploitation des charges publiques. Quant aux magnats, combien pensent plus au jeu, aux femmes, à l'alcool qu'à leur action sociale. Beaucoup vivent sur leurs terres, en les laissant exploiter par leurs régisseurs, font de longues randonnées à cheval, se réunissent en des réunions où l'on boit interminablement, puis courent à Budapest dépenser royalement leur fortune au Casino des magnats et s'éparpillent dans toutes les villes de plaisir internationales. Prompts d'esprit, au reste, brillants causeurs, ils présentent le beau décor qu'aime la société mondaine. Mais lire, réfléchir, travailler, écrire est pour eux besogne inférieure. Et leur orgueil leur fait généralement accueillir l'homme de travail comme un individu venant apprendre ce qu'il ne sait pas à celui qui sait.

Mais ce tableau serait poussé au noir, si l'on n'y ajoutait une contre-partie. Parmi ces magnats et dans cette gentry, il est des hommes, de plus en plus nombreux peut-être, qui réagissent contre les tendances de la race, telles que les décrit le comte de Mailath. Ils sont une minorité ; mais une minorité intelligente, active, ayant conscience d'une mission sociale et d'un rôle traditionnel, s'impose par sa volonté et son travail même. Les Karolyi, les Széchenyi,

1. *Les sociétés coopératives de consommation en Hongrie*, p. 3.

les Andrassy, les Zichy, les Esterhazy, les Apponyi, les Dessewffy, les Mailath, les Koloman de Szell, les Etienne de Tisza, les Ignace de Daranyi, les François de Kossuth, les Paul de Kiss et bien d'autres constituent une élite intellectuelle et sociale, dont l'aristocratie et la noblesse hongroises ont lieu d'être fières. Or ce sont eux qui gouvernent aujourd'hui le pays : ils ont le pouvoir et la responsabilité. Il leur reste à imposer à leur classe sociale trois choses : le travail, la sagesse dans les aspirations nationales et l'esprit de réforme sociale.

*
* *

Le travail est d'autant plus nécessaire à la vitalité de cette noblesse, qu'aucune classe moyenne ne peut la suppléer ; c'est aussi en cela que la réforme des mœurs sera la plus difficile et devra être la plus profonde. Aujourd'hui la noblesse se décharge volontiers de la mise en valeur de ses terres sur des hommes d'affaires ; elle dédaigne le plus souvent l'industrie et le commerce ; quelques rares représentants de cette classe figurent seulement dans des conseils d'administration de grandes banques et sociétés... généralement un peu comme figurants ; elle se confine presque dans la diplomatie et l'armée ; encore depuis quelques années, depuis les conflits avec la couronne, les fils de grande famille négligent-ils la carrière des armes, qu'ils embrassaient si nombreux autrefois ; ils délaissent l'armée commune et se contentent d'accomplir leur volontariat d'un an dans les honveds ; quant aux fils de la gentry, ils deviennent officiers de honveds, lorsqu'ils ne sont pas fonctionnaires des ministères ou des comitats. Rien n'est moins certain que cette régénération des mœurs, nécessaire cependant pour une classe qui prétend mainte-

nir son action sociale. Elle se heurte à de vieilles traditions, à des préjugés ataviques, à une insouciance extrême. Réussira-t-on à en triompher?

Ce ne sont pas les hommes au pouvoir qui ont besoin d'être convertis à la sagesse dans leurs aspirations nationales. Plus que quiconque, ils assignent comme but à atteindre la conquête de l'autonomie politique et économique de la Hongrie; mais plus que quiconque aussi, ils savent les difficultés pratiques de l'œuvre, les fossés où l'on peut sombrer, les obstacles que l'on peut user à la longue, non renverser; l'expérience du ministère absolutiste du général Fejervary a montré à Vienne le faible et le fort des « coalisés » et il serait aujourd'hui dangereux de jouer de l'intransigeance avec trop de résolution. Si le gouvernement hongrois sait fort bien tout cela, la masse de ses partisans ne s'embarrassent pas de considérations politiques. Pour eux Kossuth au pouvoir signifie l'indépendance intérieure du pays et toute tergiversation les exalte. On observe dans les États à plusieurs nationalités que les passions chauvines sont en général le plus développées dans les classes moyennes et aisées, les milieux de bourgeois et de fonctionnaires. Dans l'aristocratie et le prolétariat, des circonstances d'ordre divers ne suppriment pas le sentiment national, mais en rendent cependant l'expression moins violente et permettent plus aisément la conciliation. Il existe, en quelque mesure, une internationale dans la plus haute comme dans la plus basse classe de la société.

En Hongrie, la noblesse participe au mouvement national plus complètement et avec plus de violence qu'ailleurs. Cela tient dans une certaine mesure à la vivacité de la race. Mais bien d'autres facteurs sont déterminants : l'aristocratie a besoin de l'autonomie complète du pays, pour

être sûre de son hégémonie, pour la placer à l'abri des coups de force et de la politique viennoise : pour les dirigeants de Budapest, l'armée purement magyare est la garantie de leur domination sociale. D'autre part, c'est par le développement de l'idée nationaliste chez les paysans et le peuple des villes, qu'on peut espérer la plus utile diversion aux revendications et aux ambitions des classes pauvres. A côté de ces motifs d'intérêts, des motifs sentimentaux agissent dans le même sens : froissements de vanité ; absence d'une cour en Hongrie, de ses pompes et de ses fonctions ; manque de savoir-faire de la part de Vienne pour calmer les susceptibilités d'esprits un peu ombrageux ; conviction chez les Hongrois qu'ils sont considérés à l'étranger comme habitant une province de l'Autriche et non un État, tout cela cause à la fierté naturelle des magyars de continuels « coups d'épingle », qui aiguillonnent leurs sentiments. Cependant il est vraisemblable qu'avec de l'habileté, les dirigeants de Hongrie sauront endiguer cette passion nationale, la retenir ou la dériver, pour qu'elle ne cause pas d'insurmontables difficultés.

Il sera beaucoup plus malaisé de faire pénétrer dans l'âme de cette noblesse l'esprit de réforme sociale. On a vu à quels obstacles s'est heurtée une œuvre aussi visiblement conservatrice que celle des coopératives. Que sera-ce quand il s'agira d'une action, dont les effets conservateurs seront plus profonds, mais aussi moins visibles et plus lointains et surtout dont l'application exigera des sacrifices immédiats. Pour l'observateur, détaché des choses dont il parle, ces sacrifices apparaissent comme la condition et comme le paiement du maintien de l'hégémonie aristocratique en Hongrie. L'aristocratie ne semble pouvoir résister aux forces de révolution que si elle se met résolument à

la tête du parti des réformes, les endosse sans attendre qu'on les lui impose et sans paraître même se les laisser imposer. Elle a un modèle, qu'elle peut imiter; c'est celui de la grande aristocratie anglaise, dont elle se prétend l'égale en ancienneté et en conduite politique. Celle-ci, pour maintenir son autorité, n'a jamais hésité à accepter, pour mieux dire à lancer les réformes sociales qui paraissaient urgentes. Toute la politique des torys avec Lord Beaconsfield s'est appuyée sur les masses, en créant un « néo-conservatisme » à tendance populaire. Il ne semble pas que la Hongrie, avec sa constitution sociale actuelle, puisse demeurer longtemps dans le *statu quo*, quand la réforme du suffrage et le mouvement des idées auront modifié le milieu agraire. Plus tôt ou plus tard, selon que l'évolution des esprits sera plus lente ou plus précipitée, une transformation sociale paraît inéluctable : l'accession d'un plus grand nombre à la propriété et un sort moins précaire assuré au paysan et à l'ouvrier agricole peuvent réaliser une des solutions du problème ; pour que ce soit cette solution pacifique qui triomphe, il faut que l'aristocratie ait la conscience nette de ses intérêts profonds et dirige elle-même l'évolution réformatrice.

En ce cas, ces idées et ces sentiments, que commencent à professer ces petits groupes dont nous avons parlé de chrétiens-sociaux et de néo-conservateurs, doivent devenir son apanage. Les dirigeants de Hongrie ont à choisir entre une conception conservatrice étroite et bornée, qui conduit à la ruine, et une autre clairvoyante et « ayant de l'avenir dans l'esprit », qui peut engendrer une régénération de leur pays et une consolidation de leur autorité sociale.

L'étranger, qui sait que dans l'équilibre européen la

Hongrie a sa place marquée au fléau de la balance, observera avec un intérêt toujours croissant, le choix fait par l'aristocratie dirigeante, la poussée du prolétariat, les luttes de domination de classe et le triomphe de l'une ou l'avènement de l'autre.

DOCUMENTS ANNEXES

TABLEAUX A

1^o Répartition de la population hongroise active en 1900 entre les principales professions ¹. (Hongrie proprement dite ²).

	Production du sol.	Mines, industrie et commerce.	Services publics et professions libérales.	Journaliers non spécialement désignés.
Population active de la profession (p.100 de la pop. act. de toutes les profes.). . . .	65,9	49	2,8	3,7
Patrons.	4.538.000	503.000		
Employés.	3.420.000	927.000		278.000
Population active et entretenue (p.100 de la pop. act. et entret. totale).	66,5	20,7	3,1	3,6

2^o Répartition de la population hongroise totale en 1890 et en 1900 entre les professions ³. (Hongrie proprement dite).

Catégories professionnelles.	Population active et entretenue.		Proportion par rapport à la population totale de la Hongrie.	
	1890	1900	1890	1900
I. Production du sol . . .	10.800.000	11.100.000	70,8 p.100	66,5 p.100

1. Les éléments avec lesquels nous avons obtenu les chiffres de ce tableau proviennent de la statistique professionnelle de 1900, dans l'*Annuaire statistique hongrois*, 1904. Budapest, 1906, p. 21-39.

2. Nos statistiques pour la Hongrie ne concernent que la Hongrie proprement dite, sauf mention contraire, non compris la Croatie-Slavonie, qui est un pays autonome, et la ville de Fiume.

3. Dénombrement de la population des pays de la couronne hongroise en 1900. 2^e partie, p. 34* de la préface.

Catégories professionnelles.	Population active et entretenue.		Proportion par rapport à la population totale. de la Hongrie.	
	1890	1900	1890	1900
II. A. Industrie minérale et des hauts four- neaux.	124.000	161.000	0,8 —	1 —
B. Industrie	1.877.000	2.401.000	12,4 —	14,2 —
C. Commerce.	393.000	520.000 ¹	2,6 —	3,1 —
D. Transport.	203.000	407.000	1,3 —	2,4 —
III. Services publics et pro- fessions libérales. .	410.000	524.000	2,7 —	3,1 —
IV. Force militaire. . . .	109.000	133.000	0,7 —	0,8 —
V. Journaliers non spécia- lement désignés. . .	551.000	606.000	3,6 —	3,6 —
VI. Services domestiques.	358.000	403.000	2,3 —	2,4 —
VII. Autres professions . .	433.000	485.000	2,8 —	2,9 —
Population totale. . .	15.200.000	16.800.000		

3° Proportion de la population agricole dans divers États ².

Etats	Proportion de la popu- lation agricole active.	Proportion de la population agricole active et entretenue.
Hongrie (1900)	65,9 p. 100	66,5 p. 100
France (1891 et 1896). . . .	45,6 — (1896)	45,5 — (1891)
Allemagne (1895).	36,1 —	35,7 —
Etats-Unis (1900).	35,7 —	» —
Angleterre et Irlande (1891).	15,1 —	» —
Italie (1881).	56,7 —	» —

1. Le texte porte 250.000 par erreur ; le vrai chiffre est bien 520.000.

2. Sauf pour la Hongrie, d'après Bourguin, *Les systèmes socialistes*. Colin, 1904, p. 446 et s.

Répartition de la population active hongroise par profession et par situation sociale en 1890 et en 1900.
(Hongrie proprement dite).

PROFESSIONS		PATRONS		EMPLOYÉS		PERSONNEL AUXILIAIRE		POPULATION active totale de la profession.
		hommes.	femmes.	hommes.	femmes.	hommes.	femmes.	
I.	Production du sol (agriculture et pêche).	1890	4.474.000	440.000	11.000	4.888.000	983.000	4.499.000
II.	A. Industrie minière et des hauts fourneaux ² .	1903	1.354.000	484.000	12.000	2.242.000	1.166.000	4.960.000
III.	B. Industrie proprement dite (non compris l'industrie à domicile).	1890	786	17	1.170	41.000	720	44.000
III.	C. Commerce et crédit.	1903	508	35	1.156	53.000	993	56.000
II.	D. Transport.	1890	298.000	43.000	10.000	359.000	63.000	776.000
III.	Services publics et professions libérales.	1900	284.000	64.000	15.000	525.000	104.000	992.000
Journaliers non spécialement désignés.		1890	53.200	7.200	42.100	49.000	19.000	142.000
Rentiers et retraités		1890	78.000	21.000	28.000	67.000	45.900	209.000
		1890	12.600	205	11.300	44.500	350	71.000
		1900	17.700	422	15.400	86.000	1.050	125.000
		1900						150.000
		1900						194.000
		1900						289.000
		1900						278.000
		1900						120.000
		1900						130.000

1. Ce tableau est construit d'après les chiffres empruntés aux publications officielles suivantes : *Dénombrement de la population des pays de la couronne hongroise* en 1900, IV^e partie, statistique professionnelle détaillée, 1019 p. Budapest 1906, II, p. 2 et suiv. ; *Annuaire statistique hongrois* 1904, 534 p. Budapest 1906, p. 22 et suiv. — On trouve, pour le dénombrement de 1890, des chiffres un peu différents dans *Ergänze der in den Ländern der ungarischen Krone am Anfange des Jahres 1891 durchgeführten Volkszählungen*, Band II, Berufsstatistik, Budapest 1893, p. 50^e et 133^e, chiffres reproduits dans l'annuel *ungarischen statistischen Jahrbuch* (par exemple, par celui de 1894, p. 39) : Un grand nombre de journaliers, au lieu d'être compris dans la 1^{re} catégorie, le sont dans celle des journaliers non spécialement désignés et la répartition des branches d'industrie entre les 4 sous-groupes de la 2^e catégorie est un peu différente. La répartition nouvelle des chiffres de 1890 a été faite en 1900, pour rendre comparables les deux recensements.

2. Les chiffres donnés ici sont ceux des recensements de 1890 et 1900; ceux donnés annuellement par les autorités des districts d'administration minière sont un peu différents : les voici pour la Hongrie proprement dite (*Annuaire statistique hongrois* de 1905, p. 132) :

Ouvriers occupés aux mines et hauts fourneaux privés.	4800	1900
— — — — — de l'Etat.	41.000	60.000
— — — — — aux salines de l'Etat.	9.600	12.100
— — — — —	2.200	2.100

TABLEAUX C

CONCENTRATION DE L'INDUSTRIE EN HONGRIE¹

1° *L'industrie des mines et des hauts fourneaux.*

	EN 1900	
	Nombre d'entreprises.	Nombre de salariés.
Entreprises n'occupant aucun salarié	154	»
— occupant 1 à 5 salariés	204	290
— — 6 à 20 —	93	1.135
— — 21 à 100 —	97	5.200
— — plus de 100 —	105	50.800
Totaux.	653	57.000

1. Les chiffres de ces tableaux sont empruntés pour 1890 à l'*ungarischen statistisches Jahrbuch* de 1894, p. 141 ; pour 1900, au *Dénombrement de la population hongroise en 1900*, 5^e partie, p. 96 et s., p. 319 et s.; et à l'*Annuaire statistique hongrois* de 1903, p. 147. Les statistiques hongroises ne contiennent aucun chiffre de pourcentage en 1900 ; ceux qui sont portés aux tableaux proviennent de nos calculs. Les statistiques présentent les chiffres d'entreprise et de salaire avec un beaucoup plus grand nombre de divisions ; c'est nous qui les avons réduits aux cinq catégories ci-dessus ; dans les statistiques de France, Belgique, etc., on regarde comme petites entreprises celles qui occupent moins de cinq personnes ; en Hongrie, comme en Allemagne, c'est moins de 6 ; ailleurs aussi les moyennes entreprises sont celles qui occupent de 5 ou 6 à 50 salariés ; en Hongrie on bloque de 21 à 100. On peut remarquer que ces chiffres ne concordent pas avec ceux du tableau B : il est vrai qu'un patron peut avoir plusieurs établissements ou au contraire plusieurs patrons n'avoir qu'un seul établissement ; mais pour les salaires, l'enquête par établissement a donné un chiffre global sensiblement moins fort que l'enquête de répartition professionnelle de la population ; il n'y a qu'à constater le fait qui montre péremptoirement que tous ces chiffres ne constituent que des approximations et qu'on ne peut comparer que ceux résultant de travaux faits d'après les mêmes bases.

2^e L'industrie proprement dite¹.

EN 1900

Entreprises occupant :	NOMBRE D'ENTREPRISES		NOMBRE DE SALARIÉS	
	sans moteur.	avec moteurs.	sans moteur.	avec moteurs.
Aucun salarié. . .	271.000	10.600	»	»
1 à 5 salariés. . .	142.000	9.100	241.000	16.800 (46,5 p. 100)
6 à 20 — . . .	8.800	1.230	82.000	12.300 (16,5 —)
21 à 100 — . . .	1.623	»	68.000	» (12 —)
Plus de 100 — . . .	426	»	144.000	» (25 —)
Totaux.	426.000	21.000	546.000	29.900

EN 1890

Entreprises occupant :	NOMBRE D'ENTREPRISES		NOMBRE DE SALARIÉS	
	sans moteur.	avec moteurs.	sans moteur.	avec moteurs.
Aucun salarié. . .	181.000 (62 p. 100)	»	»	»
1 à 5 salariés. . .	104.000 (35 —)	»	174.000 (33 p. 100)	»
6 à 20 — . . .	6.900 (2,2 —)	»	53.000 (16 —)	»
21 à 100 — . . .	920 (0,3 —)	»	36.000 (11 —)	»
Plus de 100 — . . .	200 (0,06 —)	»	63.000 (19 —)	»
Totaux.	291.000	»	327.000	»

1. L'industrie proprement dite comprend tout ce qui n'est pas industrie des mines et hauts fourneaux, industrie à domicile, ou ambulante, et industrie des transports. Les chiffres de 1890 et de 1900 ne sont pas rigoureusement comparables : en 1890, l'industrie proprement dite était divisée en 21 branches et l'on mettait à part ce qu'on appelait *Genuss und persönlichen Zwecken dienenden Industrie* : elle comprenait 72.000 patrons (et non entreprises) et 61.000 employés dans le recensement de population : les chiffres cités ci-dessus de 1890 ne comprennent pas cet élément, qui augmenterait surtout le nombre des petites industries. Au recensement de 1900, l'industrie proprement dite était divisée en quatorze branches, et l'on ne mettait plus à part cette catégorie des industries de service personnel et des comestibles (restaurants, hôtels, blanchisseries, etc.) ; par contre, la rubrique d'industrie était un peu plus étroite qu'en 1890 et dans la comparaison de la population industrielle existante aux deux recensements, on a dû diminuer de 825.000 à 817.000 le chiffre donné en 1890, pour la population industrielle totale (industrie à domicile comprise). La comparaison n'est donc qu'approximative. L'office de statistique de Budapest, pour procéder à une comparaison exacte des catégories recensées en 1890 et en 1900, a présenté dans la préface du *Dénombrement de la population hongroise, 1^{re} partie*, page 51*, un tableau des établissements et salaires de la grande industrie occupant plus de 20 personnes auxiliaires, dans lequel n'est compris que l'industrie proprement dite, comme on la comprenait

358 LA QUESTION SOCIALE ET LE SOCIALISME EN HONGRIE

en 1890, et en faisant quelques rectifications pour faire entrer en compte exactement les mêmes groupes et sous-groupes industriels.

*L'industrie proprement dite (établissement occupant plus
de 20 personnes auxiliaires).*

	1890	1900	Proportion d'augmentation.
Nombre des établissements	1.129	1.756	+ 55 p. 100
Nombre du personnel auxiliaire.	102.000	196.000	+ 91 —

TABLEAU D

Dans certaines branches d'industrie, le nombre des ouvriers en dix ans s'est accru considérablement; le nombre des patrons s'est aussi accru dans certains groupes, mais en général dans une proportion infiniment plus faible; dans quelques autres, il a diminué. Voici les chiffres les plus importants dans les deux sens, tirés du *Dénombrement de la population des pays de la couronne hongroise en 1900*, iv^e partie, statistique professionnelle détaillée, 1019 p., Budapest, 1906; II, p. 2 et 3; et de l'*Annuaire statistique hongrois*, 1904, Budapest, 1906, p. 24 :

Accroissement du nombre des patrons et des ouvriers dans certaines branches d'industrie, de 1890 à 1900, dans la Hongrie proprement dite.

INDUSTRIES		PATRONS		EMPLOYÉS		AUTRE PERSONNEL. AUXILIAIRE		POPULATION active totale de la profession.
		Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	
Industrie des machines, des moyens de trans- port et électrique (II/B, II)	1890	15.200	66	915	1	27.000	35	43.000
	1900	15.800 ¹	100	2.700	132	48.900	850	68.000
Industrie textile (II/B, VI)	1890	16.200	339	240	8	10.700	2.900	30.400
	1900	9.700	1.516	560	42	12.400	7.900	32.100
Industrie du vêtement (II/B, VII)	1890	96.000	36.000	313	22	81.000	11.000	220.000
	1900	97.000	54.000	440	114	88.000	19.600	260.000
Industrie du bâtiment (II/B, XI)	1890	35.000	129	1.500	1	46.000	482	84.000
	1900	27.900	277	1.450	16	84.000	2.700	117.000
Fonderie de fer et acier (II/B, I, 20)	1890	25	»	277	»	10.000	»	10.000
	1900	12	»	754	»	23.000	»	24.000
Industrie hôtelière (II/B, XIII)	1890	21.000	3.900	1.170	800	16.000	28.000	71.000
	1900	25.000	4.900	587	1.140	23.000	31.000	87.000

1. La presque totalité des patrons appartiennent aux deux industries de la carrosserie (13.400) et de l'horlogerie (1.500) comprises dans cette catégorie.

TABLEAU E
RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DE L'INDUSTRIE EN HONGRIE

L'industrie proprement dite et l'industrie houillère en 1900 dans les principales régions industrielles de la Hongrie proprement dite¹.

VILLES OU COMITATS	PRINCIPALES INDUSTRIES	INDUSTRIE PROPREMENT DITE				INDUSTRIE HOUILLÈRE													
		Nombre total des entreprises.	Nombre total des salariés.	Nombre des entreprises occupant plus de 20 employés.	Nombre des salariés d'entreprises de plus de 20 employés.	Nombre des entreprises occupant plus de 20 employés.	Nombre des salariés d'entreprises de plus de 20 employés.												
I. — Région de Budapest.																			
Toutes industries, surtout																			
Ville de Budapest	{	celles des machines, d'a-	32.000	410.000	622	68.000	»												
								limentation (minoterie, distillerie), de métallur- gie, du bois, etc	21.000	21.000	69	5.400	»						
Comitat de Pest.																			
II. — Région du bassin de la Haute-Hongrie.																			
Ville de Pozsony (Pres- bourg)	{	Alimentation (sucre), tex- tile et cuir.	2.800	9.500	51	5.700	»												
								Comitat de Pozsony	8.200	9.300	31	3.000	»						
														Ville de Győr (Raab). . . .	4.300	4.900	23	2.800	»
		Alimentation et textile . .	6.900	9.300	32	4.300	3												
							1.400												

Comitat de Esztergom (Gran)	2 400	3 400	21	1 200	2	1 700
Comitat de Vas	12 000	12 000	32	3 700	»	»
III. — Région des monts de la Haute-Hongrie.						
Comitat de Nograd.	5 070	9 300	32	5 200	12	6 900
— de Zolyon.	2 900	10 000	34	7 400	»	»
— de Borsod.	5 300	12 000	24	8 400	9	3 500
— de Gömör.	5 000	8 000	48	4 200	»	»
— de Szepes.	4 800	9 700	50	5 250	»	»
IV. — Région de Banat et de la Transylvanie du Sud.						
Comitat de Krasso.	8 200	22 200	39	7 500	13	4 500
— de Hynyad	4 900	5 800	25	3 000	9	4 300
V. — Bassin de Pécs.						
Comitat de Baranya	»	»	»	»	5	2 500
Ville de Pécs.	»	»	»	»	1	1 700

VI. — Grandes villes du bassin de la Basse-Hongrie.

Ville de Szécsia.	Toutes industries	2 700	5 700	34	2 200	»
— de Kassa.	Alimentation.	1 600	5 300	29	2 970	»
— de Debreczin	et machines.	2 900	5 900	22	2 800	»
— d'Arad	—	2 400	6 500	29	3 200	»
— de Temesvar	—	2 600	6 500	32	3 660	»
— de Kolosvar.	—	2 100	5 000	27	2 400	»
— de Fiume.	—	1 300	5 800	26	3 950	»

1. Les données primitives qui nous ont permis de dresser ce tableau sont tirées du *Dénombrement de la population hongroise en 1900*, V^e partie, p. 112 et s., 138 et s.

TABLEAU F

TEMPS DE TRAVAIL ET SALAIRE DES OUVRIERS INDUSTRIELS EN HONGRIE

Lors du recensement de 1900, l'office de statistique hongrois a essayé une assez intéressante tentative : il a demandé directement aux ouvriers et non pas aux patrons d'indiquer sur une feuille spéciale le temps de travail qu'ils accomplissaient et le salaire qu'ils recevaient. Du dépouillement des réponses, on a fait un gros livre¹, dont nous résumons dans les tableaux suivant les statistiques :

Temps de travail.

Industrie proprement dite (non compris l'industrie minière, ni l'industrie à domicile).	Nombre total des ouvriers, journaliers, commis de plus de 16 ans employés dans l'industrie (non compris les em- ployés, apprentis et contremaîtres).	Nombre d'ouvriers ayant un temps de travail de :							
		Déclarations faites.		8		8-9		9-10	
Hommes	357.000	195.000	17.400	8.000	81.000	22.000	53.000	43.44	+ 14
Femmes.	47.000	30.700	3.600	4.300	12.900	4.070	4.670	270	440 230

Salaire.

		Nombre d'ouvriers touchant par semaine (en couronne = 1 fr. 05),							
		— 6 k.		6-8		8-10		10-14	
Hommes	357.000	199.000	28.000	17.000	27.000	52.000	56.000	45.000	1.900 + 40
Femmes.	47.000	31.000	12.000	8.100	5.900	3.600	980	110	14 6

Chez les ouvriers organisés, les salaires ont augmenté depuis 1900 et le temps de travail a diminué : l'exemple le plus marquant est celui des ouvriers du bâtiment, organisés en une fédération, qui ont fait grève plusieurs fois à Budapest et dans beaucoup de villes. Les tableaux suivants précisent le phénomène :

Temps de travail et salaire des maçons en 1900².

Maçons (sous-groupe 172).	Ouvriers de plus de 16 ans. 33.000	Nombre d'ouvriers ayant un temps de travail de :							
		Déclarations faites pour le temps de travail.		8		8-9		9-10	
Hommes		8.100	290	3.020	1.460	2.850	170	360	62
		Nombre d'ouvriers touchant par semaine :							
		Déclarations faites pour le salaire.		— 6 k.		6-8		8-10	
		8.800	510	460	930	2.970	3.600	350	12 + 40

Temps de travail et salaire des maçons à Budapest de 1903 à 1907³.

TEMPS DE TRAVAIL			SALAIRE (A L'HEURE ET EN HELLER)		
Travail courant.	Travail spécial.		Travail courant.	Travail spécial	

Temps de travail et salaire des ouvriers du bâtiment en 1907¹.

Noms des villes.	Nombre d'ouvriers.	Ouvriers organisés.	Durée du contrat collectif.	Temps de travail.	Salaire minimum (à l'heure et en heller).
Budapest (section des maçons).	5,026	4,995	3 ans	9 1/2	50
Kassa (ouvriers du bâtiment).	908	315	3 —	40	40
Arad —	894	693	3 —	40	38
Temesvar —	1,273	954	2 —	40	36
Szabadha —	416	308	4 —	40	30
Brasso —	874	351	3 —	40	32
Debreczen —	1,464	758	2 —	9 1/2	42
Kalozvar —	1,190	704	2 —	40	36
Pozsony —	1,396	4,022	»	40	42
Kaposvar —	614	517	1 —	40	40

Les ouvriers des mines, qui étaient d'après le recensement officiel en Hongrie 43.000 en 1890 et 55.000 en 1900, sont d'après le Congrès syndical de la corporation tenu en décembre 1903, environ 75.000. La fédération nationale de ces ouvriers a publié à l'occasion de ce premier Congrès une brochure sur *La situation du mineur*, où elle publie une statistique du budget de l'ouvrier mineur. Cette statistique a été dressée en demandant les chiffres de leur recette et de leurs dépenses à 20 travailleurs, gagnant leur plein salaire dans les mines de Hongrie (Anina, Batanya-Szabolcs, Annavölgy, Salgotarjan); en prenant la moyenne, on obtient les chiffres suivants :

Budget moyen d'un ouvrier mineur en Hongrie en 1903. (Par mois).

Salaire : 68 couronnes.

	Dépense.	Dépense.
Cotisation corporative	2,90	
Peines	0,15	0,95
Matériel d'éclairage	4,10	1,35
Forgeron	0,50	0,35
Nettoyage domestique	2,20	4,30
Alimentation	37,20	2,70
	47,05	3,30
Total des dépenses		9,95
Vêtements		57 couronnes.

1. *Dénombrement de la population en 1900, 6^e partie*, heures de travail, ainsi que salaires des employés et de l'autre personnel auxiliaire rentrant dans la catégorie de l'industrie, 849 p., Budapest 1905, p. 2 et suiv., 40 et suiv., 490 et suiv., 408 et suiv. — 2. *Idem*, p. 2 et 490. — 3. *Taschenbuch für Bauarbeiter* von A. Garbai, p. 232. Budapest 1907. Ce petit livre est publié par la rédaction du journal *Bauarbeiter*, qui est celui de la fédération des ouvriers du bâtiment. — 4. *Idem*, p. 190-206. — 5. *Die Lage der Bergarbeiter*, in-8, 39 p., Budapest 1903.

TABLEAU *F bis.*

LES LOGEMENTS OUVRIERS A BUDAPEST

Les statistiques que nous donnons ici sont extraites de l'enquête présentée par le Dr Imre Ferenczi d'après les sources officielles hongroises dans son livre : *A Munkás lakás-kérdés* (La question des habitations ouvrières), Budapest, 1906, in-8, 176 pages.

AUGMENTATION DE LA POPULATION A BUDAPEST
ET DU NOMBRE DES PIÈCES D'HABITATION¹

Années.	Population de Budapest.	Nombre des pièces d'habitation ² .
1720.	12.200	»
1831.	102.000	»
1860.	187.000	»
1870.	280.000	165.000
1880.	370.000	230.000
1890.	506.000	308.000
1900.	734.000	683.000
1906.	792.000	»

Le problème des logements ouvriers devient de plus en plus aigu depuis 1891, ainsi que le montre ce tableau :

PROPORTION DE LA POPULATION TOTALE
demeurant dans des habitations
où 5 personnes au moins vivent dans
une seule chambre³.

1881.	31,9 p. 100
1891.	31,6 —
1901.	36,3 —

1. Page 11.

2. On compte dans cette statistique toutes les chambres, cuisines, cabinets existant à Budapest; comme les classes aisées en ont un certain nombre à la disposition de chaque personne de cette classe, on voit ce qui reste pour les autres classes.

3. Page 16.

Au 1^{er} mars 1906, il n'y avait à Budapest que 153.000 logements distincts pour une population de 800.000 âmes. La statistique suivante, faite d'après une enquête de 1901, montre le nombre de personnes demeurant dans une même chambre ¹ :

NOMBRE DE PERSONNES par chambre.	NOMBRE DES HABITANTS demeurant dans des chambres où vivent le nombre donné de personnes.	PROPORTION des habitants.
1 { hygiène stric- 2 { tement suffi- 2 { sante. }	9.400 } 100.700 } 126.300 }	1,4 } 236.000 } 14,5 } 18,2 }
4 { 5 { défavorable. }	109.000 } 95.000 }	15,8 } 13,8 }
6 { 7-10 { extrêmement }	78.000 } 161.000 }	11,3 } 23,3 }
11-15 { mauvaisé. }	10.500 }	1,5 }
Plus de 15 }	1.500 }	0,2 }
Totaux	694.000	100 p. 100

Si l'on compare les grandes capitales, Budapest se trouve dans les pires conditions à l'égard des habitations : il suffit de mettre en parallèle sur 100 appartements le nombre de ceux où habitent 3 personnes ou plus par pièce, c'est-à-dire ceux dont les conditions hygiéniques sont défectueuses :

HABITATIONS OU DEMEURENT 3 PERSONNES OU PLUS
PAR PIÈCE ²

Capitales.	Nombre sur 100 habitations.
Paris (1896)	14
Londres (1891)	20
Berlin (1895)	28
Vienne (1890)	28
Saint-Petersbourg (1890)	46
Budapest (1891)	74

1. Page 13.

2. Page 15.

TABLEAUX G

LA PROPRIÉTÉ TERRIENNE EN HONGRIE

1^o Dimensions des exploitations (Hongrie proprement dite) en 1893¹.

CATÉGORIES	NOMBRE DES EXPLOITATIONS		ÉTENDUE DES EXPLOITATIONS		PROPORTION correspondant en Allemagne, 8,8 p. 100
	total	proportion	superficie	proportion	
Très petites exploitations (0 à 5 jochs) ²	4.279.000	53 p. 100	2.455.000	5,8 p. 100	9 p. 100
Petites exploitations (de 5 à 10 j.)	1.085.000	45 —	17.436.000	46 —	14 —
(5 à 10 j.)					46 —
Moyennes exploitations (100 à 1.000 j.)	49.000	0,83 —	5.663.000	15 —	6,5 —
Grandes exploitations (plus de 1.000 j.)	3.700	0,16 —	44.900.000	32 —	23 —
Total.	2.388.000	100 p. 100	36.800.000	100 p. 100	40 —

2^o Variation dans le nombre des propriétaires et ouvriers agricoles de 1890 à 1900³.

	1890	1900
Catégorie des professions dites indépendantes (propriétaires et fermiers).	4.613.030	soit 35 p. 100
Membres de famille auxiliaires.	4.094.000	1.537.000 soit 31 p. 100
Domestiques.	526.000	1.479.000
de moins de 16 ans		503.000 — 40 —
de plus de 16 ans		110.000 — 27 —
parmi lesquels possèdent une maison ou une portion de maison.	4.214.000	4.275.000
		(400.000)

3^o Répartition des exploitations selon la qualité de l'exploitant en 1895⁴.

EXPLOITATIONS PAR PROPRIÉTAIRES EXPLOITATIONS PAR FERMIERS

	EXPLOITATIONS A CARACTÈRE MIXTE				EXPLOITATIONS PAR USUFRUITIERS			
	nombre.	étendue.	nombre.	étendue.	nombre.	étendue.	nombre.	étendue.
Très petites exploitations.	68.000 soit 31	p. 100	468.000 soit 5,8	p. 100	22.100 soit 59	p. 100	30.000 soit 4,5	p. 100
Petites exploitations.	140 000 — 65	—	2.700.000 — 46	—	14.400 — 38	—	277.000 — 13,9	—
Moyennes exploitations.	5.000 — 2,5	—	4.438.000 — 45	—	340 — 0,9	—	87.000 — 4,4	—
Grandes exploitations.	700 — 0,3	—	2.008.000 — 32	—	250 — 0,6	—	4.589.000 — 80	—
nombre absolu	215.000 — 100	—	6.315.000 — 100	—	27.000 — 100	—	4.985.000 — 100	—
proportion dans l'ensemble des exploitations (soit en nombre, soit en étendue).	86 p. 100	68 p. 100			2,7 p. 100	9,3 p. 100		
Total:								
Très petites exploitations.	68.000 soit 31	p. 100	468.000 soit 5,8	p. 100	22.100 soit 59	p. 100	30.000 soit 4,5	p. 100
Petites exploitations.	140 000 — 65	—	2.700.000 — 46	—	14.400 — 38	—	277.000 — 13,9	—
Moyennes exploitations.	5.000 — 2,5	—	4.438.000 — 45	—	340 — 0,9	—	87.000 — 4,4	—
Grandes exploitations.	700 — 0,3	—	2.008.000 — 32	—	250 — 0,6	—	4.589.000 — 80	—
nombre absolu	215.000 — 100	—	6.315.000 — 100	—	27.000 — 100	—	4.985.000 — 100	—
proportion dans l'ensemble des exploitations (soit en nombre, soit en étendue).	86 p. 100	68 p. 100			2,7 p. 100	9,3 p. 100		
Total:								

¹ Ces chiffres ne comprennent que les exploitations proprement agricoles, à l'exclusion des exploitations exclusivement forestières ou de pâturage. Ils sont donnés, ainsi que les chiffres comparatifs pour l'Allemagne, par la *Landwirtschaftliche Statistik der Länder der ungarischen Krone*, III^e partie, Budapest 1900, p. 41^{*} et suiv.

² Le joch ou arpent cadastral vaut environ 1/2 hectare, exactement 0,5735 hectare.

³ D'après *Dénombrement de la population des pays de la couronne hongroise en 1900*, II^e partie, p. 40^{*}. Il faut remarquer que les statistiques tirées du *Dénombrement* présentent le tableau de la répartition des individus entre les professions, non de la répartition du sol. On n'y mentionne que les individus présents en Hongrie et où ils se trouvent (ainsi à Budapest figurent des quantités de propriétaires fonciers), par conséquent on n'y mentionne ni les propriétaires habitant l'étranger, ni les personnes morales. D'autre part, le propriétaire qui exerce en même temps une autre profession n'est pas mentionné comme propriétaire, s'il donne comme étant la principale cette autre profession (Cf. *Dénombrement*, IX^e partie, préface). Les chiffres tirés du *Dénombrement* expriment donc tout autre chose que ceux de la *Landwirtschaftliche Statistik*.

⁴ D'après la *Landwirtschaftliche Statistik*, III, p. 40^{*} et suiv.; les exploitations forestières et de pâturages ne sont pas comprises.

TABLEAUX G (suite).

LA PROPRIÉTÉ TERRIENNE EN HONGRIE

4^e Répartition des propriétaires et fermiers en 1900¹.

	Dont la profession principale est d'être propriétaire ou fermier.	Qui n'ont la profession de propriétaire ou fermier que comme profession accessoire.
Propriétaires de plus de 1.000 arpents.	4.530	460
— 200 à 1.000.	5.000	1.600
— 100 à 200.	6.500	3.000
Fermiers de plus de 1.000 arpents.	750	169
— 100 à 1.000.	3.200	1.600
Petits propriétaires et fermiers de moins de 100 arpents.	1.483.000	
Répartis entre : } petits propriétaires ou petits fermiers	1.074.000	
} petits propriétaires journaliers.	409.000	
Répartis entre : } propriétaires et fermiers de 50 à 100 arpents.	20.900	8.800
} propriétaires, fermiers et propriétaires journaliers		
Colons partiaires.	1.462.000	820.000
— de moins de 50 arpents	30.000	188.000
Total de la catégorie des professions agricoles dites indépendantes.	1.537.000	1.025.000

5^e Répartition du nombre total des propriétaires, fermiers et colons partiaires, exerçant leur profession à titre principal ou accessoire en 1900².

	Total.	Possédant 1 arpent et au-dessous.	1 à 5	5 à 50	50 à 100	100 à 200	Plus de 1 000
Nombre des propriétaires de terre.	2.092.000	372.000	803.000	872.000	24.000	8.600	7.100
Nombre des propriétaires faisant valoir eux-mêmes leurs terres.	2.018.000						4.800
Nombre des propriétaires de terres exploitées par des fermiers.	103.000	16.000	36.000	42.000	3.400	2.000	2.400
Nombre des fermiers cultivant des pro-							430

	Plus de 30	5 à 30	1 à 5	et au-dessous.	Total.
Nombre des colons partiaires cultivant des propriétés foncières de la contenance indiquée	161.000	406.000	368.000	29.000	1.026.000
{ nombre des colons	38.000	429.000	34.000	248.000	
{ superficie en arpents des terres qu'ils cultivent.	4.900				

6° Dimensions des exploitations en 1870.

L'office de statistique de Hongrie, dans ses nouvelles publications depuis 1893, déclare que les données statistiques qu'il publie sur la propriété foncière ne sont pas comparables à celles qui ont été recueillies en 1870. Toutefois, à titre d'indication, nous donnons de seconde main la statistique des exploitations en 1870 :

Catégories d'exploitations.	Nombre d'exploitations.	Etendue des exploitations (en hectares).
De 5 jochs	1.444.000	3.500.000
De 5 à 30 jochs	903.000	4.700.000
De 30 à 200	418.000	3.300.000
De 200 à 4.000	43.000	3.800.000
De 4.000 à 10.000	5.000	8.400.000
De 10.000 à 10.000	231	2.200.000
Total	2.483.000	25.600.000

¹ D'après le *Dénombrement de la population des pays de la couronne hongroise* en 1900, II^e partie, p. 40^a et V^e partie, p. 90. Ce dénombrement range dans les patrons et professions indépendantes les propriétaires, fermiers et colons partiaires ; il ne distingue pas ceux qui exercent la profession principale de fermier.

² D'après le *Dénombrement de la population des pays de la couronne hongroise* en 1900, IX^e partie, p. 2-13 ; cette statistique est très imparfaitement présentée. Nous sommes obligés en premier lieu de nous référer au nombre total des terres ou exerçant leur profession aussi bien à titre accessoire que principal, alors qu'il ne s'agit pas d'une statistique des terres ou exploitations, mais des individus et que la profession principale est surtout intéressante ; mais les tableaux ne permettent pas de retrouver les chiffres des professions principales, tels qu'ils sont indiqués au 4^e. D'autre part, aucune explication ne nous est donnée des faits suivants : comment se fait-il que le nombre des propriétaires faisant valoir et des propriétaires de terres exploitées par des fermiers soit supérieur au nombre des propriétaires de terre ? Enfin, dans le détail, comment y a-t-il parmi les grands propriétaires de plus de 4.000 arpents un certain nombre qui ne sont propriétaires que d'un arpent ? et comment dans la catégorie des propriétaires de moins de 4.000 arpents, y a-t-il des propriétaires de plus de 1.000 arpents ? Il est fâcheux que les tableaux ne permettent pas d'obtenir le détail de la profession principale et n'indiquent les superficies cultivées ou possédées que pour les colons.

TABLEAUX G (suite).

LA PROPRIÉTÉ TERRIENNE EN HONGRIE.

D'après cette statistique les exploitations de plus de 1.000 jochs couvrent environ 30 p. 100 du sol exploité; la proportion est un peu moindre que celle des récentes enquêtes.

7° Répartition des catégories d'exploitations selon les divisions géographiques¹.

	Exploitations de 0 à 20 jochs.	Exploitations de 20 à 100 j.	Exploitations de 100 à 1.000 j.	Exploitations de plus de 1.000 j.
Rive gauche du Danube	30 p. 100	49 p. 100	45 p. 100	33 p. 100
Rive droite du Danube	28 —	17 —	41 —	43 —
Région d'entre le Danube et la Tisza	22 —	30 —	21 —	26 —
Région d'entre la Tisza et le Maros	35 —	27 —	41 —	25 —
Rive droite de la Tisza	27 —	45 —	46 —	39 —
Rive gauche de la Tisza	23 —	20 —	47 —	37 —
Transylvanie	39 —	28 —	43 —	48 —

8° Étendue des terres inaliénables en Hongrie proprement dite.

L'enquête agricole de 1895 nous renseigne d'une façon assez précise sur l'étendue des terres inaliénables en Hongrie (*Landwirthschaftliche Statistik*, IV^e partie, 1900, p. 47¹). Si l'on envisage l'ensemble des biens inaliénables de Hongrie ou du moins à « aliénabilité limitée », comme dit la statistique, on voit qu'ils s'étendent dans la Hongrie proprement dite sur 16.381.000 jochs, soit 33,5 p. 100 du sol (48.834.000 jochs). Voici le détail de cette possession inaliénable :

	Champs.	Jardins.	Prairies.	Vignobles.	Pâturages.	Forêts.	Sol improductif, Total général.
Totalité des biens inaliénables.	2.274.000	54.000	722.000	45.000	3.625.000	8.176.000	16.381.000
Biens de l'État	400 p. 100	400 p. 100	400 p. 100	400 p. 100	400 p. 100	400 p. 100	400 p. 100
	4.5 —	8.8 —	8.6 —	4.5 —	8.4 —	24 —	—

Biens de l'Eglise catholique.	26	—	13	—	17	—	18	—	6	—	7	—	10
Biens de l'Eglise grecque catho- lique.													1,7
Biens de l'Eglise grecque orien- tale.													0,7
Biens de l'Eglise évangélique.													0,4
Biens de l'Eglise réformée.													1
Biens de la religion unitaire.													0,1
Biens de la religion juive.													0,01
Biens des sociétés, associations et coopératives.													2
Biens des communautés pay- sannes (composseurs et anciens urbanistes).	4	—	22	—	41	—	42	—	40	—	21	—	22
Biens des fidéi-commis.	29	—	42	—	26	—	43	—	8	—	42	—	14,2
	675.000		6.900		191.000		2.000		292.000		999.000		460.000
													2.329.000

De ces chiffres résulte qu'environ 63 p. 100 des forêts, 36 p. 100 des pâturages et 10 p. 100 des terres labou-
rées sont inaliénables en Hongrie.

Si l'on compare ces chiffres à ceux recueillis par le ministre de l'Agriculture en 1883 (*Ungarische statistische
Jahrbuch*, 1893, p. 78), on voit que l'étendue totale des terres inaliénables et celle des terres fidéi-commissaires
n'ont pas sensiblement changé pendant cette décade.

Nous avons vu citer en Hongrie le chiffre de 463.000 yochs comme celui de l'étendue des biens fidéi-commis-
saires en 1870 ; de 1870 à 1895 ceux-ci auraient donc sextuplé ; mais nous n'avons pu vérifier ce chiffre
dans des statistiques officielles et nous ne le citons donc que sous toutes réserves².

¹ D'après le comte Mailath. *Studien über die Landarbeiterfrage in Ungarn*, p. 39.

² Voici le tableau présenté pour l'ensemble de la Hongrie et Croatie par le *Dictionnaire (hongrois) de l'économie politique
(Hongrie contemporaine*, p. 14) :

	PROPRIÉTÉS INALIÉNABLES EN HONGRIE ET CROATIE	
	1870	1895
Propriété de l'Etat.	2.723.000	3.491.000
— des communes.	6.325.000	8.674.000
— de l'Eglise.	4.286.000	2.504.000
— des fidéi-commis.	463.000	2.362.000
— inaliénable en totalité.	11.186.000	19.373.000

TABLEAU H

LES JOURNALIERS EN HONGRIE EN 1890

Dans la préface de la statistique des professions de 1890 ¹, l'office central de statistique du royaume de Hongrie a essayé de dénombrer le nombre des journaliers en Hongrie. Il ne s'agit que des journaliers, au sens strict du mot, des individus travaillant à la journée, en laissant à part les ouvriers, employés, domestiques et toutes personnes habituellement engagées pour plus d'une journée. Evidemment, une telle statistique ne peut qu'être approximative ; la voici, telle qu'on nous la donne :

Nombre de journaliers dans la Hongrie proprement dite.

	Nombre de journaliers actifs.	Population active et entretenue.
Journaliers comptés dans la catégorie de production du sol. .	290.000	557.000
Journaliers comptés dans la catégorie de l'industrie, commerce et mines.	40.000	76.000
Journaliers sans désignation spéciale.	1.232.000	2.423.000
Total.	<u>1.562.000</u>	<u>3.056.000</u>
	soit 25,2 p. 100 de la population occupée, ou 10,3 p. 100 de la population totale.	soit 20,3 p. 100 de la population totale.

Nombre de journaliers dans la Croatie.

Journaliers agricoles.	55.000	92.000
— industriels.	7.000	13.000
— non désignés.	7.500	12.000
Total.	<u>69.500</u>	<u>117.000</u>
	soit 6,6 p. 100 de la population occupée, ou 3,2 p. 100 de la population totale.	soit 5,4 p. 100 de la population totale.

1. *Ergebnisse der in der Ländern der ungarischen Krone am Anfange*

Répartition géographique des journaliers en Hongrie et Croatie.

Proportion des journaliers
actifs à la population totale
du royaume de Hongrie².

Régions et comitats où se retrouve
la proportion indiquée :

— 2 p. 100	{	seulement en Croatie : Zagrab, Varasd, Belovar-Körös, Lika-Krbava ;
	{	dans le reste de la Croatie : Modrus Fiume, Požsega ;
2-4 —	{	à la frontière de la Roumanie : Krassó, Hunyad ;
	{	à la frontière de la Silésie : Arva ;
	{	à la frontière de la Croatie : Zala, Somogy, Veröcze ;
4-8 —	{	à la frontière nord de la Hongrie : Trencsén-Lipto, Saros ; et un peu plus au sud à Hont ;
	{	à la frontière de la Bukovine et de la Roumanie : Szolnok, Besztercze, Fogaras ;
8-11 —	{	tout le centre de la Hongrie et de la Transylvanie, sauf les exceptions ci-dessus ou ci-dessous indiquées ;
	{	à la frontière de la Basse-Autriche : Sopron, Moson ;
+ 11 —	{	sur le cours moyen de la Tisza : Borsod et Szabolcs, et entre le Danube et la Tisza : Bacs-Bodrog ;
	{	sur la frontière roumaine et de la Bukovine : Haromszek, Csik et Maramaros.

des Jahres 1891 durchgeführten Volkszählung, t. II, p. 70* et suiv. ; Budapest, 1893.

1. La proportion des journaliers actifs à la population occupée est d'un peu plus du double en moyenne de la proportion portée à ce tableau. d'après les chiffres de la page 72*, *locò citato*.

TABLEAUX I

1^o Salaire des journaliers agricoles.

Voici les moyennes établies par les statistiques officielles pour la Hongrie proprement dite; en 1894, on établit le salaire journalier moyen d'après la nature des travaux pour les jours de travail effectif:

ANNÉE	HOMMES			
	NOURRIS		NON NOURRIS	
	Travaux agricoles ordinaires.	Travaux de la moisson.	Travaux agricoles ordinaires.	Travaux de la moisson.
1894 ¹ (en couronnes). {	1,04	1,80	1,42	2,36

ANNÉE	FEMMES			
	NOURRIS		NON NOURRIS	
	Travaux agricoles ordinaires.	Travaux de la moisson.	Travaux agricoles ordinaires.	Travaux de la moisson.
1894. (en couronnes). {	0,76	1,14	1,06	1,52

Aujourd'hui, on établit le salaire journalier moyen d'après le gain total de l'année ou de la saison, en tenant compte ainsi des jours de chômage, ce que la précédente statistique ne relève pas:

	HOMMES					
	MOYENNE ANNUELLE		MOYENNE DE PRINTEMPS		MOYENNE D'ÉTÉ	
	Nourris.	Non nourris.	Nourris.	Non nourris.	Nourris.	Non nourris.
1894 ²	»	»	0,80	1,12	1,34	1,76
1904 ³	0,98	1,38	0,86	1,19	1,37	1,94
1905 ⁴	1,10	1,55	0,94	1,36	1,58	2,17
1906 ⁵	1,34	1,80			1,94	2,59

1. Ungarisches statistisches Jahrbuch, 1894. Budapest, 1895, p. 95.
2. Mailath, *Studien*, etc. p. 60.
3. Annuaire statistique hongrois. 1904. Budapest, 1906, p. 95 et 97.
4. Annuaire statistique hongrois, 1905. Budapest, 1907, p. 86 et 87.
5. La Hongrie contemporaine, *loc. cit.*, p. 44.

	HOMMES				FEMMES	
	MOYENNE D'AUTOMNE		MOYENNE D'HIVER		MOYENNE ANNUELLE	
	Nourris.	Non nourris.	Nourris.	Non nourris.	Nourris.	Non nourris.
1894 .	0,92	1,26	0,64	0,90	»	»
1904 .	0,98	1,39	0,69	1,01	0,64	0,93
1905 .	1,11	1,57	0,75	1,14	0,71	1,06
1906 .					0,85	1,23

Une enquête faite en 1891 par M. Dékasy, chef de section ministériel, a relevé de la façon suivante le gain total courant d'un journalier-homme dans le centre de la Hongrie ¹:

	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.
1891	2,50	2,50	18	38	28	43,20	50
	Août.	Septembre.	Octobre.	Novembre.	Décembre.	Total.	
1891. . . .	50	28	28	0	0	278 k. 20	

Depuis 1891 les salaires ont certainement augmenté sensiblement; le ministère de l'Agriculture de Hongrie a publié en hongrois une « statistique officielle des salaires en 1903 », gros volume de 632 pages; les différentes sortes d'ouvriers agricoles y sont étudiées à part: journaliers, ouvriers pour les betteraves, ouvriers pour la vigne, ouvriers pour les tabacs, ouvriers pour les forêts, etc.; en général, les journaliers sans spécialité sont payés plus cher que les ouvriers pour la culture de la betterave, mais moins cher que les ouvriers pour les autres cultures particulières. Cette statistique distingue aussi selon les comitats, et les prix diffèrent du simple au triple selon les régions. Au reste, ces prix sont des moyennes et par suite de simples approximations: qu'on songe à la difficulté de savoir combien de jours par an un journalier travaille, combien de temps il se consacre à des cultures spéciales ou à des cultures courantes. En tous cas, voici la statistique du gain annuel moyen d'un ouvrier agricole non spécialisé (en couronnes) ²:

		Rive gauche du Danube.	Rive droite du Danube.	Entre Tisza et Danube.	Rive droite de la Tisza.
1903 {	hommes. ;	339	353	405	338
	femmes . .	176	204	191	177
			Rive gauche de la Tisza.	Entre Tisza et Maros.	Trans- sylvanie.
1903 {	hommes. ;		322	325	229
	femmes		171	170	149

1. L. Leopold. *La situation du paysan en Hongrie*, in-8°, 25 p. Bruxelles, 1905, p. 17.

2. Bunzel. *Studien über die Landarbeiterfrage in Ungarn*, Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik, mars 1907, p. 441.

En 1907, ces salaires ont sensiblement augmenté (*Salaires ruraux en Hongrie*, édition du ministère hongrois de l'agriculture, Budapest 1907, cités dans la *Hongrie contemporaine*, p. 45):

Revenu annuel d'un ouvrier rural (en couronnes).

Comitats.	Revenu.	Comitats.	Revenu.
Bars	422	Csongrád	531
Hont	446	Pest	505
Nyitra	435	Bihar	401
Trencsén	360	Szilágy	349
Baranya	429	Torontal	405
Somogy	440	Alsöfelár	300
Tolna	449	Szolnokdoboka	320
Vas	411	Brassó	363
Zala	426	Kolozs	342
Bácsbodzog.	480	Udvarhely	345

2° Salaire des domestiques agricoles.

Voici les salaires payés dans une grande propriété de la Hongrie occidentale, d'après une enquête de M. von Bachofen : les gages sont en couronnes et à l'année ⁶ :

	Salaires en argent.	Salaires en argent et en nature (logement, etc.).
Serviteurs ordinaires.	144 k.	400 à 500
Haidouques (surveillants des travaux des champs ; divisés en 3 classes).	120 à 200 k.	760 à 840
Fermiers (surveillants pour la laiterie et le bétail ; divisés en 2 classes).	252 à 336 k.	864 à 948
Economes (surveillants des petites exploitations ; divisés en 3 classes).	208 à 420 k.	1.112 à 1.320

La « statistique officielle des salaires en 1903 » du ministère de l'Agriculture présente aussi des moyennes de salaire pour ces domestiques. Voici à titre d'exemple la comparaison dans quelques comitats, pris dans toute la Hongrie, des salaires des domestiques et des journaliers, nourris les uns et les autres.

Salaires des domestiques et ouvriers agricoles en 1903, en couronnes ¹.

Comitats	Journaliers hommes.	Domestiques hommes.	Journaliers femmes.	Domestiques femmes.
Baroch.	308	285	188	249
Raab.	350	313	231	280
Hevesch.	372	336	146	267
Gömör.	350	323	154	293
Bihar	320	289	190	267
Torontal.	366	340	209	291

1. *Deutsche Landwirtschaftliche Presse*, 10 mai 1902, d'après Bull. min. agric., 1902, p. 823.

2. Bunzel, *loco citato*, p. 442.

Cette statistique semble indiquer que les domestiques femmes sont plus payées que les femmes à la journée, mais que la situation est inverse pour les hommes. En réalité, même si ces derniers chiffres sont exacts, il faut penser que le journalier n'est nourri que le jour où il travaille, tandis que le domestique l'est toute l'année. En outre, dans ces statistiques on évalué en argent le salaire en nature des domestiques ; enfin, ceux-ci sont logés toute l'année avec leur famille.

TABLEAUX J

L'ÉMIGRATION HONGROISE ¹

*1° Nombre des émigrés du royaume de Hongrie
(d'après les registres des ports d'embarquement d'Europe).*

Moyenne 1886-1890.	25.000
— 1890-1895.	25.000
— 1896-1900.	32.000
— 1899	43.000
— 1900	54.000
— 1901.	71.000
— 1902.	91.000
— 1903.	119.000
— 1904.	97.000
— 1905.	170.000
— 1906.	185.000
— 1907.	203.000

*2° Nombre des émigrés du royaume de Hongrie en 1905
(d'après la statistique intérieure hongroise).*

	Proportion pour 1.000 habitants.	Total.	Hommes.	Femmes.
Rive gauche du Danube . . .	8,7 p. 100			
Rive droite du Danube . . .	5,8 —			
Entre Danube et Tisza . . .	2,2 —			
Rive droite de la Tisza . . .	23,7 —			

1. Tous les chiffres de ces tableaux sont empruntés à l'*Annuaire statistique hongrois de 1905*, Budapest, 1907, p. 54-64. Pour la première fois, cet annuaire contient des statistiques assez complètes sur l'émigration ; l'office de statistique ne publiait auparavant que deux ou trois tableaux incomplets (cf. *Annuaire*, 1904, p. 72) : ce sont ces renseignements très imparfaits qu'ont mis en œuvre deux bons articles, qui malgré leurs dates récentes ne sont plus au courant : R. Gonnard, *L'émigration hongroise*, Questions diplomatiques, 1^{er} janvier 1907, p. 26-33, et comte Joseph Mailath, *L'émigration hongroise*, Revue économique internationale, juin 1905, p. 486-511. Pendant que notre livre était sous presse, le volume de Gonnard, *loco citato*, contient un chapitre, l'émigration rurale, p. 255-268, qui a utilisé les dernières statistiques.

	Proportion pour 1.000 habitants.	Total.	Hommes.	Femmes.
Rive gauche de la Tisza . . .	4,7	—		
Entre Tisza et Maros	8,2	—		
Transylvanie.	8,2	—		
Croatie	10,6	—		
Royaume de Hongrie	8,2	—	165.000	122.000 43.000

INDIVIDUS DE LANGUE MATERNELLE

	Hon- grois.	Alle- mands.	Slo- vaques.	Rou- mains.	Ru- thènes.	Croato- serbes.
Rive gauche du Danube.			17.000			
Rive droite du Danube .	9.200	6.700				
Entre Danube et Tisza .	5.800	2.800				
Rive droite de la Tisza .	13.000	1.800	20.000		5.400	
Rive gauche de la Tisza.	8.500					
Entre Tisza et Maros . .		11.000				
Transylvanie.				14.000		
Croatie						24.000
Royaume de Hongrie. .	43.000	28.000	38.000	17.000	7.200	27.800

3^e Pays de destination des émigrés du royaume de Hongrie en 1905
(d'après la statistique intérieure hongroise).

Langue maternelle.	Amérique.	Roumanie.	Allemagne.
Hongroise	40.000	2.000	
Allemande	23.000		3.300
Slovaque.	37.000		
Roumaine	8.700	8.000	
Ruthène	7.400		
Croato-serbe	23.000		
Total.	142.000	11.000	3.300
Nombre total des émigrés.	165.000		

4^e Situation sociale des émigrés du royaume
de Hongrie en 1905.

Nombre total des émigrés.	Total.	Proportion.
Chefs de famille ou indépendants . . .	142.000	100 p. 100
Paysans et propriétaires.	26.000	18 —
Domestiques et journaliers agricoles. .	72.000	50 —
Journaliers indéterminés	13.000	9,4 —
Patrons industriels, commerçants et in- tellectuels.	3.700	2,6 —
Ouvriers et employés	47.500	42,3 —

5^e Individus retournés dans le royaume
de Hongrie en 1905.

Nombre total des individus revenus. . . .	{ 14.400 hommes. } { 3.070 femmes. }	17.500
---	---	--------

DE LANGUE MATERNELE

Hongroise.	Allemande.	Slovaque.	Roumaine.	Ruthène.	Serbo-croate.
4.500	2.400	4.000	2.500	1.000	2.800
Rive gauche du Danube.					1.600
Rive droite du Danube					1.900
Entre Danube et Tisza					700
Rive droite de Tisza.					5.100
Rive gauche de Tisza.					1.200
Entre Tisza et Maros					1.000
Transylvanie.					3.100
Croatie.					2.700

6° Les envois d'argent des émigrants.

Le ministère des finances d'Autriche a recueilli un certain nombre de faits qui permettent de se rendre compte de l'importance de ces envois (*Neue freie Presse*, 4 janvier 1908, p. 13). Le tableau suivant groupe les éléments de compte, dont quelques-uns, comme on le verra, ne peuvent être précisés.

ENVOIS ET APPORTS D'ARGENT EN AUTRICHE-HONGRIE DES ÉMIGRANTS
(millions de couronnes).

ANNÉES	ENVOIS PAR DES BANQUES		ENVOIS PAR LA CAISSE D'ÉPARGNE POSTALE OU PAR DES BANQUES ÉTRANGÈRES, VERS	
	Autrichiennes	Hongroises	l'Autriche	la Hongrie
1902. . .	43	47	17	30
1903. . .	55	54	21	31
1904. . .	66	55	21	21
1905. . .	88	58	26	20
1906. . .	123	82	34	26

	ENVOIS PAR DES MANDATS-POSTE EN		APPORTS DES ÉMIGRANTS
	Autriche.	Hongrie.	eux-mêmes à leur retour.
1902	41	?	?
1903	44	?	?
1904	47	?	?
1905	23	?	?
1906	33	?	?

Ainsi, les seuls éléments connus révèlent en 1906 des envois de 190 millions en Autriche et 108 millions en Hongrie.

Pour se rendre compte du gain net fait par l'économie nationale il faut déduire de ces chiffres ceux des sommes emportées par les émigrants en Amérique : le ministère des finances les évalue à 350 k. par tête pour les émigrants isolés et temporaires, qui vont chercher du travail et reviennent après avoir amassé

un pécule (soit 250 k. de frais de voyage jusqu'en Amérique et 100 k. de réserve), et à 1.400 k. par famille de 4 personnes pour les émigrants définitifs qui partent coloniser (soit 600 k. de frais de voyage et 800 k. de réserve). Sur ces bases, il évalue ainsi les emports d'argent :

EMPORTS D'ARGENT DES ÉMIGRÉS D'AUTRICHE-HONGRIE EN AMÉRIQUE

	NOMBRE DES ÉMIGRANTS AUSTRO-HONGROIS		
	aux États-Unis	au Canada.	en Argentine.
1902.	185.000	7.900	2.100
1903.	234.000	13.000	1.300
1904.	165.000	11.000	2.200
1905.	284.000	10.000	5.300
1906.	»	»	»
	Nombre des émigrants hongrois des ports d'Europe vers l'Amérique.		Emport en argent de ces émigrés.
1902.	91.000		66 mill. de cour.
1903.	119.000		82 —
1904.	97.000		60 —
1905.	170.000		96 —
1906.	»		100 —

On peut supposer avec une certaine vraisemblance que la valeur des sommes emportées par les émigrants de Hongrie est presque compensée par la valeur des sommes rapportées et des envois par mandats poste, sommes qui ne figurent pas dans l'évaluation ci-dessus indiquée.

M. Louis de Beck, dans un article sur « le problème de l'émigration en Hongrie » ¹, donne les chiffres suivants pour les apports d'argent, d'après les « essais de statistiques » faits à bord des navires de transport : les émigrants auraient envoyé ou rapporté en 1903, 140 millions de couronnes ; en 1906, 197 millions ; en 1907, 280 millions ; l'argent de poche rapporté par les rapatriés est estimé au sixième du total des autres rentrées.

1. *Revue de Hongrie*, décembre 1908, p. 565.

TABLEAUX K

1° *La proportion des électeurs aux hommes majeurs en Hongrie avant le suffrage universel.*

La loi électorale du 10 novembre 1874 détermine de façon très complexe le cens électoral : ce cens est différent d'abord selon les régions ; là où en 1874 le gouvernement d'alors avait estimé que l'esprit de la population était bon, il avait abaissé le cens ; là où il avait jugé cet esprit mauvais, il avait haussé le cens. Le cens varie en outre selon les sortes de revenus : ainsi, en général un revenu de 210 couronnes et le paiement d'un impôt direct de 20 k. confère le droit de vote ; mais quand il s'agit d'employés, on demande un revenu de 600 k. et un impôt direct de 18 k. ; on admet au droit électoral des catégories par suite de soucis d'ordre très différents ; ainsi sont électeurs ceux qui possèdent certains titres de capacité, ceux qui ont d'anciens privilèges, ceux qui sont propriétaires dans une ville d'une maison d'habitation de 3 pièces, ceux qui ont une petite industrie occupant un ouvrier au moins etc.

Ce qui est plus intéressant que le texte même de la loi, c'est son application : dans son numéro du 23 septembre 1906, la *Népszava*, le journal socialiste de Budapest, a publié une étude que résume le tableau suivant ; on peut sans doute discuter la composition qu'elle donne à ces catégories : classe possédante, petite bourgeoisie, ouvriers des villes ou des campagnes¹ ; mais les chiffres globaux sont exacts et bien significatifs :

1. Cette division et ces chiffres ont été adoptés par le Dr Ferenczi, *Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*, 1908, p. 195.

NOMBRE TOTAL DES HOMMES DE PLUS DE 20 ANS ET DES ÉLECTEURS EN 1905

Classes sociales dénombrées d'après l'impôt sur le revenu.	Nombre total des hommes de plus de 20 ans dans chacune des classes sociales.		Nombre des électeurs dans chacune des classes sociales.
	nombre	proportion	

Classe possédante (celui qui possède au moins 5 holds, soit un peu plus de 2 hectares 1/2 de terres; industriel avec au moins un compagnon; commerçant payant au moins 10 k. d'impôt sur le revenu; fonctionnaires et autres personnes payant au moins 6 k. d'impôt sur le revenu)

1.370.000 31,7 p. 100 795.000

Classe de la petite bourgeoisie des villes ou des campagnes (celui qui possède de 2 à 5 holds de terre; artisans indépendants sans compagnons; commerçant indépendant payant moins de 10 k. d'impôt sur le revenu; fonctionnaires et autres personnes qui paient un impôt sur le revenu (4^e classe) de moins de 6 k.).

773.000 17,9 — 127.000

Classe ouvrière : totale :
(1^o Travailleurs de l'industrie, des mines et des transports).

2.179.000 50,4 — 48.000

(2^o Celui qui possède moins de 2 holds; travailleurs et domestiques agricoles, journaliers, domestiques, etc.).

(11.000)

(37.000)

4.332.000 100 p. 100 970.000

Classes sociales dénombrées
d'après l'impôt
sur le
revenu.

Proportion dans chaque
classe sociale des élec-
teurs au nombre total
des électeurs.

Proportion des électeurs de
chaque classe sociale au
nombre total des hommes
de plus de 20 ans.

Classe possédante (celui qui possède au moins 5 holds, soit un peu plus de 2 hectares 1/2 de terres; industriel avec au moins un compagnon; commerçant payant au moins 10 k. d'impôt sur le revenu;

Classes sociales dénombrées d'après l'impôt sur le revenu.	Proportion dans chaque classe sociale des élec- teurs au nombre total des électeurs.	Proportion des électeurs de chaque classe sociale au nombre total des hommes de plus de 20 ans.
fonctionnaires et autres personnes payant au moins 6 k. d'impôt sur le revenu)	82 p. 100	18,4 p. 100
Classe de la petite bour- geoisie des villes ou des campagnes (celui qui pos- sède de 2 à 5 holds de terres; artisans indépen- dants sans compagnons; commerçant indépendant, payant moins de 10 k. d'impôt sur le revenu; fonctionnaires et autres personnes qui paient un impôt sur le revenu (4 ^e classe) de moins de 6 k.).	43,1 —	2,9 —
Classe ouvrière: totale: (1 ^o Travailleurs de l'in- dustrie des mines, et des transports).	4,9 —	1,1 —
(2 ^o Celui qui possède moins de 2 holds; tra- vailleurs et domestiques agricoles, journaliers, do- mestiques, etc.)		
	100 p. 100	22,4 p. 100

2^o Le projet de réforme électorale: le suffrage universel.

Le projet de réforme électorale du comte Andrassy, déposé le 11 novembre 1908 sur le bureau de la Chambre des députés, est une transaction entre le régime actuel et le régime du suffrage universel, égal, direct et secret. Le régime actuel est un régime censitaire très complexe et en même temps très restreint, puisque seulement 22 p. 100 des hommes de 20 ans jouissent des prérogatives électorales.

Le régime nouveau est fondé sur le suffrage universel mitigé par le suffrage plural, la diminution des droits des illettrés, l'exigence d'un temps assez long de domicile, et d'un âge avancé. Voici les grandes lignes de ce projet nouveau ¹:

1. D'après la traduction allemande de la *Neue freie Presse*, 11 novembre 1908. *Abendblatt*. Toutes ces indications statistiques ont été données à l'avance avec exactitude, par suite d'une indiscrétion, dans le journal socialiste de Budapest, la *Nepszava*, du 26 septembre 1908, et

Les illettrés âgés de plus de vingt-quatre ans, dont le nombre est estimé à 1.271.000, auront un droit de vote indirect : chaque groupe de 10 nommera un homme de confiance, qui jouira d'une voix dans l'élection du député.

Les hommes âgés de plus de vingt-quatre ans, sachant lire et écrire et possédant une résidence dans la commune depuis un an au moins, jouiront d'une voix unique : le nombre des individus ne rentrant pas dans des catégories plus favorisées est évalué à 1.534.000.

Le projet accorde deux voix à 8 catégories de personnes : 1° ceux qui ont fréquenté les 4 plus basses classes de l'enseignement secondaire et ceux qui ont suivi l'enseignement d'écoles d'ordre divers énumérées dans le projet : écoles des villes, école d'agriculture, de commerce, d'industrie, etc. ; 2° ceux qui ont ou avaient une situation qui exigerait aujourd'hui la fréquentation de ces écoles ; 3° ceux qui ont 32 ans, ont été soldats et ont encore 3 enfants légitimes ou légitimés ; 4° ceux qui paient au moins 20 couronnes d'impôt direct d'État ; 5° ceux qui emploient dans leur entreprise ou leur ménage depuis au moins cinq ans un homme de plus de 16 ans et le rétribuent ; 6° ceux qui sont employés dans une entreprise ou dans un même ménage depuis au moins cinq ans et y sont rétribués ; 7° ceux qui sont employés dans les mêmes conditions depuis trois ans, si avant ces trois années ils avaient droit à 2 voix comme faisant partie de la catégorie précédente ; 8° ceux qui sont ou ont été employés dans une même entreprise ou un même ménage depuis huit ans et y sont ou y ont été rétribués.

On évalue à 866.000 le nombre des personnes jouissant du double vote par suite de ces dispositions.

Enfin, à trois catégories, on confère un triple vote. Ce sont : 1° ceux qui ont terminé avec succès leurs études dans les établissements d'enseignement secondaire ; 2° ceux qui occupent ou ont occupé une situation, pour laquelle il est aujourd'hui nécessaire d'avoir passé avec succès cette épreuve ; 3° ceux qui paient au moins 100 couronnes d'impôt direct d'État.

Le projet estime que 217.000 personnes rempliront ces conditions.

D'après les données officiellement fournies, dont il est du reste impossible de garantir l'exactitude et dont on ne pourra

reproduites dans la *Neue freie Presse* du 26 septembre 1908, Abendblatt.

vérifier la réalité qu'après la mise à exécution, le jeu de ces dispositions légales produit le résultat suivant :

Nombre proportionnel des électeurs avec la nouvelle réforme électorale dans la Hongrie proprement dite¹.

	Proportion de la population considérée par rapport à la population totale de la Hongrie.	Proportion des électeurs actuels de cette population par rapport à la totalité des électeurs actuels.
Ouvriers de toutes nationalités	46,8 p. 100 ¹	6,1 p. 100 ²
Population magyare. . .	51,4 —	56,2 —
— allemande. . .	11,8 —	12,7 —
— slovaque . . .	11,9 —	11,4 —
— roumaine . . .	16,7 —	11,2 —
— ruthène . . .	2,5 —	2,9 —
— croate. . . .	1,1 —	1,2 —
— serbe	2,6 —	2,8 —
— autres. . . .	2 —	1,6 —

	Proportion des électeurs de cette population par rapport à la totalité des électeurs dans le projet de loi Kristoffy.	Proportion des électeurs de cette population par rapport à la totalité des électeurs dans le projet de loi Andrássy.
Ouvriers de toutes nationalités	33,2 p. 100	36,9 p. 100
Population magyare. . .	61,4 —	61,8 —
— allemande . . .	14,8 —	15,2 —
— slovaque. . .	11,6 —	10,3 —
— roumaine. . .	7,2 —	7,4 —
— ruthène. . . .	0,4 —	0,5 —
— croate	1,2 —	1,1 —
— serbe.	2,3 —	2,4 —
— autres. . . .	1,1 —	1,3 —

Ces chiffres rendent visible un des résultats obtenus : les populations magyares et allemands seront favorisées ; les autres populations comptent proportionnellement moins d'électeurs qu'avec le suffrage universel pur et simple. Il en sera ainsi pendant tout une période de transition, qui peut être fort longue, tant que les slovaques, roumains, ruthènes et serbo-croates seront dans l'ensemble moins riches et moins instruits que les magyars et les allemands³.

1. *Neue freie Presse*, 27 septembre 1908, et 11 novembre 1908.

2. Ces chiffres diffèrent un peu de ceux du tableau K, 1^o ; mais ils émanent d'une source différente, s'appliquent à 1908 et à une majorité électorale de 24 ans, alors que la majorité actuelle est de 20 ans.

3. D'après les statistiques officielles, publiées dans la *Nepszava* et reproduites dans la *Neue freie Presse* (29 septembre 1908), il est très

Mais à vrai dire, pour assurer l'hégémonie aux magyars, c'est sur d'autres procédés que comptent surtout les classes dirigeantes. C'est par le vote public et une nouvelle division des circonscriptions que les nationalités seront mises hors d'état de supplanter la race dirigeante.

Ces mêmes procédés seront aussi utiles, surtout dans les campagnes, pour maintenir au pouvoir les hautes classes. Mais les ouvriers des villes et des champs sont partiellement réduits à l'impuissance, surtout par l'institution du suffrage plural et du « cens d'instruction », comme on a appelé l'exigence de pouvoir lire et écrire pour avoir droit à une voix. Au lieu de compter pour la moitié environ dans le nombre des électeurs, ils n'en forment qu'un peu plus d'un tiers : différence appréciable !

Voici, d'après les statistiques officielles, comment se répartiraient les ouvriers dans chacune des catégories d'électeurs :

Proportion des ouvriers dans les 4 catégories d'électeurs.

Electeurs avec 3 voix	0	
— 2 voix	34	p. 100.
— 1 voix	54,5	—
— 1/10 de voix.	53,9	—

A Budapest, 33.000 personnes auraient droit à trois voix, 60.000 à deux, 65.000 à une, 8.390 à 1/10 de voix ; soit en tout 288.000 voix, dont les ouvriers disposeraient de 44 p. 100.

Voici, toujours d'après la même source, comment se répartiraient les nationalités dans chacune des catégories d'électeurs :

frappant de suivre les différences de richesse et d'instruction des populations dans certains départements : elles suffisent à modifier considérablement la proportion des électeurs de cette population. Ainsi les slovaques sont 58 p. 100 dans le comité de Zips, les électeurs slovaques ne seront que 44 p. 100 ; des constatations analogues peuvent être faites dans les comitats de Barcs (48 au lieu de 55 p. 100), Jaros (60 au lieu de 73 p. 100), Pressbourg (47 au lieu de 50 p. 100), etc. Les contrées roumaines sont encore dans un état beaucoup plus primitif : ainsi dans les comitats de Szilagy (28 au lieu de 61 p. 100), Arad (43 au lieu de 66 p. 100), Naszod (44 au lieu de 66 p. 100), Hunyad (56 au lieu de 85 p. 100), Kolozs (39 au lieu de 67 p. 100) ; de même dans ceux de Hermannstadt, Doboka, Aranyos, la majorité devient minorité.

Proportion des nationalités dans les 4 catégories d'électeurs.

	Électeurs avec 3 voix (217.000).	Électeurs avec 2 voix (866.000).	Électeurs avec 1 voix (1.534.000).	Électeurs avec 1/10 de voix 1.270.000).
Magyars.	71,7	63,3	58,6	32,2
Allemands.	16,9	16,7	13,5	4,8
Slovaques.	3,1	10,1	13,5	10,3
Roumains	3,7	5	9,1	38,8
Ruthènes.	0,2	0,2	0,6	5,7
Croates	0,5	1,2	1,3	1
Serbes.	3	2,3	2,1	3,8
Autres.	0,9	1,2	1,3	3,4

3° Le « pacte » secret conclu en avril 1906 entre le roi
et les chefs de la « Coalition » magyare.

Voici le texte de ce pacte, dont l'original est, croyons-nous, rédigé en langue allemande, d'après M. Polonyi, ancien ministre de la Justice dans le cabinet Wekerlé formé en avril 1906 ; M. Polonyi le révéla dans la séance de la Chambre hongroise du 11 décembre 1908 et nous en avons donné la première traduction française dans la *Revue des questions diplomatiques et coloniales* de mars 1909.

1. — Maintien intégral de la langue de service et de commandement. A cet égard, nous avons stipulé qu'en connexion avec cela, un manifeste gouvernemental sera publié, dans lequel les droits constitutionnels de la nation seraient proclamés et que le gouvernement à nommer soumettrait au sujet de ce manifeste un projet à Sa Majesté¹.

2. — Régularisation et contingent militaire normal, pour les années 1905 et 1906. A l'égard de l'augmentation du contingent les parties reconnaissent la nécessité de celle-ci, croient cependant qu'il est réservé au premier ou au second gouvernement de la formuler et de la soumettre à l'acceptation législative, si la nécessité indiscutable se montre².

1. Ce manifeste n'a jamais été fait. Le ministre-président Wekerlé, dans sa réponse, a indiqué qu'il n'avait pas participé à la conclusion du pacte et qu'il n'avait pas jugé utile de lancer ce manifeste, la nation étant toujours la seule souveraine et tout droit émanant d'elle.

2. Dans sa réponse, le ministre Wekerlé a indiqué que les chefs de la coalition avaient demandé et obtenu une adjonction à cet article, que M. Polonyi n'avait pas connue et qu'il résume ainsi : « Nous avons dit que nous ne consentirions à cette augmentation du contingent que si certaines exigences nationales et particulièrement linguistiques étaient réalisées. »

3^o — Vote du budget pour 1905 et 1906, y compris les crédits d'armements déjà accordés par les délégations et les sommes qui écherraient, par suite de ces crédits, au budget pendant le temps du premier gouvernement, puis élection immédiate des députations, en vue de la fixation de la quote et de la délégation.

4. — A l'égard des affaires douanières et commerciales, les traités déjà conclus avec les États étrangers, comme aussi le tarif de douanes autonomes, doivent être transformés en lois par le Parlement. Mais, en ce qui concerne les relations de l'Autriche et de la Hongrie, le monarque donne au gouvernement pour leur règlement les mains libres. Il réserve cependant dans ce point, comme cela se comprend, qu'entre les deux gouvernements le compromis serait conclu conformément à la loi XXX de l'année 1899. Si cela paraissait impossible, le *statu quo* serait maintenu pour la durée des traités de commerce.

5. — Acception du compromis avec la Croatie.

6. — Libération des cabinets Tisza et Fejervary de toute responsabilité matérielle. La Chambre des députés fera usage de son droit de prendre des décisions de nature théorique relativement à la tendance politique des gouvernements dont s'agit.

7. — Le gouvernement sera formé sur le principe des lois de 1867 des partisans du droit de suffrage universel avec le concours des membres des partis de la Coalition, sur la base des projets du ministre-président à nommer par le monarque.

8. — Ce sera le devoir du gouvernement de réaliser tous les points mentionnés. Comme premier devoir sera introduite la réforme électorale sur une base au moins aussi large que projetait le présent gouvernement. Après la réforme électorale auront lieu de nouvelles élections, et après de nouvelles élections le gouvernement qui a accompli ainsi ses obligations donnera sa démission.

TABLEAU L

*Les écoles primaires élémentaires en Hongrie
proprement dite, en 1905¹.*

	Nombre des écoles.	Nombre des élèves (à la fin de l'année scolaire).
Écoles d'État.	1.990	280.000
— communales.	1.450	236.000
— confessionnelles: total.	12.760	1.283.000
— catholiques-romaines.	5.290	657.000
— catholiques-arméniennes.	3	600
— catholiques-grecques.	1.980	126.000
— réformées.	1.910	194.000
— luthériennes.	1.330	130.000
— protestantes unies.	4	160
— grecques orientales.	1.720	138.000
— unitaires.	36	2.000
— israélites.	460	33.000
— d'association.	29	1.600
— privées.	260	16.000
Total général.	16.510	1.818.000

1. *Annuaire statistique hongrois 1905*, Budapest, 1907; p. 352.

TABLEAUX M

A) STATISTIQUE DU MOUVEMENT SYNDICAL HONGROIS

1° Les syndicats en 1899.

Au premier congrès général des syndicats de 1899, voici, d'après le rapport de la commission des syndicats ¹, les *syndicats représentés* ² :

	Nombre des associations ouvrières.	Nombre des syndiqués.
Industrie du vêtement	33	5.174
— de l'alimentation	9	852
— métallurgique.	22	3.836
— du bois.	22	3.923
— du bâtiment.	21	4.951
— céramique	4	528
— du cuir.	2	362
— des produits chimiques	4	2.607
— textile	4	426
— des mines et des forges.	1	660
Total	126	23.603

2° État des associations ouvrières au 31 décembre 1900.

Au deuxième congrès général du 25 décembre 1901, 89 associations ouvrières étaient représentées. Le compte rendu du congrès a dressé un tableau statistique dont nous extrayons les chiffres suivants ³ :

Nombre des membres au 31 décembre 1899	6.892
— — nouveaux entrés en 1900	4.284
— — au 31 décembre 1900	8.222
— — du sexe féminin.	444

1. *Protokoll des ersten Landes Kongresses*, p. 9.

2. Les chiffres suivants montrent que cette statistique est très exacte.

3. *Protokoll des II. Kongresses*, Budapest, 1902, *in fine*.

Recettes totales del'année 1900 (y compris le report de 1899)	133.769 k.
Dépenses totales de 1900.	81.038 k.
Détail des dépenses : secours pour chômage.	21.837 k.
— — secours de voyage.	4.380 k.
— — secours aux ouvriers de passage.	980 k.
— — secours pour maladie	9.179 k.
— — défense des droits	1.641 k.
— — dépenses extraordinaires.	2.194 k.
— — dépenses d'instruction	12.824 k.
— — dépenses diverses	28.293 k.

3° Effectifs des syndicats d'ouvriers de l'industrie.

Pour les années suivantes, voici les chiffres présentés par les syndicats ⁴ :

NOMBRE DES MEMBRES DES SYNDICATS					
1 ^{er} janvier.	Syndiqués.		Hommes.	Femmes.	Nombre des syndicats.
1902. . . .	9.999				
1903. . . .	16.270		15.330	940	
1904. . . .	41.138		39.315	1.823	75
1905. . . .	53.169				
1906. . . .	71.173	{ Budapest: 34.700 Proyince: 36.400 }	68.159	3.014	761
1907. . . .	129.000				
1908. . . .	130.000				

NOMBRE DES MEMBRES DES GRANDES FÉDÉRATIONS NATIONALES				
Fédérations :	1 ^{er} janv. 1903	1904	1905	1906
Des ouvriers métallurgistes.	2.400	7.500	9.900	14.000
Des ouvriers du bâtiment	206	7.969	15.200	19.500
Des typographes.		4.768	5.300	6.500
Des ouvriers du vêtement		2.071	2.400	2.800
Des cordonniers.		1.704	2.200	3.000
Des ouvriers du bois.		2.976	5.200	9.600

4° Situation financière des syndicats ¹.

	31 déc. 1903	1904	1905	1906	1907
	couronnes	couronnes	couronnes	couronnes	couronnes
Fortune mobilière en argent	141.000	643.000	896.000	1.246.000	1.371.000

1. *Aus der Geschichte*, etc., p. 32, *Volksslimme-Kalender*, 1907, p. 29 et s., p. 110. N'est pas compris dans ces chiffres le nombre des ouvriers agricoles.

2. *Aus der Geschichte*, etc., p. 33; *Die Gewerkschaft*, 14 février 1908; S. Jaszai. *Die Wirthschaftliche Bewegung im Jahre, 1905-1906*, *Volksslimme-Kalender*, 1907, p. 27-35. Dans les chiffres de recettes et de

	31 déc. 1903	1904	1905	1906	1907
	couronnes	couronnes	couronnes	couronnes	couronnes
Autres biens	69.000		103.000		
Recettes de l'année	273.000	876.000	1.131.000	1.680.000	1.944.000
Dépenses de l'année.	201.000	706.000	878.000	1.330.000	1.889.000
<i>Détail des dépenses :</i>					
Secours de chômage.	87.000	124.000	165.000	185.000	259.000
Autres secours		199.000	200.000	216.000	334.000
Secours de voyage	24.000	37.000	39.000	44.000	56.000
Défense des droits	2.033		7.000		29.000
Dépenses d'instruct.	11.900		70.000		310.000

5° Statistique de l'Union des travailleurs agricoles.

Constituée le 13 décembre 1903, autorisée le 7 janvier 1906 et dissoute en fait à la fin de 1908, l'Union comptait approximativement, d'après ses propres évaluations en mai 1906, 300 groupes et 25.000 membres ; en janvier 1907, 350 groupes et 40.000 membres (*Volksstimme-Kalender*, 1907, p. 38 et 39) ; en avril 1907 552 groupes, 50.000 membres, avec une organisation étendue à 2.500 communes (rapport du secrétariat du parti au congrès de Pâques 1907) ; elle aurait atteint jusqu'à 70.000 membres dans l'été de 1907, au moment où les autorités commencèrent à dissoudre de nombreux syndicats locaux.

6° Budget de la Fédération des ouvriers du bâtiment.

Voici les chiffres de son budget publiés par la Fédération depuis sa fondation (*Taschenbuch für Bauarbeiter*, 1908, p. 101), jusqu'à sa dissolution administrative en 1907.

	1903	1904	1905	1906	TOTAL
				1 ^{er} semestre	
Ressources	24.000	77.000	156.000	67.000	316.000
Attribution au fonds de chômage *	9.700	53.000	107.000	47.000	217.000
Attribution au fonds d'administration.					11.000
Somme des autres dépenses	11.700	18.800	33.600	33.400	97.700
<i>Détail de certaines dépenses :</i>					
Administration centrale					20.800
Bibliothèque.					11.000
Installation de groupes locaux.					29.000
Livres de membres					14.000
Contribut. au conseil syndical.					1.500
Frais funéraires.					5.800

dépenses ne sont pas comptés les secours aux grévistes, qui dépendent de la caisse de grèves, gérée secrètement par les organisations libres.

1. A ce fonds était attribué 5 francs par membre et par an en 1903

B) STATUTS DE L'ORGANISATION SYNDICALE EN HONGRIE

Ces statuts ont été adoptés au quatrième congrès syndical de 1908 et ils règlent l'organisation de la commission centrale des syndicats, sorte de comité central syndical¹ :

1^o Union des différents syndicats : autour de la commission des syndicats se groupent les syndicats qui se placent sur le terrain de la lutte de classes. Le but de ce groupement est de donner aux syndicats adhérents une expression uniforme et une impulsion commune. Peuvent y entrer tous les syndicats qui acceptent les décisions des congrès corporatifs. Ne peuvent y être admis les syndicats locaux d'une industrie, lorsqu'il existe déjà une fédération nationale de cette industrie.

2^o Congrès corporatifs : les congrès corporatifs doivent se réunir au moins tous les trois ans. Le congrès est souverain dans toutes les questions d'ordre corporatif et syndical.

3^o Sont membres du congrès :

- a) les délégués élus des syndicats ;
- b) les membres et les secrétaires de la commission des syndicats ;
- c) le secrétaire international du mouvement syndical.

Chaque organisation nomme un délégué pour 1.000 adhérents.

Seules peuvent être représentées les organisations ayant versé leurs cotisations à la caisse centrale.

4^o La commission des syndicats et la représentation centrale des syndicats. Elle comprend 11 membres élus par le congrès. Elle dirige les affaires nationales du mouvement syndical, mais est obligée de soumettre ses décisions au comité des syndicats de Budapest.

Elle est chargée spécialement :

- a) d'appliquer les décisions des congrès ;
- b) de développer le mouvement syndical dans le pays tout entier, de guider les ouvriers dans les questions économiques, d'organiser les métiers qui ne le sont pas encore ;
- c) de développer les rapports entre les syndicats et de recueillir des faits et des chiffres par les statistiques ;

et 1904, 6 francs en 1905. La moyenne des membres de la Fédération est donc de 1.900 en 1903, 10.600 en 1904, 17.700 en 1905. Ces chiffres sont sensiblement inférieurs à ceux donnés pour les syndiqués en fin d'année.

1. Nous donnons la traduction du Dr Ervin Szabó, *Mouvement socialiste*, 15 janvier 1909, p. 63.

- d) de publier un organe central;
- e) de créer l'assistance judiciaire;
- f) de représenter le mouvement ouvrier hongrois à l'extérieur.

Tous les syndicats doivent contribuer aux frais de la commission des syndicats par un prélèvement de 2 1/4 p. 100 sur les cotisations de chacun de leurs membres.

5° Le comité des syndicats est composé des délégués des fédérations nationales et de ceux des syndicats de Budapest. Il seconde la commission des syndicats, dans l'accomplissement de sa tâche.

6° Dans chaque ville où il y a plusieurs syndicats ou des sections locales de fédérations nationales, des comités régionaux seront créés pour seconder la commission des syndicats.

En même temps que ces statuts, le congrès a adopté la motion suivante qui les complète :

Considérant que dans ces derniers temps les organisations patronales sont devenues beaucoup plus fortes et que, secondées par le gouvernement et par l'administration, elles dirigent leur activité principalement contre les syndicats, le congrès recommande les principes suivants pour le développement des organisations ouvrières :

1° En face des organisations patronales centralisées, il faut créer des fédérations nationales qui puissent réunir plusieurs métiers similaires. Lorsqu'un métier a adhéré à une de ces fédérations, on ne saurait approuver son départ ultérieur. Un ouvrier a le droit de rester dans sa fédération de métier, même lorsqu'il entre dans un atelier ou dans une usine dont la plupart des ouvriers appartiennent à d'autres fédérations.

2° Les fédérations d'industrie centralisées devront veiller à ce que les métiers adhérents aient une liberté d'ailleurs suffisante pour pouvoir, dans l'intérieur de la fédération, sauvegarder leurs intérêts particuliers.

3° Il faudra centraliser autant que possible la propagande et l'éducation des camarades ainsi que les services administratifs des fédérations.

4° Chaque fédération devra appliquer rigoureusement le système des hommes de confiance ; il faudra créer partout des organisations libres ; enfin, il faudra créer et entretenir des caisses centrales de résistance. Chaque fédération, chaque organisation sont tenues de créer un service de placement à elles propre.

5° Chaque syndicat, se plaçant sur le terrain de la lutte de classes, est tenu d'adhérer à la commission syndicale de Hongrie.

6° Une caisse nationale sera créée pour secourir les ouvriers touchés par un lock-out général. Chaque syndiqué y versera deux hellers par semaine. Cette caisse sera administrée par la commission syndicale. Elle ne pourra être mise à contribution qu'avec le consentement du comité des syndicats. Les versements destinés à cette caisse seront reçus par les organisations libres qui les transmettront à la commission syndicale.

7° Les rapports des syndicats hongrois avec le parti socialiste devront toujours être aussi cordiaux que possible.

TABLEAU N

LES GRÈVES EN HONGRIE ¹

Très peu nombreuses avant 1902, elles n'ont pas été relevées régulièrement avant 1905. Depuis 1905, nous possédons deux statistiques de grèves, l'une officielle, publiée par le ministère du Commerce : le premier volume a paru en 1906, il est relatif à l'année 1905 et est intitulé : *Arbeitseinstellungen und Aussperrungen in Ungarn im Jahre 1905*; l'autre statistique est éditée par le conseil syndical hongrois. Les chiffres ne sont pas les mêmes, ce qui montre bien qu'on ne doit les tenir les uns et les autres que comme des approximations.

Voici ces statistiques, relatives aux ouvriers d'industries. Aucune statistique n'est relative aux grèves agraires.

Statistique officielle.

PAYS	NOMBRE DE :			
	grèves		grévistes	
	1905	1906	1905	1906
Angleterre.	358	486	93.000	217.000
France	830	1.309	177.000	438.000
Allemagne.	2.448	3.328	408.000	272.000
Autriche.	686	1.883	156.000	153.000
Hongrie.	335	558	39.000	45.000

PAYS	NOMBRE DE :			
	entreprises intéressées		jours de travail perdus	
	1905	1906	1905	1906
Angleterre.			2.400.000	3.000.000
France	5.300	19.600	2.700.000	9.400.000
Allemagne.	14.400	16.200		
Autriche.	3.800	6.000	1.200.000	2.100.000
Hongrie.	2.100	5.500	690.000	540.000

1. Ferenczi. *Archiv für Sozialwissenschaft*, etc., janvier 1908, p. 219;
Fr. de Kossuth, *Revue de Hongrie*, juillet 1908, p. 601.

Statistique syndicale.

		grèves	grévistes	lock-outs
Hongrie {	1905.	346	58.000	36
	1906.	632	60.000	70

Résultats des grèves en 1905.

	succès	succès partiel	insuccès
Statistique officielle. . . .	29,5 p. 100	37,9 p. 100	32,5 p. 100
Statistique syndicale	39,5 —	48,7 —	12,8 —

TABLEAUX 0

LE MOUVEMENT COOPÉRATIF EN HONGRIE

Pour éclairer ce que nous disons sur la portée et les tendances sociales du mouvement coopératif, nous résumons ici brièvement les données économiques que nous possédons sur l'intensité de ce mouvement. Les grands traits de cette esquisse sont empruntés aux études du comte de Mailath (*Le développement de la question des associations en Hongrie*, 1904, 23 p. ; *les sociétés coopératives de consommation en Hongrie*, 1905, 15 p.)¹ et à l'enquête du comte de Rocquiny (*Le mouvement coopératif en Hongrie*, 1905, supplément aux annales du musée social, p. 185-215). Nous les avons complétées par des documents postérieurs.

Dans chaque pays un des modes de la coopération l'emporte sur les autres et leur donne naissance ; en Angleterre, par exemple, ce sont des coopératives de consommation que précèdent les autres coopératives ; en France, les coopératives d'achat en commun (des syndicats agricoles) sont la base du mouvement ; en Hongrie, comme en Allemagne et en Autriche, ce sont les coopératives de crédit agricole qui tiennent la tête de l'organisation et plus encore que dans ces pays c'est la Société centrale de crédit qui donne à tout ce mouvement l'impulsion, le dirige et le contrôle.

1° Les coopératives de crédit.

Elles sont d'assez ancienne date, mais ne commencent à prendre de l'importance qu'en 1886, quand le comte Alexandre Karolyi et ses amis fondèrent « l'Association centrale de crédit pour le comitat de Pest », premier organisme central de crédit coopératif. Celle-ci étendit en 1896 son action au pays entier et

1. Ces études ont paru depuis lors, avec des statistiques plus récentes, dans le livre sur *la Hongrie rurale*, p. 105-153.

devint la « Caisse centrale de crédit pour coopératives ». Pour essayer de grouper sous ce patronage toutes les coopératives, le Parlement vota la loi XXIII de 1898, loi facultative, qui accorde certaines faveurs aux associations qui se soumettent à ses dispositions ; les principales sont : l'avis favorable des corporations agricoles ou industrielles ou de la « Société centrale de crédit mutuel », un maximum d'intérêt de 5 p. 100 consenti au capital, la responsabilité des sociétaires limitée (à 5 ou 10 fois leur part sociale), les prêts accordés aux seuls membres. Cette même loi crée la « Société centrale de crédit mutuel », en laquelle se fond l'ancienne « Caisse centrale ». La Société centrale demeure un organisme privé, mais contrôlé étroitement et favorisé par le pouvoir : le gouvernement nomme son président et son vice-président et a souscrit un quart des parts de fondateur. Le capital des parts de fondateurs est de plus de 4 millions de couronnes ; le capital ordinaire, qui provient des souscriptions des coopératives affiliées, dépasse 1 million ; quand celui-ci sera suffisant, le premier doit théoriquement être remboursé. La Société centrale est l'intermédiaire entre le gouvernement, ses subventions, ses désirs et les coopératives. A l'égard de ces dernières, elle est, selon l'heureuse expression de M. de Rocquiny, « organisateur, conseiller, contrôleur et banquier ».

D'après les dernières statistiques, voici le progrès des coopératives de crédit depuis la fondation de la Société centrale : on y verra qu'en 1907 tant par leur capital propre (parts versées et fonds de réserve) que par leur capital étranger (versements) et le crédit qu'on leur accorde, elles pouvaient accorder à leurs membres un crédit de 160 millions de couronnes environ.

Développement de 1899 à 1907 des coopératives de crédit reliées à la « Société centrale de crédit mutuel » dans la Hongrie proprement dite².

	1899	1905	1907
Nombre des associations.	700	1.570	2.040
Nombre des associés.	140.000	403.000	525.000
Nombre des parts sociales.	276.000	711.000	963.000
Valeur des parts sociales (en couronnes)	14.700.000	36.900.000	47.000.000
Participations effectivement versées.	6.500.000	21.500.000	29.000.000
Versements sur livrets d'épargne.	5.500.000	36.000.000	56.000.000
Fonds de réserve.	590.000	3.267.000	5.082.000
Crédit obtenu de la Société centrale.	11.900.000	62.000.000	75.000.000

1. *Annuaire statistique hongrois*, 1905, p. 299, Budapest, 1907 : *La Hongrie urale*, loco citato, p. 122.

En dehors de ces coopératives il existe en Hongrie d'autres associations, fondées en vertu de la loi commerciale XXXVII de 1875 : cette loi est toujours en vigueur. Certaines de ces associations sont de vraies coopératives, qui n'ont pas voulu s'affilier à la Société centrale, par raison nationale (coopératives roumaines, serbes, allemandes, etc.) ; d'autres sont des associations qui se rapprochent plus des sociétés anonymes.

Le tableau suivant indiquera le progrès de 1881 à 1905 de l'ensemble des établissements de crédit (banques, crédits fonciers, caisses d'épargne, associations) comparé à celui des associations (coopératives et assimilées) :

Les établissements de crédit et les Associations de crédit dans la Hongrie proprement dite de 1881 à 1905¹ (en millions de couronnes).

	Moyenne	Nombre des établissements.	Capital propre (fonds social et de réserve).	Capital étranger.		Total de l'actif ou du passif.
				Versements sur livrets.	Avances.	
Ensemble des établissements de crédit . . .	1881-85.	809	264	736	2	1.436
	1892 . .					2.796
	1905 . .	3.771	1.090	2.350	258	7.061
Associations de crédit . . .	1881-85.	335	38	28	1,3	74
	1892 . .	660	72	66	1	154
	1905 . .	2.579	201	152	99	510

	Moyenne	Effets escomptés et prop. de l'actif.		Prêts hypothécaires et prop. de l'actif.		Prêts sur oblig. et prop. de l'actif.	
		p. 100		p. 100		p. 100	
Ensemble des établissements de crédit . . .	1881-85.	382	26	474	33	82	5
	1892 . .	684	24	870	31	368	13
	1905 . .	1.512	21	2.309	32	287	4
Associations de crédit . . .	1881-85.	24	34	9	13	29	40
	1892 . .	48	32	22	14	59	38
	1905 . .	164	32	55	10	209	41

Répartition et taux des prêts hypothécaires, à la fin de 1905, dans les différentes sortes d'établissements de crédit de la Hongrie proprement dite³.

PRÊTS HYPOTHÉCAIRES

NOMBRE DE PRÊTS FAITS DANS

	Banques et crédit foncier.	Caisses d'épargne.	Associations.
Total	194.000	417.000	60.000
De moins de 200 k. . .	28.000	67.000	13.000
De 200 à 1.000 k. . .	73.000	197.000	31.000

1. *Annuaire statistique hongrois*, 1905, p. 288 et s. ; *Ungarisches statistisches Jahrbuch*, 1894, p. 246 et s.

2. *Annuaire statistique hongrois*, 1905, p. 296 et s.

PRÊTS HYPOTHÉCAIRES

NOMBRE DE PRÊTS FAITS DANS

	Banques et crédit foncier.	Caisses d'épargne.	Associations.
De 1.000 à 2.000 k.	29.000	67.000	8.000
De 2.000 à 10.000 k.	45.000	66.000	6.000
De 10.000 à 100.000 k.	15.000	16.000	0.500
De plus de 100.000 k.	1.900	1.400	0

TAUX
D'INTÉRÊTS

MILLIONS DE COURONNES DONNÉES A CE TAUX DANS

p. 100	Banques et crédit foncier.	Caisses d'épargne.	Associations.
4	644	53	0
4 1/2	216	334	0
5	87	113	7
5 1/2	80	178	8
6	70	214	16
6 1/2	24	64	6
7	29	80	12
7 1/2	6	9	0,7
8 et plus	17	27	4

Les coopératives de crédit ne font que du crédit personnel, généralement à 7 ou 8 p. 100; elle commencent aussi à faire du crédit réel; depuis 1903, la Société centrale ouvre à ses membres des crédits hypothécaires.

Les coopératives de crédit se sont beaucoup développées, mais pas seulement à cause de l'activité de leurs membres. L'État y a aidé singulièrement par : 1° la souscription d'une partie du capital de fondation; 2° l'autorisation légale et la pratique administrative de déposer à la Société centrale des fonds municipaux, pupillaires, etc.; 3° l'ouverture d'un crédit de plusieurs millions de couronnes à petit intérêt à la Société centrale. De cette manière, celle-ci dispose d'un fonds de roulement à bon marché, qu'elle répand sur les coopératives affiliées.

C'est enfin à l'intervention de l'État que l'on doit le maintien de 60 coopératives de crédit menacées de faillite en septembre 1907. Il y eut à cette date une véritable crise des coopératives de crédit produite par trois facteurs : 1° l'étroitesse et la cherté du marché de l'argent à cette date; 2° la direction malhabile des coopératives; 3° la constitution de ces coopératives sur des bases un peu fragiles : beaucoup d'entre elles ont un capital de quelques milliers de couronnes, alors que leurs dépôts et leurs obligations s'élèvent à trois ou quatre fois ce capital. A cette date sur 161 coopératives de crédit de Budapest, environ 60 étaient en détresse : celles-ci avaient un capital propre de 26 millions de k., dont 10 et demi seulement versés; elles avaient

escompté 32 millions de k., dont 18 et demi réescomptés et 13 et demi restant dans leur portefeuille. Or, en septembre elles avaient besoin de 5 millions immédiatement, 2 pour rembourser des banques autrichiennes, 2 pour des petites banques ou banquiers hongrois, enfin 1 pour des remboursements de dépôts et autres obligations. L'étroitesse du marché de l'argent rendait difficile la prolongation des échéances des lettres de change. Il fallait trouver de l'argent, sans quoi c'était la faillite, et 150.000 personnes environ atteintes directement. La « Société centrale » était impuissante devant le chiffre trop important des exigibilités : avec son capital de 5 millions 800.000 k. et ses dépôts ou avances, elle ne pouvait suffire. Elle dut prier l'État d'intervenir ; le professeur d'université Bochlör présenta en ce sens un memorandum à M. Wekerlé. Effectivement, le ministre des Finances sauva les coopératives, non par un prêt direct, mais de la manière suivante : il usa de son influence pour former un syndicat des 12 principales banques de Budapest. Celles-ci nommèrent un comité qui décida d'escompter le papier des coopératives, jusqu'à un maximum de 5 millions, sauf pour celles dont la direction était répréhensible ; l'escompte était fait à 1 1/2 p. 100 au-dessus du taux de la banque et les prêts devaient être amortis en cinq ans. La Société centrale subit naturellement le contre-coup de cette crise : à son assemblée générale de 1908, le directeur général, M. Ambroise Seidl, avoua une perte de 500.000 k., provenant, dit-il, de la routine de certaines coopératives. Aucun dividende ne fut distribué au capital et même M. André György, ancien ministre de l'Agriculture, demanda qu'on séparât la centrale des coopératives de crédit s'occupant de l'agriculture de celles s'occupant de l'industrie, ces dernières ayant été spécialement les causes de la crise².

2° Les coopératives de production, d'achat et de vente, etc.

Un grand nombre de ces coopératives sont encore sous le contrôle de la « Société centrale de crédit mutuel ». D'une part, les coopératives de crédit, dépendant de celle-ci et sur son instigation, ne fournissent pas à leurs membres que du crédit ; mais, imitant les Raffeisen, elles sont devenues des coopératives de production industrielle ou agricole, de vente, d'achat, d'élevage, etc., grâce aux fonds et aux conseils fournis par la centrale. En second lieu, l'État accorde des faveurs assez

1. Neue freie Presse, 26 septembre, 9 octobre 1907, 24 avril 1908.

grandes à ces coopératives, mais il les accorde uniquement sur la proposition et par l'intermédiaire de la Société centrale qui instruit les demandes et contrôle l'emploi des sommes. Et ces faveurs sont assez fortes, puisqu'on a calculé que les coopératives industrielles, pour un capital de 1.750.000 k. versé disposaient de 10.000.000 de k., tant par suite des subventions d'installation ou d'administration, et des parts de capital souscrites par l'État, associé ainsi aux coopératives, que par suite des ouvertures de crédit faites proportionnellement par la Société centrale. En cinq ans, l'État a versé 1.400.000 k. aux coopératives de l'industrie et la loi XIV de 1904 a ouvert un crédit de 12 millions de k. pour les coopératives de production agricole (magasins à blé, laiteries, caves à vin, production de lin et de chanvre, etc.).

Voici la situation des coopératives en agriculture :

a) *Coopératives de production.*

La première coopérative de production du beurre date de 1899 à Temesvar ; depuis cette date, beaucoup d'autres se sont formées, surtout sur la rive droite du Danube (comitats de Baranya, Tolna, etc.).

Associations rurales pour la production du beurre dans la Hongrie proprement dite ¹.

	1903	1905	1907
Nombre d'associations	513	597	651
Nombre de sociétaires	51.000	56.000	62.000
Quantité de lait envoyé (en 1.000 litres) . .	88.000	77.000	84.000
Recettes (en milliers de couronnes)	9.540	8.590	10.180

Ces coopératives sont en général en même temps coopératives de vente de lait ; une partie seulement du lait envoyé est transformé en beurre dans des établissements spéciaux ; ces coopératives de production et de vente sont seulement des associations de grands propriétaires, qui ont fondé dès 1883 une coopérative centrale pour la vente du lait.

b) *Coopératives de vente.*

A) Greniers coopératifs : ils datent de 1900 ; en 1904, 29 existaient. C'est le système des *Kornhäuser* allemands et autrichiens ; ils permettent d'organiser la vente en gros et directe, des avances sur les céréales déposées.

1. *Annuaire statistique hongrois*, 1904, p. 125 ; 1905, p. 116 ; *Hongrie rurale*, p. 132.

B) Associations pour la vente des œufs : 264 en 1903 ; elles sont généralement confondues dans une autre association à objet plus large.

C) Caves coopératives : on a essayé d'en créer ; elles ont trouvé de grands obstacles, par suite de la difficulté d'estimation de chaque qualité.

D) « Association coopérative des agriculteurs hongrois pour l'approvisionnement des halles » : elle a été fondée en 1898 pour la vente des produits agricoles et maraîchers de ses membres.

c) *Coopératives d'assurances*¹.

A) Société hongroise d'assurance mutuelle du bétail au capital de 220.000 k., dont 20.000 versés par l'État ; elle a été fondée en 1898 ; en 1903 assurait pour 9.300.000 k.

B) Société d'assurances des agriculteurs contre la grêle et l'incendie, au capital de 1.600.000 k., dont 400.000 versés par l'État ; elle a été fondée en 1901 et assurait pour 141 millions de k. contre l'incendie et 15 millions de kopecks contre la grêle en 1903 ; le capital a été porté récemment à 2.500.000 k. et ne peut recevoir plus de 5 p. 100 d'intérêt.

d) *Coopératives d'achat*¹.

« Association coopérative des agriculteurs hongrois » : c'est une coopérative d'achats en gros fondée en 1891 ; elle a beaucoup contribué à faire baisser les prix des objets achetés ; depuis cette date, elle a étendu son action en fonctionnant aussi comme coopérative de vente (ventes pour l'approvisionnement de l'armée, importation et exportation de bétail, etc.) et en poussant à la fondation des coopératives de laiteries, d'assurances, etc., en réorganisant le marché des semences, en subventionnant des revues techniques, etc. ; au 31 décembre 1905, elle comptait 1.198 membres, un capital de 587.000 k. un fonds de réserve de 220.000 k. ; le total de ses opérations a atteint 58 millions de k. en 1904. Les bénéfices sont répartis entre les actions de capital avec maximum de 5 p. 100 et le surplus à chaque membre selon ses achats. — Il existe aussi une fédération des coopératives d'achat en Transylvanie, etc.

Industrie : ces coopératives d'ouvriers d'industrie sont intéressantes comme organisation (Rocquiny, p. 197-210), mais

1. D'après *Annali del credito et della previdenza*, *Bulletin de l'office des renseignements agricoles*, 1906, p. 1383 et s. ; *La Hongrie rurale*, p. 129 et 143.

n'ont qu'une importance sociale restreinte : elles sont à peine une centaine avec environ 4.000 membres et ne doivent la vie et la continuation de leur existence qu'aux efforts de la Société centrale de crédit mutuel, qui leur donne le crédit (la plupart de ces coopératives d'achat, de production et de vente sont connexes à une coopérative de crédit), aux subventions du gouvernement, dont nous avons parlé, et surtout aux achats des ministères et administrations publiques (vêtements pour l'armée, fournitures militaires, mobilier et habillement des chemins de fer de l'État, etc.).

5° *Les coopératives de consommation.*

Ces coopératives, après avoir fait un certain progrès de 1899 à 1904, sont aujourd'hui dans un état stationnaire; le principal obstacle provient de la difficulté de trouver une bonne direction, et les vrais magyars sont rarement encore de bons commerçants; aussi y a-t-il chaque année un nombre assez grand de coopératives qui font de mauvaises affaires. Toutes ces coopératives, ou peu s'en faut, sont réparties entre deux unions.

1° « *Hangya* » (la fourmi), créée en 1898 par le comte Karolyi. Les règles imposées par cette fédération sont les suivantes : être contrôlé par la fédération; faire ses achats par la fédération à prix égal; ne vendre qu'aux membres et au comptant; donner un maximum de 4 à 5 p. 100 d'intérêt aux actions et distribuer les bénéfices d'abord à la réserve, puis aux membres selon leurs achats. La centrale fournissait en 1903 52 p. 100 des marchandises aux sociétés affiliées (4.703.000 k. sur 9.035.000 k.; en 1907, 48 p. 100 (12 millions de k. sur 25 millions). Voici, d'après M. de Balogh, directeur de l'Union, la statistique de celle-ci :

Activité de la Hangya en 1900, 1904, 1907.

	1900	1904	1907
Nombre de sociétés fondées	453	561	950
— — en activité.	122	485	800
— des membres.	22.000	87.000	125.000
Capital nominal.	722.000 k.	2.138.000 k.	3.000.000 k.
— versé.	367.000 k.	1.759.000 k.	—
Réserve	31.000 k.	499.000 k.	—
Bénéfice net	57.000 k.	267.000 k.	480.000 k.
Perte de certaines sociétés .	»	23.000 k.	30.000 k.
Chiffre d'affaires	2.801.000 k.	13.351.000 k.	25.000.000 k.

2° « Union centrale des coopératives de consommation chré-

tiennes », fondée en 1899 par le comte Aladar Zichy. Son activité est analogue à celle de la Hangya.

*Activité de l'Union centrale des coopératives chrétiennes¹
en 1904 et 1907.*

	1904	1907
Nombre de sociétés.	247	
— de membres	56.000	
Capital.	976.000 k.	
Vente de l'Union aux sociétés	4.244.000 k.	4.983.000

3° Coopérative de consommation des employés des chemins de fer de l'État, fondée à Budapest en 1883.

4° Coopérative de consommation des fonctionnaires de l'État.

BIBLIOGRAPHIE

Cette Bibliographie n'a aucune prétention à être scientifique et complète. Nous voulons donner seulement ici la liste des principaux travaux traitant d'une partie importante des questions que nous étudions en ce volume, ceux où l'on peut trouver les documents essentiels pour notre sujet ; encore ne mentionnons-nous que ceux que nous avons pu consulter ; il en existe d'autres, en langue magyare particulièrement.

Les publications, soit de moindre valeur, soit d'un intérêt limité à quelques parties accessoires ou moins importantes de notre sujet, sont citées en notes au bas des pages de ce volume, quand nous en avons fait usage. Ces citations complètent notre bibliographie sur les points spéciaux.

Nous n'avons pu indiquer un certain nombre de nos sources, quand nos renseignements provenaient de notre enquête sur place.

Cette liste n'a donc que la valeur d'un guide pratique pour qui voudrait étudier la littérature de notre sujet.

Publications de l'*Office central de statistique du royaume de Hongrie*, surtout les *annuaires statistiques hongrois*, édition allemande depuis l'origine (1893) ; (l'annuaire de 1906 a paru en 1908) ; la *Statistique agricole des pays de la sainte couronne hongroise* de 1895 (4 volumes in-4°, édition hongroise-allemande) ; le *Dénombrement général de la population dans les pays de la sainte couronne hongroise en 1900* (10 volumes in-4°, édition hongroise-française, le dernier volume a paru en 1908).

Bibliographie des questions agraires et agricoles hongroises dans le 4^e volume de la *Landwirtschaftliche Statistik der Länder der Ungarischen Krone* (de 1895), IV^e partie, Budapest, 1900, p. 146-234.

- Collection des journaux : *Budapesti Hírlap* (Budapest, journal de la Coalition), *Népszava* (Budapest, socialiste), *Pester Llyod* (Budapest, libéral), *Neue freie Presse* (Vienne, libéral), *Arbeiter Zeitung* (Vienne, socialiste), en particulier le numéro spécial du 23 septembre 1906 de la *Népszava*.
- BERNAT, directeur de la ligue agraire de Hongrie, *Le développement économique et politique de la Hongrie*, *Revue économique Internationale*, octobre 1905, p. 135-160.
- JULIUS BUNZEL. *Die Lage der ungarischen Landarbeiter Beiträge zur Social und wirthschaftsgeschichte Ungarns* ; (Archiv. für sociale Gesetzgebung und Statistik de Braun, 17^e vol. ; Leipsig, 1903) (hostile aux grands propriétaires).
- *Schriften über die Landarbeiterfrage in Ungarn*, *Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*, mars 1907, p. 433-451.
- IMRE FERENCZI. *Koalitionsrecht in Ungarn*. *Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*, janvier 1908, p. 180-221.
- A. *Munkáslakás-Kérdés* (la question des habitations ouvrières), Budapest, 1906, in-81, 76 pages.
- ALEXANDRE GARBAI. *Taschenbuch für Bauarbeiter*, 1907-1908, Budapest, 236 pages. (édité par le journal de la fédération des ouvriers du bâtiment).
- RENÉ GONNARD. *La Hongrie au XX^e siècle*, in-12. Paris, 1908, 400 p.
- Dr. EMILE KUN. *Sozial historische Beiträge zur Landarbeiterfrage in Ungarn*. Jena, Fischer, 1903 (Sammlung nationalökonomischer und statistischer Abhandlungen des staatswissenschaftlichen Seminars zu Halle A. S.) (historique).
- LOUIS LÉOPOLD. *La situation du paysan en Hongrie*, in-8, Bruxelles 1905, 25 pages.
- Comte JOSEPH DE MAILATH : *Studien über die Landarbeiterfrage in Ungarn*, Vienne, 1905, 157 pages (avec une carte) ; (l'auteur est un grand propriétaire de Hongrie).
- *La classe moyenne en Hongrie*, Paris, 1904, 16 pages.
- *L'émigration hongroise*, *Revue économique internationale*, juin 1905, p. 486-511.
- *Le progrès social des classes rurales en Hongrie*, *Réforme sociale*, 16 janvier 1905.
- *Le développement de la question des associations en Hongrie*, Paris, 1904, 23 pages.
- *Les problèmes agraires et la vie rurale en Hongrie*, *Revue économique internationale*, janvier 1905, p. 41-78.
- *Les sociétés coopératives de consommation en Hongrie*, Paris, 1905, 15 pages.
- *La Hongrie rurale, sociale et politique*, in-8. Paris, 1909, 356 pages.

JULES MANDELLO. *Le mouvement social en Hongrie*, Paris, 1894, in-8, 16 pages.

A. MANTEAU. *Lettres de Budapest, les luttes publiques et le mouvement ouvrier en 1905, les Temps nouveaux*, 13 octobre, 20 octobre, 27 octobre, 3 novembre 1906.

— *Le mouvement syndical en Hongrie, mouvement socialiste*, 1^{er} avril 1905.

M. POPOVITCH. *Le Congrès socialiste, mouvement socialiste*, 1^{er} août 1903, p. 534-538.

— *Le mouvement socialiste parmi les Serbes de Hongrie, mouvement socialiste*, 1^{er} septembre 1903, p. 67-69.

Revue de Hongrie, depuis mars 1908, mensuelle. Budapest. Spécialement ; J. DE DARANYI, ministre de l'Agriculture, *Le Travail agricole en Hongrie*, juillet 1908, p. 584-597. — F. DE KOSUTH, ministre du Commerce. *Le développement de l'industrie hongroise*, IV, juillet 1908, p. 601-611. — J. SZTERÉNYI, secrétaire d'État au ministère du Commerce. *Le nouveau projet de loi hongrois sur l'industrie*, février, mars et avril 1909.

Comte DE ROCQUINY. *Le mouvement coopératif en Hongrie*, mémoire du Musée social, 1905, p. 185-215.

Dr ERVIN SZABO. *Le Congrès du parti socialiste hongrois ; le IV^e congrès syndical en Hongrie, Mouvement socialiste*, décembre 1908, p. 469-471 ; janvier 1909, p. 55-87.

J. SZTERÉNYI. *La législation sociale de Hongrie*, Budapest, 1897 58 pages (brochure officielle).

RUDOLF SPRINGER (Dr Karl Renner, député). *Grundlagen und Entwicklungsziele der österreichisch ungarischen Monarchie (Politische Studie über den Zusammenbruch der Privilegienparlamente und die Wahlreform in beiden Staaten, über die Reichsidee und ihre Zukunft)* Vienne, 1906 (socialiste, p. 63-104, pour l'évolution sociale en Hongrie).

JACOB WELTNER. *Le socialisme en Hongrie, mouvement socialiste*, 15 décembre, 1901, p. 754-759.

La Hongrie contemporaine et le suffrage universel, édition spéciale du Vingtième siècle (Huszadik Század). Paris, 1909.

Die Lage der Bergarbeiter, broch. in. 8, Budapest, 1904, 39 pages (éditée par la librairie de la Népszava).

Protokoll des Parteitage der Sozialdemokratie Ungarns in Budapest vom. 7. und. 8. Dezember 1890, par Jakob Kürschner et Paul Engelmann, in-18, Budapest, 1891, 59 pages.

Volksstimme-Kalender 1907, 133 pages. Budapest (édité par le journal du parti, *Volksstimme*).

Aus der Geschichte der ungarländischen Arbeiterbewegung (rapport

au congrès socialiste international d'Amsterdam), Budapest, 1904, 60 pages.

Protokoll des am 21. und 22. mai 1899, abgehaltenen ersten Landes-kongress der ungarländischen Fachvereine und Geverkschaften, Budapest, 1899, 62 pages (édité par la librairie de la *Nepszava*).

Protokoll des II. Kongresses der ungarländischen Fach und Bildungs-Vereine, Budapest 1902, 63 pages (édité par le conseil syndical).

VU :

Le Doyen,

Lyon, le 9 janvier 1909.

FLURER.

VU :

Lyon, le 7 janvier 1909.

Le Président de la thèse,

EMILE BOUVIER.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Lyon, le 9 janvier 1909.

Le Recteur.

JOUBIN.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION : La crise austro-hongroise et la crise intérieure en Hongrie ; les apparences politiques et les réalités sociales ; deux exemples : la disparition subite du parti libéral, l'acceptation du *statu quo* par le parti de l'indépendance ; les questions politiques, les questions nationales et les questions religieuses en Hongrie ; la prédominance actuelle des questions sociales ; l'esprit dans lequel ce livre a été écrit ; la méthode d'observation directe et l'étude des livres et des statistiques ; l'objet de cette étude : la question sociale et le prolétariat hongrois ; la situation sociale et politique du prolétariat et les mouvements sociaux qui le sollicitent 1

PREMIÈRE PARTIE

LA CONDITION DU PROLÉTARIAT AGRAIRE ET INDUSTRIEL EN HONGRIE

CHAPITRE PREMIER

LA SITUATION DU PROLÉTARIAT AGRAIRE

- L'importance de la population agricole en Hongrie ; le problème agraire et la répartition de la propriété 13
- I. *L'origine de la situation actuelle* : l'affranchissement des serfs en 1848 ; — 1° la situation des serfs affranchis ; les anciens possesseurs serfs ; les anciens domestiques ; le problème de la parcellation des grandes propriétés ; l'Etat intermédiaire entre les paysans et les propriétaires ; l'institution des fidéi-commis et leur limitation par l'Etat ; — 2° la crise de la moyenne propriété de la gentry, l'endettement ; une partie des propriétés change de titulaires, mais sans parcellement généralisé ; — 3° la grande propriété et les latifundia des magnats ont surmonté cette crise. . . 15
- II. *La répartition actuelle de la propriété d'après les enquêtes de 1895 et de 1900* : 1° les 2 à 3.000 grands propriétaires possesseurs du tiers de la Hongrie ; — 2° les 16 à 18.000 moyens propriétaires possesseurs seulement de 15 p. 100 des terres ; — 3° la petite

propriété des paysans indépendants au nombre de 700.000 environ; — 4° la propriété morcelée et insuffisante des quelque 800.000 cultivateurs journaliers; — 5° la population agricole sans terre : le nombre très minime des métayers et restreint des fermiers; l'exploitation par métayage ou fermage, correspondant à une catégorie d'environ 100.000 individus; la tradition du faire-valoir direct au moyen d'intendants, de domestiques et de journaliers; les 500.000 domestiques agricoles; les 1.500.000 journaliers et leur répartition géographique	34
III. <i>Les résultats sociaux de cette répartition des terres et les manifestations actuelles de la crise sociale</i> : 1° la « faim de la terre »; la hausse du prix de la terre, l'absence de parcellation et la non-satisfaction des désirs du paysan; l'augmentation du nombre des propriétaires dans certains comitats d'émigrants; le développement et la consolidation déjà ancienne de la moyenne propriété paysanne dans l'Alföld; la diminution du nombre des propriétaires et l'augmentation du nombre des journaliers agricoles dans l'ensemble de la Hongrie; la concentration de la propriété; — 2° la lutte sociale des propriétaires et des journaliers; les domestiques agricoles, leur situation misérable et leur salaire; leur état d'esprit résigné et les signes de nouvelles tendances. — Les journaliers agricoles : leur situation précaire, leur salaire, l'histoire de leur lutte sociale récente; la terreur des propriétaires : le danger économique et social du mouvement, la difficulté d'augmenter les salaires; l'ardeur des ouvriers; la lutte sociale et la crise; — 3° l'émigration des paysans et des journaliers; les causes adjuvantes et la cause essentielle; le nombre des émigrants grossit avec celui des mécontents; le départ des femmes, les rapatriés, la condition sociale des émigrés; les lieux où l'émigration se produit; un phénomène de psychologie collective et de nécessité économique; les causes annexes et la propagande des compagnies de colonisation; les mesures prises par la loi de 1903 et celle de 1908; l'effet de l'émigration sur la crise sociale : l'aspect sous lequel on l'envisage en Hongrie, le point de vue national, l'augmentation de la population et la « magyarisation » de la Hongrie ne sont pas arrêtées, mais retardées; les heureux effets de l'émigration : l'augmentation rapide de la population et la décongestion du pays, la centaine de millions de capitaux rapportés en 1907 par les émigrants d'Amérique en Hongrie; l'émigration effet et palliatif de la crise sociale.	38

CHAPITRE II

LA SITUATION SOCIALE DU PROLÉTARIAT INDUSTRIEL

L'effort industriel de la Hongrie : la population vivant des industries; l'augmentation du nombre des travailleurs industriels de 1890 à 1900	73
Le prolétariat ou les ouvriers de la grande et de la moyenne industrie	74
I. <i>Caractères de son évolution favorables au développement d'un</i>	

mouvement ouvrier : 1° l'accroissement particulièrement rapide du nombre de ces ouvriers; son évaluation actuelle; — 2° la concentration de ces ouvriers dans des établissements en occupant un grand nombre : l'industrie des mines et des hauts fourneaux; l'industrie des transports; l'industrie proprement dite et les établissements occupant plus de 100 ouvriers; de cette concentration ouvrière, résulte-t-il l'existence d'une concentration capitaliste? le nombre stationnaire des patrons; le développement industriel hongrois et la grande industrie; — 3° la concentration géographique des industries et par conséquent de la population industrielle dans un petit nombre de régions productrices ou consommatrices : Budapest, centre énorme; la Haute-région des monts de la Hongrie, avec une population ouvrière nombreuse, mais dispersée; la région des villes du bassin de la Haute-Hongrie, les deux bassins miniers du Banat et de Pecs, les quelques grandes villes de la plaine, avec une population ouvrière concentrée, mais encore peu nombreuse . 75

- II. *Caractères de son évolution défavorables au développement d'un mouvement ouvrier* : 1° la masse encore relativement faible du prolétariat industriel; — 2° son développement récent et l'absence de tradition de solidarité et d'élite ouvrière, apte à diriger un mouvement; — 3° le mélange des nationalités dans le prolétariat et la non-prépondérance des magyars : leur aversion pour le travail de l'usine et la crise de la main-d'œuvre; — 4° le peu de culture de beaucoup d'ouvriers et les inalphabètes; — 5° les conditions économiques défavorables au développement d'organisations puissantes; le temps de travail dans l'industrie et les mines; les salaires industriels des hommes et des femmes, les salaires des mineurs; la hausse des salaires dans ces dernières années : l'exemple des ouvriers du bâtiment; les causes de cette hausse et l'augmentation du coût de la vie : le prix de la vie et la cherté des loyers 82

CHAPITRE III

LA SITUATION POLITIQUE DU PROLÉTARIAT ET LA POLITIQUE SOCIALE

- A) *Les classes dirigeantes, l'influence politique du prolétariat et le suffrage universel* : 1° *l'influence actuelle du prolétariat dans la vie politique* : le cens électoral, les ouvriers exclus du droit de vote; l'influence des classes dirigeantes et le système électoral; les bourgeois pourris, les élections, le vote oral; les classes dirigeantes avant et depuis la Coalition; la composition de la Chambre; la portée sociale du conflit entre le roi et la noblesse magyare et le spectre du suffrage universel; — 2° *l'établissement du suffrage universel* : l'origine de la réforme; les promesses anciennes des partis coalisés dans l'opposition, le projet du ministère absolutiste, le « pacte » secret d'avril 1906 entre la couronne et la Coalition et l'obligation d'introduire une réforme électorale; le projet de loi Andrassy; l'esprit du projet de loi, le vote plural, la procédure électorale, le vote oral; la portée

sociale du projet et les moyens employés pour assurer la suprématie des éléments magyars ; l'accession de nouvelles classes sociales à la vie politique :	96
B) <i>L'attitude et les mesures prises par les classes dirigeantes à l'égard du prolétariat : 1° la politique sociale jusqu'en 1897 : l'indifférence ; les lois en faveur des ouvriers industriels : la réglementation du travail des enfants, l'absence de mesures protectrices pour l'ouvrier ou l'ouvrière adulte, le contrôle défectueux de l'inspection du travail, le repos dominical ; les corporations et les comités de conciliation ; l'assurance contre la maladie à la charge des ouvriers ; le bilan en 1897. — Causes de cette indifférence ; le sentiment conservateur et individualiste, l'absence d'agitation, l'Etat patron et la politique fiscale</i>	118
2° <i>La politique sociale depuis 1897 : a. la politique de répression contre le socialisme : la loi de 1898 contre les grèves agricoles et les lois de 1899 ; les mesures gouvernementales contre l'organisation ouvrière dans les campagnes et les réserves de travailleurs ; la répression des grèves agraires de 1905, 1906 et 1907, la dissolution des syndicats d'ouvriers agricoles ; la loi de 1907 contre les grèves des domestiques agricoles. — Le régime des coalitions et des grèves industrielles et son application ; l'interprétation contestable, donnée aux lois de 1872 et de 1884, les interdit ; l'ordonnance de 1875 sur les associations et le mouvement lassalien : interdiction des syndicats s'occupant de grèves, les « associations libres » secrètes, la dissolution des syndicats en 1907 ; le régime des réunions et l'arbitraire administratif ; l'interdiction des collectes pour grève ; l'interdiction de séjour pour les organisateurs de grèves ; le bilan des libertés ouvrières. — Le régime de la presse : la répression des infractions et la politique suivie à l'égard de la presse ennemie du gouvernement ; les ressources pécuniaires secrètes accordées à la presse bourgeoise par le gouvernement et les sociétés. — Causes du triomphe de la « manière forte » dans la politique à l'égard des organisations ouvrières : la ruine de la puissance économique et sociale de la Coalition par le socialisme ; l'anéantissement des aspirations nationales de la noblesse magyare par l'alliance des socialistes avec le roi et le ministère absolutiste</i>	124
C) <i>La politique des réformes sociales : les idées des hommes politiques conservateurs avisés et les résistances de leur parti. — L'action du ministère de l'Agriculture à l'égard des travailleurs agricoles ; l'aide donnée au mouvement coopératif ; les mesures gouvernementales opportunistes : l'enseignement agricole, les bibliothèques populaires, les récompenses, les grands travaux publics, les bureaux de placement publics ; les mesures réformatrices : les obligations légales du propriétaire à l'égard du journalier d'après la loi de 1898, du domestique agricole d'après la loi de 1907 ; la caisse de secours nationale de 1900 : les versements des patrons, des ouvriers et de l'Etat ; les risques qu'assure la caisse : accidents, invalidité et vieillesse, mort ; le système de mutualité géré par l'Etat et les nouveaux barèmes</i>	

de la loi de 1902; les mesures destinées à rendre le travailleur propriétaire : la loi de 1907 sur les maisons des ouvriers agricoles; les tentatives de parcellation à l'amiable des grandes propriétés, ses difficultés, la question financière et le nouveau projet de loi. — Les mesures réformatrices du ministère du commerce à l'égard des ouvriers industriels; la construction d'habitations ouvrières à bon marché; la loi de 1907 contre les risques de maladie et d'accidents : l'assurance-accidents obligatoire à la charge des employeurs pour certains ouvriers et certains accidents, l'assurance-maladie étendue aux ouvriers à domicile et mise pour moitié à la charge des entrepreneurs, l'assurance centralisée, les critiques socialistes, le maintien des caisses spéciales aux mineurs, une loi de transition; le nouveau projet de code industriel : les dispositions modifiant le droit de grèves et le droit syndical et celles établissant des chambres du travail. — Le bilan de l'activité réformatrice du gouvernement hongrois depuis 1897; le commencement d'une action tardive; les causes de cette activité; la nécessité de donner des satisfactions aux mécontents, l'avènement d'un suffrage plus étendu et le gouvernement de la Coalition. 146

CHAPITRE IV

L'ÉTAT D'ESPRIT ACTUEL ET LE PROLÉTARIAT HONGROIS

- La difficulté de généraliser en Hongrie. 177
- I. *Les ouvriers industriels* : Un monde en formation; leur esprit plus ardent qu'en Autriche; la cause de cet état d'esprit: la politique du gouvernement, l'absence de représentation au Parlement, les sentiments propres du milieu 178
- II. *Le prolétaire magyar de la campagne* : A) les forces de conservation : les rapports sociaux traditionnels; les idées religieuses, la résignation et la religion nazaréenne; l'action des autorités du village : le notaire, le prêtre, l'instituteur, l'enseignement religieux obligatoire et les écoles primaires confessionnelles; le mécontentement du paysan dirigé par les classes dirigeantes contre l'Autriche, le juif, les nationalités; la difficulté d'organiser un prolétariat épars. — B) Les forces de révolution : les sentiments d'amour immodéré de la terre non satisfaits; l'esprit ardent et insurgé de la race; les désillusions apportées par la sagesse du parti de l'indépendance au pouvoir; l'importance des mouvements tendant à organiser le prolétariat hongrois . . . 180

DEUXIÈME PARTIE

LES ORGANISATIONS ET LES MOUVEMENTS DESTINÉS
A GROUPEL LE PROLÉTARIAT HONGROIS DES CAMPAGNES
ET DES VILLES

Le groupement dans le milieu industriel et le milieu agraire; les organisations de lutte de classes, les organisations de paix sociale 193

CHAPITRE V

LE MOUVEMENT SOCIAL-DÉMOCRATE. — 1^o SON HISTOIRE

- La « préhistoire » du socialisme et le mouvement lasallien de 1870 194
- I. *Formation et histoire du parti social-démocrate* : Les débuts du mouvement marxiste vers 1890 : l'influence du socialisme allemand ; ses causes : le courant de la civilisation et de la politique hongroise ; Karl Marx et la Hongrie ; les ouvriers allemands de Budapest. — L'état stationnaire de 1893 à 1898 ; le réveil du parti après la répression de 1898 ; les difficultés de son extension et l'action du gouvernement. — La période de lutte organisée depuis 1900 : la propagande malgré les mesures administratives ; la participation aux luttes politiques à partir de 1902 ; l'agitation en faveur du suffrage universel. L'appui donné au ministère absolutiste du baron Fejervary et le développement du parti en 1905. — La reprise de la lutte organisée après l'arrivée au pouvoir de la Coalition en 1906 195
- II. *Formation et histoire du mouvement syndical* : Les syndicats formés par le parti ; les premiers congrès nationaux de corporation en 1893 ; le premier congrès général des syndicats en 1899 ; les résultats de la cohésion des forces ouvrières : 1^o les grèves nombreuses de 1902 et 1903, les premières grèves générales partielles de 1904 et la reconnaissance des syndicats par les patrons ; l'accalmie de 1905 causée par les préoccupations politiques ; les grèves générales locales de solidarité ouvrière en 1906 ; — 2^o la grande extension des syndicats depuis 1903 : l'accroissement du nombre des syndiqués ; l'organisation de fédérations nationales de métiers en 1903, le premier congrès des ouvrières en 1903, la fédération et le congrès des mineurs ; l'organisation des corporations encore inorganisées ; la fédération nationale des ouvriers agricoles ; le gouvernement de la Coalition et les syndicats 204

CHAPITRE VI

LE MOUVEMENT SOCIAL-DÉMOCRATE. — 2^o SON ORGANISATION ET SES CHEFS

- I. *Le parti social-démocrate* : Son organisation centraliste et non fédéraliste ; les raisons de cette organisation : la faiblesse du mouvement nationaliste en Hongrie, l'absence de provinces autonomes, le petit nombre d'adhérents au socialisme dans les nationalités ; les groupes locaux, le congrès national et le comité directeur ; les chefs du parti : l'ancien et le nouveau comité directeur ; MM. Goldner, Weltner, Kardos, Garami et les causes de leur remplacement : les intellectuels et le parti ; MM. Bokanyi, Jaszai et le poète paysan Sandor Csizmadia ; le Dr Ervin Szabo 214
- II. *L'organisation syndicale* : La centralisation ; les deux orga-

- nismes séparés pour les ouvriers industriels et pour les ouvriers agricoles ; la fédération des travailleurs des champs ; les ouvriers industriels : le conseil syndical, le secrétariat permanent du travail, le congrès syndical ; les fédérations de métiers, l'exemple de la fédération des ouvriers du bâtiment, son organisation, les groupes locaux et leur cercle d'action ; les ouvriers des mines ; les organisations locales de corporations encore non fédérées ; l'organisation du prolétariat féminin : les femmes dans les syndicats, le travail, l'*Union des ouvrières de Hongrie* ; la dissolution de syndicats ou de fédérations et les sociétés secrètes ; les associations libres pour fonds de grève ; le personnel directeur des syndicats 230
- III. *Les rapports du parti et des syndicats* : Leurs organisations théoriquement distinctes et les directions de fait données aux syndicats par le comité directeur du parti ; les syndicats au service du parti ; le désir d'autonomie des syndicats, la conquête de la direction du parti par les chefs des syndicats. 241

CHAPITRE VII

LE MOUVEMENT SOCIAL-DÉMOCRATE. — 3^e SES IDÉES
ET SES TENDANCES

- I. *Le programme et son esprit* : Le marxisme « orthodoxe » ; le programme du parti en 1890, sa revision en 1903, les revendications pratiques ; le programme des Congrès syndicaux de 1899 à 1901, leurs revendications pratiques ; l'identité de ces programmes, leur esprit démocratique étatiste et réaliste, leur affirmation verbale de la lutte de classes, leur appel constant à l'Etat bourgeois et leur esprit non-révolutionnaire 246
- II. *Le mouvement et ses tendances* : Le programme et le milieu ; les caractéristiques de l'activité pratique : 1^o œuvre de mécontents, sans conviction précise, ni tactique pratique et organisée ; les non-socialistes dans les syndicats et la masse amorphe ; les mineurs, les grèves de maçons ; — 2^o la tendance démocrate et politicienne ; l'activité du parti et des syndicats absorbée par la lutte pour le suffrage universel ; les ententes avec des mouvements « bourgeois » : l'alliance avec le ministère absolutiste, les bons rapports avec le nouveau parti radical bourgeois de M. Kristoffy et avec les députés démocrates des villes ; l'alliance avec le parti des paysans ; le rapprochement avec les députés des nationalités ; la conclusion d'une coalition en vue de la conquête du suffrage universel ; le mouvement intellectuel et politico-social de la Société de sociologie et l'éducation donnée aux ouvriers des syndicats à l'« École libre » ; — 3^o l'adoption d'idées propres à plaire au nationalisme hongrois ; le patriotisme et l'hégémonie magyare, le centralisme, le protectionnisme et la séparation économique dans l'Autriche, l'agitation menée contre le nouveau compromis ; — 4^o la pratique révolutionnaire innée de la masse ; l'atmosphère du parti et celle des syndicats ; le goût des ouvriers hongrois pour la grève en masse

et l'action directe ; le mouvement libertaire indépendant et le groupe du Comte Batthyany, les intellectuels et les idées syndicalistes révolutionnaires 254

CHAPITRE VIII

LE MOUVEMENT SOCIAL-DÉMOCRATE. — 4^e SON ACTIVITÉ ET SES RÉSULTATS

- I. *L'action du parti* : Les réunions publiques, les périodes électorales ; les journaux et brochures : les journaux, propriété du parti : la *Nepszava* et la *Volksstimme* ; l'imprimerie et la librairie du parti ; le lancement des tracts ; la revue le « Szocializmus » ; les autres organes socialistes ; le budget du parti . . . 281
- II. *L'action des syndicats* : 1^o L'amélioration des conditions du contrat de travail : le placement des ouvriers ; le contrat collectif et l'exemple des ouvriers du bâtiment ; la fédération des ouvriers agricoles et les engagements de travail agricole ; la préparation des grèves et le mouvement gréviste ; — 2^o la satisfaction donnée aux besoins des ouvriers ; les budgets des syndicats, leurs ressources et leurs dépenses ; les dépenses de secours mutuels : les fonds de réserve, les secours aux chômeurs, les autres dépenses d'assurance, le « viaticum » ; les dépenses « d'éducation » ; les bibliothèques, les conférences, les journaux corporatifs. 286
- III. *Les adhérents au mouvement socialiste* : Le nombre des syndiqués et son accroissement. le développement de certaines fédérations ; les journaliers agricoles organisés ; les milieux où se recrutent ces adhérents : le milieu prolétarien, les intellectuels et les instituteurs ; les milieux nationaux ; les milieux religieux et la politique religieuse du socialisme : catholiques, protestants, orthodoxes et juifs 298
- IV. *L'impression de force donnée par le mouvement* : Les premières tentatives de résistance des patrons ; les grandes démonstrations publiques ; un facteur politique indirect 304
- V. *L'évolution du mouvement socialiste et le suffrage universel* : Paysans et socialisme ; parti et syndicat ; le parti et la politique démocratique ; les syndicats, les influences russes et françaises et les idées révolutionnaires. 308

CHAPITRE IX

UN MOUVEMENT DE LUTTE DE CLASSES

M. VARKONYI, M. ACHIM ET LEURS PARTISANS

Un groupement de lutte de classes né en Hongrie ; le partage des terres et les sentiments des paysans ; l'éclosion d'agitateurs : M. Achim ; la propagande de M. Varkonyi et la renaissance de son parti en 1905 ; les rapports de M. Varkonyi et du parti social-démocrate ; l'extension limitée du parti et la personnalité de M. Varkonyi 345

CHAPITRE X

LES MOUVEMENTS DE PAIX SOCIALE

- A. *Le parti socialiste-national de M. Mezöfi* : La carrière de M. Mezöfi ; son programme socialiste, pacifiste et nationaliste ; sa manière 320
- B. *Le parti chétien-social* : Son programme ; sa fondation récente pour lutter contre la sociale-démocratie ; les anciens groupements catholiques : le parti du peuple et la fédération des associations catholiques ; l'esprit nouveau chez les catholiques ; le chanoine Giesswein et les tendances du clergé ; la confédération des travailleurs chrétiens-sociaux et le nouveau parti chrétien-social ; le programme et les chefs du parti 323
- C. *Les grands propriétaires conservateurs et le groupement coopératif* : La coopération dans les villes et dans les campagnes ; l'action de l'aristocratie et l'initiative du comte Karolyi ; les coopératives de grands propriétaires ; les coopératives populaires et la politique de direction de la démocratie rurale ; les faveurs accordées par l'Etat ; la « Société centrale de crédit mutuel » et son rôle social, comme intermédiaire entre l'Etat et les coopératives ; la valeur sociale du mouvement ; les cercles agricoles fondés par le comte Karolyi 328
- D. *Le mouvement des agrariens conservateurs et des agrariens néo-conservateurs* : Le mouvement agraire : sa naissance en 1880 ; le congrès de 1885 et les tarifs de douane ; l'accroissement de puissance des agrariens, le congrès de 1907 et le gouvernement ; le mouvement néo-conservateur : la protection du petit paysan ; le Dr Emile Nagy et le groupe des nouveaux agrariens, leurs projets, leur influence et leur action 333

CONCLUSION

- La situation sociale des Etats de l'Europe occidentale et celle des pays de l'Europe orientale et centrale ; le type de constitution sociale de la Hongrie, de la Galicie, de la Roumanie ; les « nationalités décapitées » en Bulgarie, Serbie, Montenegro ; l'Autriche, pays de transition 341
- La question sociale en Hongrie : le conflit des classes et l'expansion des idées nouvelles : la noblesse dirigeante, ses traditions, ses timidités, son esprit ; la valeur de son élite ; ses occupations ; ses aspirations nationales ; la noblesse et l'esprit de réforme sociale ; les luttes de domination de classe 343

DOCUMENTS ANNEXES

TABLEAUX A : 1^o Répartition de la population hongroise active en 1900 entre les principales professions ; — 2^o Répartition de la population hongroise totale en 1890 et en 1900 entre les profes-

sions ; — 3 ^e Proportion de la population agricole dans divers Etats.	353
TABLEAU B : Répartition de la population active hongroise par profession et par situation sociale en 1890 et 1900.	355
TABLEAUX C : Concentration de l'industrie en Hongrie : 1 ^o L'industrie des mines et des hauts fourneaux en 1900 ; — 2 ^o L'industrie proprement dite en 1890 et en 1900	356
TABLEAU D : Accroissement du nombre des patrons et des ouvriers dans certaines branches d'industrie de 1890 à 1900.	359
TABLEAU E : Répartition géographique de l'industrie en Hongrie .	360
TABLEAUX F : Temps de travail et salaire des ouvriers industriels en Hongrie	362
TABLEAU F bis : Les logements ouvriers à Budapest	364
TABLEAUX G : La propriété terrienne en Hongrie : 1 ^o Dimension des exploitations en 1895 ; — 2 ^o Variation dans le nombre des propriétaires et ouvriers agricoles de 1890 à 1900 ; — 3 ^o Répartition des exploitations selon la qualité de l'exploitant en 1895 ; — 4 ^o Répartition des propriétaires et des fermiers en 1900 ; — 5 ^o Répartition du nombre total des propriétaires, fermiers et colons partiaires, exerçant leur profession à titre principal ou accessoire en 1900 ; — 6 ^o Dimensions des exploitations de 1870 ; — 7 ^o Répartition des catégories d'exploitations selon les divisions géographiques ; — 8 ^o Etendue des terres inaliénables en Hongrie . . .	366
TABLEAU H : Les journaliers en Hongrie en 1890.	372
TABLEAUX I : 1 ^o Salaire des journaliers agricoles ; 2 ^o Salaire des domestiques agricoles	374
TABLEAUX J : L'émigration hongroise : 1 ^o Nombre des émigrés en Hongrie d'après les registres des ports d'embarquement ; — 2 ^o Nombre des émigrés de Hongrie d'après la statistique intérieure hongroise ; — 3 ^o Pays de destination des émigrés du royaume de Hongrie en 1905 ; — 4 ^o Situation sociale des émigrés en 1905 ; — 5 ^o Individus retournés en Hongrie en 1905 ; — 6 ^o Les envois d'argent des émigrants.	378
TABLEAUX K : 1 ^o La proportion des électeurs aux hommes majeurs en Hongrie avant le suffrage universel ; — 2 ^o Le projet de réforme électorale : le suffrage universel ; — 3 ^o Le « pacte » secret conclu en avril 1906 entre le roi et les chefs de la « Coalition » magyare	382
TABLEAU L : Les écoles primaires élémentaires en Hongrie en 1905	390
TABLEAUX M : A. Statistique du mouvement syndical hongrois : 1 ^o Les syndicats en 1899 ; — 2 ^o Etat des associations ouvrières au 31 décembre 1900 ; — 3 ^o Effectif des syndicats ouvriers de l'industrie ; — 4 ^o Situation financière des syndicats ; — 5 ^o Statistique de l'Union des travailleurs agricoles ; — 6 ^o Budget de la fédération des ouvriers du bâtiment. — B. Statuts de l'organisation syndicale en Hongrie.	391

TABLE DES MATIÈRES

423

TABLEAU N : Les grèves en Hongrie.	397
TABLEAUX O : Le mouvement coopératif en Hongrie : 1° Les coopératives de crédit ; — 2° Les coopératives de production, d'achat et de vente ; — 3° Les coopératives de consommation.	399
BIBLIOGRAPHIE.	409
TABLE DES MATIÈRES	413
TABLE DES CARTES	423

TABLE DES CARTES

1° Carte d'extension du socialisme agraire de 1890 à 1898 .	<i>hors texte.</i>
2° Carte d'extension du parti social-démocrate et du parti socialiste Várkonyi et Achim.	—
3° Carte d'extension du parti socialiste Mezöfi.	—
4° Carte des circonscriptions représentées par des députés des Nationalités en 1908	—
5° Carte des populations de Hongrie	—

ERRATA DES CARTES

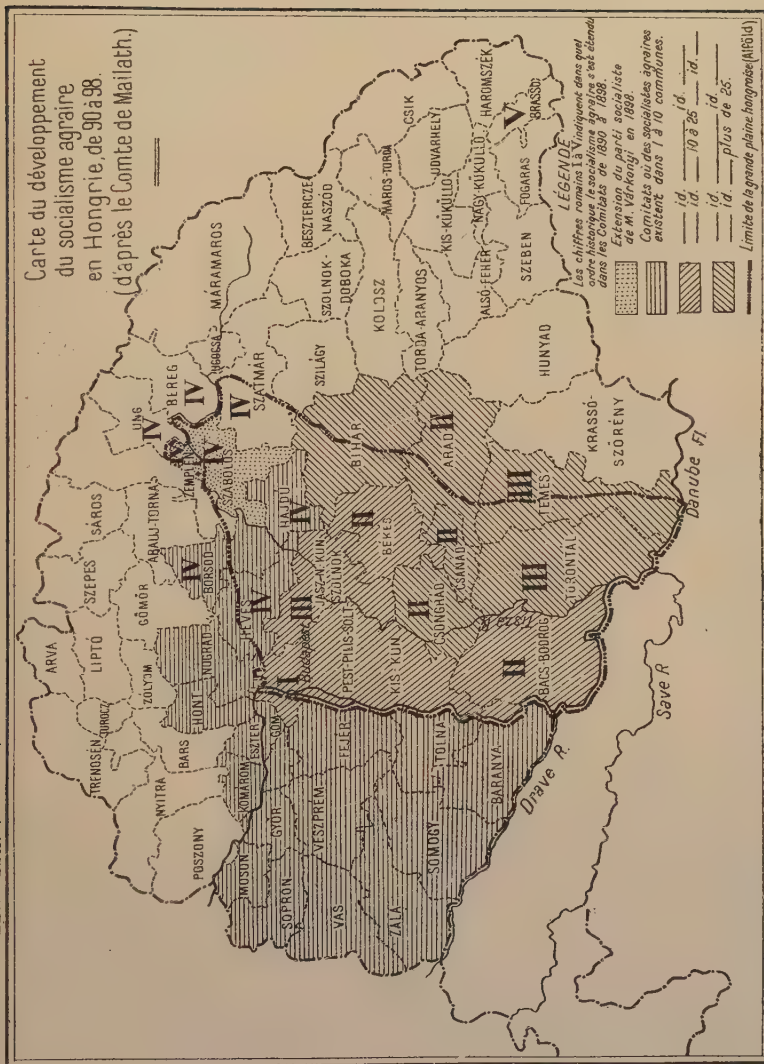
Carte V sur les populations en Autriche-Hongrie :

Au lieu de : Mozares, *lire* : Moraves.

—	Zagra,	—	Zagveh.
—	Costantza,	—	Constantza.
—	Kaschau,	—	Kassa (Kaschou).

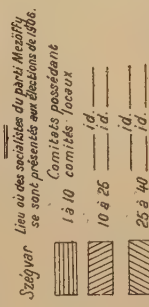
Les lignes horizontales du Nord-Est de la Bulgarie marquent des éléments ethniques bulgares, qui, d'après les géographes allemands, seraient mélangés d'éléments turcs.

Carte du développement
du socialisme agricole
en Hongrie, de 90 à 98.
(d'après le Comte de Mailath.)



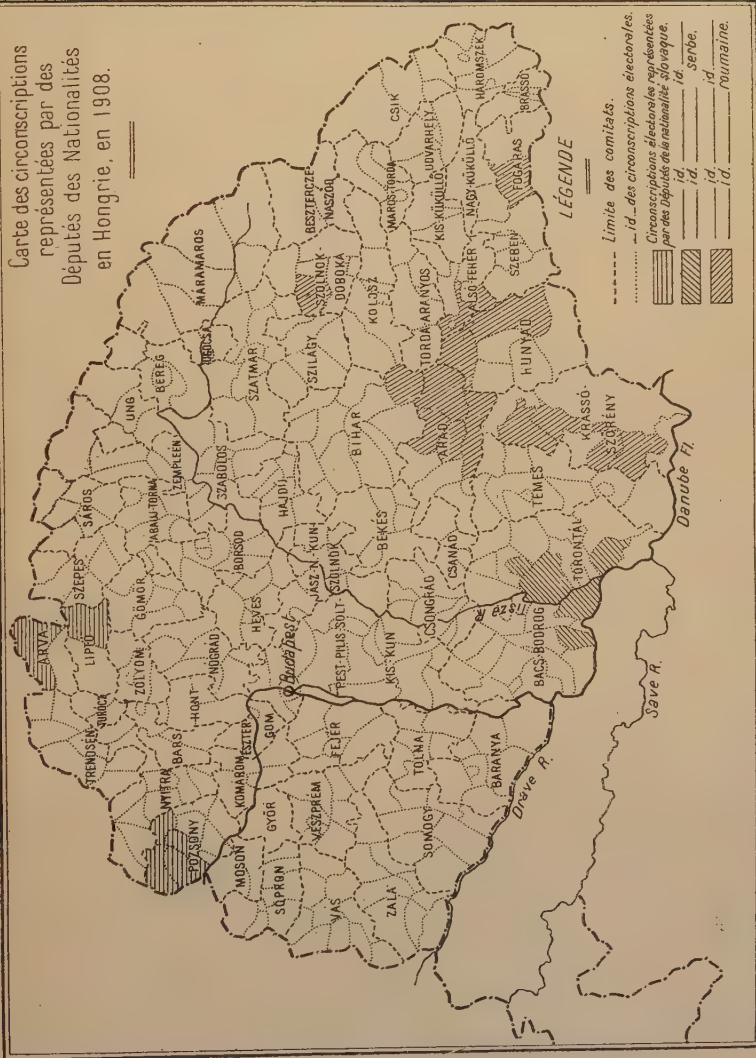


G. Hurre,



A. Huré

Carte des circonscriptions
représentées par des
Députés des Nationalités
en Hongrie, en 1908.



Cliché des Questions Diplomatiques et Coloniales.

G. HURE



